

Critique du discours dominant comme projet d'émancipation individuelle et collective

3^{es} Rencontres organisées
par les doctorants de l'École Doctorale
SSH481 / ITEM / PASSAGES
de l'Université de Pau et des Pays de l'Adour

15-17 mars 2017

Pour ces troisièmes rencontres « anthro-Pau-logiques », notre ambition est d'aborder l'émancipation, celle qui libère, permettant de créer et de penser l'Utopie. Dans ce cadre, le rôle des médias est indéniable. La question centrale qui nous occupe est celle de la transition qui s'opère entre la presse communautaire d'hier et d'aujourd'hui, et la presse propagandiste médiatrice du discours dominant. Cet ouvrage transdisciplinaire propose des témoignages et des analyses d'utopies collectives en partant d'exemples-types de médias et acteurs de presse communautaire, à l'instar du rôle joué par le journal communautaire et régional *Pays* (1977-1978), comme d'autres médias nationaux, internationaux ou relevant de courant minoritaire qui se revendiquent défenseurs de l'émancipation culturelle par l'information libre. La réflexivité critique du chercheur en sciences sociales est également questionnée à travers ses barrières sociales, morales et intellectuelles afin de tendre vers une forme d'affranchissement aussi individuelle que collégiale. Les réflexions engagées invitent à comprendre l'incidence de ces constructions sociales sur les trajectoires individuelles et le développement d'une pensée collective portée par la critique et l'émancipation.

ÉCOLE DOCTORALE
SCIENCES SOCIALES
ET HUMANITÉS

SSH 481



ISBN : 2-35311-119-X
Prix : 18 €



CRITIQUE DU DISCOURS DOMINANT

2021



CRITIQUE DU DISCOURS DOMINANT COMME PROJET D'ÉMANCIPATION INDIVIDUELLE ET COLLECTIVE

AH BÉ TÈ! 3^{ES} RENCONTRES ANTHRO-PAU-LOGIQUES









*Troisièmes Rencontres organisées
par les doctorants de l'École doctorale
SSH481 / ITEM / PASSAGES
Université de Pau et des Pays de l'Adour*

15-17 mars 2017

*Critique du discours dominant
comme projet d'émancipation
individuelle et collective*

Ab bé tè ! Les anthro-Pau-logiques





Directeurs de collection

Antoine Renucci,

directeur de l'École doctorale des Sciences Sociales et Humanités de l'UPPA

Carole Haritchabalet,

directrice-adjointe de l'École doctorale des Sciences Sociales et Humanités de l'UPPA

Direction du volume

Rémy Berdou, anthropologue

Dominique Cunchinabe, anthropologue

Mathilde Lamothe, anthropologue

Mélanie Larché, anthropologue

Idrissa Mané, anthropologue

Txomin Poveda, sociologue

Milo Villain, sociologue

Anciens doctorants et anciennes doctorantes de l'ED SSH 481, UPPA

Comité de lecture

Patricia Heiniger-Castéret, maître de conférences en anthropologie, UPPA

Abel Kouvouama, professeur d'anthropologie, UPPA

Patrice Yengo, anthropologue, IMAF-Institut des Mondes Africains/EHESS Paris

Robert Ziaoula, professeur de géographie, INALCO-Paris

Commandes

Librairie VRIN - 75005 Paris

Presses Universitaires de Pau et des Pays de l'Adour

Directeur : Laurent Callegarin

Conception graphique : Brigitte Cupertino

Composition : PUPPA

Impression

Ipadour, 64000 Pau

© Presses Universitaires de Pau et des Pays de l'Adour

Institut Claude Laugénie

Avenue du doyen Poplawski

64000 Pau

ISBN : 2-35311-119-X

Dépôt légal : janvier 2022





SOMMAIRE







Introduction	9
--------------------	---

PARTIE I
LE JOURNAL *PAYS*, HEBDOMADAIRE RÉGIONAL DU BASSIN DE L'ADOUR
(1977-1978)

A - Lecture par les acteurs

La tête dans les étoiles, mais les pieds sur terre	23
<i>Marie-Christine Aragon</i>	
Par les chemins de l'information, vers le pays d'humanité	35
<i>Patrick Busquet</i>	
Sur les chemins du Rêve... la Beauté	43
<i>Elisabeth Busquet</i>	
<i>Pays</i> , ou traverser tous les champs du possible	53
<i>Sèrgi Javaloyès</i>	
Table ronde : « L'expérience <i>Pays</i> (1977-1978) »	65
<i>Jean-Paul Basly, Sylvain Notey, Dominique Ponneau et Elisabeth Busquet</i>	

B - Interrogations de chercheurs

Communauté paysanne et émancipation : les <i>Larraintar</i> à l'éclairage du journal <i>Pays</i> (1977-1978)	85
<i>Dominique Cunchinabe</i>	
L'enquête Montagne, 1977 : vivre, travailler et décider au Pays !	101
<i>Rémy Berdou</i>	





L'occitan dans la presse écrite : l'exemple de la revue <i>Pays</i>	117
<i>Philippe Biu</i>	
Émancipation et reproduction de la recherche en SHS : un mouvement pendulaire (1977-2017)	127
<i>Dolorès de Bortoli</i>	

PARTIE II MÉDIAS ET COURANTS MINORITAIRES

Les médias locaux en langue basque, hier et aujourd'hui	143
<i>Eneko Bidegain</i>	
<i>Ehuzu</i> : un média communautaire d'État ? Presse officielle, journalistes-griots et le Renouveau Démocratique au Bénin	149
<i>Tobias Etienne-Greenwood</i>	
Anthropologie du phénomène de transsubstantiation médiatique des nouvelles minorités actives. Le cas des « créateurs de culture » : entre consommation spirituelle et « lifestyle bashing »	165
<i>Fanny Parise</i>	
Quelle médiatisation pour les mouvements citoyens écologistes en défense de la mer ?	187
<i>Milo Villain</i>	
L'espace de communication comme dimension de l'« habiter » de l'habitat mobile et léger	203
<i>Anaïs Angéras</i>	
Discussion autour du terme <i>mudar</i> . Les termes <i>mudar</i> et <i>desmenatjar</i> sont-ils interchangeables ?	215
<i>Françoise Saliou</i>	





INTRODUCTION

Un temps de lecture du monde social, puis un moment de réflexion et d'implication dans nos sociétés actuelles, avant la perspective d'une réflexivité critique tant dans la recherche scientifique que dans la société civile : tel est le processus intellectuel induit par les trois rencontres « Ah bé tè ! Les anthro-Pau-logiques », organisées entre 2015 et 2017¹. Ces trois moments forment le triptyque d'une même recherche ou interrogation que sont les « anthro-Pau-logiques ». La tradition ethnographique et l'approche socio-anthropologique de notre démarche de recherche nous ont conduits à interroger le symbolisme du triptyque et ce qu'il cache : s'agit-il d'un Graal – dont on sait qu'il s'agit d'une quête impossible autant qu'infinie – ou d'un point de vue plus philosophique, d'utopie² (Manheim, 1929)? Sans apporter une réponse à cette question pourtant cruciale, le triptyque nous rappelle une certaine trilogie du religieux qui met en scène trois unités constitutives d'un même ensemble (le corps religieux) dont il faut pénétrer les propriétés pour en saisir le sens global.

1 - Les premières rencontres *Ah bé tè ! Les anthro-Pau-logiques : regards sur les sociétés actuelles* se sont déroulées du 15 au 17 avril 2015 ; les deuxièmes rencontres *Ah bé tè ! Les anthro-Pau-logiques : regarder, écouter, s'engager !* se sont tenues du 11 au 12 février 2016 ; enfin, les troisièmes rencontres *Ah bé tè ! Les anthro-Pau-logiques : critique du discours dominant comme projet d'émancipation individuelle et collective* ont eu lieu du 16 au 17 mars 2017.

2 - Pour le sociologue Karl Mannheim, les idéologies et les utopies appartiennent à deux complexes d'idées différents. Le premier complexe dirige l'activité vers le maintien de l'ordre existant, alors que le second (celui des utopies) tend à créer des activités en vue d'un changement de l'ordre dominant (Mannheim, 1929).





Le premier moment de notre trilogie pourrait s'appeler l'Éden anthropologique. Cet épisode ethnographique a interrogé les sociétés par le biais des musiques populaires et leurs apprentissages, du film ethnographique, de l'économie et de la politique renouvelée par des pensées, des courants et des événements qui ont marqué ces dernières années (Berdou *et al.*, 2015). L'objectif consistait à offrir une lecture multidimensionnelle des imbroglios qui constituent et produisent les sociétés actuelles.

Le second moment fut celui d'une forme de contestation de cet Éden qui préfigure les multiples questions que nous nous sommes posées sur l'engagement du chercheur dans les sociétés actuelles, où la démission et le désengagement semblent de plus en plus être la règle. Pour cela, nous avons écouté les voix de la contestation portées par le rock, le punk, le rap ou encore la chanson engagée, et avons interrogé les nouvelles dissidences économiques alternatives à la globalisation autour d'un renouvellement critique social et politique. Une des réponses souligne le paradoxe tenace qu'il y aurait entre le fait d'être chercheur et celui de traduire un engagement. Le concept de « neutralité axiologique » utilisé par Max Weber est instrumentalisé (Corcuff, 2011) de façon à objectiver et à valider une pensée dominante alors que les chercheurs sont, d'une façon ou d'une autre, engagés (Olivier de Sardan, 2000). Nous avons alors été amenés à voir toute la complexité de l'engagement et les formes de cécité qui empêchent certains chercheurs d'appréhender leur propre positionnement.

Si nous suivons la symbolique religieuse, qui caractérise ce qui se rapporte aux formulaires de la foi chrétienne selon le dictionnaire du CNRTL, le troisième volet de ce triptyque nous conduit à penser à une sorte d'« infernalité » : autrement dit, tous les caractères de ce qui est infernal et, dans notre cas, comme une pensée difficilement supportable qui nous heurte dans notre éthique personnelle ou dans notre déontologie de recherche. Elle prend corps autour de la difficulté à appréhender et à mettre notre engagement de chercheur au service réel des sociétés actuelles. L'innovation, fonction même du chercheur en sciences sociales, ne risquerait-elle pas d'être



bloquée par l'« inertie reproductive » si l'on suit Pierre Bourdieu et Jean-Claude Passeron qui développent l'idée selon laquelle le système d'enseignement exerce un « pouvoir de violence symbolique » et contribue à donner une légitimité au rapport de force à l'origine des hiérarchies sociales (Bourdieu et Passeron, 1964)? Il nous apparaît alors utile d'aborder les questions de la critique comme une base du changement et d'émancipation des règles, des normes, des codes, des reproductions (Bourdieu, 1992 ; 1997) pour voir si cet « impossible engagement du chercheur » serait le produit d'une solide mais inconsciente répression de soi et, si tel était le cas, quel processus nous fait cheminer vers cette mise sous silence? Comment contourner ces barrières sociales, morales ou intellectuelles et permettre ainsi une manumission de l'esprit et une forme d'affranchissement aussi individuelle que collective?

Cette réflexivité critique s'applique autant à l'analyse des processus qu'à notre propre démarche : à travers ces troisièmes rencontres, avons-nous uniquement pensé le discours dominant, ou bien avons-nous également « pensé » nos esprits des séquelles de ce dernier? En nous interrogeant sur l'impact de la presse et des médias communautaires, indépendants ou propagandistes sur nos sociétés, n'avons-nous pas aussi réfléchi à notre propre pouvoir de vecteur informationnel? En visant l'utopie de la critique, n'avons-nous pas aussi cherché plus subtilement ce qui nous rendait plus humains et libres? Quoi qu'il en soit, les enjeux de l'émancipation individuelle et collective du discours dominant offrent une réelle opportunité d'interroger les rôles actuels des messages et des médias, en prenant un solide appui sur l'expérience « proche » du journal communautaire et régional *Pays* qui fut publié de 1977 à 1978. Quarante ans après leur début, nous avons eu l'honneur de pouvoir réunir les fondateurs et fondatrices de ce journal, ces pionniers et défenseurs de l'émancipation culturelle par l'information libre, lors des troisièmes rencontres « Ah bé tè ! Critique du discours dominant comme projet d'émancipation individuelle et collective » qui se sont déroulées les 16 et 17 mars 2017.



Les porteurs de *Pays* affichaient dès leurs débuts l'ambition de comprendre et de livrer une actualité locale basque, béarnaise ou encore bigourdane, faisant écho à d'autres réalités nationales et internationales. Depuis les rubriques du journal engagé jusqu'à nos réflexions, nous pouvons remarquer que les luttes sociales en faveur des libertés citoyennes, qu'elles soient locales ou internationales, sont loin d'être épuisées... Mais de quelles luttes parle-t-on encore actuellement? Sommes-nous aujourd'hui, plus qu'hier, les victimes d'un discours médiatique standardisé dominant, descendant et souvent même condescendant? Si l'on y regarde attentivement, tout porterait malheureusement à le croire. Cependant, notre pouvoir ne résiderait-il pas dans notre sens critique, ou encore dans notre capacité à remettre en question les conduites imposées par les monopoles médiatiques qui nous bombardent inlassablement des mêmes messages asservissants? N'existe-t-il pas d'alternatives pour une information moins aseptisée, moins standardisée et visant autre chose que le formatage de nos corps et de nos esprits?

12

Pour ces troisièmes rencontres « anthro-Pau-logiques », notre ambition fut d'aborder le désir d'émancipation qui constitue la source créatrice d'Utopie, de même que la création qui en résulte. Dans ce cadre, le rôle des médias est indéniable. La question centrale qui nous occupe est celle de la transition qui s'opère entre la presse communautaire d'hier et d'aujourd'hui, et la presse propagandiste médiatrice du discours dominant. Nous avons souhaité porter la réflexion à la fois sur le développement d'une pensée collective portée par la critique et l'émancipation, mais aussi comprendre l'incidence de ce décollement sur les trajectoires individuelles. Seize plumes se sont prêtées à l'animation de cet ouvrage collectif : seize voix qui apportent chacune leur éclairage et leur expérience – qu'elles proviennent de recherches universitaires mais aussi de la société civile – et invitent à un décentrement de soi et à dépasser les obstacles de la pensée.

Lorsque l'on parle d'émancipation, la première question qui se pose est celle de savoir de quoi et vers quoi? **Marie-Christine Aragon** nous livre une réponse et choisit le mot utopie pour





introduire l'aventure humaine qui anima le journal *Pays*. L'émancipation est d'abord celle des normes rédactionnelles des grands médias mais, au-delà du métier de journaliste, le journal *Pays* dans son ensemble entend développer une autre manière de faire. Le statut est coopératif, une Société Coopérative Ouvrière de Presse naît et à l'intérieur les salaires sont égaux, les prises de décisions collégiales – ou tentent de l'être... Partout l'expérimentation est de mise sauf que l'économie ne suit pas, et d'ailleurs, peut-on s'émanciper de ses contraintes? La réponse est heureuse et son développement s'inscrit dans un deuxième chapitre : l'après *Pays*. Pour l'auteure, de façon quasi génésique, le journal a ouvert la voie à d'autres expériences coopératives ou associatives relevant d'une autre économie encore balbutiante : l'Économie Sociale et Solidaire.

Patrick Busquet nous invite à un voyage dans l'espace et le temps où il tisse des liens entre information et humanité. Le reporter nous présente *Pays* comme la manifestation locale d'un mouvement global. Ce dernier insiste particulièrement sur le rôle salvateur de l'information aux côtés des populations en marche : des Tables populaires au Sénégal, aux *Ikastola* en Pays Basque et aux *Calandretas* en Bigorre. Enfin, Patrick Busquet nous amène à comprendre en quoi la presse locale contribue à un « Faire ensemble plus harmonieux ».

Elisabeth Busquet nous offre un récit de son chemin atypique, à l'instar de celui de *Pays*. En effet, son parcours témoigne d'une affirmation identitaire au-delà des stéréotypes socioculturels réducteurs. Concernant sa réflexivité vis-à-vis de la sphère médiatique, elle pointe surtout du doigt l'impuissance ressentie face à la dramatisation effectuée par les canaux dominants, ainsi que le mécanisme de censure. L'auteure soulève l'importance du journal communautaire *Pays* et nous fait ressentir l'émancipation qu'il a offerte aux minorités, tout comme le sentiment de reconnaissance et d'existence en toute dignité sur la sphère publique.

Sèrgi Javaloyès dresse le cadre sociohistorique et politique environnant les débuts de *Pays*, en ravivant certains détails qui nous permettent de saisir un peu mieux les enjeux de la liberté d'expres-



sion qu'incarne le journal. L'auteur élargit d'ailleurs le spectre du cadrage pour embrasser le contexte international des répressions et des mouvements sociaux qui marquent la période, par exemple en Argentine ou encore en Chine. Plus profondément, *Sèrgi Javaloyès* nous ouvre les portes des coulisses de *Pays* et d'une réalité béarnaise complexe, à l'image de son parcours. C'est avec beaucoup de modestie qu'il éclaire son expérience au sein du journal à la lumière de celle de ses pairs et nous amène à dépasser l'utopie.

La table ronde composée de **Jean-Paul Basly**, **Elisabeth Busquet**, **Sylvain Notey** et **Dominique Ponneau** rassemble les mémoires à tout jamais vivantes de l'aventure humaine *Pays*. Dominique Ponneau ouvre la série de témoignages en plantant à la fois le décor local de l'époque, tout en ouvrant le rideau des coulisses de la création du journal. Sylvain Notey relaye la deuxième expérience de *Pays*, ponctuée pour lui par la montée de la langue occitane et la naissance de *Radiu Vivant*. Les souvenirs de Jean-Paul Basly nous renvoient au bouillonnement social vivant de convivialité, marqué par la réflexion citoyenne et politique de la fin des années 1970. Les récits individuels découlent ensuite sur une discussion dynamique élargie, où les participants de la table ronde, les autres aventuriers de *Pays* et les doctorants de l'UPPA entament ensemble un échange réflexif. Les questions-réponses abordées vont de la construction du lien social, à la participation politique étudiante, les déterminants de l'émancipation vis-à-vis des pensées dominantes... en passant par les représentations du monde contemporain, l'importance de l'identité, de l'espoir mais aussi de l'utopie collective.

En recontextualisant les luttes sociales en vigueur dans les années 1970, **Dominique Cunchinabe** engage une « réflexion buissonnière » et analyse les débats politiques qui secouent les structures administratives et les communautés paysannes. Son travail pointe du doigt la biodiversité en tant qu'objet politique instrumentalisé ; la nature – ou l'idée que l'on s'en fait – étant alors mise sous la tutelle de politiques environnementales qui méconnaissent les usages patrimoniaux d'écosystèmes fondés sur les liens intracommunautaires paysans. Or les usages communautaires de certains territoires préexistent



à ces nouvelles injonctions socio-politiques et font valoir leur droit sur les communs environnementaux, comme l'illustre un article de *Pays* portant sur la communauté Larraintar à Larrau. Organisée en association, celle-ci lutte pour récupérer la gestion directe de ses biens communaux privés par la Commission Syndicale du Pays de Soule. Ce combat pour les ressources des terres de montagne n'est cependant pas terminé et s'invite encore régulièrement dans les débats.

Rémy Berdou analyse une « enquête montagne de 1977 », avec laquelle le journal *Pays* souhaitait interroger son lectorat en plein contexte de délaissement des villages des montagnes béarnaises et basques au profit des centres urbains. Une partie de la population de ces territoires en passe d'être oubliés s'active en ayant, chevillé au cœur, le slogan « Vivre, travailler et décider au Pays ! ». Non sans regretter l'absence des résultats de cette enquête il parvient, en mobilisant une méthodologie descriptive minutieuse, à rendre intelligible les motivations des auteurs du questionnaire et à proposer une lecture documentée des différents sujets sur le devenir des montagnes. Il s'agit en somme d'une ethnographie d'aujourd'hui permettant de comprendre *a posteriori*, les logiques de changements advenus dans les villages de montagnes et les préoccupations des paysans, citoyens et auteurs de *Pays* face à ces mutations.

Philippe Biu met en lumière une fonction indissociable de *Pays* : celle de véhicule linguistique et culturel. Le docteur en langues et cultures régionales analyse finement les contributions occitanes ou encore basques dans le journal, et déplore leur occurrence restreinte par rapport au français. L'auteur dépeint à merveille le contexte social de création du journal et nous fait prendre conscience de l'avant-garde qu'il incarne alors. Philippe Biu passe en revue les différents textes et les thématiques abordées en occitan, tout en soulevant des questions de style et de forme. Enfin, ce dernier nous montre en quoi *Pays* pose les jalons de l'occitanisme, alors que les catalyseurs et les institutions du mouvement restent à cette période encore à créer.

Sociologue et directrice de recherche pluridisciplinaire, **Dolorès de Bortoli** propose une analyse des interstices et des espaces possibles pour une émancipation au sein d'une université de « pays » :



l'Université de Pau et des Pays de l'Adour. En s'appuyant sur une expérience en tant qu'actrice ainsi que sur une série de documents internes, elle offre une rétrospective précieuse de la structuration des Sciences Humaines et Sociales au sein de l'institution universitaire. Elle y décrit notamment les jeux pendulaires d'une construction et déconstruction des organes de recherche dans un contexte local et global en permanente mutation. Dolorès de Bortoli témoigne du recul des espaces d'émancipation et du déclin des expériences de recherche originelles, innovantes, ancrées sur le territoire parce que conçues « avec » les acteurs de terrains au sein d'un original « centre de recherche sans mur ».

Eneko Bidegain observe que les citoyens ont besoin d'une information de proximité qui ne se réduit pas qu'aux faits divers et qui propose des contenus attendus par un lectorat proche, parfois engagé et désireux de s'informer à travers des médias alternatifs. À partir d'exemples de médias locaux en langue basque, Eneko Bidegain montre que leur apparition traduit les préoccupations d'associations locales soucieuses de préserver et de promouvoir la langue basque. Dans une telle perspective, ils sont porteurs d'une volonté de donner la parole au lectorat. Quoiqu'ayant le local comme ancrage, ces médias de langue basque intègrent une actualité extérieure. Mais, face à l'hégémonie du système médiatique en langue espagnole et française, cette constellation de médias locaux, participatifs en langue basque n'échappe pas à certaines fragilités et se voit contrainte à certaines reconfigurations pour garantir leur pérennité.

Tobias Étienne-Greenwood invite à analyser un « média étatique béninois (Ehuzu) comme un média communautaire, vecteur de critique, d'émancipation, mais aussi de débats, qui négocie de façon permanente avec un pouvoir déliquescents ». Il offre une belle lecture des stratégies internes d'un média d'État contraignant ses auteurs à s'ajuster pour éviter les mesures coercitives du gouvernement et la censure. Tout l'intérêt de cette contribution se trouve dans la description fine des stratégies de contournement dont les journalistes d'un média d'État usent, dans les plis du jeu éditorial face à la censure



et la répression pour informer librement les citoyens en faveur de l'émancipation du peuple béninois.

Fanny Parise s'interroge sur les médias de masse en tant que système de valeur ou créateur d'un esprit collectif représentatif du « capitalisme artiste ». En retour, elle nous interroge à notre tour, à la fois sur l'usage et le sens des mots de la novlangue et sur les valeurs qu'elle véhicule puis sur la place médiatique qu'occupent les « bobos », « yuccies », « hypsters », « millénials », « boubours » dans notre quotidien en tant que créateurs de culture. L'analyse de l'occurrence de quatre mots-clefs dans quatre médias de niche – *Slate.fr* ; *Konbini* ; *WeDemain* ; *Antidote* – démontre leur dynamique culturelle perçue comme un phénomène de transsubstantiation médiatique par lequel ces influenceurs « façonnent à leur image la société qui, par effet miroir, adopte les comportements de cette minorité ». Cela ne peut avoir lieu sans le support médiatique d'internet qui véhicule les innovations dans un système néanmoins rigidifié par des contraintes au demeurant nécessaires : matérielles, sociales et symboliques.

Milo Villain offre une comparaison entre les répertoires médiatiques des principaux groupes écologistes engagés en faveur des océans. Que ce soit Greenpeace, Sea Shepherd, ou encore Surfrider Foundation, chaque organisation joue à la fois la démarcation et la standardisation communicationnelle sur la grande toile du web. L'auteur interroge, entre autres, la construction et les limites d'action du cybermilitantisme, tout en évoquant la force synergique que les outils numériques apportent aux actions menées sur le terrain.

Anaïs Angéras approche la thématique de la critique du discours dominant par les types d'habitats alternatifs à partir de ses terrains belges et français où elle mène sa recherche doctorale. Son article aborde l'esprit de ces « formes d'habitat auto-construit, sans fondation, de taille et d'empreinte au sol réduites » et propose une analyse des stratégies de légitimation et de négociation de leur existence dans des espaces urbains et périurbains où les modes d'habiter différents du bâti conventionnel avec fondations durables sont stigmatisés. Tenaillés entre un puissant désir de reconnaissance juridique (visibilité) et



une volonté d'invisibilité, de discrétion, les habitants de ces formes d'habitats à la « marge » (ou marginalisés) puisent dans une multitude de logiques dans le choix d'investir l'espace de communication et la médiation par le « faire ».

Travaillant à partir de deux verbes occitans gascons (« *desmenatjar* » et « *mudar* ») ainsi qu'une expression idiomatique « *har Marteror* », **Françoise Saliou** interroge le mot comme une « trace » d'un passé qui s'intègre au présent. Les usages lexicaux et particuliers de leur emploi révèlent que, loin d'être des synonymes, ces termes apportent de riches nuances dans le champ sémantique : si le signifié commun est le déplacement, leurs différences révèlent l'histoire coutumière et communautaire d'un territoire, mais aussi la manière dont l'usage du territoire est pensé. Son approche historique, réalisée à partir de recherches lexicographiques, distingue les variantes du discours selon l'appréciation des espaces et des temporalités, comme dans son rapport à l'Autre qui met en exergue des principes de légitimation entre locuteurs de langue gasconne.

18

Enfin, nous tenons à remercier très sincèrement l'ensemble des contributeurs pour leur dévouement et leur patience, ainsi que les financeurs, sans qui cette aventure ne serait restée qu'au stade de l'utopie. Toutefois, depuis ces échanges anthro-Pau-logiques qui se sont déroulés en 2017, deux membres de l'hebdomadaire *Pays* nous ont malheureusement quittés : deux esprits lumineux, vifs et battants. Nous aurons à cœur de reprendre le flambeau que nous ont laissé Dominique Ponneau et Elisabeth Busquet, notamment dans l'article de cette dernière où elle nous faisait une allusion à peine voilée à un passage de relais dans la lutte « pour construire le monde suivant du vivre et de l'agir ensemble », selon ses mots.

BIBLIOGRAPHIE

Berdou Rémy, Cunchinabe Dominique, Lamothe Mathilde et Mané Idrissa (dir.), *Regards sur les sociétés actuelles. Ah bé tè! Les anthro-Pau-logiques*, Pau, Presses universitaires de Pau, 2015.





Berdou Rémy, Cunchinabe Dominique, Lamothe Mathilde, Larché Mélanie, Mané Idrissa et Poveda Txomin (dir.), *Regarder, écouter, s'engager ! Ah bé tè ! Les anthro-Pau-logiques*, Pau, Presses universitaires de Pau, 2018.

Bourdieu Pierre et Passeron Jean-Claude, *Les héritiers : les étudiants et la culture*, Paris, Les éditions de Minuit, Collection Le sens commun, 1964.

Bourdieu Pierre, *Réponses. Pour une anthropologie réflexive*, Paris, Le Seuil, 1992.

—, *Méditations pascaliennes*, Paris, Le Seuil, 1997.

Chomsky Noham, *Le bien commun. Entretiens avec David Barsamian*, Montréal, Éditions Écosociété, 2013 [1998].

Corcuff Philippe, « Le savant et le politique », *SociologieS* [en ligne], *La recherche en actes, Régimes d'explication en sociologie*, 2011. URL (consulté le 16 octobre 2016) : <http://sociologies.revues.org/3533>

Graeber David, *Pour une anthropologie anarchiste*, Montréal, Éditions Lux, 2006.

Mannheim Karl, « Idéologie et utopie. Une introduction à la sociologie de la connaissance », *Les classiques en sciences sociales* [en ligne], Université du Québec, Chicoutimi, 1929. URL (consulté le 16 octobre 2016) : http://classiques.uqac.ca/classiques/Mannheim_karl/mannheim_karl.html

Olivier de Sardan Jean-Pierre, « Le “je” méthodologique. Implication et explication dans l'enquête de terrain », *Revue française de sociologie*, 2000, p. 417-445.





PARTIE I

LE JOURNAL PAYS,
HEBDOMADAIRE RÉGIONAL
DU BASSIN DE L'ADOUR
(1977-1978)

A - LECTURE PAR LES ACTEURS







LA TÊTE DANS LES ÉTOILES, MAIS LES PIEDS SUR TERRE

Marie-Christine Aragon

pdg de la SCOP et directrice de publication de l'hebdomadaire Pays

PREMIÈRE PARTIE – PAYS

Le projet

Comment une Bayonnaise, étudiante en 3^e cycle d'économie à Bordeaux, se retrouve dans l'équipe fondatrice de *Pays*? Je ne connaissais aucun des journalistes à l'origine du projet, l'*Éclair des Pyrénées* ne faisait pas partie de mes lectures quotidiennes. Les relations, bien sûr! Les passerelles entre les militants politiques, associatifs, culturels, qui tentaient de construire leurs utopies. Le tam-tam remplaçait internet et un soir de réunion du groupe de femmes, Christiane Etchalus (une des deux premiers candidats abertzale à se présenter aux élections législatives en 1968) me parle du projet d'heβδο et me dit qu'ils cherchent quelqu'un comme moi... Je n'ai pas précisé que mon DESS portait sur l'Organisation et la gestion coopérative. C'était la première promotion et il n'y en a eu que deux! Je fréquentais le milieu coopératif du Pays Basque nord qui, sous l'influence de Mondragon, commençait à se développer.

Je soutenais mon mémoire, « *le rôle des coopératives laitières dans l'intégration des agriculteurs au système capitaliste* », en février et je disposais d'un peu de temps. J'ai donc rencontré l'équipe et constaté immédiatement que nous avons les mêmes valeurs, les mêmes objectifs et la même philosophie quotidienne : être sérieux, agir sérieusement, mais ne pas se prendre au sérieux. Bref, la mayonnaise a pris.



L'étude du projet journalistique était déjà bien avancée, mais il fallait rentrer dans les contraintes liées à l'environnement juridique, fiscal, social et financier. Ce travail préalable constitue une phase essentielle, où on traduit en mots et en chiffres les idées et les rêves. Et notre rêve n'était pas neutre, on créait un outil d'indépendance politique, de liberté d'expression, d'appropriation de la parole par ceux qui subissaient l'actualité et avant l'heure on parlait du local pour comprendre le global.

Seule la SCOP répondait aux objectifs du groupe pour mettre en œuvre le projet. C'est-à-dire une entreprise regroupant tous les salariés, quelles que soient leur qualification et leur catégorie, qui poursuivent des buts économiques et sociaux communs et en particulier une propriété collective et une gestion démocratique assurée par un membre élu par ses pairs et suivant les règles élaborées en commun. Le choix concret a été réglé relativement vite, dans la mesure où en matière de SCOP n'existait alors que la Société Anonyme. Nous y reviendrons.

24

Le **fonctionnement** au quotidien de *Pays* avec tous ses aspects a nécessité un travail beaucoup plus approfondi puisqu'il consistait à anticiper les situations sur les différentes phases du travail, à analyser, chiffrer et choisir entre les diverses solutions possibles... c'est-à-dire aussi à refaire jour après jour le prévisionnel financier afin d'évaluer les coûts, les risques et de valider la cohérence des choix. Quelques exemples :

- Le choix d'installer les journalistes au plus près du terrain, était journalistiquement pertinent, mais financièrement vorace, puisqu'il fallait louer et équiper cinq locaux (Bayonne, Pau, Dax, Aire et Vic-Bigorre) dont deux de taille suffisante pour recevoir à Bayonne l'administratif et le commercial et à Pau l'atelier de composition et la maquette.
- Le choix technique de réaliser la frappe en interne, au lieu de sous-traiter, impliquait du matériel supplémentaire et l'embauche de trois clavistes à temps partiel, mais donnait aux journalistes une plus grande liberté pour coller à l'actualité.





- Le choix du circuit de distribution (maisons de la Presse) avec le système des invendus et du paiement à six semaines minimum, générait un besoin en fonds de roulement très important, mais permettait d’être présents sur tout le territoire.
- Pub ou pas pub... malheureusement c’était un non-choix, nous n’avions pas de mécène ; les études montraient que l’équilibre du compte d’exploitation impliquait que la pub finance l’imprimerie. C’était donc notre objectif, mais nous avons décidé d’être sélectifs afin de rester libres et d’éviter les conflits d’intérêts.

L’**aspect social** n’a concrètement pas posé de problème puisque nous avons décidé de ne pas créer de hiérarchie dans les salaires. Nous avons démarré avec le SMIC pour tous au départ, puis avons prévu de faire évoluer les salaires progressivement. La rédaction du règlement intérieur s’est d’ailleurs faite dans une franche bonne humeur.

Le **financier** constituait, et vous vous en doutez puisque vous connaissez la fin de l’histoire, notre principal point faible. Nous avons deux sources de financement initial : le capital social constitué par les salariés de la SCOP et les « amis ». Il va sans dire que le capital social était largement insuffisant pour financer le projet et que nous avons un grand besoin de financement complémentaire. Nous avons donc fait appel à des participations extérieures auprès des soutiens du projet.

Ces éléments nous ramènent à la rédaction des statuts. Nous n’avons, bien sûr, pas échappé aux discussions sur le pouvoir et donc sur l’**actionnariat** : qui sera membre de la coopérative ? L’ensemble des salariés ou seulement les fondateurs ? Le statut SCOP a ses contraintes ; sans trop entrer dans les détails, trois particularités de la SCOP avaient une incidence directe sur nos choix : 1) une personne = une voix, comme dans toutes les coopératives, 2) une SA devait avoir un minimum de sept associés et, dans le cas de la SCOP, cette condition se traduisait par sept membres salariés dès le dépôt des statuts, 3) les salariés devaient être majoritaires en nombre et donc en voix.

Une entreprise est un organisme vivant, et nous nous projetions sur le moyen/long terme. La question majeure au moment de la



rédaction des statuts a été : comment éviter qu'un jour, une majorité de membres modifie « démocratiquement » la ligne éditoriale. Nous avons alors deux problèmes à régler :

- 1) Les journalistes, véritables porteurs de l'hebdo, étaient cinq sur une équipe de neuf salariés (administration et gestion, commercial et publicité, maquettiste et secrétariat). Le groupe de membres fondateurs avait eu l'occasion de se connaître dans la vie professionnelle antérieure ou dans l'expérience vécue dans le travail commun d'élaboration du projet. On se sentait solidaire pour assumer les risques y compris financiers. Nous avons décidé, comme le conseillait l'URSCOP, de conserver l'article des statuts types confédéraux concernant le délai préalable à l'admission comme sociétaire des futurs salariés de la SCOP afin d'être sûr de leur engagement tant sur les valeurs que sur les risques.
- 2) Les « amis » qui nous soutenaient étaient, bien heureusement, beaucoup plus nombreux que nous. Ils ne pouvaient donc pas être tous membres de la SCOP contrairement à ce que promettaient mes camarades journalistes. Nous avons donc créé l'« association des amis de l'hebdo » qui regroupait tous les donateurs. C'était l'association qui était membre de la SCOP. Cette association avait donc, quel que soit son apport, une seule voix (rappel : les coopératives sont des sociétés à capital variable). La SCOP « Société Coopérative Ouvrière de Presse » a été créée avec neuf membres qui ont été rejoints par l'association des amis de l'hebdo. Pour se protéger, on a écorné la démocratie, mais on ne l'a jamais assumé dans les pages du journal.

Bien sûr, cette double décision a eu des conséquences à la fois internes avec nos collègues (clavistes entre autres) non associés qui ne participaient pas aux réunions du Conseil d'administration et aux décisions, mais également avec les « amis de l'hebdo » lorsqu'on les a mis devant le fait accompli du dépôt de bilan, lors d'une soi-disant



l'Assemblée Générale extraordinaire (la véritable Assemblée Générale de la SCOP avait eu lieu la veille et j'avais déposé le bilan le matin).

Une autre décision économiquement fatale que nous avons prise à l'unanimité fut de démarrer alors que nous n'avions pas bouclé le plan de financement. 250 000 francs étaient nécessaires à un démarrage confortable et nous en avons un peu plus de la moitié. Il nous manquait un minimum de 90 000 francs et ils nous ont manqué jusqu'à la fin (deux mois de fonds de roulement). Nous avons démarré avec cinq cents abonnés et notre seuil de rentabilité était à plus de onze mille ventes mensuelles. Nous ne les avons jamais atteintes, malgré nos six cents points de vente et le nombre d'amis de l'hebdo qui est passé de 250 à 550 en huit mois.

La vie à Pays

Neuf salariés au départ, nous avons été jusqu'à treize après l'embauche des trois clavistes fin avril et de l'apprenti début juillet. Mais nous avons perdu en route plusieurs collègues, deux journalistes ont jeté l'éponge, l'un en juillet et l'autre en septembre, notre secrétaire nous a quitté en juillet, et une des clavistes en août. Il ne restait plus que neuf salariés les derniers mois et une vendeuse d'espaces publicitaires indépendante qui avait renforcé l'équipe fin juillet.

Pourquoi une telle hémorragie ? Je vous ai déjà parlé du manque du fonds de roulement, c'est la cause. L'effet direct le plus lourd pour les salariés de *Pays* est de n'avoir pas perçu un seul centime de salaire durant son contrat. La situation était très difficile pour nous tous et seule la conviction de la nécessité d'une presse libre face à un groupe monopolistique et la foi dans l'inévitable victoire finale nous tenait debout. La démission était la seule solution pour ceux qui n'avaient pas de mécène de type conjoint, parents, amis chez qui squatter... et/ou étaient chargés de famille.

Nous n'étions plus des salariés mais des militants à plein temps qui, bien qu'étant totalement investis dans l'actualité du territoire, vivaient en vase clos entre salariés, bénévoles et soutiens proches



de l'hebdo. On voyait germer des expériences, se concrétiser des projets, émerger les mouvements écologistes, poindre l'autogestion et le programme commun, se développer les cultures basque et gasconne... On était au cœur de tous ces mouvements que nous espérions et soutenions et on se tenait chaud. Nous organisions des réunions de commissions thématiques avec les lecteurs et des assemblées de lecteurs qui nous permettaient de répondre aux questions, de faire le point, d'avoir le retour et les critiques en direct et donc d'être le plus possible en phase avec eux.

Nous étions des militants, mais chacun de nous avait son rôle à jouer. J'ai bien évidemment beaucoup de souvenirs de comptabilité, de feuilles de paye que je faisais scrupuleusement chaque mois et que je ne pouvais pas payer, de réunions avec l'expert-comptable (bénévole et membre des Pagalhós d'Artix) qui nous a beaucoup soutenus, des factures fournisseurs en attente, des remboursements impossibles des frais de déplacement, des visites régulières que je faisais chez le banquier, du bras d'honneur que je faisais en passant devant la banque...

28

Les ventes permettaient de payer l'imprimerie, les loyers de Bayonne et Pau, les fluides, les assurances et les cotisations sociales – absolument nécessaires pour bénéficier de la couverture sociale et plus tard du chômage. Les recettes publicitaires sont toujours restées très limitées et n'ont jamais atteint le montant nécessaire à l'équilibre.

Les retours de notre responsable commercial et publicité, avec lequel je partageais le côté obscur, les coulisses de *Pays*, nous ont confortés dans l'idée que la dimension Pays de l'Adour n'était pas propice à la publicité de proximité que nous visions et nécessitait un démarchage de terrain beaucoup plus important. Ce travail de fourmi était incompatible avec les tournées régulières des six cents points de vente pour s'assurer de l'affichage et de l'emplacement et booster les ventes ; et avec les tournées hebdomadaires des maisons de la presse pour faire le point sur les ventes et récupérer les invendus et les chèques.

Nous avons donc recherché et trouvé une professionnelle expérimentée dans la vente de publicité qui avait déjà un statut d'agent





commercial. C'est avec son entrée dans l'équipe que nous avons vécu la première mise au point sur nos valeurs. Elle avait fait passer une publicité pour une discothèque qui organisait l'élection de Miss Pyrénées et promettait du *sex appeal* et une attraction *topless*. Bref, tout pour nous plaire ! Cette publicité a été publiée sans que le secrétaire de rédaction ou le maquettiste ne s'en offusquent et nous l'avons découverte à la sortie de l'imprimerie. Nous avons alors pris conscience que nos évidences n'étaient pas nécessairement totalement partagées et qu'il fallait revenir dessus régulièrement. Pour ma part, j'étais trop prise par le quotidien pour penser à m'assurer que notre nouvelle collègue, qui semblait véritablement en phase avec nos engagements et la charte d'information, avait bien compris que la publicité, qui faisait intégralement partie du journal, devait les respecter. Bref que l'argent avait une odeur et que celle de cette publicité était insupportable.

La recherche de nouveaux financements constituait une de mes principales activités. Je me souviens d'une rencontre avec le propriétaire d'un hebdomadaire de petites annonces gratuites qui voulait que nous nous associions pour créer un nouveau concept : le contenu éditorial de *Pays* et les petites annonces gratuites. Bref il voulait du contenu de qualité pour avoir un numéro de commission paritaire et devenir organe de presse.

J'ai été pendant plusieurs mois, la voix de la raison. J'ai dû également apprendre à dire non à des demandes légitimes, mais impossibles. J'avais le rôle de la méchante, de l'empêcheuse de rêver en rond. Expliquer que, malgré l'excellent travail que chacun réalisait, les lecteurs n'étaient pas assez nombreux, expliquer qu'un prêt ne nous serait pas accordé tant qu'on n'atteindrait pas le niveau de ventes nécessaires. Refuser l'admission comme sociétaires des nouveaux salariés et le passage à temps plein des collègues, alors qu'on ne pouvait pas payer les salaires tels qu'ils étaient. En tant que P.-D.G., j'avais plus de contraintes que de pouvoir. Je savais que ma responsabilité personnelle sur les dettes pouvait être engagée en cas de faillite.



La fin de Pays

Plus qu'une décision difficile, un crève-cœur ! Notre situation financière était telle que nous n'arrivions plus à financer le journal. Nous avons changé de format, augmenté le prix du numéro, augmenté la publicité, rien n'y faisait. Fin octobre, nous avons décidé de nous donner un mois pour essayer de sauver *Pays*. Un mois entièrement consacré aux réunions de lecteurs, à la liquidation des invendus, à la recherche de nouveaux abonnés et de nouvelles participations financières pour le deuxième souffle de l'Hebdo.

Avec le recul, je dirais que notre positionnement ne répondait pas à un besoin solvable. Nous réalisions un Hebdo post soixante-huitard en milieu gaulliste géré par une SCOP en milieu capitaliste, composée d'une équipe qui, à part les journalistes, n'avait aucune expérience du métier qu'elle exerçait, le tout avec des moyens très insuffisants. Vu comme ça, on peut dire qu'on s'en est plutôt bien sorti !

Mais sur le coup, c'était un échec lourd. La veille de l'Assemblée Générale Extraordinaire (AGE), convoquée le 26 novembre 1978 après-midi, rassemblant l'ensemble des membres des Amis de l'Hebdo, nous avons fait notre AGE interne avec l'ensemble des salariés de *Pays*, après étude des résultats des actions lancées durant le mois et présentation de la situation financière. La société était en cessation de paiements depuis au moins deux mois, ce que nous savions tous et les actions menées ne permettaient pas le moindre rebond. Nous avons décidé à une très large majorité de déposer le bilan, dès le lendemain matin. Ce que je fis au tribunal de commerce de Bayonne avant d'aller à l'Assemblée Générale (AG).

L'AG, une épreuve terrible ; devant la salle pleine de lecteurs qui se sentaient floués de n'avoir pas été consultés, du haut de mes 24 ans, j'ai expliqué que j'avais pris la décision de déposer le bilan et, face à la grogne, les larmes aux yeux, je leur ai avoué que c'était déjà fait depuis le matin. Les débats ont été fournis : des solutions existaient, on aurait pu, vous auriez dû, etc.

Mais, ce n'était pas terminé, car démarrait très rapidement une période tout aussi sympathique, la procédure de liquidation. J'ai bien



évidemment été nommée liquidatrice de la SCOP et fait mes premiers pas dans le monde de la brigade financière, du tribunal de commerce et de l'ineffable syndic de liquidation. Les comptes déposés ont été épluchés par la brigade financière qui recherchait les fautes de gestion pour savoir si ma responsabilité en tant que P.-D.G. était engagée. J'avais, souvent grâce aux conseils de notre expert-comptable, évité plusieurs erreurs qui m'ont par contre valu quelques désaccords avec certains collègues (qui demandaient, par exemple, de privilégier le règlement des factures récentes de fournisseurs amis). Leur principale accusation a été de n'avoir pas déposé le bilan plus tôt, c'est-à-dire dès la cessation de paiements. Ils ne l'ont pas retenue, car j'ai pu les convaincre que nous avions mis en place un plan de relance important : changement de format, augmentation du prix, campagne de communication, démarchage publicitaire, mais que compte tenu du délai d'encaissement des ventes, nous n'avions eu les résultats définitifs que deux mois plus tard. Ce qui était vrai. Et j'ai évité de démarrer ma carrière professionnelle avec 90 000 francs de dettes.

L'épreuve du syndic de faillite est toute autre. Le dossier n'avance que si vous faites le travail vous-même. Le premier enjeu était de taille, actionner le fonds de garantie des salaires afin que tous les salariés puissent toucher l'ensemble des rémunérations dues. C'est à ce moment-là que j'ai découvert qu'en tant que P.-D.G., le Fonds de garantie me refusait le remboursement. Ils ne connaissaient pas le monde des SCOP et me traitaient comme une vulgaire P.-D.G. de Société Anonyme. Dans une SCOP, le dirigeant est un salarié élu par ses pairs pour remplir une mission. Il est titulaire d'un contrat de travail avec une qualification et une fiche de poste pour lesquels il est rémunéré. La fonction de dirigeant n'est pas rémunérée. Il m'a fallu faire intervenir la Confédération générale des SCOP pour régler le problème.

Outre les salaires, de nombreux fournisseurs n'étaient pas payés. Le matériel, le mobilier, mais également le Titre (avec son numéro de commission paritaire) et le fichier « clients » avaient de la valeur, mais il nous a fallu trouver nous-mêmes les acheteurs.



Bien que le dernier numéro parût début novembre, pour moi, l'aventure *Pays* s'est poursuivie jusqu'à fin décembre 1978. Depuis l'AG du 25 novembre, nous connaissions la position de chacun sur la poursuite de *Pays*. Personnellement, l'Assemblée générale et la liquidation m'avaient confortée dans le choix d'arrêter.

DEUXIÈME PARTIE – L'APRÈS-*PAYS*

Interlude

Comme mes collègues, j'ai fini par percevoir mes huit mois de salaires impayés et j'ai réussi à acheter une voiture. Je vous épargne l'inscription au chômage. Malgré la crise, le nombre de cadres au chômage était assez réduit; ce qui m'a permis de bénéficier d'une attention particulière, d'autant que mon conseiller était lecteur du journal. Nous avons fait ensemble le bilan de mon expérience. Malgré les difficultés, je m'étais prise au jeu de la gestion d'entreprise, ce que je n'aurais jamais imaginé quelques années auparavant. Début 1979, il m'a proposé d'intégrer la formation de l'Institut d'Administration des Entreprises organisée par l'Union Patronale pour les cadres en activité. Cette formation m'occupait un jour par semaine et me permettait surtout de rester dans le bain.

En décembre 1979, j'ai démarré un cycle, rémunéré, beaucoup plus complet en contrôle de gestion à l'Institut Français de Gestion à Bordeaux. C'est dans ce cadre que j'ai réussi à accepter de tenir compte de l'environnement de l'entreprise et des contraintes des partenaires. En parallèle, j'étudiais avec une amie un projet de création d'un bureau d'études socio-économiques en liaison avec le groupe qui travaillait à la création de la Société de capital-risque solidaire Herrikoa à laquelle appartenait mon ancien banquier. Le projet de bureau d'études n'a pas abouti faute de financement, mais ces diverses expériences m'avaient confortée dans la conviction qu'il ne suffisait pas de se battre contre le système, mais qu'il fallait également construire le monde que l'on voulait.



Et ça repart

Un passage rapide dans l'enseignement, comme maître auxiliaire en droit et économie et au dernier trimestre 1981, je rejoignais une nouvelle équipe qui venait de créer une SCOP de formation à Biarritz, Tec.Ge.Coop (initialement École Technique de Gestion Coopérative puis plus simplement Technologie-Gestion-Coopération). Le cadre juridique avait été simplifié, la SCOP pouvait être en SARL avec un seul salarié à temps plein ; cette nouvelle aventure a donc démarré début janvier 1982.

La SCOP avait été créée et soutenue par des élus du mouvement coopératif de consommation (magasin Coop). Les deux moteurs du groupe étaient formateurs à la CCI de Bayonne, l'un en marketing et l'autre en informatique. Le premier stage s'adressait aux futurs gérants de moyennes surfaces Coop et Codec. En plus des aspects classiques de la gestion d'entreprise, la formation intégrait l'histoire, les valeurs, l'organisation et le management coopératif. Nous intervenions également dans le cadre de la formation professionnelle auprès des salariés des différents lieux de vente de ce réseau sur les spécificités de la coopérative. Les formations informatiques touchaient principalement des SCOP. Comme dans mon expérience antérieure, je m'occupais en plus des cours de comptabilité, de gestion et de « vie coopérative », de l'administration, de l'organisation et des emplois du temps. Nous avons conçu une formation à la création d'entreprise destinée aux porteurs de projet de SCOP en liaison avec l'URSCOP, mais ce projet n'a pas pu aboutir et c'est dans le cadre du réseau des boutiques de gestion que nous avons développé cette activité. Pour intégrer le réseau BG qui n'acceptait pas les Sociétés, nous avons créé une deuxième structure sous forme associative. Le développement des stages pour demandeurs d'emploi nous a amenés à travailler de plus en plus sur fonds publics. À l'époque, malgré la création d'un secrétariat d'État à l'économie sociale, les SCOP étaient assimilées à des sociétés classiques et ne bénéficiaient pas de l'exonération de la TVA sur les formations, comme les associations. Nous avons donc créé une deuxième association pour les formations financées par l'État. Pour



relier les différentes structures et garder l'ancrage dans le mouvement coopératif, nous avons créé la première Union d'économie sociale d'Aquitaine. Progressivement les activités de la SCOP ont disparu et nous avons fini par la radier.

Quelques dizaines d'années ont passé, j'avais pris la direction de l'association Tec.Ge.Coop qui regroupait le conseil, la formation, l'accompagnement en création et développement d'entreprise et associations. Nous avons un fonctionnement très proche de la SCOP avec réunion stratégique mensuelle de l'ensemble du personnel, nous avons certes des membres actifs qui participaient aux réunions d'information trimestrielles et à l'AG, mais le Conseil d'Administration, qui était constitué d'anciens dirigeants, était principalement impliqué dans les situations exceptionnelles.

Suite à mon élection aux cantonales en 2011, année où la gauche a pris la majorité au département, j'ai choisi de laisser la direction de l'association et nous avons décidé, avec le soutien du CA et en accord avec l'AG, de transformer l'association en SCOP. J'ai quitté Tec.Ge.Coop en 2014 pour une retraite bien méritée, mais active. J'ai donc participé à la création et la vie de trois SCOP, démarré et terminé ma carrière professionnelle en SCOP.

Pour clôturer, outre les fonctions que m'avait confiées le nouveau Président du Conseil général, Jo Labazée, j'ai demandé la création et la délégation d'un pôle Économie Sociale et Solidaire. En effet, j'ai vécu le passage de l'économie sociale à l'économie sociale et solidaire, mais c'est une autre histoire.



PAR LES CHEMINS DE L'INFORMATION, VERS LE PAYS D'HUMANITÉ

Patrick Busquet

Journaliste et écrivain¹

Président de l'association « Informations pour le Monde Suivant »

En 1977, l'hebdomadaire *Pays* dans le Bassin de l'Adour a constitué un répertoire, aujourd'hui disparu. Il regroupait quelque 3 000 personnes, pour un bassin de population d'environ 1 000 000 habitants à l'époque. Ces 3 000 personnes incarnaient les forces de changement, ou du moins les besoins, les aspirations et les intentions de changement. Elles étaient une préfiguration de ce que l'on n'appelait pas encore la société civile.

Concernant la presse, nous ne voulions plus d'une information par trop institutionnelle, en connivence avec les pouvoirs, pas assez à l'écoute de la vie réelle, des préoccupations de nos concitoyens, et aussi par trop dissociée des enjeux internationaux.

Nous cherchions une voie de passage. Vers quoi? Vers du plus juste, vers du plus équitable, vers du plus respectueux, vers du meilleur et du partage de ce meilleur. Nous étions un brouillon. Un brouillon de l'évolution du monde, dont nous vivons depuis les métamorphoses, et un brouillon de cette voie que la jeunesse actuelle va, je l'espère, parvenir à ouvrir entre :

- d'une part, des risques et des menaces. Ils se sont considérablement accentués : l'environnement ; la manipulation et l'arti-

1 - BUSQUET Patrick, *Nos paroles façonnent le réel*, L'Échappée Belle, coll. Agir utile, 2020, 112 p.



ficalisation du vivant ; les dommages causés par la chimie de synthèse ; les rapports de force et d'intérêts entre les nations ; les oppressions technologiques, etc. ;

- d'autre part, des innovations, dont quelques modèles sont à peine en cours de stabilisation : l'écologie, le bio ; le commerce équitable ; l'économie verte, qui prendra la suite de la rouge en attendant l'avènement de l'économie bleue, celle du zéro déchet ; le social business ; les filières courtes ; les approches participatives ; un droit et une justice internationaux, etc.

Pays a développé une approche fondée sur l'information. Nous la voulions capable de dire ce que la presse, pensions-nous, cachait. Ainsi, une série d'articles de *Pays* a poussé à la fermeture d'un centre d'accueil qui infligeait des sévices aux enfants qu'il hébergeait.

Nous voulions cette information reliée aux grands sujets du monde, aux grands enjeux, alors que la connectivité technologique moderne n'existait pas. Nous étions internationalistes, tiers-mondistes, féministes, écologistes... C'est cette culture politique qui nous interconnectait et nous tissait.

Nous avons été nourris par notre scolarité, par les témoignages de celles et de ceux qui avaient connu la guerre mondiale et la Résistance contre le nazisme, de celles et de ceux qui avaient contesté la guerre en Algérie. Nous adhérions, du moins intellectuellement, aux luttes de libération nationale. Et comme nous avions des copains fils et filles de réfugiés espagnols, comme nous étions mitoyens de la dictature franquiste, nous avons une sensibilité hispanique. Elle nous rendait attentifs aux pays latino-américains, car la forme que présente le monde actuel se construisait en partie dans cette zone du monde. Un fait marquait cette qualité d'ouverture et de solidarité : le journaliste qui couvrait l'actualité de la Bigorre était un Sénégalais. Il s'appelait Pape Sall.

Je conserve un très beau souvenir de ceci, bien que notre vécu ait été très désordonné, très déséquilibré, davantage emporté par un enthousiasme que régi par la raison. Bien qu'aussi, nous ayons



été en échec de cohérence avec ce que nous revendiquions. Malgré notre sincérité, nous n'étions pas ce que nous prétendions pour nos vies et pour la société. Aussi étions-nous souvent intransigeants. Nous cherchions notre place. Cette quête sociale révélait (et nous l'ignorions !) le grand dérèglement des sociétés issues des deux guerres européennes devenues mondiales, au milieu du XX^e siècle !

Les uns étaient *occitanistes*, certains de droite et même d'extrême-droite, les autres de gauche et même d'extrême-gauche. Quelques-uns rêvaient d'un espace pyrénéen. Les régionalistes s'opposaient aux nationalistes. Ceux-ci se disaient « patriotes », « abertzale » en Pays Basque, beaucoup soutenaient la lutte des Basques d'Espagne pour leur indépendance et donc, la lutte armée. D'autres la contestaient. Ailleurs, certains s'opposaient à la construction de l'autoroute entre Bayonne et Pau, faute de pouvoir mieux s'opposer aux élus qui l'avaient décidée sans demander leurs avis...

Pays était à l'écoute de ces mouvements. Nous tentions de lire les signaux qu'une société s'adresse à elle-même. Nous les interprétions comme une confirmation de l'espoir qui nous animait. Les courants qui ont conflué à un moment vers et dans *Pays* s'y exprimaient en voix critiques, mais dans des attitudes bâtisseuses.

L'économie sociale et solidaire (*Pays* était une SCOP), les petits paysans, les artistes musiciens et chanteurs, les enseignants, les citoyens impliqués dans leurs secteurs venaient régulièrement rendre compte de ce qu'ils faisaient : les Ikastolak, les Calandretas, les premières initiatives environnementales dans les Landes...

Nous étions agis par une évidence : celle que l'information est le premier acte de construction du monde. Et nous voici, quarante années plus tard, devant un constat perturbant : dans nos sociétés riches et gâtées, le trop d'information tend à tuer l'information et, de ce fait, perturbe davantage la construction du monde qu'il ne la facilite. Tandis que dans d'autres zones du monde, l'absence d'information prive les humains de la conscience du monde, ce qui maintient ces sociétés dans la dépendance de pouvoirs et de puissances.



Nous tentions de tourner le dos à la logique événementielle qui, dit-on, commande l'actualité. Nous suivions des sujets jusque dans les comités techniques, les commissions des conseils municipaux, les réunions en entreprises, quand nous le pouvions. Je pense que nous avons compris ce qu'est le pouvoir.

Si nous nous en tenons à la face apparente, le bilan est frustrant : l'injustice est là, la guerre toujours présente, des maux nouveaux sont apparus, la corruption a progressé, nous ne parvenons pas à nous arracher à un système dévoreur dynamisé par les qualités les plus sombres de nous-mêmes... Si nous regardons la face cachée, cette partie de la vie dans laquelle se forge l'avenir, nous sommes agréablement surpris. *Pays* a réussi ce que nous n'avions pas perçu : il a été une manifestation locale d'un mouvement mondial. C'est exceptionnel, rare, précieux. Émouvant.

Depuis et partout, nous avons vu gonfler ce mouvement. Il a craquelé la couche des immobilismes. Ici, dans ce bassin de l'Adour aux allures si fermées, aux particularités si dissonantes parfois, *Pays* témoigne des vents du monde qui y soufflaient. Et qui, je l'espère, y soufflent toujours.

Quelques années plus tard, je suis au Sénégal pour un reportage. Le régime sénégalais, qui avait dû affronter son Mai 68, avait expulsé de ses établissements les enseignants et les élèves grévistes. Ceux-ci avaient créé une école à Dakar : l'École des Exclus. Comment fonctionnait cette école ? Les parents acheminaient des produits agricoles de Casamance, au sud du pays, en tournant le monopole des commerçants, ce qui permettait aux paysans de mieux vivre de leur travail. Une préfiguration du commerce équitable qui n'existait pas ! À Dakar, les mères avaient créé ce qu'elles appelaient des Tables populaires, c'est-à-dire des épiceries dans lesquelles elles vendaient les produits de Casamance. Ces ventes finançaient l'École des Exclus, rétribuaient les femmes et il restait du bénéfice. Qu'en faisait l'École des Exclus ? Elle finançait la plantation d'arbres dans la région de Saint-Louis, au nord du Sénégal, pour contenir l'avancée du désert. On ne parlait pas d'économie circulaire à l'époque, nos amis Sénégalais l'expérimentaient.



taient avant qu'elle soit nommée. Une économie circulaire née d'un besoin d'intérêt collectif d'éducation. On ne parlait pas de responsabilité sociale et environnementale : l'École des Exclus la pratiquait.

Cette expérience est comparable à celle des Ikastolak et à celle des Calandretas un peu plus tard : une réponse éducative, soutenue par un mouvement économique. En Afrique comme au pied des Pyrénées, le même rêve tentait son intégration dans le corps du monde : le rêve d'un pays d'humanité. Et pourquoi ne pas le dire comme nous le rêvons ? Un pays de fraternité.

C'est ce rêve agissant que j'ai trouvé dans le regard d'une petite dame qui, un jour, entre dans mon bureau à Paris, vêtue en tenue traditionnelle maya, du pays quiché, au Guatemala. J'avais réalisé un reportage dans ses hautes montagnes, où tant de femmes et d'hommes ont été massacrés par les dictatures, et où un racisme ne s'est pas encore éteint. À l'époque, il y avait plusieurs guérillas. Celle qui m'accueillait s'appelait « Armée de guérilla des pauvres » (EGP²). La dame qui entre dans le bureau appartient à l'EGP. Elle me dit : « Votre reportage a permis notre futur ! »

Cette dame s'appelle Rigoberta Menchu. En 1992, elle est devenue Prix Nobel de la paix. Elle vient de me faire comprendre pourquoi nous avons fait *Pays*. Elle vient de me faire comprendre l'importance vitale de l'information. Non pas l'information d'histoires, de *blabla* narratif, de commentaires ou narcissique. L'importance d'une information aux côtés de populations en marche, au service de leur marche, éclairante, réfléchissant leurs aspirations et leurs ambitions, servant le meilleur d'elles-mêmes pour le mettre en conversation avec le meilleur de nous-mêmes.

D'autres que moi pourraient évoquer d'autres expériences. Douze ans avant la chute du mur de Berlin, *Pays* annonçait-il la fin des approches de masse : idéologies, marchés, industrie médiatique, mondialisation des intérêts ravageurs, etc. ? Si *Pays* annonçait ces mutations, c'est bien parce que les 3 000 personnes de son répertoire

2 - Ejército Guerrillero de los Pobres (EGP).



étaient ces mutations. Nous formions un écosystème dans le Bassin de l'Adour, en résonance avec d'autres écosystèmes en Aragon (le magnifique hebdomadaire *Andalan*, à Saragosse), ou en Euskadi sud, ou encore à Dakar, ou encore en Colombie, ce pays dans lequel une génération de journalistes avec un certain Gabriel Garcia Marquez inventait le journalisme social... Tous ces écosystèmes constituaient un archipel d'humanité dans le monde.

Ce pays d'humanité, ici comme en tous lieux, ce pays qui sera, était et est celui du rapprochement et des mélanges, du goût des autres, de l'abaissement des frontières mentales, de l'audace du regard pour parvenir au merveilleux du silence fusionnel alors qu'alentour, la fête délire. Certains ne manqueront pas de me faire remarquer que les barrières se renforcent, que l'on dresse des murs comme jamais, que des milliers d'Africains rêvant de nous et de meilleur gisent au fond de la Méditerranée et de l'Atlantique? C'est que pour parvenir à ce pays d'humanité dont *Pays* était une esquisse, il faut transiter, se métamorphoser, avancer dans le gué et les tourbillons.

40

Souvenons-nous : voici un demi-siècle, nos pères méprisaient l'écologie et les écologistes, défrichaient sans retenue, enfouissaient les sacs d'engrais dans le fond des vallons ou bien les jetaient dans les rivières, se livraient à la chimie de synthèse dans tous les domaines ; les médecines naturelles étaient décriées comme œuvres de charlatans ou d'organisations sectaires ; on raillait l'Arabe et sa petite épicerie ; on traitait les féministes de salopes ou de mal baisées. Aujourd'hui, le bio prend des parts de marché ; on se méfie du pouvoir des gouvernants et des sachants ; les groupes de cosmétiques sont bousculés par les approches de petites marques ; on commence même à parler de capitalisme d'intérêt général...

Pays était un élan généreux, approximatif, audacieux, en faveur d'un Faire ensemble plus harmonieux. C'est-à-dire une tentative de subversion, de changement des codes et des valeurs. *Pays* était une microscopique expérience, mais à fort impact, en raison de ceci : cet hebdomadaire a vécu dans la société dont il témoignait. Par son action de parole, il l'équipait d'une trame qui l'unissait, qui accentuait sa vitalité, même avec les conflits qui la traversaient.





Cette expérience fugace, cette création annonçait un nouveau format d'information, et une nouvelle façon de parler le monde. Ce format de parole du monde est en cours d'émergence, grâce à la combinaison de cinq acteurs et facteurs :

- La prise de corps des sociétés civiles ;
- La maîtrise des technologies de communication par les citoyens ;
- Le développement de la responsabilité sociale des entreprises, des organisations et des collectivités territoriales ;
- Les effondrements de systèmes sous leur propre masse ;
- L'écriture du monde par une information constructive.

Ce format est celui d'une parole *utile et d'intérêt collectif*, une parole vraie parce que s'appliquant à répondre aux besoins et aux enjeux nécessaires à la vie de toutes et de tous. Une parole structurée : Enjeu, Contexte, Réponse, Méthode, Acteurs, Soutiens, Financements, Résultats, Impact. Car c'est en modifiant notre manière de parler que nous transformons notre manière de regarder, de voir et de penser. Que nous infléchissons nos actes et nos orientations pour faire venir à nous, en nous, ce pays d'humanité. Nous avons besoin d'information vraie, de médias et de citoyens avertis devenus eux-mêmes des médias : des « médiandidus ».

Quatre décennies après *Pays*, nous nous sommes offerts à l'ivresse technologique. Fabriquerons-nous un monde dans lequel personne ne pourrait plus se parler en face-à-face ? Un monde dans lequel la communication passerait exclusivement par des écrans, des réseaux numériques, etc. ? Nous devons jeter des ponts médiatiques entre les cultures, les régions du monde, dans nos propres espaces, puis donner une réalité physique à ces échanges. C'est ce double geste de parole qui construit ce que nous souhaitons, qui nous met en position d'élever les sociétés au meilleur d'elles-mêmes. Le monde a immensément besoin de l'esprit de *Pays*, de l'esprit de tous les acteurs osant des voies comme ici en cette rencontre, assemblant pièce à pièce des écosystèmes conscients.



Puisque nous parlons de collectif, un dernier mot. Jean-Paul Basly, qui fut un splendide trois-quarts centre de la Section Paloise, a inventé dans les colonnes de *Pays* un langage de poésie et de fraternité à partir du rugby à XV, ce jeu où l'on se bat pour la détention d'un imprévisible et caractériel ballon qu'il s'agit de passer au plus vite à celui ou à celle qui vient derrière. Ce jeu qui ne produit pas de but, mais des essais que l'on transforme.

En 1977 et 1978, *Pays* fut un essai. Un splendide essai dans un bassin de l'Adour debout. Merci d'accueillir cette expérience, de transformer ce que 3 000 personnes ont tenté. Merci d'entrer dans la chaîne des humains qui tirent le fil de ce rêve d'humanité. Merci de croire en ce que nous ne connaissons pas encore, pour parvenir à notre état d'Humanité.

Kinshasa-Pau (16 mars 2017)



SUR LES CHEMINS DU RÊVE... LA BEAUTÉ

Elisabeth Katherine Busquet (†)

*Spécialisée en Aroma et Phytothérapie appliquées à la beauté et au bien-être
Directrice de www.vivalov.com*

Née d'un père marocain musulman, avec une petite enfance passée dans le sud du Maroc sur la fin du protectorat français, ce contexte a probablement été déterminant dans mes engagements politiques. Arabo-Berbère, rebelle, réfractaire à tout type d'oppression et de hiérarchie, confrontée dans mon adolescence à un beau-père violent né en Algérie, membre actif de l'OAS, ma présence au domicile familial devint impossible dès mes 13 ans pour incompatibilité totale et viscérale de vision de la vie et du monde.

UN CHEMIN ATYPIQUE

En 1968 j'ai 15 ans, les échanges familiaux se radicalisent et l'année suivante, alors que la majorité légale est à 21 ans, j'ai fugué pour me retrouver enfermée au foyer Bon Pasteur à Pau. Ce petit passage en maison de correction m'a définitivement ouvert les yeux sur une réalité dont j'ignorais tout, en particulier celle du vécu glaçant d'adolescentes broyées par la misère humaine. Lors d'un entretien houleux, une psychologue m'informe que je suis une délinquante. Je reçois cette information avec incrédulité. Il est vrai que dans un éblouissement incroyable, j'ai découvert un langage codifié « voyou », la violence des femmes qui n'ont plus rien à perdre. Ces témoignages emmagasinés dans mon cerveau et sachant qu'il n'y a plus rien à faire



par-là, je me suis éclipsée un beau matin avec mon baluchon et une adresse glissée dans ma poche par une éducatrice complice. Déjà, à cette époque, je me demandais où je pourrais bien lancer l'alerte de ce qui se passait dans ce terrible « Bon Pasteur ».

RÉVÉLATION D'UNE IDENTITÉ

Fin 1973-début 1974, certainement poussée par le choc de conscience provoqué par le procès de Burgos trois ans plus tôt, j'atterris dans la Cathédrale de Bayonne qui hébergeait alors des militant.e.s basques en grève de la faim en soutien aux réfugié.e.s basques du Sud. Le soir même, la police nous embarque au commissariat et procède aux interrogatoires. Le policier qui m'interroge insiste sur mon identité : « ne me racontez pas que vous venez d'arriver, vous êtes basque ! ». Je proteste et lui dis avec force que de toutes les façons c'est pareil, basque ou pas basque, je n'accepte pas que l'on tue des gens parce qu'ils veulent parler leur langue et gérer eux-mêmes leur pays. Le policier s'énerve, sa voix monte sur la mienne : « quand le nom de jeune fille de sa mère porte le patronyme de Bidart, on est basque ! » Perplexe, sa réflexion me déclenche un fou rire irrépréhensible.

Comme il n'avait rien à tirer d'une fille de 20 ans visiblement perchée et insolente, c'est dans un mouvement excédé qu'il m'a prise par le bras pour me jeter dans une des cellules. J'y suis chaleureusement accueillie par les autres jeunes surchauffé.e.s qui chantaient en basque à tue-tête et dansaient avec entrain le fandango. Nous étions si nombreux et si agités qu'ils ont fini par ouvrir les grilles et nous nous sommes envolé.e.s en pleine nuit dans les rues du petit Bayonne pour nous retrouver dans un vaste local squatté et parfaitement aménagé pour produire des tracts et des affiches et héberger jour et nuit plusieurs dizaines de jeunes basques, mais parfois bretons, flamands, etc. Nous sommes retourné.e.s dans la cathédrale Sainte-Marie. J'ai été immédiatement adoubée par la communauté basque.

Quelques jours plus tard, ma mère me confirme cette partie euskarienne de ma généalogie, précisant que son père, Lucien Bidart



n'avait rien de glorieux. « Ton grand-père est arrivé en Normandie avec des plants de pommiers du Pays Basque. Il fabriquait lui-même son cidre avec tellement d'assiduité qu'il en est raide mort alcoolisé près d'un tonneau » s'indigna-t-elle, « c'est pour ça que je n'en parle jamais ». D'un coup, et oubliant l'ivresse des pommes, je me retrouvais, moi, cohérente à ma place dans ce voyage qui se voulait sans véritable but, juste un peu vexée d'avoir été informée de mes origines maternelles par un policier. Ayant été violemment arrachée à mon Maroc natal et à la partie paternelle de mon histoire, voilà que la vie me révèle la partie maternelle qui me propose un contexte politique et culturel similaire : le Maroc sous Protectorat français, le Pays Basque sous contrôle des états parisien et madrilène.

ETHNOCENTRISME VS MONDIALISME ?

Beaucoup de choses nous séparaient, car j'étais déjà ouverte, informée et concernée par le monde, et là je découvrais un univers assez ethnocentré. Nous étions cependant en accord sur des fondamentaux : nous ne voulions plus d'une information hors sol, au service d'une pensée dominante, mensongère, insipide avec ce que nous appelions les inutiles « rubriques des chiens écrasés », les pseudos informations type « la voix de son maître » écho d'un célèbre label discographique. Pour nous, depuis le Pays Basque, l'aversion que nous avons envers le parisianisme commençait à Bordeaux que nous vivions comme envahisseur au même titre que les Parisiens, surtout en période de chasse et de tourisme de masse dont les conséquences sur l'équilibre de la région nous affligeaient. Derrière ce rejet de la capitale, il y avait une contestation sans concession du pouvoir centralisateur, lieu de passage obligé de toutes les décisions du pays prises par les « cols blancs de la technocratie ».

Plus grave encore étaient les complicités avec le pouvoir madrilène qui traînaient les pieds à sortir du franquisme après la mort de Franco survenue le 20 novembre 1975, le même dont les sbires n'ont pas hésité à fusiller le 27 septembre 1975 Txiki et Otaegi à peine âgé de vingt ans pour le premier. Nous avons vingt ans pour beaucoup



d'entre nous. Politiquement engagé.e.s contre cet état oppresseur, de tradition tristement colonisatrice, les soubresauts cruels du fantôme franquiste sur le peuple basque et contre d'autres insurgés des Espagnes avaient de quoi exacerber fortement nos imaginaires et nos sensibilités. La sordide histoire d'assassinats, de tortures et de persécution d'une partie de notre jeunesse, tous milieux sociaux confondus, allait-elle prendre fin un jour ?

MÉDIAS, CRÉATEURS D'IMPUISSANCE

Ce qui nous projetait dans une forme d'impuissance était lié aux récits des médias qui influençaient la perception de ceux qui vivaient en dehors du Pays Basque. D'une part, certains considéraient la militance comme terroriste, alors que nous nous vivions comme résistants à des états policiers. D'autre part, il y avait ceux qui étaient convaincus que nous vivions sous les bombes. Cette double représentation erronée nous agaçait au plus haut point, car en réalité, nous étions une jeunesse enthousiaste, dynamique, créative et bien vivante. Mais à la lecture des journaux et de l'actualité, nous ne retrouvions aucune restitution correcte du vécu de notre pays dans sa partie située en Espagne comme dans sa partie située en France. D'un côté tout était dramatisé, et de l'autre les manifestations populaires énormes, mères et grands-mères en tête des cortèges dévalant par milliers les avenues du côté espagnol n'étaient jamais relayées, ni les tortures héritées du nazisme qui sévissaient aux frontières de la France avec la complicité du tandem infernal « Madrid-Paris ».

JUSTE AVANT « PAYS »

Nous avons besoin d'avoir un lieu d'information, miroir de notre réalité quotidienne, et de mieux connaître les jeunes d'autres contrées, car nous savions la force de la dimension internationale quand il s'agit de comprendre qu'ici ou de l'autre côté de la planète nous étions confronté.e.s aux mêmes enjeux, avec seulement des contextes politico-économico-socio-écologico-culturels différents. Nous



intuitions des problématiques de fonds similaires, seule la profondeur des degrés et de gravité pouvait faire la différence dans la gestion des problèmes ou bien dans la prise de conscience de leur réalité, et donc, des actions que cela engageait.

Idéalistes et utopistes, nous le revendiquions, les pieds sur terre, la tête dans les étoiles... et aussi dans les brumes d'une certaine naïveté. Je faisais partie de ceux et celles qui avaient le nez sur le guidon de nos convictions militantes. Par exemple, je ne voyais pas qu'à côté de moi, pendant que je me donnais à fond dans l'engagement, certains de mes compagnons et compagnes suivaient leurs études universitaires avec l'assiduité que donne l'ambition de réussir, voire d'accéder à des postes de pouvoir au plus haut niveau de la société française. Nous ne nous occupions pas de nos points de différence, nous mettions sur la table de notre laboratoire humain les matériaux de nos problématiques communes, parfois très intimes, les relations de pouvoir entre nous, afin de les analyser ensemble, d'en tirer des conclusions et des moyens d'action pour faire avancer notre communauté et la société.

Écologie politique plus globale, celle qui prend en compte les enjeux au sein de l'action politique et dans toutes les strates de l'organisation sociale : la qualité nutritionnelle des productions de la paysannerie qui tournait le dos à l'agriculture intensive, le Larzac, le rejet du tourisme de masse et son bétonnage des côtes basques et landaises, l'abolition de la peine de mort, l'antimilitarisme, la lutte des femmes avec une dimension et des rencontres internationales, le droit à disposer de son corps, la remise en question de la famille nucléaire et étendue, des relations hommes-femmes, l'homosexualité, la ségrégation raciale, l'internationale des luttes de classe, les luttes de libération nationale du monde, en France, dans les Espagnes, les Afriques, dont l'Algérie, les Amériques, etc.

À cette époque, il y avait la droite et la gauche, l'extrême droite et l'extrême gauche, les courants anarchistes et alternatifs, les courants religieux et spirituels, les courants artistiques underground... un foisonnement kaléidoscopique aux mille couleurs en perpétuel mouvement. Allez vous y retrouver dans cette ruche improbable



traversée d'incohérence, de générosité, d'éclats visionnaires et poétiques, de volonté vitale de retour à la nature ! Mais quelle nature ?

« PAYS », RENCONTRE SON TEMPS !

1977, il y a plus de quarante ans, l'hebdomadaire régional d'informations, déclaré sous la forme juridique de SCOP, constituait en interne comme en externe avec le réseau citoyen sympathisant une sorte de préfiguration de la société civile. J'ai 24 ans avec un bagage idéologique et personnel hétéroclite déjà rempli, à l'image d'une partie de ma génération. Quand on m'a proposé d'occuper un poste de claviste, j'ai immédiatement embrayé. C'est dans la continuité de mes engagements, de mes compétences et de mes aspirations.

Quelque temps avant, avec le groupe de femmes abertzale du Pays Basque Nord, excédées par l'inexactitude des informations, nous avons séquestré le directeur du journal Sud-Ouest dans ses locaux, et tendu une énorme banderole sur le balcon de la mairie de Bayonne avec comme inscription « Sud-Ouest informe ? Sud-Ouest déforme ! ». Je ne pouvais manquer de m'impliquer dans un des lieux majeurs de pouvoir initié par des journalistes déterminés, tellement heureuse que cette catégorie puisse exister dans cette profession qui paraissait si imbue d'elle-même. À l'époque, être journaliste était comme être un petit notable. Venaient ensuite les photographes de presse et les cameramen, de véritables ego sur pattes pour la plupart.

Ceux-là, ceux de *Pays*, tombés du ciel, étaient ouverts à toutes les thématiques, accessibles, citoyens, avec le souci de restituer une information fidèle au terrain, utile à la communauté, dégoter des sujets à enjeux et rédiger des dossiers fouillés, documentés et sourcés. Ces journalistes partaient rencontrer les gens chez eux, leur parler, observer leur contexte de vie. Depuis mon clavier, je me régala à découvrir des réalités rurales dont j'ignorais tout. Je découvrais en accéléré la vie quotidienne propre aux cinq entités de la boucle de l'Adour : Pays Basque, Bigorre, Landes, Béarn et Gers. Cependant les rubriques des petites annonces étaient épuisantes à taper. Lâchement,



je les refilais à l'adorable et très sérieuse Fabienne. Nous dormions sur place dans les bureaux de production du journal, et il nous arrivait de terminer des articles pas tout à fait finalisés par les journalistes partis refaire le monde dans le bistrot dédié à quelque noyade nocturne. Tout ce petit monde rentrait au matin sur la pointe des pieds, dans un nuage de fumée, pour entamer une nouvelle journée de travail après un café qui avait la saveur du partage. Chacun savait ce qu'il avait à faire dans cette ruche où, élaboration du journal, maintien de l'hygiène des locaux, circulation de personnages, certains hauts en couleur, de toutes générations et milieux sociaux confondus, parlant les différentes langues régionales.

UN ÉCOSYSTÈME EN CHANTIER

J'ai le souvenir d'une de ces journées démarrées sur les chapeaux de roues, où nous avons décidé de faire grève avec tout le personnel féminin : les plaisanteries sur la répartition du travail hommes-femmes ne nous faisaient pas rire du tout. Les composphères, qui remplaçaient les anciennes machines à écrire se sont tues pendant plusieurs heures devant les journalistes sidérés. Il n'y aura pas de bouclage aujourd'hui. « Non ? », « Non ! ». À partir de ce moment-là, tout le monde sut se répartir équitablement le travail, le nettoyage des locaux, le vidage des cendriers, laver la vaisselle et les toilettes, bref, toutes ces petites choses du quotidien, les journalistes sont priés de terminer leurs articles avant d'aller refaire le monde chez Michou et Jean-Paul au Center. Message reçu et immédiatement appliqué. Quelques fayots passaient la tête par la porte en demandant très poliment où se trouve le balai. Silence immédiat des composphères sous regards menaçants. Cela paraît dérisoire, mais peut-être qu'un nouvel équilibre aura été mis en place pour plus de respect mutuel. Les plus intelligents des machos venaient même nous féliciter. Nous n'étions pas dupes, nous savions qu'ils nous traitaient de pétroleuses. « Alors les filles, ça va ? Vous voulez un café ? Un thé ? » Cet exemple fait partie des mises au point, des nécessaires réajustements que nous faisons pour essayer d'être cohérent.e.s avec nos objectifs. Exercice compliqué pour tout le monde.



Nous constituions de fait un véritable écosystème mixte, pluriculturel, aux idéologies sur un spectre très large, milieu urbain et rural mélangés, intergénérationnel, avec des compétences professionnelles qui s'imbriquaient parfaitement, y compris pour ceux et celles qui avaient la volonté d'être formé.e.s sur le tas. Les anciens embarquaient et encadraient les novices et tout ce bateau avançait en tanguant, mais avançait tout de même. Le fait de ne pas gagner d'argent ou presque pas n'était pas notre problème, nous nous débrouillions en partageant ce qui arrivait sur la table. Je pense qu'une grande confiance nous unissait, tendu.e.s vers le même objectif : changer de monde, trouver notre place dans cette période post-1968. Trouver un écho de nos actions dans les colonnes des journaux. Être informé.e.s des initiatives constructrices dans tous les domaines, dans tous les pays, celles qui font une société équitable, vivable, respectueuse, simple, responsable et apaisée.

« PAYS » ET LE MONDE SUIVANT

50

Notre génération s'efface aujourd'hui pour laisser la place aux suivantes. Les mêmes thématiques continuent à être posées, peu ou pas résolues, voire parfois aggravées. Aujourd'hui, l'humanité est collectivement rappelée à l'ordre par une situation déclenchée par un virus aux allures inquiétantes. À bout de souffle, engloutie par la surconsommation, elle est interrogée par un mur d'incertitudes qu'elle a elle-même généré. Il semblerait que l'humanité n'ait pas d'autre choix que celui de changer son rapport au vivant, à l'économie, à la vie en société, etc. Ce que nous avons de plus précieux, notre santé, devra être reconsidéré en priorité. La solidarité et le partage des richesses également et tant d'autres évidences que des personnes ont tenté de réguler au prix de leur vie, il y a plusieurs siècles déjà.

La question se pose à vous, les jeunes doctorant.e.s, qui nous avez fait l'honneur de nous inviter en 2017, quarante ans après la création de *Pays*. C'est la même question de fond qui nous interpellait, nous animait, nous agitait à l'époque. Elle unit nos générations. Chaque génération a des moyens particuliers à mettre en œuvre. Comment





AH BÉ TÈ ! LES ANTHRO-PAU-LOGIQUES N° 3

pensez-vous utiliser l'information, les moyens actuels pour avancer ?
Qu'allez-vous faire ? Nous sommes prêt.e.s à continuer à avancer avec
vous pour construire le monde suivant du vivre et de l'agir ensemble.
Nous sommes prêts à marcher avec vous sur les plus beaux chemins de
nos imaginaires, les vôtres et les nôtres associés.

Merci à toutes et à tous pour votre invitation participative.
Sausset-les-Pins, le 1^{er} mai 2020¹



1 - Elisabeth Busquet est décédée le 21 novembre 2020 à Marseille.







PAYS, OU TRAVERSER TOUS LES CHAMPS DU POSSIBLE

Sèrqi Javaloyès
Écrivain

À Dominique Ponneau

Lorsque Rémy Berdou m'a sollicité afin d'écrire cette contribution, je vous fais l'aveu que je ne savais vraiment pas ce que je pouvais dire sur cette période qui reste pour moi « nébuleuse ». C'est d'ailleurs la remarque que m'a faite ma femme à la lecture de mon premier jet, ce qui m'a encouragé à éclaircir quelque peu la « brume mémorielle » qui entourait jusqu'alors mon « souvenir » de l'hebdomadaire *Pays* et de ce que j'y avais pu faire ou ne pas faire.

Que m'en reste-t-il ? Des situations, des gestes, des visages, des prénoms et noms, des lendemains qui chantaient ou qui déchantaient. On dirait pour aller au plus simple, à la banalité, l'ambiance caractéristique de cette fin des années 1970. L'effort de remémoration m'a donné en vrac : un immeuble cours Bosquet, un chien, nommé Txomin, deux ou trois bars palois, La Poste, Le Center et Le Français, ce dernier tenu par un chauffeur de taxi. Puis, d'autres éléments me sont revenus, apportés par la lecture des deux tomes de la belle compilation effectuée par Jean-Paul Basly.

Rien de bien clair au fond.

Il m'a donc fallu revenir sur mes pas, mener une enquête policière à rebours, pour retrouver – regarder attentivement le tableau et ses



ombres – les éléments d'un puzzle qui me semblait, il y a peu encore, à jamais éparpillés, voire perdus. Alors, n'y pouvant plus, j'ai cherché quels avaient été les événements marquants au niveau international, national et régional de cette année 1976, qui a vu la naissance de notre hebdomadaire. Internet, cet « enfer pavé de très bonnes intentions », m'a permis d'en établir une liste subjective.

Je me dois de préciser que j'étais absent du Béarn quand *Pays* a vu le jour, puisqu'étudiant en aménagement du territoire, à la faculté des Lettres et Sciences humaines du Mirail, à Toulouse. Certes, j'avais acheté au printemps 1977, une action de 50 francs (7,62 €); elle m'était parvenue accompagnée d'une lettre datée du 25 avril 1977 et des statuts de la société coopérative ouvrière de presse hebdomadaire *PAYS*¹. Néanmoins, j'étais loin de m'imaginer que j'allais rejoindre, à l'automne 1977, après quelques semaines passées dans un hôpital militaire bordelais, l'équipe de *Pays*.

Nous sommes donc sous le règne de Valéry Giscard d'Estaing, élu de peu, en mai 1974, président de la République, face à François Mitterrand. En mars, la dictature militaire en Argentine s'installe, elle est comme le sombre et meurtrier écho de celle de Pinochet arrivée au Chili, le 13 septembre 1973.

J'ai noté que le 4 mars 1976, à Montredon-des-Corbières, à l'occasion d'une manifestation de vigneron, une fusillade éclate et on relève un mort de part et d'autre : Claude Marti, un des premiers chanteurs occitans, chante cette révolte. Los de Nadau s'en inspireront.

En mai, le Front de Libération Nationale Corse (F.N.L.C.) est créé. En juillet, on coupe la tête à Christian Ranucci, accusé d'avoir enlevé et tué une petite fille. S'ensuit la sortie de l'ouvrage *Le Pull-over rouge* de Gilles Perrault.

La France souffre d'une très rude sécheresse : le soleil brille sur le Béarn, pourtant le gave ne semble pas en souffrir... Martin Heidegger est mort, suivi de Luchino Visconti.

1 - 8 rue Thiers, 64100 Bayonne.



La guerre du Viêt Nam est bien finie et le pays réunifié. La catastrophe de Seveso nous dit que l'industrie chimique peut être mortelle pour ses salariés et ses riverains, et que l'écologie peut être une réponse à la dégradation de notre environnement.

En octobre, pour l'ancien maoïste spontanéiste (dilettante) que je n'étais plus, la « Révolution Permanente » de Mao-Tsé-Toung s'épuise et s'arrête. Le chiffre des victimes est de plus de 30 millions d'individus... *Los Cortès* franquistes à Madrid votent leur dissolution et mettent fin à une des plus vieilles dictatures d'Europe. C'est l'année du premier concert du groupe Téléphone, du premier festival punk aux arènes de Mont-de-Marsan qui accueille Doctor Feelgood, The Damned et The Clash.

Dans la France de 1976, l'inflation flirte avec les 10 % et le taux de chômage est de 4,2 %, ce qui ne laisse pas d'inquiéter (pour mémoire, il a presque triplé en quarante ans). L'ANPE devient un acronyme connu de tous. On s'y déplace pour pointer chaque mois : insensiblement la queue des chômeurs s'allonge... On se salue en souriant pour faire bonne figure. On se fait tout petit. La culpabilité passe et repasse. On est pressé d'en partir. La crise, puisque le mot est déjà sur toutes les lèvres, est pensée comme cyclique.

Pour ma part, je ne vais pas tarder à en faire le constat en janvier 1978, après mon premier contrat de travail dans un centre de rééducation aux confins du Béarn.

La gauche a gagné les élections cantonales, mais pas dans les Pyrénées-Atlantiques. Le député-maire de Pau est toujours André Labarrère. François Bayrou n'est pas encore conseiller général de Pau-Sud, ni député. Voici pour ce qui est du contexte international, national, régional dans laquelle naît l'expérience *Pays*. Une expérience, au sens que lui donne son origine latine : « celui qui sort du périr »², car il y a mille façons de périr et mille façons d'en sortir. Tout commence, je le répète, par une action de 50 francs acquise en 1977, lors de la souscription lancée par l'équipe de *Pays* ; pour la

2 - Pascal Quignard, *Les désarçonnés*, folio, n° 5745.



petite histoire, ma mère l'a gardée dans une boîte de chaussures où jaunissaient photos et articles de journaux.

Quelques mois après, au printemps 1977, un concert de soutien au journal, dans la salle des fêtes de Nay (aujourd'hui évaporée), me fait découvrir de visu ce qu'il en retourne. Je crois me souvenir, si ma mémoire ne me joue pas encore un mauvais tour, que c'est le groupe Ferrine Flòc, mené par André Toyès, aujourd'hui disparu, qui s'y produit ; un autre groupe de chanteurs fait la première partie.

Je recroise une troisième fois *Pays* à l'occasion d'un spectacle écrit pour les lycéens de Nay, regroupé, par l'aumônier du lycée, rendu quelques mois après à la vie civile. La pièce s'appelle « Le Clown a pris le pouvoir », et est jouée à Pau, au Centre Rencontre et Recherche. Deux « types » viennent me voir, un certain Courtois et Roger Ollès que j'ai connus à la faculté de Pau. Ils me font une interview, tout en jetant un œil discret sur les lycéennes, passant et repassant. J'ai relu l'article, l'autre jour, et « *que i a de qué se n'arríder* »³. Ils s'y moquent gaiement de l'auteur-metteur en scène...

56

Quelques mois après, l'été 1977. Je pars à Dax, pour mon service militaire – je n'ai pas pu m'y soustraire – qui me voit gagner, trois semaines après, avec une poignée d'appelés de la dernière heure, l'hôpital Robert Picqué, à Bordeaux. On nous a bel et bien renvoyés à nos chaumières : nous étions sans doute trop vieux pour faire de bons soldats : c'est ce qu'on m'a rapporté, à l'automne, lors de ma démobilisation. La remarque m'a laissé rêveur.

Je vous fais grâce des péripéties qui me font rejoindre Pau, à l'hiver 1977, où je tombe, par hasard, sur Serge Garroq et Sylvain Notey qui me transportent immédiatement dans les locaux du journal *Pays*, au cours Bosquet, à côté du célèbre Bar de la Poste, géré par Pierre et Prudence Harguindeguy, ressortissants basques, de retour de leur émigration américaine : notre deuxième Q.G. Un détail qui a son importance, l'espace occupé par le journal se trouve au-dessus du cinéma pornographique, d'un sex-shop tenu par une

3 - Oc. : « Il y a de quoi en rire ».





ancienne élève de Sciences-Po Paris... Nous rencontrons Claude Vidal, Patrick Busquet, Jean-Paul Basly dont nous fréquentons, le soir, plus tardivement le bar, Le Center. J'y vois Olivier Baulny, professeur de philosophie au Lycée Louis-Barthou, historien, spécialiste de l'émigration basco-béarnaise en Amérique du Sud, et bien sûr Los de Nadau : Jan, Ninon et Jaquèish. Bien d'autres encore dont j'ai retrouvé les patronymes dans l'ours des journaux que j'ai consultés, la semaine dernière. Un seul exemple : Françoise Peyre. Qu'est-elle devenue ? Elle peignait remarquablement, et se disait astrologue...

Voilà, tout était en suspens, comme si l'expérience que vivaient ces journalistes et ceux qui, à divers titres, les entouraient était entre deux temps, l'ancien et le nouveau, pour créer l'improbable et le faire durer.

Le journal a eu deux périodes, celle de la Scop de presse, le n° 1 est d'avril 1977, puis la seconde, dite « Bouget – Le Natur » qui rachète le titre, à laquelle j'ai participé plus activement. C'est à l'aune de cette deuxième tentative – je crois que le mot est adéquat – que je vous livre aujourd'hui mes réflexions.

L'idée première est que *Pays* a été pour moi, une traversée de courte durée, quelques mois au plus : de janvier à l'automne 1978. Une navigation dont je ne suis pas sorti indemne, sans pour autant m'en rendre compte. Comment pourrait-il en être autrement ? Je dis bien pour moi, je ne saurais parler pour mes compagnons d'alors. J'avais 26 ans. « On n'est pas sérieux quand on a 26 ans », dirais-je pour donner dans la formule rimbaldienne.

Je sortais de l'hôpital militaire la tête vide, sans diplôme, en déshérence, ne sachant où aller. Je cherchais une voie non tracée, n'étant pas au clair avec moi-même ni avec le monde. C'était l'annonce équivoque d'une aventure à venir. C'est ça, une aventure dans laquelle je pourrais me lancer les yeux fermés au risque de me perdre, ce qui ne m'inquiétait pas outre mesure. Ne me fallait-il pas aller de l'avant ? Tout le monde était sommé d'aller de l'avant. Je m'étais déjà perdu maintes fois et imaginais me retrouver un jour ou l'autre. Bien sûr, je voulais bien essayer, mais sans en avoir à supporter les peurs qui



m'habitaient depuis mon plus jeune âge. Une voie, dis-je, qui n'existait peut-être pas, qu'il me fallait pourtant emprunter.

Ce voyage a été, sans conteste, semé d'embûches. Sans doute comme toute entreprise personnelle ou collective, sociale, intellectuelle, linguistique, littéraire, créatrice, que sais-je encore? Edgar Morin dirait l'épreuve unique de « la complexité du monde ». Un océan de doutes où j'ai été rapidement confronté à de sérieuses difficultés. En effet, face aux fortes personnalités, les journalistes fondateurs, Claude Vidal et Patrick Busquet, et ceux qui les avaient suivis dans leur « tentative journalistique », Marie-Christine Aragon, Dominique Ponneau, que me fallait-il faire ?

Que pouvais-je faire? Dire ce que je n'étais pas capable ou ne rien dire? Que pouvais-je mobiliser de ce que j'estimais être mes « compétences » pour gagner ma place dans ce mouvement, car *Pays* était « mouvement » vers une autre contrée. Laquelle? Je ne saurais vous dire. Je ne le sais toujours pas. J'oublie d'autres individus que j'ai croisés; par exemple Alex, le dessinateur, devenu plus tard célèbre. D'autres encore avec qui j'ai sans doute pris une ou deux cuites ici ou là, mais nous ne sommes jamais comptables de notre mémoire. Elle agit à sa guise.

Une confrontation déstabilisante, parfois enthousiasmante, souvent cruelle pour l'individu que j'étais; individu qui manquait de la plus élémentaire connaissance des réalités d'une société que je connaissais peu. Lorsque je vendais le journal devant les Galeries Modernes avec Serge Garroq, il y avait là comme un défi, une façon de se dire « Pourquoi pas? », « Et alors? » ou « On vous emmerde! ». Ma vie était incertaine, fuyante, taiseuse. À peine si je la soupçonnais. Avec *Pays*, j'en inventais une nouvelle, créatrice d'une adversité certes inquiétante mais ô combien excitante. Je participais d'une action bien plus large que celle que nous vivions avec Serge Garroq et Sylvain Notey, depuis février 1977. Aujourd'hui, nous savons qu'il était national, international, mondial pour des millions de jeunes.

Une vie pour tout briser, pour en finir avec tous les conformismes qui nous étouffaient. Nous étions ignorants. Néanmoins, nous



avons l'inconscience d'imaginer que nous apprendrions vite, que nous allions finalement bien faire dans le désordre de nos initiatives, parfois de nos gesticulations. Et qu'importe si la réalité complexe qui s'agitait devant nos yeux se jouait de nous.

Quand, les premiers temps, nous vendions le journal à la criée, les passants nous regardaient avec condescendance ou avec sympathie. Ils passaient leur chemin qui n'était pas le nôtre, pensions-nous. Sauvions-nous que nous allions peut-être au bout du bout leur ressembler ?

Frais émoulu de deux universités où je n'avais fait que passer, je n'avais pas pressenti l'existence d'un autre monde, hormis celui qui m'était offert par mes lectures : les livres, voilà des compagnons d'infortune qui ne vous lâchent jamais.

Lorsque j'ai commis mon premier article, article du reste qui n'en était pas un – au sens où l'entend le modèle journalistique habituel – je marchais encore sans mesurer l'effort qu'il me faudrait développer pour devenir « journaliste » puisque c'était désormais une ambition qui sera finalement contrariée ; quoique le chroniqueur hebdomadaire que je suis fréquente aujourd'hui ces mêmes journalistes, à la marge... Alors, ces premiers pas, ces hésitations, ces trébuchements, était-ce les stigmates d'une initiation douloureuse à la modernité ou à la postmodernité ? Je suis bien incapable de répondre à cette question. Non, je crois plutôt que je récusais l'initiation communément dénommée : « Entrée dans la vie active », ce qui laisserait entendre qu'il existerait une autre vie, parallèle. Ce refus était justifié par une forme confuse d'anarchisme qui désignait la société capitaliste comme coupable de tous les maux dont je pensais souffrir.

Pays, c'était aussi une fête et des fêtes

Je me souviens de la « quinzaine commerciale » menée par Jacques Cazaban, étrange directeur de la régie publicitaire, au printemps 1978. Pau résonnait de toutes les animations de rue : la musique traditionnelle gasconne côtoyait le théâtre de rue ou le jazz. Je n'ai pas souvenir d'avoir retrouvé dans les rues de Pau une telle effervescence, hormis lors du Carnaval Biarnés. Il est vrai, comme le



disait Simin Palay, dans ces « chroniques » dans la revue *Reclams*, que les Palois sont au plus profond de leur âme citadine, plus spectateurs qu'acteurs. *Pays*, c'était la nouveauté dans la fête. Un vent de folie qui traversait les locaux du cours Bosquet, mais qui n'a guère duré, hélas.

Une nouveauté sous toutes ses formes, même les plus fantasques, subversives au plein sens de l'adjectif, était donnée dans les pages du journal, comme la lumière qui devait éclairer « la vie devant soi ». Il est vrai qu'elle était mise à toutes les sauces des mouvements révolutionnaires antistaliniens (Révolution, P.S.U., etc.) où j'avais traîné mes espadrilles, mouvements qui tentaient alors d'influencer en tout premier lieu les ouvriers, paysans et salariés. Car cette « tentative journalistique » était « autonome » : le mot était à la mode en 1978. Au journal, ces tensions idéologiques étaient présentes. Le premier numéro de la seconde version traite des élections législatives du printemps 1978, après la rupture du « Programme Commun de la Gauche » en septembre 1977.

60

J'étais confronté, comme sans doute mes compagnons, à de nouvelles philosophies, idéologies, mouvements qui avaient pour vocation de déstructurer nos vieilles certitudes qui s'épuisaient déjà et qui, pourtant, à travers les partis traditionnels P.S., P.C.F. – le Mur de Berlin n'était pas encore tombé – tentaient malgré tout de nous faire croire que le monde s'écrivait avec leur langue usée et même compassée.

Pays était une arène, je ne dis pas ça pour faire plaisir à notre dessinateur humoristique, le torero André Viard, mais parce qu'il était le lieu privilégié des débats qui traversaient, secouaient la gauche en Béarn, en France et plus largement en Europe. Gauche, faut-il le souligner, qui restait, elle l'est encore ce jour, profondément centraliste et bonapartiste surtout quand il s'agissait de prendre à bras-le-corps la problématique de la diversité linguistique de notre pays. Le *Hestau de Siròs* en septembre 1977, en sera un des réceptacles, celui de 1978 encore plus ; puis, vint le divorce, subvenu après la création de la première école laïque et gratuite Calandreta à Pau, fin 1979.





Il fallait aussi compter sur les échos des luttes de « *l'auta part deu calhau* »⁴, à quelques encablures de Pau, au Pays Basque, et bientôt, en septembre 1977, en Aragon, à Saragosse, au journal *Andalán* où nous nous rendîmes à l'initiative de Michel Rodes, avec Serge Garroq. Une photo nous montre joyeux de partager un destin commun avec nos amis de *Tras los montes*⁵ qui deviendra le titre de trois articles, traductions d'articles, faites par votre serviteur.

Si vous feuillotez la compilation de Jean-Paul Basly, tome I, on constate que les luttes sociales sont nombreuses ; que la revendication territoriale basque, celle du Sud et en écho celle du Nord est elle aussi fort présente. En ce qui concerne l'occitan, que l'on appelle alors « béarnais » en Béarn et « gascon » dans les autres contrées traversées par l'Adour, le journal en parle souvent : nombre d'articles sont écrits dans cet idiome ; mais on sent bien que ce sont les prémices d'une percée à venir.

Pays est une caisse de résonance. Un tambour sur lequel nous tapions, non pas en rythme mais par saccades, pour alerter la population voire lui faire prendre fait et cause pour ces combats, et non pas le peuple que je n'ai pas encore rencontré. Les controverses y étaient en effet nombreuses, elles rejaillissaient à travers une quantité non négligeable d'articles venus de tous les horizons turbulents du département.

Pays a été pour moi le vaste champ des possibles où s'inscrivait déjà, sans que je m'en saisisse, une réalisation personnelle à venir. Je ne savais toujours pas ce qui m'était arrivé, quelles transformations mon âme tourmentée avait subies. En partant, quand nous avons mis, à l'automne 1978, la clé sous la porte avec Serge Garroq, Sylvain Notey et Bertrand Bousseau, rédacteurs maladroits du dernier numéro, j'avais hâte de revenir au bercail *en çò de pair e mair*⁶, au chaud, en attendant que le chemin s'ouvre à nouveau sous mes pas.

4 - Oc. : « De l'autre côté du caillou ».

5 - Esp. : « De l'autre part des montagnes ».

6 - Oc. : « Chez mes parents ».



Lorsqu'on passe en revue les deux tomes, fruits du remarquable travail de Jean-Paul Basly, on se rend compte que tout ce qui nous paraît aujourd'hui d'une grande banalité, est déjà évoqué, traité, dénoncé. Quelques exemples : un article traitant des perturbateurs endocriniens, des pesticides, des énergies renouvelables, de la désindustrialisation, de la montée de la précarisation sociale, de la pauvreté, de la naissance de la première *Calandreta* à l'initiative de *Pays*, lors de l'*Amassada entau país*⁷, le 31 octobre 1978, à la M.J.C. de Lescar. La photo montre l'affiche noir et blanc, tirée en sérigraphie à la M.J.C. des Fleurs, sur laquelle une magnifique *immortèla*⁸ renvoie à la désormais célèbre chanson de Los de Nadau. Le journal finissait avec ce numéro sa brève existence.

Traverser tous les champs du possible c'est ce qu'a permis à cette centaine de rencontres qui m'a offert tous les visages, toutes les voix, tous les dons et encouragements, mais aussi, bien sûr, les menaces d'une humanité en devenir que ces temps lointains me murmurent encore à l'oreille. « Car la vie de chacun, n'est pas une tentative d'être »⁹ Pascal Quignard prétend qu'elle est l'unique essai¹⁰. Faut-il par extrapolation considérer la vie éphémère de *Pays* à l'aune de cette pensée ?

Toute naissance est unique, extrêmement fragile et périlleuse, esseulée, singulière, infiniment commençante : elle est l'unique expérience. Ainsi ai-je traversé ce temps court, une petite année d'une expérience unique : elle l'était sans l'ombre d'un doute, pour le *goujat*¹¹ égaré dans une ville que l'on dirait « provinciale » à Paris, et que je nommerais « provincialisée » : c'est-à-dire, une cité qui a accepté depuis le début du XVII^e siècle sa défaite.

Oui, j'ai été plongé, immergé dans la mer mouvementée, tempétueuse de la rédaction de *Pays* que Claude Vidal et Patrick Busquet

7 - Oc. : « Assemblée pour le pays ».

8 - Oc. : un edelweiss.

9 - Pascal Quignard, *Les Désarçonnés*, folio, 5 745.

10 - *Ibid.*

11 - Le jeune homme.



animaient. Ils étaient journalistes et je ne l'étais pas. Qu'étais-je au fond ? Un de mes oncles, vieux réactionnaire, brave avec ça, disait alors : « c'est un branleur ! ». Quoique j'aie eu quelques dispositions pour le mimétisme, j'avais toujours été en retard d'une guerre. J'en avais pourtant vécu une !

Je me traînais, hésitant, méfiant. Je m'obstinais à chercher une « VOIX », pour parler, puis peut-être pour écrire. Je ne l'ai trouvée, dans la langue de mes hôtes – ce qui, il faut l'avouer, était une sacrée pirouette –, que fort tardivement à plus de quarante ans. Alors pensez ? « *Caminante, no hay camino* »¹² comme l'a écrit Antonio Machado.

Traverser, marcher à travers champs : *Pays* nous y poussait, chaque jour. Et Dieu sait s'il nous y poussait : *Que honhava lo capdèth* !¹³

J'é mets ce jour une hypothèse à mes risques et périls. Le titre de ce journal disait clairement que nous cherchions un « pays ». Chacun d'entre nous avait le sien et le traversait, comme il pouvait. Il était une façon étrange de retourner ce territoire sur lui-même, comme nous nous retournions sur nous-mêmes afin de trouver notre vérité intérieure. Il est vrai que nul alors ne voulait se retourner. Il fallait aller de l'avant, sans trêve ni repos. Nos élus, nos syndicalistes, nos chefs d'entreprise voulaient croire à un avenir préfabriqué par le « Centre du pouvoir »¹⁴ où tout se décidait. On possédait encore le Plan et la Datar. La mode était à l'aménagement du territoire et des territoires qui avaient remplacé les « pays ». Ils avaient mauvaise réputation. Ils étaient d'Ancien Régime et menaçaient, disait-on, là-bas, en haut, la République. *Pays* les interrogeaient, et ils le vivaient mal. De surcroît, la presse quotidienne régionale taisait ce dialogue, ce débat.

Ainsi *Pays* était une naissance au pays, une contrée nouvelle, celle que la grande majorité de nos concitoyens du Béarn (au Pays Basque, il en allait autrement) ne voulait pas regarder dans les yeux. Peut-être ne voulaient-ils pas devenir enfin adultes ? Il y a une naissance en toute connaissance, pensais-je.

12 - Antonio Machado, *Campos de Castilla*, 1912.

13 - Oc. : « Il poussait fort le type ».

14 - Félix-Marcel Castan, *Au temps d'une France plurielle*, éd. Cocagne, 2012.



Pour finir, *Pays* est une utopie, dites-vous, pourquoi pas? Pour moi, un rêve qui était en avance sur une vie à faire. Un beau rêve, du reste.





LE JOURNAL *PAYS* (1977-1978) - TABLE RONDE
AVEC JEAN-PAUL BASLY, SYLVAIN NOTEY,
DOMINIQUE PONNEAU ET ELISABETH BUSQUET,
16 MARS 2017

Restitution de la table-ronde avec Jean-Paul Basly, Sylvain Notey, Dominique Ponneau (†) et Elisabeth Busquet (†), collaborateurs du journal *Pays*, suivie d'une discussion avec la salle.

TÉMOIGNAGES

Dominique Ponneau

« [...] À ce moment-là, quand on se retrouvait à 9h du matin dans un bar du village bourré, on n'appelait pas ça un *after* encore, mais je me suis retrouvé dans un *after* avec Claude [Vidal] et Patrick [Busquet], où ils m'ont posé la question en disant :

- "Tu fais quoi dans la vie?"

J'ai dit : "je suis chômeur là actuellement".

- "Oui, mais sinon tu fais quoi?"

- "Je suis dessinateur industriel"

Claude embraye de suite en disant : "Mais si tu connais le dessin, tu connais la maquette, donc tu seras maquettiste !" (*rires*).

Bon, je lui ai dit : "Tu peux me laisser quelques jours pour réfléchir?"

- "Ouais, mais vite quand même!"



Et donc je réfléchis, je rappelle Claude et je lui dis : “ben ok !”

Il me dit : “Bon ben j’ai ton emploi du temps qui est fait. Dimanche, on a réunion à Bayonne : une réunion de comité de rédaction du journal, donc on va te présenter. Dimanche soir, tu prends un train pour Paris, tu vas faire un stage de maquette à *Libération*, tu vas passer une semaine là-bas !” À vingt ans...

Une semaine à *Libération*, je rentre. Au passage, on fait une réunion de plus le dimanche d’après, je pars le dimanche soir à l’Hebdomadaire *Sud* à Montpellier pour apprendre la maquette, en Hebdo, et je me retrouve pour le numéro 0, devant plein de feuilles blanches et des traits bleus et des textes à coller. Et en même temps, une aventure humaine extraordinaire où j’ai découvert le monde ! J’ai rencontré des gens brillants, ça m’a permis de rencontrer des supers mecs, et je crois que c’est un peu aussi ce qui a structuré ma vie après. Malheureusement – ou heureusement – parce qu’à un moment donné j’étais heureux de vivre quand même, puisqu’il y avait ce problème majeur qui était le non-versement des salaires (*pires*).

66

Tout à l’heure, Marie-Christine disait : “pour ceux qui avaient la chance d’avoir des parents qui donnaient un peu d’argent”. C’était un peu le cas de ma mère, mais c’était aussi si tu avais une paire de skis à vendre, ben ça permettait d’aller faire quatre ou cinq repas “au Riche”¹... Voilà, c’était un peu le truc de l’époque. Mais en même temps, j’ai rencontré des personnages extraordinaires par l’intermédiaire de Claude et de Patrick. Et ensuite je suis parti à l’armée, donc j’étais bien obligé. J’ai essayé par tous les moyens de me faire réformer mais je n’y suis pas arrivé, même avec l’aide de Chantal Vidal². Donc j’ai dû me résigner à faire mon armée. C’était au mois d’août, l’aventure [de Pays] a continué jusqu’au mois d’octobre et puis ça s’est effrité après. J’ai suivi de près, mais je n’ai plus participé en tant que maquettiste. Après, j’ai suivi la deuxième expérience.

1 - Il s’agit probablement du café-restaurant « Le Riche », situé rue de Liège à Pau, considéré comme « une institution » locale.

2 - Chantal Vidal était médecin et pouvait donc exempter certains appelés du service militaire en raison de problèmes médicaux.





Dans tous ces personnages que je devrais aussi remercier, il y a Jean-Paul qui était... On avait deux QG à Pau : le Bar de la poste, ça, c'était pour les espaces diurnes on va dire ; et pour les espaces nocturnes, c'était plutôt chez Jean-Paul (*rires*). Et voilà, peut-être qu'il a effacé quelques ardoises qui n'étaient pas mal quand même ! Voilà ce que j'avais à dire de *Pays*.

Alors, je voudrais rajouter quelque chose, parce qu'on s'adresse avant tout à des jeunes doctorants et à des jeunes étudiants en anthropologie. Quand Jean-Paul a pris en compte le fait de la réédition de *Pays*, il voulait aussi peut-être que cette réédition soit le départ de quelque chose. Donc là, avec l'autorisation de Sarah Vidal, qui avait écrit pour la réédition un beau papier avec Chrystèle, alias *Murqueta*... toutes les deux s'adressent au journal *Pays* et tutoient *Pays* :

“Alors pour tout cela je fonde le secret espoir que ta réédition ne soit pas seulement un hommage qui t'est rendu comme à titre posthume, mais le point de départ d'une réflexion vers des générations qui te suivent. Alors mon ami rêvons ensemble ! Pourquoi ne pas imaginer quelle qu'en soit la forme un débat sur des sujets que tu as couvert qui font notre actualité, pour confronter les points de vue de ceux de ton époque, avec ceux des enfants de la génération *Pays* et celles qui t'ont suivi. Ou encore, pourquoi ne pas partager auprès de jeunes étudiants l'expérience de ta création, pour les faire réagir avec leurs outils, leurs perceptions du monde ? Pourquoi ne pas leur faire imaginer *Pays* aujourd'hui ? Pourrait-il exister ? Que dirait-il ? Et comment fonctionnerait-il ? Rêvons un peu, et si ce n'était qu'un début...”³.

Merci Sarah pour ces quelques lignes que je te pique au passage, parce que c'est un peu mon souhait que cette journée ne soit pas qu'une journée de commémoration, mais que ce soit peut-être quelque chose qui puisse aller quelque part ! Avec tous les moyens que l'on a actuellement, par réseaux sociaux, par Internet... Il y a quarante ans, il existait un journal que j'ai eu l'occasion de visiter

3 - Sarah Vidal et Chrystèle Villa, « *Pays, Mon ami* », *Pays : Hebdomadaire d'informations régionales*, Orthez, La Biscouette, 1977-1978, rééd. 2015, vol.1, p. 13-14.



pendant ma formation à *Libération* : ça s'appelait *Le cri des murs*, c'était un journal que les mecs affichaient. Ils faisaient une grande affiche, avec les articles sur l'affiche et ils affichaient de nuit. C'était complètement éphémère. On a d'autres moyens que les affiches et peut-être de faire ou refaire quelque chose qui coûterait moins cher et qui permettrait à Marie-Christine de ne pas passer des nuits blanches (*rires*) ».

Sylvain Notey

« Alors moi j'ai participé à la deuxième expérience de *Pays*, deuxième expérience qui n'a pas duré très longtemps. Le point commun avec la première, c'est que nous non plus, on n'était pas payé. Et tu⁴ as parlé tout à l'heure de bricolage. Ce qui me vient c'est que c'est Colette l'écrivain qui détermine le bricoleur comme quelqu'un d'industriel. Et là, on voit quand même que c'était des gens qui travaillaient, qui fournissaient un boulot, des [gens] curieux. Je crois pouvoir expliquer cette curiosité parce que j'avais 17 ans, et j'étais écouté par eux. C'est-à-dire qu'ils trouvaient que je disais des choses intéressantes comme quelqu'un de 17 ans peut dire des choses intéressantes. Mais quand même, j'étais écouté, et parmi les choses que je pouvais dire, c'est : "oui d'accord, il faut parler béarnais, mais de quoi va-t-on parler ? Et intéressons-nous sur ce que l'on va dire avec cette langue". Voilà, je sortais des choses comme ça entre deux poèmes, deux bières. Et l'autre aspect, quand elle parle de bricoleur, c'est "indiscret" aussi, chez Colette. Il y avait aussi peut-être dans *Pays* ce petit côté indiscret, où l'on était un petit peu le *Canard Enchaîné*. Il fallait aller chercher la petite histoire ; et après bon elle explosait, mais il y avait ce côté-là. Donc moi, j'étais ce *pelut*⁵ qui allait vendre le canard à la criée, qui a même été le vendre à Siros⁶. J'ai été, je pense, le premier qui ait dormi à Siros sous une toile de tente. C'était le

4 - Sylvain Notey fait référence ici à l'intervention précédente de Patricia Heiniger-Casteret.

5 - Oc. Poilu, ici dans le sens de « chevelu », expression courante désignant les gens avec des cheveux longs.

6 - *Hestau de Siròs*, festival de la chanson béarnaise qui se déroule tous les ans à Siros dans les Pyrénées-Atlantiques.



festival où on allait avec Serge. On avait dormi sur place et il n'y avait qu'une tente, c'était la nôtre.

Il y a plusieurs mots qui reviennent [dont] "émancipation" dans ce programme. Je pense que cela a ouvert des portes vers l'émancipation. Je vais prendre l'exemple de la musique où, à 17 ans, j'avais le cul entre deux chaises. C'est-à-dire que j'avais des potes qui étaient plutôt *Sex Pistols*, et moi j'étais *Pays*. J'allais entre les deux. Et quand, dans ces bals folks, on faisait du rock, c'était de la parodie. On osait faire du rock, mais en se parodiant, en faisant une parodie du rock. Je trouve que la génération qui est venue après s'est émancipée : elle a fait du rock, et pas un ersatz de rock. Tout à l'heure, on citait aussi dans ces textes une petite dérision à utiliser la langue sur l'aspect de l'humour. Là, il y a eu une génération qui est venue après et qui a fait du rock – et même maintenant de la musique électro – sans parodie. Ils sont de cette époque et jouent la musique qui leur plaît avec la culture qu'ils ont.

Et maintenant, je continue dans cette lancée. J'ai participé à Radium Vivant. Ça, quand même pour le nom d'une radio, on n'a jamais trouvé mieux : Radium Vivant⁷ ! C'est Serge Garroq qui a trouvé ce nom. Si j'ai un regret, c'est que ce nom n'ait pas perduré. "Radium Vivant" pour une radio ici, c'était magnifique.

C'était une expérience où j'étais vraiment un grouillot là-dedans. Après, ça m'a marqué parce que maintenant, je suis professeur de communication audiovisuelle n'est-ce pas, et c'est grâce à cette expérience. Chaque fois que je fais de la mise en page de quelque chose, je pense à ce que c'était. Et quand je dis à mes élèves qu'autrefois on faisait des films, quand je dis comment c'était fait alors [que] maintenant, on imprime directement sur des plaques... Enfin bref, quand je présente l'historique de la presse, on a fait un bon, c'était au siècle dernier. Voilà Jean-Paul ! ».

7 - Jeu de mots entre « radio » et l'expression gasconne « *diuvivant* » (littéralement « dieu vivant », qui peut se rapprocher d'autres jurons comme « nom de dieu » ou « sacrebleu »).





Jean-Paul Basly

« Je n'ai pas grand-chose à dire parce que je n'étais pas journaliste, quoiqu'il y ait marqué journaliste sur le petit dépliant⁸. J'étais juste un témoin de l'époque même si j'ai commis quelques articles mais c'était principalement sur le rugby. J'étais surtout le tenancier du Center, que Michou tenait, que ma femme tenait. Donc j'ai assisté un peu à ce bouillonnement de cette époque-là. C'était un univers parce que le journal était une chose mais il y avait le monde à côté, le monde de la nuit, le monde des étudiants, le monde du rugby, du sport, des thématiques, des combats qu'il y avait, des débats, de l'alcool qui coulait quand même un peu [...]. C'était une époque où c'était comme la fin d'un monde... L'apogée aurait pu être 1981 par exemple. Quelque part, on attendait enfin cette gauche qui gagne tous les combats. Et on est arrivé en 1981, puis en 1983 tout cela est mort.

Donc, quand j'ai réédité, je me suis dit en voyant tous ces journaux : "il y a tellement de choses qui sont encore vivantes là-dedans : l'écologie, l'environnement, la place des femmes, les fermetures d'usines, le monde agricole ; tout est encore d'actualité. Donc est-ce que les gens actuellement se posent ces questions-là ?" Au bistrot, je les entendais parler, c'était des mecs de la fac tout ça, ça bouillonnait, ça pintait. Il y avait un bouillonnement intense de la vie, il y a eu des morts aussi, il n'y avait pas la ceinture. Il y a eu beaucoup de déchets dans tout ça mais cette époque-là était... Bon on dit toujours [cela] parce que l'on pense à notre jeunesse mais, si l'on met un observateur extérieur là au-dessus, je pense que dans les années 1968-1980, il y a eu quelque chose, une espérance énorme. Et je ne sais pas si on peut la retrouver actuellement dans la population des jeunes. Alors on te dit : "Mais non, tu es un pessimiste, tout ça. Dans les réseaux sociaux, il y a plein de choses qui se passent". Bon, je veux bien. Je veux bien qu'il se passe des choses, mais je n'ai pas accès à ce monde-là [des réseaux sociaux], mais je vois beaucoup de choses. Sur le plan de petits réseaux, il y a des choses qui se passent entre des petits groupes de personnes.

8 - Le programme des 3^{es} rencontres *Ah bé-tè!* Les *anthro-Pau-logiques* portant sur la « Critique du discours dominant comme projet d'émancipation individuelle et collective ».



Mais ensuite, ce sont des gens qui sont émotiionnels. On a l'impression qu'il y a un grand "bouf" quand il y a un événement, les gens peuvent se rassembler. Mais ensuite quel est ce lien entre tous ces réseaux ? J'ai l'impression qu'il n'y a rien. Que ce sont des métastases un peu partout, comme une espèce de cancer. À ce moment-là, il y avait ces débats mais il y avait quand même des idéologies, il y avait des idées politiques, il y avait le programme commun, il y avait des choses qui pouvaient faire le lien. Et actuellement je ne les aperçois pas. Alors je me suis dit : "C'est peut-être l'occasion que les jeunes regardent, que ceux de la fac regardent ce qu'il s'est passé". Sans dire si c'était mieux ou pas mieux, mais est-ce qu'actuellement on ne pourrait pas aussi continuer ce que tu disais tout à l'heure, une façon de dire, de parler du pays, de parler du monde aussi, mais de parler du citoyen ? Parce que la démarche est quand même citoyenne, tout ce que vous avez fait, Claude et toute cette équipe-là. C'était pour rendre hommage aussi ce que je dis là. Parce que c'était chouette, que des gens de vingt ans se lancent dans des choses comme cela.

Est-ce que les jeunes actuellement, sur un plan local, peuvent se fédérer pour dire : "On va mettre ça en place ? C'est utopique, c'est complètement farfelu mais on va essayer de mettre des choses en place. On va essayer de péter un peu les choses et on verra bien où cela conduit. Mais bon, on va bander, on va rire, ça va être chouette. On ne sait pas où l'on va, mais on va essayer de faire quelque chose". Donc je me suis dit que c'est peut-être l'occasion, en rééditant ce bouquin-là, en faisant regarder par des jeunes, des jeunes de la fac. Ce que vous faites là, c'est super ! Merci à Rémy, merci pour ce que vous avez fait. Parce que c'est chouette de répercuter ces choses-là. Je pense qu'il y a une place pour cela, comme on dit. Tout à l'heure, quand ils ont perdu le match, ils ont dit : "il y avait la place". Donc il y a toujours et encore la place. Elle existe toujours cette place-là. Aujourd'hui personne ne la prend mais – je pense plus qu'en 1977 – il y a de la place pour ces combats-là. Voilà ce que je voulais dire. Merci surtout à Patrick et Claude. Une pensée pour ton père⁹, à tout son travail, à tous ceux qui ont été là et qui ne sont pas là aussi ».

9 - Claude Vidal.



DISCUSSION AUTOUR DE LA TABLE RONDE

Dominique Ponneau :

- En même temps, on est à la période de notre vie où personnellement je préfère passer pour un vieux sage qu'un vieux con ! (*rires*) Et qu'on peut encore un peu éventuellement filer un coup de main.

Patricia Heiniger-Casteret (modératrice) :

- Ce qui serait intéressant, ce serait d'avoir un retour des jeunes.

Jean-Paul Basly :

- On peut leur poser la question : est-ce qu'il y a des débats politiques à la fac ? Quel type de société veulent-ils ? Dans quel type de société se projettent-ils ? Qu'est-ce qu'ils aimeraient bien ?

Idrissa Mané :

- Donc si je vous entends bien, l'expérience, c'est une expérience qui était souhaitée sauf qu'elle a périclité parce qu'il y avait un problème de finances. Est-ce que l'on s'émancipe sans l'argent ?

Sylvain Notey :

- En écoutant tout à l'heure, sur l'aspect financier, je crois que quelque part ça a été rentable. Si l'on regarde à court terme, ça ne l'est pas. Mais si l'on regarde tout ce qui a été mis en place grâce à cette expérience, et si l'on faisait le bilan sur vingt ans, je pense que l'on serait étonné de la rentabilité posthume.

Marie-Christine Aragon :

- On peut considérer *Pays* comme un investissement à très long terme. Et en termes d'amortissement sur quarante ans, ça a été d'une rentabilité absolument extraordinaire.

Jean-Paul Basly :

- Est-ce qu'un lien social doit être rentable aussi ? Parce que ce qui fait du lien est rentable indirectement dans une société, le bénévole fait du lien. Est-ce que le bénévole est rentable ?



Patrick Busquet :

- Si j'ai bien compris, [Idrissa Mané] pose la question : est-ce que l'on peut faire sans l'argent ? C'est ça sa question. Et là je crois que la réponse est claire. Il ne l'a pas dite mais elle est quand même suggérée dans sa question.

Marie-Christine Aragon :

- Aujourd'hui, il y a quand même plus de choses que l'on peut faire sans argent justement : par Internet, etc. Il y a des outils qui permettent de construire des choses sans argent ; ou avec beaucoup moins d'argent nécessaire, donc beaucoup plus accessible. Après, on ne peut pas en faire un emploi. Ça, c'est autre chose.

Serge Javaloyès :

- Le problème est que tout le monde peut, plus qu'avant, faire ces nouveaux médias. On multiplie le nombre de médias donc la confusion des médias. C'est un vieux taoïste qui m'a dit : « Attention, il y a toujours quelque chose qui pend au nez » [...].

Sarah Vidal :

- Je m'interroge finalement sur l'objectif. Parce qu'en écoutant les témoignages, j'ai l'impression que l'objectif est bien au-delà de la presse. C'est ce que je disais tout à l'heure. On est sur une démarche d'animation territoriale. Alors est-ce que le territoire est trop grand pour faire, même à 11 salariés [Marie-Christine Aragon : on a été jusqu'à 13] de l'animation territoriale... ? Dominique disait « on a fait fermer des institutions ». Alors, vous ne le racontiez pas à chaque fois, mais il y a eu toute cette animation qui n'apparaissait pas dans la presse et qui a fait émerger plein de choses, a dénoncé d'autres choses, a fait naître des radios, des écoles, qui permet de faire un bilan positif à quarante ans. Mais si on se pose la question de ce qu'il faut faire, si on le limite à quelque chose qui relève de la presse, on n'a pas l'ensemble de l'objectif – formulé ou non – de ce sur quoi vous étiez parti. Est-ce que vous y êtes partis consciemment ou est-ce que c'est au fil de l'eau que... ? Mais l'objectif est bien au-delà d'une presse, en tout cas dans les témoignages que j'entends.



Jean-Pierre Basly :

- Ta question [revient sur le fait] de mettre tout le temps l'argent en avant. Je comprends bien. Mais si tu mets tout le temps [cette question] « est-ce que ça va être rentable? », tu rentres dans un système qui est désolant. Ce n'est pas l'argent qui doit être prioritaire dans les démarches qui touchent à l'humain. Est-ce que la santé... tu vois ce que je veux dire? Mettre l'argent en avant, c'est un élément mais ce n'est pas un élément déterminant. Il me semble. Une utopie ne doit pas être rentable, enfin je ne sais pas moi!

Mathilde Lamothe :

- Le journal *Pays* a duré deux ans à peu près. Je voudrais savoir s'il y a eu d'autres projets par la suite entre vous (pas forcément les onze collaborateurs ensemble), est-ce qu'il y a eu d'autres initiatives?

Sylvain Notey :

- Il y a eu Radium Vivant. Après, on avait des idées toutes les cinq minutes. Donc c'est vrai que les premières réunions; par exemple des *calandretas*, on en a fait chez nous. Maintenant, je participe à la création d'une ligne de mobilier béarnais qui s'appelle « Juntatge » et c'est dans cette lignée là aussi. Après, il y a des choses qui ne sont pas faites. Par exemple, on demandait à ce que le Béarn fasse partie de l'OPEP¹⁰ parce que l'on était producteur de pétrole. On ne l'a jamais fait! On était aussi pour l'exposition universelle à Pau. On avait même créé une association, on ne l'a jamais fait! Il y a des choses qui n'ont jamais été faites, mais il y en a un paquet quand même!

Dominique Ponneau :

- Il y a une chose qui a été faite: par exemple, je me rappelle avoir participé fréquemment, avec Claude Vidal et Serge Garroq, à des réunions entre Carcassonne et Narbonne pour essayer de mettre en place un mouvement politique occitan qui s'est appelé « U.P.O. », Union des Peuples d'Ôc. J'ai eu le privilège d'avoir été secrétaire provisoire de l'U.P.O. provisoire. Et qui a eu, pour seul résultat, une

10 - Organisation des Pays Exportateurs de Pétrole.



manifestation unitaire à Toulouse pour réclamer l'occitan à la télé. On a mis un an quand même : d'abord pour savoir qui, dans la salle, faisait partie des R.G.¹¹, pour savoir par qui on allait se faire manger. On était dans une situation de délire, effectivement les pétards n'étaient peut-être pas étrangers non plus à la situation et à la réflexion politique.

Serge Javaloyès :

- Si vous voulez une autre situation extraordinaire, c'est lorsque Sylvain a été porté le cartel codé à l'assistant parlementaire d'Emmanuel. [...] Parce qu'Emmanuel avait contesté une déclaration qu'il avait faite dans *Pays*, anticléricalisme primaire. C'est d'ailleurs Patrick [Busquet] qui avait fait l'interview. Alors après il avait contesté, il était revenu sur sa déclaration en disant que c'était *Pays* qui avait manipulé sa déclaration. Donc Claude [Vidal] a dit : « on va le provoquer en duel, place de la monnaie où l'on peut encore se battre en duel ». Et tu as été porter la carte, d'ailleurs le pauvre type est mort maintenant, il a été conseiller général.

Idrissa Mané :

- Je vais revenir sur un point qui a été évoqué par Elisabeth [Busquet]. Vous avez dit : « Je ne savais pas que j'étais Basque : c'est un policier qui, en me demandant mon nom de famille et celui de mes parents, m'a dit que j'étais Basque ». Donc j'ai souligné que l'identité n'a pas été transmise... ?

Elisabeth Busquet :

- Oui tout à fait, ça faisait partie du silence de famille.

Idrissa Mané :

- C'est une assignation à une identité par autrui, c'est le policier qui vous fait prendre conscience de votre « basquité » [Elisabeth Busquet : Oui]. Et après, qu'est-ce que vous en avez fait ?

11 - Renseignements Généraux : ancien service de renseignement français dépendant de la Police nationale.



Elisabeth Busquet :

- C'est une bonne question. C'est-à-dire que j'avais été très interpellée par les procès de Burgos¹² à l'époque. Je me suis retrouvée dans cette situation et, c'est vrai, c'est lui qui a été le révélateur de quelque chose que j'ignorais, que m'a mère m'a confirmé après. Dans la famille on ne parlait pas, on ne parlait de rien. Et je ne sais pas comment... Ce sont des moments de rencontre un peu magique. C'est un policier qui, quelque part, me dit qui je suis ; enfin, qui me replace dans une filiation. Et qui me conforte dans le fait que j'étais là et j'étais impliquée. Ce que « j'en ai fait », c'est que j'ai commencé à apprendre la langue. Parce que j'estime que lorsque l'on est dans un endroit, qui que l'on soit et d'où que l'on vienne, il est important d'apprendre la langue pour communiquer et par respect pour le lieu. Ensuite, j'ai été impliquée politiquement dans la problématique basque parce que je trouve inacceptable que des gens soient tués ou ne puissent pas parler leur langue, ne puissent pas transmettre leur langue et souffrent à cause de ça, sans parler de tout le reste. C'est la dimension de la langue, c'est la dimension économique, c'est la dimension culturelle en général, de la transmission de l'enseignement. C'est énormément de choses. Peut-être que le fait que je sois née au Maroc, que je me sois retrouvée en France avec ma mère qui a eu la bonne idée de se marier avec un monsieur qui était complètement O.A.S.¹³... Tu vois, beaucoup de choses font que l'on ne se retrouve pas par hasard quelque part. On est souvent révélé par l'Autre. Très souvent, les autres voient des choses sur nous et nous aident à nous situer. J'ai aussi appris énormément de choses au Pays Basque, au niveau de la confiance, de la fraternité, de l'entraide, de véritables valeurs que je n'avais pas rencontrées avant. Et puis la parole donnée : ça c'est fondamental.

12 - En 1970, un procès est intenté contre des militants nationalistes basques membres de l'organisation armée E.T.A. accusés d'assassinats pendant la dictature franquiste en Espagne.

13 - Organisation de l'Armée Secrète : organisation clandestine de l'extrême-droite française pour une Algérie française.



Rémy Berdou :

- Je voudrais réagir à une question qui a été posée par nos témoins. Vous demandez si la jeunesse se réunit encore à l'université. Malheureusement de moins en moins, mais il ne faut pas perdre espoir. Je pense que s'il doit y avoir des solutions, des expériences de débats ou quelque chose comme ça, c'est dans la société en général qu'il faudra les créer et pas uniquement dans cet environnement universitaire, qui a toutes les caractéristiques de la société actuelle avec de l'individualisme et de la rentabilité. Il me semble qu'à votre époque, il y avait beaucoup moins de chômage, quand on quittait un emploi on en trouvait un autre. Maintenant, les étudiants font de l'investissement. Ils veulent un diplôme pour avoir un boulot à la sortie. Il y a encore quelques hurluberlus qui pensent à « l'université émancipatrice » (et heureusement !) et qui choquent presque les gens lorsqu'ils le rappellent dans certains conseils [universitaires]. Mais il y a un contexte économique qui est complètement différent et qui engendre des stratégies individuelles qui sont différentes des vôtres. Je ne suis pas certain qu'il y ait un engagement total, à dormir sur des journaux parce qu'on ne sait pas où habiter. Aujourd'hui c'est l'inverse : on assure manger, pouvoir avoir la télévision et se faire plaisir, et après on verra si l'on peut s'engager, si on a le temps. Donc il y a une inversion des choses. Il y a quand même des gens qui veulent agir mais ils ne seront pas uniquement à l'université. D'ailleurs, c'est enrichissant parce que l'on peut justement confronter à la fois le monde universitaire avec des travailleurs saisonniers, avec des jeunes agriculteurs, avec des artisans, etc. Donc pourquoi pas, mais il ne faut pas avoir un trop grand espoir en l'université. Je pense que l'espoir réside vraiment dans l'ensemble des couches de la société en Béarn.

Milo Vilain :

- Ma question [portait sur votre] rapport au pouvoir central, aux pouvoirs centraux et à la loi. Comment est-ce que vous vous situiez à l'époque ? Il y avait peut-être beaucoup moins de pression du contexte social qu'actuellement, on était moins fliqué. Il y avait moins de contrôle à travers les risques de laisser des traces à chaque fois que



vous allez acheter quelque chose. Il n'y avait pas Internet, la question ne se posait pas, mais comment vous viviez au quotidien le poids des forces de l'ordre [puisqu] vous parliez de R.G.... ?

Marie-Christine Aragon :

- Je peux essayer de répondre. Un certain nombre d'entre nous était des militants politiques, donc qui avaient l'habitude de se retrouver au commissariat pour montrer les papiers, faire des bombages dans la rue, distribuer des tracts et autres manifestations. Donc on avait des contacts de militants. On est un certain nombre ; c'était le cas d'au moins toutes les filles du Pays Basque. Là-dessus, je dirais que l'on était certainement plus fliqué à ce moment-là que maintenant, au moins au Pays Basque...

Elisabeth Busquet :

- Mais il n'y avait pas effectivement les moyens que maintenant.

Marie-Christine Aragon :

- Après effectivement, on achetait très peu de choses sur internet à l'époque. [...] On n'avait pas de carte bleue non plus. De toute façon on n'avait pas de téléphone, ni voiture, ni télévision donc...

Patrick Busquet :

- Et l'argent...

Marie-Christine Aragon :

- On n'avait pas non plus d'argent. On n'avait pas non plus de logement, donc toutes ces questions-là nous passaient complètement au-dessus de la tête. Un peu moins au-dessus de l'estomac mais bon ! Voilà, on essayait de vivre et de survivre à partir de ce que l'on était. À ce moment-là, on était beaucoup plus solidaire. Pour reprendre un peu ce qui disait Sarah tout à l'heure : est-ce qu'effectivement quand on a créé – ou quand on vivait dans *Pays* – on savait ou on voulait créer quelque chose qui dépassait la presse, qui dépassait un journal... ? Je crois qu'on ne l'a jamais exprimé de cette façon-là, on ne se l'est pas dit. Mais on vivait dans une entreprise que l'on créait, que l'on vivait à partir de ce qu'on était. On était effectivement comme ça : on était



ouvert, on avait envie de rencontrer les autres. On était tous complètement dans le dialogue, dans la proximité, dans la discussion, dans le débat, dans l'engagement, donc le journal lui-même était comme nous. Il se fabriquait au quotidien et on inventait au quotidien. Après, il y avait le travail des journalistes eux-mêmes ; c'était une chose, mais il y avait tout ce qui était autour. Et tout ce qui était autour, c'était nos expériences, notre vécu, notre façon d'être.

Elisabeth Busquet :

- On était hypersensible, effectivement, à tout ce qui était centralisation. Ce n'était pas du tout notre tasse de thé, tu l'as compris. Mais c'était une autre forme qu'aujourd'hui, et je crois aussi qu'on avait moins d'inquiétude, dans le quotidien, et même dans la vie intime car tout ça c'est très politique aussi. On avait peut-être moins d'inquiétude de ce que vous vivez maintenant : les relations homme-femme, les relations sexuelles toutes ces choses-là, ça faisait partie de notre vécu. Et effectivement il n'y avait pas tout ce flicage qu'il y a maintenant.

Milo Villain :

- Est-ce qu'il n'y avait pas moins de paranoïa, moins de peur ?

Elisabeth Busquet :

- On était très engagé. Donc dans ce cas-là, on savait ce qu'on faisait, on savait où on était. Donc on était prudent, ça c'est une chose, mais la peur, on n'avait pas le temps.

Mathilde Lamothe :

- Et concernant la censure par exemple ?

Patrick Busquet :

- Cela rejoint un peu le rapport à la presse installée, on avait quitté la presse installée. On était dans un mouvement de contestation de cette presse-là. On l'avait quitté. De fait, on avait quelques copains – je pense à René Bourgue qui était à *La République* – qui sont restés sincèrement proches de nous, qui nous ont aidés, etc. Mais on n'en avait pas beaucoup puisqu'on était en rupture. La censure, je ne sais pas. Je suis un journaliste au départ, la censure c'est une histoire



de journaliste. C'est presque l'objet d'un colloque, il y a beaucoup d'imageries mentales là-dessus. Enfin, je ne suis pas représentatif de ma profession en disant ça. Mais, si vous voulez, cette histoire de censure, c'est parce que cette profession s'est dévoyée dans l'expression. On est un pays de l'expression, de la libre expression, de ceci, de cela. On veut parler. Ça, c'est la culture française, voilà. Cela n'a pas que du mauvais, elle a beaucoup de bien. Il y a beaucoup de choses très positives à saluer dans l'Histoire. Mais cela a donné une profession qui a oublié ses bases, pour aller vers l'expression. Aujourd'hui on fabrique du débat, et du débat, on en parlait avec Jean-Paul [Basly], et au final quoi ? Au final, rien. Alors ça me permet de dire quelque chose, en vous écoutant les uns et les autres : ce n'est pas une réflexion très avancée, mais nous étions des gens qui étaient en désinsertion. C'est-à-dire que l'on était dans des milieux... Vous saluez Bahus-Soubiran¹⁴, c'est un très grand honneur pour moi car j'y suis né. Et si vous voulez, quand vous êtes né à Bahus-Soubiran, comme à Riscle¹⁵, ou à Ger¹⁶, ou à Larrau¹⁷, où vous voulez, il y avait un mouvement de désinsertion. En fait, on avait soif du monde. Ce n'était pas de la connectivité technologique qui nous reliait au monde, c'était des idées. C'était des idéologies. On était solidaire, on était tiers-mondiste, on était en faveur des luttes de libération nationale, des indépendances postcoloniales. C'est cela qui nous reliait. C'est ce qui faisait que l'on avait des lieux, par exemple le Center, le bar de Michou et de Jean-Paul. C'était un lieu aussi, sans idéalisation, formidable parce que c'était un lieu où il y avait des gens physiques qui parlaient de choses qui n'étaient pas chez eux. Vous voyez ? *Pays*, c'était ça quelque part. J'ai parfois l'impression aujourd'hui que nous sommes dans un monde pour lequel nous avons une représentation globale, mais elle n'est pas très incarnée. Et parfois, j'ai l'impression que l'on cherche des lieux d'insertion. C'est un peu comme si on était dans une recherche d'équilibre par rapport à un mouvement qui était né quelque part du côté des années 1960.

14 - Commune du département des Landes.

15 - Commune du département du Gers.

16 - Commune du département des Pyrénées-Atlantiques.

17 - *Idem*.



Voilà, je ne sais pas. Il faut effectivement situer les choses dans leur contexte. Ce n'est pas mieux, ce n'est pas pire. Ce à quoi je ne peux pas répondre aujourd'hui – mais que j'entends très bien et je salue les organisateurs de le poser comme cela – c'est comment faire un *Pays*, que l'on appellerait je n'en sais rien du tout, aujourd'hui ? Voilà ça, je ne peux pas y répondre parce que je fais partie d'une génération qui s'efface. Mais, en revanche, je suis persuadé que ça reste toujours. Ça reste toujours. Ça fait partie d'une veine de l'humanité qui est là, qui est une veine active, qui ne sera jamais majoritaire, ça je suis convaincu de cela. Mais en même temps c'est elle qui structure. C'est elle qui est structurante. J'apprécie beaucoup la proposition d'évaluation sur quarante ans ; effectivement, c'est quelque chose auquel on ne pense pas mais quel est l'apport ? Le truc de *Pays*, c'est un truc collectif ! Alors on n'était pas au point sur le collectif, ça c'est clair, disons-le de suite. Mais il y avait cette tension vers le collectif, cette tension vers l'intérêt général. Effectivement, peut être que ça vaut le coup d'évaluer cela à l'échelle d'une communauté, d'une territorialité, je ne sais pas trop quoi. Cela a peut-être apporté beaucoup de choses. Je vais m'arrêter, mais je suis frappé [de voir] comment les gens de gauche – puisque l'on était quand même plutôt des gens de gauche – ont régénéré pendant un moment ce qu'ils détestaient, c'est-à-dire le capitalisme et la société de consommation. Aujourd'hui on voit que lorsque l'on est de gauche, enfin que l'on a des valeurs comme cela, structurantes, [c'est] s'interroger aussi sur le reflet que nous renvoie la société. Effectivement, les jeunes veulent un diplôme parce que ce qu'ils ont... attendez, ce n'est pas les jeunes qui veulent ça, c'est nous qui l'avons fait. C'est nous qui avons instillé les éléments de la formation qui ont fait ça. Alors pourquoi ? En réaction par rapport à nos pères qui nous gavaient, qui gavaient de philosophie, qui nous gavaient d'humanisme, qui gavaient de cela. On a voulu aller à l'université pour avoir un vrai diplôme qui te donne un job. Le résultat est que ce n'est pas très brillant aujourd'hui. Il y a peut-être une réduction du champ de perception du monde et de la vie sur lequel il faut s'interroger [...].





PARTIE I

*LE JOURNAL PAYS,
HEBDOMADAIRE RÉGIONAL
DU BASSIN DE L'ADOUR
(1977-1978)*

B - INTERROGATIONS DE CHERCHEURS







COMMUNAUTÉ PAYSANNE ET ÉMANCIPATION :
LES *LARRAINTAR* À L'ÉCLAIRAGE DU JOURNAL *PAYS* (1977-1978)

Dominique Cunchinabe
IGE, doctorant en Anthropologie
ITEM/UPPA

POINT DE VUE : LA CRITIQUE DES NORMES

Les années 1970 sont celles d'un changement d'idéologie et de pratiques sociales pour la jeunesse occidentale la plus radicale. Auparavant, les mouvements des années 1950-1960 ont ouvert la voie, multipliant les tentatives de rupture – une révolution? – avec une société aux idées monochromes, guidée par la soumission aux normes sociales et à la politique des états. Les mouvements pour la paix se développent en réaction aux conflits générés par le nouvel ordre mondial qui s'instaure dès l'après-guerre. En premier lieu la guerre du Vietnam, rendue impopulaire aux États-Unis à cause des inégalités de la conscription et aussi par les récits des correspondants de guerre illustrés d'un flot d'images choquantes et morbides. Très loin du mythe pacifique et juste que voudrait montrer au monde une Amérique à l'optimisme béat. Les mouvements pacifistes dénoncent toutes les dictatures en Amérique latine, en Afrique et plus près de nous en Espagne où le général Franco, ex-allié de l'Axe, constitue avec ses partisans le dernier reliquat fasciste en Europe de l'Ouest. L'ambition de la partie engagée de la jeunesse est de changer l'ordre mondial, de supprimer les inégalités pour davantage de justice sociale et de redistribution des richesses par une économie au service des



peuples et non l'inverse. Ces luttes organisent un brassage social d'autant plus important qu'elles sont portées par des aspirations collectives à s'affranchir des modèles politiques clivants.

Lors des rassemblements de protestation, les rencontres multiculturelles et des genres sont un terreau fécond pour d'autres envies de changement. Les sexualités se libèrent : « notre corps nous appartient » devient un slogan pendant que la conscience s'ébroue au son des chansons protestataires. Le corps danse sur les accords de blues, de *jazz modal* ou *free*, des fusions ainsi que du rock jubilatoire et des premières circonvolutions aériennes des synthétiseurs. L'aspiration à s'émanciper des normes – morales, familiales, sociétales – est portée par les militant-e-s des marges des mouvements politiques encadrés. Elles et ils revisitent les principes de la vie en communauté qui se veut antiautoritaire et égalitaire envers ses membres. Elle devient le cadre expérimental d'une vie nouvelle empreinte de justice et de liberté. Mais cela ne suffit pas pour autant à détacher ces acteurs de l'héritage éducatif familial, les *habitus*¹ restent forts. En réaction, pour faire du neuf avec de l'ancien en quelque sorte, il faudrait avant tout se changer soi-même : consommer moins et mieux, reconsidérer les rapports au vivant en général et aussi être détendu pour dire non violent, non agressif dans le langage et la façon d'être avec les autres, *cool* selon l'expression à la mode à cette époque.

86

C'est donc dans l'entre-soi communautaire et militant qu'a lieu la première confrontation au réel, à la frontière de toutes idéologies. Au sein du collectif de vie : le couple, la tentation à posséder son partenaire, les héritages normatifs du genre, le difficile rapport à l'autorité, la reconnaissance de soi, les rivalités, tout ressurgit. Et c'est ce « tout », parce qu'il conditionne la vie psychique et les rapports humains intimes, qui est repensé dans le laboratoire de la communauté libertaire. Il est alors convenu que la liberté et l'émancipation seraient au prix du changement de soi et de sa relation au monde.

1 - Fondement objectif de conduites régulières qui font que les personnes qui en sont dotées se comportent d'une certaine manière dans certaines circonstances (Pierre Bourdieu, 1983 : 40-44).





Pour marquer la rupture, les communautaires se « macrobiotisent »², certain-e-s quittent la ville pour la campagne, ils et elles y trouvent la nature ou plutôt, parce que l'ignorance des choses de la nature est grande, ils et elles deviennent les promoteurs de l'idée de nature par le retour à la terre. Idée mouvante qui parcourt encore aujourd'hui nos sociétés urbanisées.

À l'écoute de cette transformation sociale, la presse écrite d'avant l'internet multiplie les offres. Localement les journalistes se veulent proches du terrain de l'identité par le territoire et par sa culture unificatrice. Comme la proximité encourage un autre regard sur ce qui fait l'actualité politique et sociale des villes et des villages, l'information locale produit le décentrage de la pensée dominante et de son modèle d'organisation sociale unique. Regarder le centre par la périphérie éloigne l'observateur de la conformité, met en perspective d'autres organisations et l'ouvre aux actions des marges agissantes. C'est ce que fait le journal *Pays*, son titre affiche ses ambitions d'informations sur les faits signifiants en Béarn et au Pays Basque qui échappent aux radars de la presse nationale. En même temps que le journal localise une pensée, à une autre échelle, la presse naissante des marges sociales véhicule le concept global de contre-culture et reprend des théories ou analyse les pratiques de changement. Elle est la fabrique de l'esprit critique des normes qui en détournant le regard des exigences de la conformité, engage une réflexion buissonnière. C'est elle qui m'a conduit lors de l'étude de la constitution foncière agricole des fermes de la montagne basque.

La réflexivité du sujet en lui-même m'a amené à considérer l'attachement des paysans au parangon communautaire ancestral. Les pratiques collectives vivantes, les territoires partagés, sont autant de signes de son évidence. Peu remarquée aujourd'hui, la communauté paysanne ou plutôt son principe est masqué par un mode de vie individualisant. Michel Foucault, à la fin des années 1970, décrit ainsi l'*Homo œconomicus*, lorsque chaque humain cédant au chant des sirènes

2 - Pour dire changer de régime alimentaire et manger des céréales, des fruits et des légumes.



du consumérisme et du marché mondial qui le gouverne devient un « sujet d'intérêt individuel à l'intérieur d'une totalité qui lui échappe et qui pourtant fonde la rationalité de ses choix égoïstes » (Foucault, 2004 : 281-283).

Dans le consumérisme, la communauté paysanne, qui privilégie le groupe à l'individu et éloigne ses acteurs des desseins d'*Homo œconomicus*, suscite peu d'intérêt. Cela se traduit par son éviction des processus décisionnels de développement socio-économique et en ce qui concerne la nature, son retrait des processus exogènes de défense de celle-ci. La communauté paysanne serait, dans le monde moderne, peu porteuse d'avenir.

À voir cependant, car rouvrir la page de la paysannerie actuelle par ce qu'elle possède collectivement – savoirs, savoir-faire et des terres communes – plus que par la production ou l'adhérence à un modèle technique et socio-économique, conduit aux prémices d'une écologie émancipée.

VERS UNE ÉCOLOGIE ÉMANCIPÉE

Aborder l'écologie, c'est d'abord s'interroger sur le sens à donner à ce mot polysémique utilisé en sciences comme en politique. La précision tient dans sa fonction émancipatrice. Si l'écologie a le pouvoir de nous émanciper, pour dire celui de nous libérer des dangers écologiques et sociétaux du capitalisme ultralibéral, ce serait dû à ses nouvelles capacités de police³ acquises par son entrée récente en politique. Mais seulement à considérer l'absolu du temps de nos sociétés millénaires, car à l'échelle temporelle d'une vie, ce ne sont pas moins de deux générations qui s'accommodent tant bien que mal avec les velléités de cette écologie politique. Et après tout ce temps passé, peut-on encore parler d'un changement significatif de nos modes de vie dispendieux des ressources des écosystèmes ?

3 - Classement des territoires, réglementations et mesures autoritaires de protection de la nature, mise en œuvre d'un droit de l'environnement, etc.



Dès les années 1930, Jacques Ellul et Bernard Charbonneau proposaient déjà une critique acérée de notre société de consommation dont ils précisait l'impact négatif sur l'écologie des villes et des campagnes (Ellul et Charbonneau, 1935 [2014]). Après-guerre, la réinvention de soi – vivre en s'éloignant des normes – puis de soi avec les autres et de tous avec la nature, anime les marges sociales. Les années 1960 à 1970 sont particulièrement riches en mouvements protestataires qui remettent en question le consumérisme, dénoncent les pollutions, s'érigent contre le pouvoir des firmes et celui des complexes militaro-industriels. Puis, au tournant des années 1970, dans le contexte franco-français, l'écologie entre ouvertement en politique. En 1974, le candidat écologiste aux élections présidentielles, René Dumont, préconise non pas de changer la société mais de changer de société⁴. Dans les années 1980, le pragmatisme – autrement dit la corruption des idées par l'adhésion à la politique des partis plus qu'à la conceptualisation d'une pensée émancipatrice de ces derniers – éteindra la flamme jusqu'à ce qu'elle renaisse dans les ZAD⁵ et autres mouvements.

En conséquence, hormis les arrangements politiques de ces quatre dernières décennies et malgré la répétition des alertes écologiques, aucune affirmation de rupture avec le libéralisme absolu n'a percé l'enkystement politique. Aujourd'hui plus que jamais, alors que la crise sanitaire du COVID-19 invite au changement de paradigme au dire même des élites politiques de tous bords, la transition écologique qui en serait l'illustration se dessine comme un « changement dans la continuité » pour reprendre la célèbre formule pompidolienne. L'adaptation du capitalisme à l'économie circulaire et la transition écologique n'y change rien puisqu'il faut consommer toujours plus les produits des industries qu'ils soient utiles ou de simples gadgets.

4 - Dumont René, « Campagne électorale officielle. Élections présidentielles 1^{er} tour », archives de l'INA, 1974. URL [consulté le 15 janvier 2017]: <http://www.ina.fr/video/CAF92033886>

5 - Acronyme de zone à défendre.



Pendant que le conformisme écologiste s'installe, c'est la mésentente entre son projet de protection de la nature et celui de vivre par les utilités⁶ de celle-ci que défendent les paysans qui s'enracinent dans les campagnes (Cunchinabe, 2018). L'injustice originelle et structurelle du développement agricole par le productivisme agricole en est la cause centrale. Elle a projeté une partie, et une partie seulement, de l'ex-paysannerie d'hier dans l'agro-entrepreneuriat actuel au service du projet capitaliste global. Cette mutation se solde par la suppression massive d'actifs agricoles dont le nombre passe de 6,2 millions en 1955 à 970 000 en 2010⁷. Les plus compétiteurs des agriculteurs, les plus aidés par la banque surtout, absorbent les autres. Le fossé se creuse entre les agro-entrepreneurs qui constituent leur capital par la dette leur permettant d'accroître toujours plus leurs moyens techniques de production avec les conséquences fâcheuses sur l'environnement que l'on connaît et les paysans qui, en privilégiant le revenu du travail à celui de la dette, contrôlent leur économie. En faisant beaucoup avec peu, ils sont plus enclins à préserver les ressources écosystémiques disponibles et à moindres frais. Pourtant, malgré ces différences essentielles, c'est toute la profession confondue qui est pointée du doigt et quasiment mise sous tutelle par des politiques ciblées environnementales. Dans ce système débridé, laissé à la seule gouverne du marché spéculatif mondial, les états vont compenser les dégradations dues à l'intensification agricole et celles occasionnées par la somme des industries – agricole, industrielle et touristique – sur les écosystèmes par des ensembles de mesures protectionnistes.

90

Dans les années 1980, le concept de biodiversité, une idée mesurable de la nature par l'expertise scientifique et indicateur subjectif de la politique environnementale des états, s'impose sur les territoires à fort potentiel naturel. La biodiversité, en tant qu'objet politique instrumentalisé, devient un vecteur de planifica-

6 - « Les utilités sont le couplage entre l'usage des ressources écosystémiques et les pratiques culturelles locales » (De Bortoli, Cunchinabe et Palu, 2016 : 28-45).

7 - Source : https://agriculture.gouv.fr/sites/minagri/files/cep_document_de_travail_11_la_population_paysanne_reperes_historiques0609.pdf



tion socio-économique et universel. Il s'inclut dans cet enchaînement à causalité : tu pollues, je [le ou les états] compense en protégeant la nature à moins que ce ne soit l'idée que l'on s'en fait, là où elle est encore florissante. C'est-à-dire, s'agissant du domaine terrestre dans les marges de l'agriculture qui, en montagne, piémont et plaines du Sud-ouest aquitain héritent d'anciens *saltus*⁸ à usages collectifs. À partir de ce désir sociétal, des sommes de contraintes allant jusqu'à l'interdit contrarient les usages communautaires de ces territoires.

Les réglementations et leurs applications alimentent un jeu de transfert de gouvernance qui passe de la communauté aux institutions et aux associations à caractère public ou reconnues comme interlocutrices privilégiées par les institutions publiques. Le glissement de pouvoir dans les terroirs et territoires mis en nature anticipe ou confirme le retrait partiel voire total des usages patrimoniaux d'écosystèmes dont la caractéristique première fut de cimenter les liens intracommunautaires paysans.

La pensée « globale »⁹ pilote les décisions touchant aux campagnes, cette vision globaliste et lointaine offre aussi, en contrepoint, une « scène où peuvent se constituer des communautés d'interlocution dans l'énoncé d'un tort et dans la manifestation d'une mésentente » selon Marc Abélès (2014).

Sur les territoires, l'injustice s'accroît et nourrit de plus belle la mésentente dès lors que le pouvoir décisionnel local diminue, à mesure que le commun historique se transforme par le biais d'un jeu politique complexe hors communauté, en commun environnemental¹⁰. Leur

8 - « Ensemble des terrains qui ne sont pas régulièrement cultivés et qui n'ont pas de couvert forestier continu et fermé » (Bertrand Georges, dans Duby et Wallon, 1975 : 39-118).

9 - « Élaboration d'une perspective globale compte tenu des conditions locales » (Dimitrova, 2005 : 8).

10 - « Le commun historique est le lien vivant entre les ressources agraires des terres collectives et le collectif qui dans le temps le fait vivre, l'entretien et en prend soin », *Dictionnaire des biens communs*, 2017. J'utilise la notion de communs environnementaux pour traduire l'institutionnalisation des règles et pratiques des communs historiques. Ils sont d'abord reconnus comme tels puis extraits du



nombre se multiplie en plaine comme en montagne. Quatre-vingt-dix ans après les premières alertes sur l'affaiblissement écologique des écosystèmes et après plus de cinquante ans de politiques écologistes, rien n'a suffi à convaincre une partie de la paysannerie du bien-fondé des politiques de protection de la nature sur leurs territoires.

LA PRESSE, L'ÉCOLOGIE ET LA FABRIQUE DE L'UTOPIE

Les années 1970 sont celles de l'expérimentation sociale active dont la presse de la contre-culture se fait l'écho. Une partie des protestataires de 1968 dénoncent les politiques autoritaires des états guidées par la dualité opposant le capitalisme libéral au communisme d'état. Peu importe les nuances, ils veulent libérer la pensée politique du schéma manichéen réducteur et enfermant du bon et du mauvais parti, du pour ou du contre comme choix unique entre l'une ou l'autre de ces idéologies. L'alternative serait une solution pour certains. Pour d'autres, pour les personnes des marges plus enclines à la rupture, il apparaît bien vite que l'adhésion à l'une ou l'autre, malgré leurs différences réelles, relève de l'oppression intrinsèque au contrat social qui lie dans un rapport de soumission l'individu à la puissance publique. Des slogans situationnistes¹¹ imprègnent les mouvements les plus critiques de la société : « abolition du travail... », « il est interdit d'interdire » ou, dans les traces de Pierre-Joseph Proudhon, « la propriété c'est le vol » (Proudhon, 1840 [éd. 2002] : 17-18). Ils formulent quelques fondements de l'utopie. À ce sujet, la pensée de Karl Mannheim nous éclaire lorsqu'il oppose les idéologies, « des complexes d'idées qui dirigent l'activité vers le maintien de l'ordre existant », aux utopies, ces « complexes d'idées qui tendent à créer

92

collectif qui le fait vivre, afin de les insérer dans l'économie globale de la nature au service du projet politique des compensations écologiques.

11 - Le situationnisme est un mouvement contestataire philosophique, esthétique et politique qui propose de changer le monde par la recherche d'une société égalitaire, débarrassée des rapports marchands et animée par la révolution de la vie quotidienne. Voir Debord Guy, *La Société du Spectacle*, Paris, Gallimard, 1992 [première édition 1967], 201 p.





des activités en vue d'un changement dans l'ordre dominant » nécessaires au développement de la pensée humaine (Mannheim, 1929 [éd. 1956] : 14-15). Pour Albert Jacquard, « une société sans utopies est une société passive, pas encore véritablement humaine ». Il dissocie l'utopie rêvée ou passive qui annihile les forces de changement de celle mobilisatrice qui conduit au changement, « une utopie peut être considérée comme un projet réalisable qui n'a pas encore été réalisé » (Jacquard, 1997 : 193-197).

Au nombre des médias utopistes des années 1970, il y a ceux qui balisent les courants de la contre-culture. La production artistique à large spectre s'étalant du pop art à l'anti-esthétisme, la politique spectacle, les grandes questions sociétales – celles de la « folie », du capitalisme dictatorial et bien sûr l'écologie totale¹² – emplissent les pages. Ces mensuels ont pour nom *Actuel* ou *Mainmise* pour la version québécoise d'une même rhétorique. En 1970, *Actuel* titre « Les communautés contre la famille » et, quelques mois plus tard, « Le cinéma underground est bien caché » ; le ton est donné. Trois ans plus tard, Georges Blondeau dit Gébé écrit le scénario du film *L'an 01* réalisé par Jacques Doillon avec la participation du cinéaste Alain Resnais et du cinéaste ethnographique Jean Rouch. Le film sous-titré « on arrête tout, on réfléchit et c'est pas triste » laisse à voir le plein d'utopie, il faut dire que l'équipe de l'hebdomadaire satirique *Charlie Hebdo* enrichit continuellement le scénario. François Béranger y chante « Ouvre ta porte retire la clé. Ouvre la fenêtre et jette ta clé dans la rue [...] Y'a plus rien à vendre plus rien à prendre. Plus rien à cacher plus rien à voler [...] Ta propriété c'est le monde entier ».

Après la phase exploratoire post-1968, commence la fabrique d'une utopie réaliste dont le concept se façonne dans les articles théoriques et pratiques de *La Gueule Ouverte*¹³. L'hebdomadaire « non violent d'écologie politique et de désobéissance civile » paraît de 1972 à 1980. Le journal se fait le relais de l'actualité écologique régionale :

12 - De la nature, sociale et mentale comme principe d'écologie (Guattari, 1989).

13 - Tous les numéros sont en ligne sur : <https://archivesautonomies.org/spip.php?rubrique553>



« Pays béni des dieux jusqu'à l'arrivée du gaz de Lacq [...], le Béarn voit chaque jour arriver sa nouvelle tuile écologique ; le projet de station de ski du Soussoueu-Artouste » s'étale sur deux pages en février 1973. En fait pour avoir des nouvelles alternatives et libertaires des Pays Basque et Béarnais, il est toujours instructif de lire *La Gueule Ouverte*.

Le journal *Pays* qui arrive plus tard, en 1977, médiatise à son tour les luttes et les aspirations d'émancipation de l'époque. L'écologie, la vie en communauté et la critique sociale remplissent les colonnes mais à mon sens, et n'y voyez pas une critique malveillante, avec une certaine conformité dans le ton et la forme. Éloigné de la désobéissance civile, il l'est aussi de la satire qui caractérise les journaux marginaux. Peut-être le projet est-il plus structuré autour de la volonté de constituer une force politique pour le changement par le recours au pouvoir ? Néanmoins la ligne éditoriale de *Pays* traduit la force des idées, le désir de se démarquer de l'information parisianiste et « les désirs d'une presse indépendante » en sont le moteur. Le journal participe ainsi aux processus d'émancipation d'une pensée dominante, conforme à un ordre établi, véhiculée par la presse à grand tirage sans pour autant épouser les pensées de la marge. Les références sont ailleurs.

1977. TIENS ! VOICI LES LIBYENS DE LARRAU

Parmi les sites de recherche scientifique du laboratoire ITEM en Béarn et Landes gasconnes du Marsan, le village de Larrau au Pays Basque dans la province de Soule est sans doute le plus investi dans la durée (2008-2020) et celui qui a fait l'objet de l'approche pluridisciplinaire la plus complète. Larrau [les habitants de] a connu une longue lutte pour récupérer ses droits « de toujours ? », les revenus et la gestion de son territoire. Pour y parvenir, la communauté *larraintar* a recherché dans les profondeurs historiques la légitimité de ses droits à la terre (De Bortoli, Cunchinabe et Palu, 2016). Le journal *Pays* se fait l'écho de ce combat. Hors de tout sensationnalisme, dans le contexte et avec les mots de l'époque, le journaliste fait alors référence à la Lybie de Kadhafi.



Aujourd'hui, à la lumière floutée d'une actualité récente marquée par l'assassinat du président libyen en 2011, la formule journalistique « les Libyens de Larrau » surprend. La formulation vient de l'ingénieur affilié au G.E.T.I.S.¹⁴, René Collenot, qui qualifie ce groupe d'étude de contre-pouvoir régional et affirme « Il faut que les Libyens de l'Adour se secouent, que se développe une conscience régionale aturienne »¹⁵. En 1980, le géographe Michel Chadeffaud rajoute « dans l'université comme ailleurs, le temps des Rastignac devrait être dépassé. Ce qui permettrait, comme le fait René Collenot, de rêver à une réanimation démocratique de la vie locale et régionale » (Chadeffaud, 1980 : 93-94). Pour en revenir à la référence aux Libyens, il faut y voir avant tout celle à un pays – la Libye de Mouammar Kadhafi – qui entend faire profiter son peuple des mannes financières tirées de l'exploitation des gaz et pétroles.

Le journaliste de *Pays* reprend la formule pour Larrau dont le nouveau conseil municipal relance, en 1977, la lutte pour récupérer la gestion directe de ses biens communaux. Ils en sont privés par la Commission Syndicale du Pays de Soule qui gère les communs des villageois devenus à tort, un bien indivise des communes souletines. Une association pour la reprise des biens communaux de Larrau est créée pour l'occasion¹⁶. Elle draine les financements et agit en justice si nécessaire « tant en demandant qu'en défendant, ainsi que de se porter partie civile »¹⁷. Les actions intentées portent leurs fruits puisqu'en 1994 le tribunal de grande instance de Pau redonne aux villageois la pleine jouissance de la grande majorité des biens

14 - Groupe d'Étude et d'Initiative au Service des Pays de l'Adour, créé en 1965 par des ingénieurs de la Société Nationale des Pétroles d'Aquitaine.

15 - Collenot René, *Un contre-pouvoir régional. Le G.E.T.I.S. dans les Pays de l'Adour*, Toulouse, Privat, 1979, 262 p.

16 - L'Association pour la Reprise des Biens Communaux de Larrau, enregistrée le 29 décembre 1979, « a pour but d'aider par tous les moyens à la reprise de tous les territoires communaux qui étaient en 1838 cadastrés au nom de la commune de Larrau et lui ont été enlevés par la commission syndicale du pays de Soule ». Archives municipales de Larrau.

17 - Statuts de l'association. Archives municipales de Larrau.



communaux¹⁸. Un deuxième article consacré aux *larraintar* s'intitule « Vivre en contrôlant son destin ». Il se termine par une réponse aux arguties du président du Conseil général et aussi président de la Commission syndicale du Pays de Soule. Les « Libyens de Larrau » y défendent leurs droits aux revenus de leur terre ancestrale en justifiant du bien-fondé de leur action par l'histoire de leur communauté depuis le début du XVI^e siècle, date de l'écriture de la Coutume de Soule et de leur statut d'*atandes* (Cunchinabe, 2012).

Le journal *Pays* cesse d'exister quelques mois plus tard, en 1978, alors que la lutte des *larraintar* n'en est qu'à ses débuts.

L'UTOPIE EST-ELLE SOLUBLE DANS LE PRAGMATISME ?

C'est connu, lutter ensemble pour une cause juste, acceptée comme telle par l'ensemble du groupe, renforce les liens intracommunautaires et engage à d'autres luttes, surtout après avoir connu le succès. Et puis, en tout état de cause, partager les ressources entre personnes qui les entretiennent avec soin et contrôler son destin tient aussi de l'utopie réaliste. Dans les deux décennies qui vont suivre, le village connaît d'autres luttes dont celle remarquable pour le maintien de l'école primaire, gagnée à ce jour. Pour en arriver là, une politique municipale volontariste de logements locatifs à des prix attractifs a permis et permet encore à des jeunes venu-e-s des campagnes de vivre au bourg en étant « détaché-e-s » du regard symbolique parental. L'objectif affiché du passage par le bourg est de maintenir ces fils et filles de paysans dans la communauté et je précise, même si cela ne transparait pas dans les discours, en les mettant hors d'atteinte de tout jugement moral et d'une emprise familiale contraignante.

Cette liberté favorise l'exogamie dans les couples qui voient le jour et elle les conduit éventuellement au mariage. Des enfants naissent, le village se repeuple. La transformation de la famille communautaire, souvent autoritaire aussi, en famille de type nucléaire se concrétise par

18 - Extrait des Minutes des Greffes du tribunal de Grande Instance de Pau, n° 6297/74, 1994. Archives municipales de Larrau.



la délocalisation de l'habitat. La nouvelle famille s'installe à proximité immédiate de la ferme parentale, pas sous son toit. Malgré la transgression des anciennes habitudes de la vie en communauté, il n'y a pas d'abandon brutal de l'ancien mode de vie au profit du nouveau mais une évolution lente préservant le fondement culturel. La communauté évolue jusqu'à ce qu'advienne le temps du pragmatisme économique qui, en tant que force dominatrice, s'oppose à l'utopie réaliste jusqu'à vouloir la détruire.

Le combat pour les ressources des terres de montagne reprend. L'enjeu économique sociétal est celui de la biodiversité. Il l'est à deux titres, celui des compensations écologiques et celui des externalités positives, autrement dit la richesse paysagère produite par les paysans et récupérée par l'industrie du tourisme. Les moyens pour y arriver nécessitent des changements de gouvernance, du local vers le cercle des institutions globalistes. Les acteurs de ce changement sont connus : ils sont historiques avec la Commission Syndicale du pays de Soule qui développe à grands frais un complexe touristique, ou nouveaux avec la Communauté d'Agglomération du Pays Basque créée en 2016. Toutes deux sont insérées dans l'économie globale capitaliste. En 2017, après l'annonce officielle d'un parc naturel sur leurs terres, le conseil municipal réaffirme son désir de continuer à construire et protéger les paysages et la biodiversité mais sans ours et loups¹⁹. En 2018, le Conseil Communautaire se prononce favorablement pour un transfert de compétence des communes du Pays Basque vers la communauté d'agglomération afin « d'animer une stratégie en matière d'actions « montagne » en lien avec les politiques publiques thématiques, le portage ou co-portage partenarial de projets transversaux et multithématiques pour le territoire de montagne [...], les outils de développement durable tels que le Parc Naturel Régional »²⁰. À cette même période, la commune de Larrau est solidaire d'une centaine d'autres

19 - Registre des délibérations du conseil municipal, n°ordre : 2018/04/06/12. Mairie de Larrau.

20 - Extrait du registre des délibérations du conseil communautaire, OJ n° 19. Prise de compétence facultative selon la procédure de droit commun, 7 décembre 2018. Communauté d'agglomération, Bayonne.





communes pastorales des Pyrénées-Atlantiques qui interpellent par courrier le ministre Nicolas Hulot. Les édiles municipaux y affirment qu'ils ne sont pas anti-nature, anti-biodiversité, anti-ours mais qu'ils sont pour « [...] poursuivre le travail des aînés, pour transmettre et prolonger notre culture, pour la paix dans nos villages »²¹.

Pendant ce temps, l'association *Larraintar* pour la reprise des biens communaux élargit ses compétences à la Défense des Droits de ses Habitants²² et monte au créneau. L'utopie réaliste n'est pas soluble dans le pragmatisme, tout au plus s'agit-il d'une émulsion.

JUSQU'À LA PROCHAINE

Ce sera la conclusion. Lors d'un séminaire sur les communs qui a eu lieu à Pau en décembre 2019, la question de la communauté et du commun fut posée. La réponse de la chercheuse qui nous a présenté son travail fut, de mémoire : « en Droit on n'en a pas besoin ». Sans doute s'agit-il, dans cette conception, d'un niveau intermédiaire entre l'individu et sa propriété plébiscité par le capitalisme de Droit d'avec le Droit commun comme colonne vertébrale de la vie en société. Maintenant la question est de savoir si la communauté paysanne aura recours au Droit comme jadis pour avoir raison ?

Un nouveau journal *Pays* aurait sa raison d'être pour nous le raconter.

BIBLIOGRAPHIE

Abélès Marc, *Penser au-delà de l'État*, Paris, Maison des Sciences de l'Homme, 2014.

Bourdieu Pierre, « Habitus, code et codification », *Actes de la recherche en sciences sociales*, vol 64, 1986, p. 40-44.

21 - Lettre à Monsieur Nicolas Hulot, document non daté et non classé. Archives municipales de Larrau.

22 - Statuts de l'Association pour la Reprise des Biens Communaux de Larrau et de Défense des Droits de ses Habitants. Archives municipales de Larrau.





Chadefaud Michel, « René Collenot, Un contre-pouvoir régional. Le G.E.T.I.S. dans les Pays de l'Adour [compte-rendu] », *Revue géographique des Pyrénées et du Sud-Ouest*, 1980, n° 51-1, p. 93-94. URL : https://www.persee.fr/doc/rgpso_0035-3221_1980_num_51_1_3903_t1_0093_0000_2

Charbonneau Bernard et Ellul Jacques, *Nous sommes des révolutionnaires malgré nous*, Paris, Seuil, 2014 [1^{re} éd. 1935].

Collenot René, *Un contre-pouvoir régional. Le G.E.T.I.S. dans les Pays de l'Adour*, Toulouse, Privat, 1979.

Cunchinabe Dominique, « Patrimoine naturel et culture communautaire. Une recherche d'écologie émancipée », dans Dominique Cunchinabe, Abel Kouvouama et Robert Ziavoula (dir.), *La nature à l'épreuve de la société*, Pau, PUPPA, 2018, p. 29-137.

—, « Atandes de Larrau : des fermes d'élevage aux portes des estives », fiche d'inventaire du patrimoine culturel immatériel de la France (Ministère de la Culture), 2012. URL : <https://ehlgbai.org/wp-content/uploads/2016/10/14-CUNCHINABE2012.pdf>

De Bortoli Dolorès, Cunchinabe Dominique et Palu Pascal, « Anthroposystème de montagne : légitimité des usages et des pratiques », *Sciences de la société*, n° 96, Toulouse, Presses Universitaires du Mirail, 2016.

Dimitrova Anna, « Le jeu entre le local et le global : dualité et dialectique de la globalisation », Dans *Socio-anthropologie*, n° 16, 2005. URL : <http://journals.openedition.org/socio-anthropologie/440>

Bertrand Georges, « Pour une histoire de la France rurale », dans Georges Duby et Armand Wallon (dir.), *Histoire de la France rurale, t.I. Des origines à 1340*, Paris, Seuil, 1975, p. 39-118.

Foucault Michel, *Naissance de la biopolitique. Cours au Collège de France (1978-1979)*, Paris, Seuil, coll. Hautes Études, 2004.

Guattari Félix, *Les trois écologies*, Paris, Galilée, coll. L'espace critique, 1989.

Jacquard Albert, *Petite philosophie à l'usage des non philosophes*, Paris, Calmann-Lévy, 1997.

Mannheim Karl, *Idéologie et utopie. Une introduction à la sociologie de la connaissance*, Paris, Marcel Rivière et Cie, 1956 [version anglaise 1929]. Disponible en version numérique, coll. Les classiques des sciences sociales, Université du Québec à Chicoutimi, 2003.



Proudhon Pierre-Joseph, *Qu'est-ce que la propriété? Ou recherches sur le principe du droit et du gouvernement*, Paris, Garnier-Flammarion, 1966 [1^{re} éd. 1840]. Disponible en version numérique, coll. Les classiques des sciences sociales, Université du Québec à Chicoutimi, 2002.





L'ENQUÊTE MONTAGNE, 1977 : VIVRE, TRAVAILLER ET DÉCIDER AU PAYS !

Rémy Berdou

Doctorant en ethnologie au laboratoire ITEM (EA 3002)

Université de Pau et des Pays de l'Adour

L'enquête montagne n'est pas une commande d'une institution qui donnera dans le meilleur des cas une loi, un décret ou un contrat de plan État-Région. L'enquête montagne, qui fait l'objet ici de toutes les attentions, a été publiée dans l'hebdomadaire d'information régionale *Pays* en 1977 à deux reprises, dans le n° 4 du 21 mai et dans le n° 6 du 4 juin. Au moment des troisièmes rencontres anthro-Pau-logiques en 2017, organisées par notre groupe de doctorants¹, cela faisait quarante ans que cette aventure avait eu lieu. En 2015, Jean-Paul Basly prit l'initiative de rééditer cet hebdomadaire² dont la vie fut courte, 1977-1978, mais riche en expériences. Sarah Vidal, fille de Claude Vidal membre fondateur de *Pays*, m'avait vivement conseillé de venir à la soirée de présentation de cette réédition. En feuilletant ces deux volumes, il est aisé de faire des parallèles entre les problématiques de nos deux époques espacées de quarante ans et d'apercevoir l'actualité des sujets traités en 1977 et en 1978. La pertinence de l'impertinence des auteurs

1 - « Critique du discours dominant comme projet d'émancipation individuelle et collective », *Ah bé tè ! 3^e rencontres des anthro-Pau-logiques*, du 15 au 17 mars 2017, à Billère – Institut Occitan d'Aquitaine – et Pau – Université de Pau et des Pays de l'Adour.

2 - Pour cette étude et la consultation des numéros du journal, j'ai utilisé uniquement la version rééditée de *Pays*.





offrait alors une alternative à une presse plus classique. Cette dernière faisant partie des médias qui participent à la reproduction du modèle dominant, ces médias se trouvent par leur proximité plus ou moins en empathie avec ce modèle puisque l'information provient essentiellement de ses canaux de communication (Baillargeon, 2006). *Pays* entonnait un autre « son de cloche ». Ne pouvant prendre en compte l'ensemble des publications du journal, je me suis concentré sur les sujets traitant de la montagne, par proximité avec mes recherches sur l'usage et la gestion des terres collectives en vallée d'Ossau, et notamment sur le questionnaire portant sur l'agriculture de montagne rédigé dans *Pays* par un groupe d'Ossalois. À la lecture de ce dernier, je me suis imaginé retrouvant ses auteurs, m'entretenant avec eux, croisant leurs propos avec d'autres sources. Il me plut à imaginer que l'une de ces personnes-ressources, pendant un entretien, aurait eu un éclair de lucidité au milieu de ses propos et serait partie dans un grenier poussiéreux, sortir des archives d'époque et même les réponses au questionnaire envoyées par les lecteurs de *Pays*. J'aurais alors pu analyser toutes ces données et dresser un tableau de la situation de cette année 1977. Il n'en fut rien ! Tous les acteurs rencontrés ont oublié ce questionnaire et sa démarche. Les ossalois du potentiel groupe de rédaction du questionnaire se souviennent de réunions, mais aucun n'a le souvenir de ce questionnaire³. Mon approche s'est alors orientée vers les démarches personnelles des acteurs et surtout sur le fond du questionnaire et la démarche qui a conduit à sa publication, plutôt que sur ses réponses inaccessibles. La question de la critique et de l'émancipation étant au cœur de nos réflexions, il m'a paru pertinent de m'interroger sur la structuration du questionnaire et sur l'évolution de la pensée qu'il pouvait provoquer chez un lecteur. Qu'est-ce que révèle ce questionnaire concernant l'agriculture de montagne ? Comment le journal *Pays* a pu rendre possible l'expression critique propice à l'émancipation ? Cette enquête est-elle révélatrice d'un besoin d'émancipation ?

3 - Les personnes-ressources contactées pour ce travail ont été : Robert Arrateig, Simon Soulé-Crabérou, Andrée Courat, Madé Maylin, Joseph Paroix, Henri Sallenabe, Sarah Vidal ainsi que tous les « anciens » de *Pays* participant au séminaire de mars 2017.





En l'absence de sources directes (auteurs du questionnaire et résultats de l'enquête), nous développerons une analyse autour du texte lui-même, en le contextualisant avec l'ensemble des publications de l'hebdomadaire *Pays* traitant des problématiques similaires, que cela soit à l'échelle valléenne ou pyrénéenne. Nous tâcherons ensuite de dégager une réflexion qui aurait pu amener à l'émancipation du lecteur.

LE QUESTIONNAIRE SUR L'AGRICULTURE DE MONTAGNE

La première parution du questionnaire est annoncée ainsi dans le sommaire du numéro 4 de l'hebdomadaire : « Pages 10 et 11 : Agriculteurs des Pyrénées béarnaises : ce questionnaire vous est destiné ». Il prend place dans la rubrique « Dans nos montagnes »⁴ dans une quasi double page partagée avec un article sur le syndicat du Haut-Ossau. Il a pour titre « Questionnaire sur les conditions faites aux agriculteurs dans les Pyrénées ». Il prend la forme d'une série de plus de 71 questions organisées en 11 chapitres dont certaines réponses demandent des précisions ou laissent la place à des remarques. Le questionnaire est précédé d'une courte introduction contextualisant sa création, les motivations des auteurs, les raisons pour lesquelles le journal le publie et les consignes qui permettent notamment de préciser un respect de l'anonymat des participants et l'ouverture de ce questionnaire « à ceux qui ne sont pas agriculteurs ». Un encart final précise « Envoyer vos réponses au journal "Pays" 3 place Albert 1^{er} Pau. Il les transmettra au groupe qui a pris l'initiative du questionnaire ».

La seconde édition du questionnaire, deux semaines plus tard, est de toute autre envergure. Il bénéficie d'une présentation dans le supplément au numéro 6 du 4 au 10 juin 1977 intitulé « Questionnaire sur l'agriculture de montagne ». La première page est une introduction reprise, mais considérablement augmentée par une problématisation du questionnaire, illustrée par deux photos, mais aussi par la présentation et la philosophie du journal *Pays*. Le question-

4 - La rubrique disparaît au n° 17 avec un remaniement du journal, sans pour autant faire disparaître les sujets liés à la montagne.



naire en lui-même, précédé des recommandations, ne change pas, sauf en ce qui concerne la mise en page. Si dans la première édition les questions s'enchaînent en un bloc compact, la réédition laisse la possibilité de remplir directement le questionnaire sur ce supplément avec suffisamment de place pour développer les réponses. Des zones blanches sont systématiquement laissées après les questions incitant le lecteur à personnaliser ses réponses. Le questionnaire, qui prenait jusqu'alors une page et demie, se développe sur trois pages. Il se termine par l'encart, identique au premier, précisant l'adresse pour le renvoi, complété des mentions légales de publication.

En l'absence de personnes-ressources (témoins, acteurs ou auteurs), il est impossible de répondre à un certain nombre de questions permettant d'éclairer un peu plus le contexte de création du questionnaire et sa publication. Toutefois, cela n'empêche pas de les formuler afin d'envisager un champ des possibles. Pourquoi y a-t-il eu une nouvelle parution du questionnaire dans un autre contexte où il est davantage mis en valeur, avec une mise en forme plus fonctionnelle ? Est-ce que c'est parce qu'il n'y a pas eu de réponse au premier ? Est-ce que les rédacteurs du questionnaire ont été insatisfaits de la présentation initiale ? Ce supplément pouvant être indépendant du journal a-t-il bénéficié d'une autre stratégie de diffusion ? Cette diffusion était-elle destinée à toucher de nouveaux lecteurs, expliquant ainsi la pédagogie faite par la nouvelle présentation du journal ? Est-ce que ces modifications de mise en forme ont eu un impact sur les réponses obtenues ? La nouvelle forme de diffusion en supplément de l'hebdomadaire fait émerger une série d'interrogations qui permet de percevoir un besoin de communiquer, de donner la parole, de faire du lien entre les habitants d'un territoire du quotidien vécu « dans votre commune ou dans votre vallée » comme le précisent nombre de questions.

Plus pragmatique, le « Questionnaire sur les conditions faites aux agriculteurs dans les Pyrénées » s'adresse avant tout aux premiers concernés : les agriculteurs, même s'il est précisé dans les consignes que « ceux qui ne sont pas agriculteurs peuvent répondre ». Il commence par un chapitre « Renseignements personnels » qui interroge la



situation du ménage et de l'exploitation avec le nombre d'hectares exploités et la taille du troupeau. À la suite, le chapitre « Généralités » donne le ton. Il est demandé aux répondants de citer, pendant ces six dernières années⁵, les réalisations pour l'agriculture, effectuées par le conseil municipal, le conseil général, les syndicats agricoles, dont la section locale, la Direction Départementale de l'Agriculture (DDA), ainsi que les montants alloués par ces derniers. Parallèlement à cela, il est demandé les montants dépensés par la commune, le Conseil Général et la DDA pour le tourisme. Pour terminer, l'assentiment ou non du lecteur est sondé sur le fait que des crédits du monde agricole aillent au tourisme, et si ce dernier est considéré comme une aide ou une gêne pour les agriculteurs.

Le chapitre « Absence de bail pour les parcelles louées de moins de ½ ha » interroge sur la situation des parcelles louées ainsi que sur la légitimité des agriculteurs et propriétaires dans la prise de décision du devenir de la terre. Il est logiquement prolongé par un chapitre intitulé « Exploitation touristique de terrains à vocation agricole », questionnant la transformation de terres agricoles au profit d'activités de tourisme, et la légitimité de cette décision par leurs propriétaires.

Le chapitre « Difficultés d'accès aux terrains exploités individuellement (parcelles privées) » souhaite comprendre la situation du répondant et l'action des communes sur cette thématique de l'emplacement et de l'accessibilité. Il sert de préambule aux trois chapitres suivants : « Dispersion des parcelles exploitées individuellement (parcelles privées) », « le remembrement » et « l'arrangement à l'amiable » ; cette section semble vouloir ainsi amorcer une réflexion sur la recherche de solutions aux difficultés rencontrées par l'éparpillement des terres au sein du parcellaire.

La partie suivante « Routes pastorales permettant d'accéder aux pâturages de moyenne et haute montagne », interroge la création de routes pastorales et leur utilisation exclusivement agricole. « Transhumance d'été » questionne cette pratique de déplacement

5 - 1977 est une année d'élection municipale (13 et 20 mars). La question porte donc sur l'ensemble de la période de l'ancienne mandature.



et le gardiennage des troupeaux pour la route et l'estive. Le dernier chapitre « Transhumance d'hiver » sonde la nécessité du déplacement des troupeaux dans d'autres départements alors que la solution du piémont semble poindre.

Si l'ensemble des chapitres du questionnaire cadre un certain nombre de thématiques, il est toutefois précisé dans les « recommandations » qu'il est possible de « donner un avis sur un problème donné même si aucune question sur le sujet n'a été prévue dans le texte », laissant une liberté d'expression supplémentaire. Il aurait été intéressant de consulter les réponses de cette enquête pour constater si cette liberté fut prise.

LE QUESTIONNAIRE COMME RÉVÉLATEUR DES PROBLÉMATIQUES DU PASTORALISME PYRÉNÉEN EN GÉNÉRAL ET OSSALOIS EN PARTICULIER

Le questionnaire permet de faire émerger des problématiques agropastorales préoccupant les auteurs. Ces problématiques sont révélatrices d'un monde en profonde mutation depuis les années 1960 (Mendras, 1988). La transmission des exploitations devient délicate car les professions agricoles n'attirent plus depuis au moins une quinzaine d'années. Il est même déconseillé aux jeunes filles d'épouser des agriculteurs (Bourdieu, 2002) : « On voyait beaucoup de maisons⁶ sans succession où il ne restait plus qu'un célibataire »⁷. Ces exploitations sans succession laissent apparaître des propriétaires qui n'exploitent plus leurs terres, les louent ou les vendent. La société montagnarde voit alors son système à maison structurant (De Bortoli et Palu, 2009) se défaire petit à petit. Si jadis un certain équilibre social basé sur la maison transmise de génération en génération (Lacanette-Pommel, 2003) était respecté, cette vacance des terres et des bâtiments entraîne l'émergence de nouvelles problématiques

6 - « Maison » est ici utilisé dans son sens pyrénéen. C'est bien une maison, mais aussi l'exploitation qui y est rattachée, ses granges, ses terres, son troupeau et ses droits vis-à-vis de l'utilisation des terres collectives.

7 - Citation issue d'un entretien avec une actrice de la dynamique autour de *Pays* en Vallée d'Ossau.



d'une ampleur jusque-là jamais vue concernant le parcellaire privé. L'accès et l'organisation de ces ressources en herbes se trouvent alors remis en question avec l'évolution de la situation. Le pastoralisme ossalois se caractérise par l'utilisation de terres privées autour des villages, mais également par des transhumances estivales et hivernales (Hourcade, 1970), ce que ne manquent pas d'interroger les auteurs du questionnaire. Si l'on se réfère au début du xx^e siècle (Cavaillès, 1931), où 15 000 brebis partaient pour les landes de Gascogne et le piémont béarnais, la transhumance hivernale est sur la fin de son existence. C'est également le cas de la fréquentation du gros bétail sur la lande du Pont-Long, à 40 km au nord de la vallée d'Ossau, possession des communes du Haut-Ossau⁸. Les années 1970 sont marquées par un ralentissement des transhumances ovines alors que les terres du Pont-Long sont louées et, suite à l'arrêt de la transhumance des bovins, ne bénéficient ainsi plus directement aux bergers ossalois (Perrot, 1990). Les auteurs du questionnaire interrogent l'adaptation de la transhumance hivernale indispensable pour certains éleveurs qui ne peuvent pas garder leur bétail sur l'exploitation en hiver faute de nourriture et de pacages privés. De même, les auteurs questionnent l'organisation de la transhumance estivale et la garde des troupeaux en estives. Le questionnaire voit poindre la diminution de la main-d'œuvre dans les exploitations et propose des solutions aux éleveurs comme le fait de confier son troupeau à quelqu'un d'autre en estive pour se consacrer aux travaux des champs dans la vallée. Il s'interroge également sur l'accès des estives. En effet, beaucoup de routes pastorales sont créées dans les années 1960-1970.

La problématique du tourisme est également abordée. Le tourisme de masse ouvre des perspectives de développement qui ne sont pas au goût de tout le monde en montagne. Il provoque une certaine prédation touristique sur les terres agricoles et les granges en zones intermédiaires, provoquant une inflation immobilière

8 - Le Pont-Long est un vaste plateau au nord de Pau qui fut l'objet pendant plusieurs siècles de combats entre la vallée d'Ossau et les communautés voisines des lieux pour la jouissance de ses ressources. Depuis 1837, les ossalois sont confirmés définitivement dans leurs possessions sur ce territoire.



au détriment des agriculteurs. Les granges sont rachetées par les « Bordelais » ou les « Parisiens » qui mettaient sur les portails « propriété privée défense d'entrer »⁹, illustrant la transformation non contrôlée de la nature du territoire et des paysages. Cette période ouvre également l'appétit de promoteurs privés voulant profiter du développement du tourisme de masse avec ses infrastructures, sous couvert de créer des emplois dans des vallées qui se désertifiaient. Ces projets situés sur des terres collectives, comme au Bénou avec un village de vacances ou sur le Soussouéou avec une station de ski, ont provoqué des luttes au début des années 1970 pour la défense d'un autre type de développement valléen.

Il n'y a pas que dans le questionnaire que l'on trouve des éléments du contexte ossalois. D'autres textes et articles du journal *Pays* permettent de mettre en lumière ces problématiques de l'époque, qui n'ont cessé d'être vivaces depuis lors, comme l'illustre un poème pour vivre et travailler en Ossau d'un auteur anonyme de 16 ans¹⁰. La thématique de ce poème est très prégnante en pleine période de grèves à la fonderie Messier d'Arudy et des débats autour des aménagements touristiques avec des soirées d'échanges ou de projections de films¹¹ sur l'avenir du pastoralisme et de la vallée. Il faut noter qu'il existait beaucoup de double emploi chez les éleveurs qui pouvaient aussi travailler en usine, permettant la survie de l'exploitation (Heiniger-Casteret, 2013). L'histoire de la Commission syndicale du Haut-Ossau est également présentée en plusieurs articles comme une institution héritière de la Jurade, système de république montagnarde sous l'Ancien Régime. Toutes ces problématiques ne sont pas exclusives à la Vallée d'Ossau mais *Pays* a participé, localement, à leur mise en lumière.

Avec sa rubrique « Dans nos montagnes », *Pays* développe les sujets précédemment évoqués pour toutes les vallées pyrénéennes

9 - Propos issus d'un entretien avec un acteur de la dynamique autour de *Pays* en Vallée d'Ossau.

10 - *Pays Hebdomadaire régional d'information* n° 3, semaine du 14 au 20 mai 1977, p. 2.

11 - « Montagne à vendre » de Pierre Pommier, 1976.



confrontées aux mêmes évolutions: l'Histoire des territoires, la démocratie locale avec les gestions communautaires des terres indivises au travers des commissions syndicales, les expériences pour rester vivre au pays en lutte contre l'exode rural, le maintien d'une agriculture viable avec ses réseaux d'entraide, la désindustrialisation, la fabrication du fromage fermier contre celle des laiteries, les bergers sans terre, l'agalaxie, la spéculation foncière, les luttes contre l'artificialisation des sols, les plans d'aménagement, le tourisme et ses conséquences. Au-delà d'une analyse, la génération *Pays* fait état d'un besoin d'agir, dans ces années post-1968 où les modèles sociétaux alternatifs, souvent théoriques, sont nombreux et où les exemples de luttes enthousiasment.

UN BESOIN D'AGIR ?

Dans le questionnaire, certaines questions invitent à prolonger des réflexions. Elles se situent généralement en fin de paragraphe, une fois que les autres questions faisant émerger un problème ont été posées. On peut lire des formulations telles que : « Seriez-vous prêt à agir avec d'autres pour qu'il puisse rester sur cette parcelle ? [...] Pensez-vous qu'il faille le refuser énergiquement ? ». Ces formulations évoquent explicitement le fait de manifester face à un ordre des choses établi. Mais le questionnaire et ses auteurs proposent aussi une implication plus pragmatique et opérationnelle aux personnes concernées : « Seriez-vous prêt à participer, avec d'autres agriculteurs à des travaux d'amélioration des chemins communaux à usage agricole ? [...] Pensez-vous qu'une Assemblée Générale des agriculteurs de votre commune puisse arbitrer un échange de parcelle ? ». Il est également demandé aux répondants de manière plus vaste : « Quels moyens d'action proposez-vous pour obtenir la création de routes pastorales que vous estimez utiles ? [...] Quels moyens d'action proposez-vous pour résoudre les problèmes posés [...] ? ». Ce type de questions posées fait état d'une pensée libertaire et de volontés autogestionnaires remettant en cause la démocratie représentative en voulant donner ainsi le pouvoir à ceux qui agissent localement



pour le compte de la communauté. Les années post-1968 voient naître partout des alternatives au système démocratique représentatif dont font partie les syndicats professionnels, comme la création de comités d'action en fonction de circonstances ou de problématiques émergentes des territoires (Zancarini-Fournel, 2016). Les années 1970 ont connu de nombreuses luttes sociales et d'émancipation comme en témoigne l'emblématique mobilisation sur le plateau du Larzac contre l'expropriation de paysans par l'armée et dont le journal *Pays* publie les communiqués de presse.

Pays s'inscrit dans cette même veine de liberté. C'est dans ce bouillonnement de pensées et d'énergies que l'hebdomadaire souhaite servir d'incubateur d'idées, de lieu d'échange et d'auto-organisation. À la réédition du questionnaire en supplément du numéro 6, la rédaction se justifie ainsi :

« *Pays* » publie ce questionnaire parce que son équipe est convaincue, elle aussi, qu'une agriculture de montagne vigoureuse est indispensable pour que vivent nos vallées et que les solutions ne peuvent naître que d'une discussion collective, et de la prise en main par les intéressés eux-mêmes de leur propre existence. Son souhait est d'ailleurs que cette initiative ossaloise donne l'envie à d'autres gens d'entamer un travail analogue dans d'autres régions, sur le même sujet ou sur d'autres... »¹².

Voilà qui a le mérite d'être clair !

En même temps que paraît l'hebdomadaire, l'Association des amis de l'Hebdo *Pays* a progressivement mis en place des commissions pour permettre aux gens concernés de participer aux réflexions. Elle affirme une volonté de rupture avec la presse déjà établie, par la création d'« un autre journal avec d'autres participants [...] et d'autres pratiques »¹³, une alternative au système. Les auteurs souhaitent donner à ceux qui ont quelque chose à dire la possibilité de

12 - *Pays Hebdomadaire régional d'information*, supplément au n° 6, du 4 au 10 juin 1977, p. 1.

13 - *Pays Hebdomadaire régional d'information* n° 13, semaine du 23 au 29 juillet 1977.



s'exprimer car « Pays doit être le journal de tous »¹⁴. On peut suivre le démarrage de la commission « Montagne » créée pendant une réunion de l'association le 20 juillet 1977¹⁵ dont fait état le numéro suivant. La semaine suivante, une réunion est annoncée « pour les gens intéressés par les problèmes de la montagne et qui veulent faire quelque chose »¹⁶, chez R. A. à Bilhères en Ossau. Un compte rendu de la réunion de la commission montagne du 6 août 1977 est publié dans le numéro 15 faisant état de la présence de Béarnais, Basques et Bigourdans pour la formation d'un groupe de défense de la montagne. Ce groupe affirme que :

« Les tours d'horizon, les études et les articles de journaux n'ont d'intérêt que dans la mesure où ils préparent des actions concrètes [...]. D'une part, nous diffuserons le maximum d'informations pratiques. D'autre part, tous ceux qui en ont assez de laisser les promoteurs, les technocrates et les notables, faire main basse sur la montagne, en se moquant pas mal des montagnards, tous ceux qui veulent défendre la vie de leurs villages, de leurs vallées ne doivent plus hésiter à dire ce qu'ils ont sur le cœur, ne doivent pas hésiter à venir aux réunions, à nous écrire ou à nous téléphoner »¹⁷.

La fin du compte rendu annonce également la prochaine réunion à Bedous le 20 août à 21h au foyer rural où le questionnaire sur l'agriculture en montagne devait être abordé; R. A. continuant à être le contact public du groupe. En 1977, la vallée d'Aspe voisine accueille déjà depuis quelques années des objecteurs de conscience et volontaires pour aider les agriculteurs qui ont besoin de main-d'œuvre. À partir de l'année 1962, l'Association au Service des Agriculteurs de Montagne, animée par le souletin Jean Pitrau, s'engage pour l'entraide et la solidarité à l'égard des petits paysans ainsi que pour la reconnaissance des problématiques spécifiques à l'agriculture de montagne

14 - *Ibid.*

15 - *Pays Hebdomadaire régional d'information* n° 12, semaine du 16 au 22 juillet 1977.

16 - *Pays Hebdomadaire régional d'information* n° 14, semaine du 30 juillet au 12 août 1977.

17 - *Pays Hebdomadaire régional d'information* n° 15, semaine du 13 au 26 août 1977.





(Errotabehere, 2011). Il n'y aura plus de compte rendu ou d'annonce de réunion de cette commission « Montagne » dans l'hebdomadaire *Pays* après le numéro 15. La lecture des numéros suivants fait tout de même penser que les acteurs de cette initiative, et auteurs probables du questionnaire, ont continué à agir pour l'avenir de leur territoire. Les débats presque hebdomadaires sur l'aménagement de la montagne et le tourisme, comme la présence régulière de propos de membres de la commission montagne en témoignent.

Pays rapporte également des réflexions d'autres groupes d'individus qui se sont créés à la fin des années 1960 et pendant les années 1970 afin de se pencher sur l'avenir des territoires en profonde mutation et rafraîchis par un vent post mai-68. Le journal fait état des propos de la S.E.P.A.N.S.O.¹⁸ et du « Collectif Pyrénées »¹⁹ qui traitent des enjeux environnementaux et de la place des populations de montagnes ; mais aussi du G.E.T.I.S.²⁰ et de « FORS »²¹ avec leurs préoccupations politico-socio-économiques. Quand le premier avait confiance dans le développement économique des Pays de l'Adour par des entreprises locales, l'État et les notables locaux (Collenot, 1979) ; le second répondait par l'amour de la culture et de la langue occitanes, l'autogestion des vallées, l'autonomie et la décolonisation des régions.

112

CONCLUSION : VIVRE, TRAVAILLER ET DÉCIDER AU PAYS

Le questionnaire créé par un groupe d'ossalois a permis à *Pays* de consolider une dynamique autour des questions sur le devenir

18 - Société pour l'Étude, la Protection et l'Aménagement de la Nature dans le Sud-Ouest, créée à Bordeaux en 1969, dont la section Béarn est créée en 1971 (source : <https://site.sepanso.org/historique>).

19 - Groupe de réflexion sur l'avenir de la région suite au colloque de Huesca, autour de Bernard Charbonneau et de Michel Rodes, membres de la S.E.P.A.N.S.O., mais aussi Bernard Hourcade, secrétaire de l'Association des amis de l'Hebdo Pays, géographe à l'UPPA, ayant travaillé sur le pastoralisme ossalois.

20 - Groupe d'Étude et d'Initiative au Service des Pays de l'Adour, créé en 1972.

21 - « FORS » était une revue politique traitant des problématiques béarnaises et occitanes parue de 1971 à 1976. L'hebdomadaire *Pays* lui avait octroyé une tribune régulière.





des montagnes dans le contexte si particulier des années 1970. Les communautés de montagnes aspiraient à des adaptations aux nouvelles conjonctures et à des désirs de changement. Des débats s'animaient entre, d'un côté, les nouvelles promesses de croissance, de « progrès », grâce au tourisme de masse naissant ; et, de l'autre côté, les modes de vie voulant garder des fondements d'une société agropastorale de plusieurs siècles. Cette génération, qui s'exprime dans *Pays*, semble chercher à s'émanciper d'un système démocratique représentatif pour garder un système d'organisation valléen, parfois fantasmé, et qui repose sur un partage de la ressource en herbes, où la terre appartiendrait à ceux qui la travaillent dans un système de solidarité et d'entraide.

Il est vraiment regrettable de ne pas avoir eu accès aux résultats de l'enquête, mais cela peut laisser penser plusieurs hypothèses. Finalement les réponses importent peu. Le questionnaire aurait pu être créé afin de susciter l'engagement des personnes qui se seraient senties concernées. En effet, quoi de mieux pour provoquer une critique que de poser une question aussi neutre ou orientée soit-elle ? Une question appelle la recherche d'une réponse et d'une explication argumentée. Une question provoque la déconstruction d'un fait, encourageant sa remise en question provoquant ainsi l'émancipation de celui qui y réfléchit. Lorsque les personnes qui sont censées poser les questions dans nos sociétés, comme les journalistes ou les scientifiques, construisent un système de production ou de reproduction de la pensée, sans remettre en cause un certain nombre de choses qu'ils seraient à même de qualifier « d'évidence » ; le fait de créer un autre questionnement est, en soi, une émancipation de la pensée dominante. *Pays* a favorisé cette émancipation.

C'est une représentation d'un monde qui change qui nous est donnée à voir au travers du questionnaire et de ces articles. Mais c'est également un outil qui a servi d'incubateur d'idées et de réflexions sur le devenir de la ruralité au travers de personnes qui ont voulu prendre les choses en main dans une période charnière pour l'agriculture de montagne. Cette expérience collective a indéniablement permis aux individus composant le groupe de rédacteurs, d'acquérir



une certaine émancipation de la pensée dominante et un goût pour l'action militante, rendant ainsi possible la conception d'alternatives tant au niveau conceptuel qu'opérationnel. Parmi ces personnes, certaines se sont investies dans la politique de leur village, d'autres dans la défense du pastoralisme ou d'une agriculture différente, à travers des combats politiques et syndicaux et/ou par la mise en place de nouvelles expériences de relations aux consommateurs. C'est ce qui s'est également passé lorsque nous voyons aujourd'hui, avec quarante ans de recul, l'engagement des personnes qui ont contribué à *Pays*. Après cette courte expérience plus que journalistique de 1977-1978, elles ont, pour la plupart, continué à s'engager dans des combats politiques, sociaux, écologiques, culturels, sans succomber à la résignation et à l'idée d'un monde qui ne pourrait s'améliorer. Voir, penser, rêver, agir.

BIBLIOGRAPHIE

114

Baillargeon Normand, *Petit cours d'autodéfense intellectuelle*, Montréal, Lux éditeur, Col. « Instinct de liberté », 2006, 338 p.

Bourdieu Pierre, *Le bal des célibataires, Crise de la société paysanne en Béarn*, Paris, Seuil, 2002, 266 p.

Cavaillès Henri, *La transhumance pyrénéenne et la circulation des troupeaux dans les plaines de Gascogne*, Pau, Édition Cairn, 1931, rééd. 2003, 132 p.

Collectif, *Pays, Hebdomadaire régional d'information*, Billère, Édition La Biscouette, 2 volumes, 2015.

Collenot René, *Un contre-pouvoir régional, le G.E.T.I.S. dans les pays de l'Adour*, Toulouse, Privat éditeur, col. Agir, 1979, 264 p.

De Bortoli Dolorès et Palu Pascal, « Le système maison comme déterminant de la pérennité organisationnelle », *Revue française de gestion*, 2009, n° 192, p. 141-150.

Errotabehere Aguxtin, *Jean Pitrau, La révolte des montagnards*, Baiona, Elkar, 2011, 181 p.

Heiniger-Castéret Patricia, « Retour au bal », *Les cahiers du patrimoine*





(« Lacq : trajectoires et enjeux territoriaux »), 2015, p. 122-123.

Hourcade Bernard, *La vie rurale en Haut-Ossau*, Pau, SSLA de Pau, col. Béarn-Adour, 1970, 115 p.

Lacanette-Pommel Christine, *La famille dans les Pyrénées, de la coutume au Code Napoléon – Béarn 1789-1840 –*, Estadens, Universatim PyréGraph, 2003, 229 p.

Mendras Henri, *La seconde révolution française 1965-1984*, Paris, Gallimard, 1988 et 1994, coll. Folio essais, réed. 2006, 460 p.

Perrot Xavier, *Les syndicats du Haut-Ossau et du Bas-Ossau de 1940 à nos jours : Fonctionnement, rôle et action pastorale*, TER, Maîtrise d'histoire contemporaine, dir. Michel Papy, Université de Pau et des Pays de l'Adour, 1990.

Zancarini-Fournel Michelle, « *Les luttes et les rêves* ». *Une histoire populaire de la France de 1685 à nos jours*, Paris, Zones – La Découverte, 2016, 995 p.







L'OCCITAN DANS LA PRESSE ÉCRITE : L'EXEMPLE DE LA REVUE *PAYS*

Philippe Biu
Docteur en langues et cultures régionales
Université de Pau et des Pays de l'Adour

Dès le numéro 0, paru au printemps 1977, la revue *Pays*, « hebdomadaire régional d'information », présente plusieurs textes ou rubriques en occitan. Le premier article rédigé en basque n'apparaîtra que dans le numéro suivant. Même si la place des deux langues régionales dans les colonnes du journal restera limitée (une trentaine de pages tout au plus pour l'occitan), et disparaîtra dans les derniers temps, cette présence traduit l'intérêt que portait la rédaction à la langue et aux thématiques occitanes.

Bien que limitée dans son volume, cette matière occitane apparaît quelque peu rebelle à l'analyse tant les formes qu'elle prend sont variées : paroles de chansons, dessins humoristiques, interviews, comptes rendus de spectacles, chroniques plus régulières, etc. Mais ce désordre, cette joyeuse anarchie évidente est aussi à mettre en relation avec une époque où l'occitanisme lui-même ne s'est pas encore organisé et doté des structures qui lui permettent de nos jours, malgré leurs insuffisances, de mettre en place des actions et des stratégies souvent efficaces. Il faut songer qu'à la fin des années 1970, aucun des piliers de l'occitanisme contemporain n'a encore vu le jour : les écoles *Calandreta* n'existent pas, l'enseignement bilingue reste à créer, il n'y a bien sûr pas de cours d'occitan à l'université de Pau. Le seul dictionnaire gascon dont on dispose est le *Dictionnaire du béarnais et du gascon modernes* de Simin Palay, fameux, mais en graphie fébusienne. La seule



véritable grammaire du gascon est la *Grammaire béarnaise* de Vastin Lespy, et à l'époque elle a déjà près d'un siècle¹. Dans les médias, le journal éphémère *La Bouts de la terre d'Armagnac, Biarn, Bigorre e Lanès* n'évoque que de très lointains souvenirs ; *La Setmana* ne naîtra que vingt ans plus tard. Il n'y a pas de radio en occitan ni bien évidemment de télévision ou simplement de programme télévisé. Cependant, ces œuvres sont en germe dans une sorte de bouillonnement tout à fait perceptible, de chaos primordial d'où émergent déjà quelques étoiles dont la plus éclatante est probablement le groupe *Los de Nadau*. Comme un signe, le texte « *en tèrra de biarn* » (*Pays*, numéro 1, p. 11), signé du groupe, inaugure d'ailleurs la présence de l'occitan dans la revue².

Nous allons donc essayer de dresser un panorama assez large de la matière occitane qui donnera peut-être des idées pour des études plus approfondies.

On peut classer la trentaine d'articles et plus généralement de textes de quelque ampleur en trois grandes catégories :

1. Une petite dizaine de textes écrits en occitan disséminés dans la revue sur des sujets variés et sous des formes très diverses :

Ainsi, dans le numéro 11 (p. 16), un article *Lo dret a la differencia* (sic) s'insurge contre l'uniformisation du savoir imposé par l'école.

Dans une rubrique « France-Espagne-Régions » du numéro 14 (p. 19), l'article *Ua Euròpa de gigants* attaque l'Europe technocratique, faite pour les entreprises multinationales et non démocratiques, car les élections des représentants au Parlement européen se font à partir de listes nationales et non régionales. « *Ua Euròpa qui's vòu democratica que deu estar regionalisada* ».

Dans le cinquième numéro (p. 19), une histoire humoristique critique le service militaire.

1 - En 1977, paraît le remarquable ouvrage de Gerhard Rohlf's *Le Gascon Étude de Philologie Pyrénéenne* ; cependant il s'agit vraiment d'un ouvrage pour spécialistes.

2 - Le texte célèbre la naissance d'un enfant « *en tèrra de biarn* » et établit un parallèle avec la naissance du journal.



Au numéro 25 (p. 20), Bernat Dubarri annonce la première *hestejada* d'Ibos, appelée au succès et à la longévité que l'on connaît. Il était question qu'elle soit un « petit Siros bigourdan », pour prouver qu'il y a une façon de vivre et de chanter bigourdane.

Dans un registre très littéraire, le numéro 4 du 7 avril 1978 (p. 26), propose une chanson médiévale de la *Comtessa de Dia* adaptée en gascon par *Nosauts de Bigòrra*.

Le tout dernier texte en occitan de la revue, comme un écho involontaire au premier, puisque *Pays* cessera de paraître plus tard, est une interview « *deus Nadau* » réalisée à l'occasion de la sortie de leur troisième disque (numéro 5, 1978, p. 23).

On peut ajouter quelques textes écrits en français, mais traitant de questions de langue occitane, comme cette réponse à un courrier de lecteur qui récusait l'emploi de « l'orthographe béarnaise normalisée » au profit d'une « orthographe traditionnelle ». On y justifie l'emploi de la graphie classique, dénommée dans l'article « occitane », par des arguments devenus classiques : la langue n'est pas un patois que l'on écrit dans une « graphie phonétique », c'est l'un des dialectes de la langue d'Oc qui dispose d'une graphie propre permettant une bonne intercompréhension dialectale et utilisée par le milieu culturel occitan. On notera que l'opposition locale à cette graphie accusée dans le courrier de venir des « lointaines contrées de l'est » perdure toujours quarante ans plus tard³ (numéro 8, p. 2).

2. Une rubrique intitulée *Fors*, du nom des recueils de textes juridiques du Moyen Âge, apparaît sept fois, clairement identifiée par un logo représentant le pic d'Ossau, avec une thématique politique et revendicative assumée. Comme l'indique l'article « *Fors* » et « *Per Noste* » : *deux revues pour le Béarn* paru dans le numéro 1 (p. 18), cette rubrique était en fait tenue par l'équipe qui avait dirigé précédemment une revue éponyme née en 1971 dont l'objectif était justement

3 - Pour un point sur cette question, voir l'ouvrage de Sèrgi Javaloyès *Au nom de la lenga* paru aux éditions Reclams en 2015.



d'aborder « le problème béarnais et occitan par le biais politique ». Après vingt numéros, la revue avait cessé d'exister.

Dès le numéro 1 de *Pays* (p. 21), la chronique, signée R. Schetober, fait le constat du déclin du pays, qui n'est pas nommé, mais qui est celui des « Béarnais, Gascons et autres Occitans ». La cause en est son aliénation, et la solution est d'« obtenir du pouvoir législatif l'élaboration d'un ensemble de textes, appelons-le charte, ou FOR, qui nous donnera les moyens de préserver nos intérêts matériels et moraux, c'est-à-dire la maîtrise de nos richesses, la restauration de notre culture, la responsabilité de notre avenir dans le cadre de l'État actuel ».

La chronique du numéro 2 (du 16 au 22 avril 1977, p. 11), signée B. Bergez et l'équipe de *Fors*, revient sur l'historique de la revue *Fors* et les difficultés qu'elle a rencontrées avant de finalement disparaître. Il est annoncé que la chronique définira sa ligne dans le numéro suivant.

Dans le numéro 3 (mais numéroté 2⁴, du 6 au 13 mai 1977, p. 18), la chronique est pour la première fois rédigée en occitan et s'attache en fait à définir les termes d'*Estat* et de *nacion* et à les distinguer soigneusement.

Deux numéros plus tard (numéro 4, p. 19), elle réapparaît et rejoint la nouvelle rubrique intitulée « Culture régionale » que se partagent le « gascon » et le « basque ». On y déplore l'enseignement jacobin de l'histoire.

Puis, sont attaqués successivement les comportements individualistes des habitants des vallées béarnaises qui ne permettent pas de lutter efficacement contre l'aliénation (numéro 5, p. 12-13, en français), le centralisme français (numéro 6, p. 18), l'éducation dispensée en France, perçue comme trop abstraite, livresque et favorable à la bourgeoisie (numéro 12, p. 3⁵).

4 - Le décalage se poursuivra pour tous les numéros suivants.

5 - Le titre de la chronique est « *Lo dret a la diferència* », comme l'article à la page 16 du numéro 11.



3. La rubrique « Culture régionale » (au singulier tout d'abord, au pluriel à partir du septième numéro), régulière et à laquelle la revue consacre une page, donne la parole aux deux identités et langues locales, occitane et basque. Elle se prête à une étude plus détaillée, que l'on peut envisager sous trois aspects : la langue et la graphie, le style et la forme, et enfin la thématique.

Concernant le nom de la langue et du territoire, les rédacteurs de *Pays* font preuve d'un large œcuménisme puisqu'ils déclarent à une occasion dans cette rubrique vouloir « dans cette page annoncer les fêtes, les festivals, les soirées dont le but est la défense et la promotion de la culture béarnaise, gasconne et occitane ». De fait, les trois termes sont employés à peu près indifféremment, avec peut-être une plus forte occurrence du mot « gascon ». C'est en tout cas cette appellation qui apparaît en sous-titre de la rubrique.

3.1 La langue et la graphie

Dans un premier temps, assez étonnamment, les articles de cette rubrique réservée à la matière occitane hésitent entre le français et l'occitan. La partie consacrée au basque est écrite longtemps en français, avant de passer elle aussi à l'euskara. Il faut attendre le septième numéro pour que l'occitan s'impose définitivement, suite à une lettre, vraie ou fausse et relevant ainsi peut-être d'un procédé littéraire, reçue d'un lecteur qui reproche au journal l'utilisation du français.

Jean-Paul Latrubesse, qui signera plus tard la chronique « *Vent de castanha* » à la *République des Pyrénées*, en est le rédacteur attiré et y déploie une langue de très bonne qualité. En revanche, l'orthographe est plus hésitante, parfois franchement mauvaise. Cela n'a rien de surprenant puisque, on l'a dit, n'existait à l'époque strictement aucun outil permettant de vérifier l'orthographe d'un mot gascon écrit en graphie classique. On sent un souci pédagogique : souvent les textes sont suivis d'un lexique occitan-français des mots difficiles.

Si la question du nom de la langue n'a pas été tranchée, les textes sont tous écrits en graphie classique. Cependant, à des fins didactiques probablement, dans les premiers articles en français, les noms en graphie classique sont suivis d'une transcription en graphie fébusienne



(*Per Noste* > *Per Nouste*). Et en général un petit rappel des règles de lecture de la graphie classique accompagne la rubrique. C'est donc un choix très clair de la graphie classique, militant, qui a été fait, dans le sillage d'une revue occitaniste comme *Pais Gascons* par exemple.

3.2 *Le style et la forme*

La rubrique occitane occupe en général une demi-page, comme son équivalent basque, en fin de revue, puis lorsque la pagination augmentera, en milieu de revue.

Pour donner une identité visuelle, à trois ou quatre reprises, deux têtes de personnages très semblables, à la mine un peu patibulaire, portant le béret et se regardant d'un œil noir sont dessinées côte à côte comme deux frères ennemis. L'un figure évidemment le gascon, l'autre le basque.

Sur quatre à cinq numéros, la rubrique cherche un peu la bonne formule. On alterne trois articles de type argumentatif et revendicatif avec deux numéros où sont publiés un conte et une histoire drôle.

À partir du huitième numéro, la rubrique prend une forme qui va s'inscrire dans la durée : le chroniqueur développe à la première personne des réflexions sur un sujet donné ou fait le récit d'une journée ou d'une conversation avec des proches dans un style oral et humoristique, en évoquant comme incidemment des questions de société. À titre d'exemple, la rubrique du huitième numéro commence ainsi :

« Dimenge matin, qu'èm anats tà esténer lo hen dab lo pair. En tornant, lo vesin que ns'a envitat[s] a béver un còp. Qu'èra de cap a mieidia, e au pòste que parlavan un còp de mei de'quera conferéncia "nord-sud". En bearnés que's ditz "Capvath-Capsus". Lo pair ne comprenè pas arren a d'aqueth ahar e lo vesin tanpòc. Qu'ensegèi de'us at explicar : "Capvath que son los país qui an monèda mes qui mancan de petròle, capsus los país praubes, endarrerits qui an petròle e riquessas mineralas. Lavetz que's son amassats istuèra de s'arrantjar mes n'i son pas arribats. Tè com si seré nosautes, los bearnés si pujavam a Paris tà'us diser que volem tribalh, usinas, la linha Pau-Canfranc... sinon lo gas de Lac fenit, que barram la[s] vannas e qu'aneratz véder los arabes !" » (p. 18)



La plupart du temps, des dessins dans la même veine viennent illustrer l'article. Ils sont l'œuvre d'un ami du rédacteur, professeur de dessin⁶.

Le ton ironique et humoristique, très béarnais, permet assurément d'évoquer certains sujets sérieux ou graves avec une légèreté bienvenue et rend la lecture plaisante. Mais peut-être pourrait-on aussi parfois déplorer que cela n'empêche de traiter certaines questions avec tout le sérieux et la profondeur qu'elles auraient exigés.

Sur ce point, les chroniques basques sont tout à fait différentes, du moins celles qui sont écrites en français. On n'y décèle pas la moindre trace d'humour, on est frappé par l'austérité et la gravité des propos. Ainsi peut-on lire dans un article établissant un parallèle entre les guerres carlistes et les révoltes anti-franquistes (numéro 11, p. 18) :

« De nos jours, n'assiste-t-on pas à un phénomène social absolument semblable, en ce qui concerne l'aide apportée aux jeunes combattants du Sud ? La solidarité basque n'est donc pas morte. Dieu merci ! Entre frères, avant toute politique, n'est-ce pas la voix du sang ou celle du cœur qui doit parler la première ? ».

123

3.3 La thématique

Les sujets abordés sont variés et paraissent en accord avec la ligne éditoriale du journal. Quarante ans plus tard, on peut constater que dans certains domaines, la situation n'a pas beaucoup évolué ; pour d'autres au contraire, on peut mesurer avec satisfaction le chemin parcouru.

Ainsi, un article consacré au chant traditionnel qui tend à se perdre (numéro 2, 6 au 13 mai 1977) regrette que les occasions de chanter se fassent plus rares au *Pais de las cantas* (en deux graphies), que la transmission orale disparaisse et que donc la connaissance des chansons soit moindre. Ce qui est intéressant, c'est que, comme souvent dans cette chronique, on n'en reste pas au constat, surtout lorsqu'il est négatif – et il l'est souvent –, on propose des outils, même modestes, pour remédier au problème. Ce sera ici le texte

6 - *Pays*, volume I, textes introductifs, p. 23.





d'une chanson traditionnelle, *A Auloron que i avè ua vielha*, avec une introduction et suivie d'indications pour pouvoir lire le texte proposé en graphie classique. L'ensemble sera complété par des proverbes sur le mariage et une devinette. *Pays* est donc dans la réflexion, mais aussi engagé dans l'action, avec la conviction que chaque action individuelle, pour limitée qu'elle soit, fait changer la société.

À cette chronique sur le chant fait écho plusieurs mois plus tard (numéro 21, p. 33) un compte rendu d'une soirée au festival de Siros : on y salue la renaissance des danses béarnaises qui quittent la scène et ses spectacles folkloriques pour retrouver la place du village. On y oppose aussi les groupes de chanteurs trop bien habillés, accusés d'avoir perdu l'esprit des premiers soirs de Siros, aux groupes de jeunes que l'on écouterait davantage, car ils sont porteurs d'un message. En fait, le vingt et unième numéro de *Pays* consacre cinq pages entières (p. 29-33) au festival 77, et notamment à l'incident fameux impliquant Marcel Amont. Venu interpréter la version béarnaise de son dernier succès, le chanteur vedette avait en effet quitté la scène après avoir été sifflé, mais non sans avoir dit son fait à la partie du public qui lui était hostile. Cet épisode l'avait profondément meurtri.

Un autre sujet largement abordé dans cette chronique est la transmission de la langue. Un article intitulé « *Que cau parlar gascon aus mainatges* » (quatrième numéro, p. 19) encourage les lecteurs à parler occitan à leurs enfants. Plus exactement, son but est « que les Gascons qui parlent couramment leur langue ne parlent pas systématiquement français aux enfants ». On est loin d'envisager encore la possibilité que des parents ne parlent qu'occitan à leurs enfants, comme cela arrive de nos jours. Les arguments avancés, classiques, sont essentiellement que l'apprentissage des langues est facilité dans le jeune âge et que le bilinguisme précoce favorise l'épanouissement de l'enfant. Encore une fois, très concrètement, on propose de façon pratique une comptine et un jeu sur le nom des doigts, introduits comme suit : « Si votre gosse pleure, prenez-le sur les genoux et faites-le sauter en chantant : *hai hai Chivalon* ». Le rédacteur a tout prévu : pour ceux qui ne sauraient pas chanter, il conseille « le disque *Pimparèla de Los de Nadau* édité par Noste (Per Nouste) ».



Mais la transmission est aussi et surtout du ressort de l'école. À l'occasion de la rentrée des classes paraît un article sur l'enseignement (vingtième numéro, p. 25). Il s'agit en fait de la transcription d'une allocution radiophonique de Roger Lapassade, qui appelle à s'unir pour faire triompher les revendications légitimes touchant à l'enseignement. Le texte est suivi d'un rappel en français des grandes lignes de la loi Deixonne de 1951 :

« [...] il est possible légalement d'obtenir des heures d'enseignement pour notre langue [...]. On est très loin de l'application réelle de cette loi surtout dans le primaire et encore plus dans le premier cycle. Dans le second cycle c'est surtout en terminale (les points au bac!) que des cours sont assurés régulièrement. Mais souvent à des heures malcommodes : midi-2H, en fin d'après-midi. Parfois on rencontre aussi l'hostilité du directeur ».

La comparaison avec la partie basque de la chronique est cruelle. Quand le rédacteur basque évoque l'enseignement de la langue, lui peut afficher une belle carte du Pays basque où sont localisées toutes les écoles qui proposent un enseignement de basque ou en basque. La ville de Pau y figure d'ailleurs, avec sa nouvelle *ikastola*... (numéro 3, p. 19). Il peut aussi vanter les mérites des *ikastolak* déjà nombreuses (18 établissements pour 400 élèves) qui existent depuis près de dix ans (numéro 3, p. 19 et numéro 5, p. 23). Loin de céder à un abattement que l'on comprendrait, l'article s'achève encore une fois de façon dynamique en appelant à la mobilisation de tous : « C'est donc aux enseignants, aux élèves et aux parents de se prendre en charge pour exiger l'application de la loi et son élargissement. "*Se tiram tots amassa – e pron hòrt – La còrda que petarà*" ».

Même si un véritable article n'est pas consacré à la question, du moins côté occitan, on trouve aussi la programmation occitane de certaines radios. Elle est anecdotique : sur Radio Pau Béarn, deux minutes le mardi et le vendredi à 7 h 15 ; Radio FR3 Toulouse diffuse tous les jours de 9 h à 12 h « quelques disques en occitan ». En comparaison, la situation basque, que déplore, à juste titre, le rédacteur basque, paraît enviable : cinq minutes par jour sur Radio Côte



basque et une demi-heure le dimanche ; un quart d'heure d'émission télévisée deux fois par mois sur FR3 pour les téléspectateurs branchés sur l'émetteur de la Rhune (numéro 4, p. 19).

Enfin, une dernière thématique est récurrente, l'agriculture. Ce n'est pas étonnant. Il y a des raisons sociologiques à cela. D'abord à l'époque, les agriculteurs constituent encore une part importante de la population active (près de 15 % en 1970 contre 3,5 % de nos jours) et c'est un secteur en crise qui connaît une évolution rapide des méthodes de production, de plus en plus industrielles depuis les années 1950. D'un point de vue linguistique occitan, les agriculteurs occupent aussi une place importante puisqu'ils ont été les derniers à continuer de transmettre la langue dans un cadre familial, Pierre Bourdieu explique très bien pourquoi⁷. Ils représentent donc pour les occitanistes les ultimes vestiges d'une sorte de paradis perdu et sont ainsi souvent à l'honneur des chroniques occitanes de *Pays*, où l'on critique les conséquences négatives de l'agriculture industrielle, de l'utilisation des pesticides. L'analyse est toutefois subtile, les agriculteurs ne sont pas idéalisés : s'ils utilisent engrais et autres produits chimiques, c'est parce qu'ils y trouvent un intérêt économique. Ce ne sont pas des victimes naïves.

126

L'étude des textes occitans de *Pays* est intéressante, car elle fournit un instantané des problèmes que rencontraient les précurseurs de l'occitanisme dans la lutte pour la langue et la culture locales. On peut constater que ce sont globalement les mêmes que de nos jours, mais que la situation s'est notablement améliorée sur bien des points (même si malheureusement, la chute du nombre de locuteurs n'est pas encore enrayerée), de sorte que le paysage de l'occitanisme et de ses réalisations est complètement différent aujourd'hui de celui d'il y a quarante ans. Pour une bonne part, c'est l'œuvre de la génération *Pays*.

7 - Voir notamment son ouvrage *Le Bal des célibataires. Crise de la société paysanne en Béarn*, Paris, Seuil, 2002.





ÉMANCIPATION ET REPRODUCTION DE LA RECHERCHE EN SHS : UN MOUVEMENT PENDULAIRE (1977-2017)

Dolorès de Bortoli
Sociologue, laboratoire ITEM
Université de Pau et des Pays de l'Adour

Cet article est né d'une interrogation après la lecture de *Pays*, hebdomadaire engagé localement (1977-1978) : comment les processus décrits par l'universitaire palois Serge Arné¹ dans le journal *Pays*, soulignant les jeux de forces entre la volonté de transformation et celle de la récupération, peuvent-ils toujours être à l'œuvre quarante ans après ? Entre répétitions et bégaiements, l'histoire de l'Université de Pau et des Pays de l'Adour continue de se dérouler. Nous avons donc choisi comme fil conducteur de repérer les conditions favorables à l'émancipation et à la normalisation de la recherche en Sciences Humaines et Sociales (SHS) au sein de cette université. Nous tenterons une analyse croisée, à partir de notre expérience, entre documents et parcours de chercheur.

Il est nécessaire de clarifier le positionnement du chercheur qui est, dans ce cas, impliqué en tant qu'acteur et analyseur à la fois. Celui-ci se trouve en effet en situation de décrire et d'analyser les conditions de sa recherche et de son parcours. Pour cela, il ne peut se contenter des seuls outils de la déduction ou de l'induction qui ont

1 - Serge Arné, enseignant-chercheur en droit constitutionnel et ancien conseiller municipal à Pau, est l'auteur de l'article « L'université de Pau et des Pays de l'Adour » paru dans l'hebdomadaire *Pays*, n° 14, octobre 1978.



l'inconvénient de réduire une situation existentielle de recherche. Nous dirons avec René Lourau (1997) que « l'exposé se veut dans une démarche de réhabilitation de la singularité du phénomène de la démarche et de la situation. Il s'agit de privilégier les enchaînements de circonstances, les propagations de signaux dans un déphasage permanent, à partir d'un centre qui est la situation collective ou individuelle de recherche ». Aussi, la constitution de notre corpus de documents découle de ce positionnement : il réunit des articles de journaux locaux, des rapports d'activité de recherche, des rapports confidentiels destinés aux instances de l'université, des courriers internes, des documents ministériels d'évaluation de la recherche et des rapports d'activité de recherche du chercheur. Cet ensemble hétérogène ne suit pas une parfaite chronologie car il tend à rendre compte de circonstances ou de signes favorables ou non à l'émancipation de la recherche.

La création de la structure de l'université de Pau est une volonté ministérielle. Elle se fait à partir des trois collèges existants qui ont donc un rôle d'acteurs parmi les autres dans l'assise de cette structure. L'historique de cette création en 1971, relatée par des articles de presse et des documents internes, fait des collèges un acteur en relation avec le national et le local. Cette synergie a produit tour à tour un enthousiasme partagé, des innovations et un désenchantement rapide.

Nous centrerons les analyses à la fois sur les recherches des collèges en Sciences Humaines et Sociales, leur formalisation au sein de l'université et leur évolution au cours du temps. Nous essayerons de repérer les espaces d'émancipation et d'innovation possibles, ainsi que les contraintes liées au modèle universitaire et aux pesanteurs sociologiques internes et externes. Nous essayerons de cerner les projets d'émancipation au niveau individuel et collectif sachant que l'émancipation de la recherche naît, ou se développe, dans les espaces et les intervalles produits par le mouvement pendulaire entre la structuration de la recherche et la reproduction de la recherche et ses postures dogmatiques.



CRÉATION D'UNE UNIVERSITÉ

Remanier et figer l'existant

« En mai 1968, coexistaient un collège universitaire de lettres, un collège universitaire de sciences qui allaient être érigés en facultés de plein exercice et un institut d'études juridiques et économiques, le plus ancien créé par le Doyen Poplawski en 1947. Comme par un tour de magie, on a transformé le vieil institut en collège universitaire, les trois établissements étaient alors rattachés à l'Université de Bordeaux. En 1971, on leur a retiré une autonomie longtemps espérée au profit d'une université à part entière, seul établissement public réputé autonome. Certains prétendent que le mal vient de là » (Arné, 1978).

Les collèges universitaires étaient des collèges d'enseignement. Cette première mise en forme tentée sur l'Institut d'études juridiques et économiques supprime la dimension « études » (vocable employé pour la recherche en SHS à double tranchant car souvent confondu avec les prestations des bureaux d'études), qui sera rétablie lors de la création des Unités d'Enseignement et de Recherche (UER) de l'université de Pau. Cependant, l'espoir d'autonomie pour une grande partie des enseignants passait par un statut de Faculté et non pas d'UER.

Transformation et mise en conformité

« Les trois mots-clés de la loi d'orientation universitaire, pluridisciplinarité, participation, autonomie se sont révélés bien vides de sens dans la plupart des universités françaises, celle de Pau n'échappant pas à la règle » (Arné, *ibid.*, p. 1). Le ministère a imposé la création d'une UER à dominante recherche (regroupement des sciences dites dures). À défaut d'avoir une UER recherche, les Sciences humaines et sociales de l'Université de Pau ont eu un Département d'Études Régionales (le ministère jouant le régionalisme) rattaché à l'Institut Universitaire de Recherches Scientifiques (IURS). La création de l'IURS a été une innovation dans la mesure où la recherche des sciences dite dures et celle des sciences dites molles avaient une



instance de contrôle et de gestion commune. Le Département d'Études Régionales apparut alors comme une opportunité pour le développement régional et une chance d'innovation pour la recherche en SHS à Pau. Les articles de Serge Arné dans l'hebdomadaire *Pays* décrivent bien cet espoir et l'enthousiasme donnés par la structuration d'un groupement de recherches pluridisciplinaires au sein de la jeune université de Pau. L'analyse de cette structuration montre déjà trois objectifs visant à la fois l'émancipation et la mise en conformité de la recherche :

- Donner de la visibilité à la recherche en SHS en interne. Elle acquiert cette visibilité puisque le Département d'Études Régionales est rattaché à l'Institut Universitaire de Recherches Scientifiques au même titre que les sciences dites dures ou exactes.
- S'ouvrir sur l'extérieur localement. Outre le fait que ce Département rassemble les recherches individuelles à l'intérieur de l'Université, il est ouvert aux recherches des enseignants des lycées, des ingénieurs du privé et du personnel d'administration. De plus les acteurs économiques locaux sont parties prenantes pour des collaborations.
- Singulariser son périmètre d'action et sa spécificité en externe. Le choix d'un espace d'investigation – les Pays de l'Adour et le nord de l'Espagne – précisait la singularité géographique de l'Université de Pau par rapport à Bordeaux, ainsi que les spécificités socio-économiques et culturelles qui lui sont liées.

La mise en place du Département d'Études Régionales fut rapide. Un document interne (le rapport d'activité 1971-1972, daté de mai 1972²), présente le Département, ses activités de recherche, les services mis à disposition des chercheurs et les éléments d'évolution. Il y a donc une capacité de mise en forme de la recherche en SHS

2 - Document interne ronéoté du Département d'Études Régionales : « Rapport d'activité 1971-1972 » rédigé par Jean Delfaud, géologue, mai 1972. Source : archives personnelles de Mme Barrau, secrétaire du DER de 1971 à 1979.



en interne, en réponse à la demande. Y avait-il un projet collectif ou individuel ? Nous n'avons pas d'éléments de réponse, ni connaissance des modalités de cooptation des chercheurs ou d'obligation à participer. Seule apparaît la contrainte de mener des recherches ou des études sur les Pays de l'Adour et le nord de l'Espagne.

Le préambule du rapport d'activité précise le rassemblement de chercheurs, présente les familles disciplinaires et les programmes de recherche. C'est donc une liste de personnes et de recherches individuelles réparties dans des domaines disciplinaires classiques : sciences de la terre, sciences historiques et sciences humaines, économiques et juridiques.

LES PROBLÈMES DE STATUT

Un point nous paraît intéressant pour avancer dans cette analyse : celui du statut des personnes présentes dans ce groupement de recherche. Sur les 59 chercheurs, 34 ont un statut d'universitaires, 4 relèvent d'organismes de recherche publique nationale et 5 sont des professeurs de lycée. À cela il faut rajouter 4 personnes sans statut ou vacataires. Les 12 autres sont des professionnels de bibliothèque municipale, médecins, ingénieurs d'entreprise, agents d'administration (agence pour l'emploi, préfecture, etc.). Ces personnes sont considérées comme membres du DER en raison des conseils et des services qu'elles peuvent donner. Nous relèverons qu'il y a peu de professeurs et beaucoup d'assistants ou de maîtres assistants. Il semble alors que la pyramide des statuts ait une large base et peu de hauteur. Nous retrouvons dans les articles de Serge Arné le même problème en ce qui concerne l'enseignement, c'est-à-dire peu de professeurs et une grande diversité de maîtres-assistants et d'assistants chargés de cours ou d'enseignement, dont la sécurité de l'emploi est très vite remise en cause par le Ministère.

Cependant le DER, en tant que super-structure pour la recherche en SHS sans en avoir le statut, a permis un espace d'émancipation individuelle et collective pour les assistants, les maîtres-assistants,



les maîtres de conférence, les professeurs de lycée et les chercheurs rémunérés sur contrats qui mènent des recherches en toute responsabilité et bénéficient alors d'un « label universitaire » pour leurs travaux.

L'organisation interne tente de formaliser les recherches individuelles de manière recevable par les instances universitaires (IURS et Présidence de l'université). Elle les répartit en disciplines, sur le modèle des UER. En cela, elle justifie la pluridisciplinarité demandée et, en même temps, elle donne à voir des groupes de recherche plus ou moins constitués. En définitive, en se dotant de moyens mis à disposition des chercheurs (un secrétariat, un centre de documentation et des mises à niveau en informatique ou en mathématiques appliquées aux SHS), le DER a un aspect à la fois d'UER et de centre de recherche sans mur. Seuls le secrétariat et le centre de documentation sont logés dans un préfabriqué. La pénurie de locaux mis à disposition pour la recherche et pour l'enseignement est récurrente depuis la création de l'université de Pau. Les quarante ans de chantiers ont été l'aboutissement de luttes internes entre disciplines mais aussi entre l'université et le ministère.

132

Créer une université suppose des moyens, un fonctionnement et des perspectives d'évolution de ces moyens. Dès 1978, Serge Arné écrivait dans *Pays* les difficultés financières rencontrées par le DER mais également par l'Université de Pau. Lenteur administrative ou manque de volonté ministérielle, le fait est que la recherche en SHS se développe à la manière des sciences dites dures en trouvant ses moyens de fonctionnement avec des contrats locaux et, par la suite, des contrats nationaux.

UN ESPACE POSSIBLE D'ÉMANCIPATION DE LA RECHERCHE

Cette période de mise en place a permis des innovations pour l'enseignement avec un enseignement à caractère pluridisciplinaire : ainsi des formations en milieu rural, en langues appliquées, en musique, en mathématiques et sciences sociales, en éducation physique et sportive sont communes aux trois UER, sans oublier l'université du troisième âge.





Pour la recherche, le DER a joué le jeu pendant un temps et a produit des actes de séminaires et des colloques régionaux et pluridisciplinaires. Cependant, il ne structure pas toutes les recherches en SHS. Les recherches concernent en majorité des chercheurs de l'UER Lettres, tandis que les sciences juridiques et économiques sont peu représentées parce qu'elles ne constituent pas de groupe de recherche à part entière au sein du DER (leurs adhésions à ce dernier étant individuelles). Les sciences juridiques et économiques apparaissent sur la liste des recherches individuelles et dans les familles de disciplines indiquées dans le rapport d'activité 1971-1972³ :

- « Sciences de la terre : naturaliste, biogéographe, géomorphologue, préhistorien ;
- Sciences historiques : archéologue, hispaniste, angliciste, historien, historien du droit ;
- Sciences humaines, économiques et juridiques : ethnologue, diététicien, géographe, sociologue, juriste, économiste ».

La structure de laboratoire de recherche sans mur a favorisé l'autonomie d'une partie de la recherche en SHS au sein du DER et ce pour trois raisons : pas ou peu de hiérarchie dans les groupes de recherche, des recherches financées par des contrats et enfin des embauches de personnel à la discrétion des responsables.

Les statuts des responsables des groupes de recherche en 1972 donnent à voir une très grande diversité ainsi qu'une certaine émancipation par rapport au modèle académique. Ainsi, des contractuels (sans statut), des chargés de cours, des assistants, des maîtres-assistants et des maîtres de conférences sont responsables de groupes de recherche et de leur propre recherche. Sur les seize responsables, il n'y a que trois professeurs et deux chercheurs CNRS. Le groupe « sciences humaines économiques et juridiques » sera le point de départ d'une évolution de l'organisation du DER. À l'initiative d'un enseignant-chercheur, le Laboratoire de recherches industrielles et urbaines (LRIU) est créé

3 - « Rapport d'activité 1971-1972 », *op. cit.*



au sein du DER. Dès 1971, un document confidentiel⁴ présente son bilan et ses perspectives pour 1973-1974, à savoir l'embauche de chercheurs et surtout la nécessité de rattachement au CNRS.

Les programmes de recherche se sont précisés : commerce, emploi, démographie, besoins en formation, etc. Mais ils restent encore attachés à la commande locale de l'agglomération de Pau, des Chambres de commerce de Pau et de Tarbes, des Assedic, du Bassin de l'Adour, de la Caisse du Crédit Agricole de Pau ou encore de la société Aquitaine chimie. Le thème « commerce » bénéficie d'apports nationaux de la Direction du Commerce Intérieur, tandis que la formation reçoit des apports du Comité Interministériel de la Formation Permanente. L'organigramme comporte un responsable maître de conférences et une dizaine de chercheurs ou de collaborateurs techniques sans statut à temps plein ou partiel, rémunérés sur les contrats de recherche. L'argumentaire développé pour un éventuel rattachement au CNRS décrit une situation d'isolement scientifique, une dépendance forte aux contractants et une grande précarité de financement pour les personnels de recherche.

134

LES PÉRIODES DE CRISES ENTRE CONSOLIDATION ET DÉSTRUCTURATION

De 1971 à 1981, la masse salariale fut importante. Grâce aux projets de recherche obtenus par quelques-uns, il faut pouvoir rémunérer les neuf chercheurs, les collaborateurs techniques et le fonctionnement de la recherche. Peu à peu, les contractants locaux et nationaux réduisent leurs apports financiers en raison de la crise économique de 1975, ce qui occasionne des blocages dans tous les laboratoires de France. Des mouvements syndicaux internes au CNRS au niveau national revendiquent alors une intégration des « hors-statuts ».

À Pau, le Président de l'université donne un ultimatum au responsable du laboratoire : il faut intégrer les « hors-statuts » ou bien licencier ces contractuels de l'Université rémunérés sur les contrats

4 - Rédigé par Xavier Piolle, géographe et directeur du LRIU.



qu'ils ont eux-mêmes obtenus. Ainsi, après plusieurs négociations à différents niveaux entre la Présidence, le Ministère et le CNRS, les chercheurs « hors-statut » sont intégrés comme ingénieurs ou techniciens selon la grille du personnel de recherche CNRS. Devant l'insistance des syndicats, le ministère met fin à une conjoncture chaotique en créant en 1985 le statut d'ingénieur et personnel technique et administratif de recherche et de formation. Cette mise en adéquation entre la recherche universitaire et les personnels appropriés est alors une opportunité pour consolider et développer la recherche centrée sur la région en relation étroite avec les besoins de développement économiques et sociaux.

En même temps, les conséquences de politiques locales floues, tiraillées entre les intérêts du Béarn et du Pays basque, les problèmes ou les questions posés par le département bicéphale des Pyrénées-Atlantiques avec l'attraction de la côte basque pour Bordeaux, comme les pressions politiques que cette situation entraîne au niveau de la Région et de l'Université de Bordeaux, consolident et déstructurent l'Université de Pau et des Pays de l'Adour. Très vite, Bordeaux installe une formation en sciences juridiques à Bayonne, le multi-site se met en place avec des formations décentralisées sur la côte basque, les Landes et les Hautes-Pyrénées en créant des doublons et une pénurie structurelle en postes d'enseignants-chercheurs. Il faut résoudre simultanément les problèmes liés à l'intégration des personnels enseignants et de recherche, intégrer les Instituts Universitaires de Technologie (IUT) dans l'Université, accepter l'implantation de l'Institut d'Administration des Entreprises (IAE), des « parachutages » de laboratoires CNRS en sciences biologiques, récupérer l'antenne CNRS en archéologie et ouvrir un enseignement en Sciences et Techniques des Activités Physiques et Sportives (STAPS) sans locaux ni enseignants. À ces injonctions diverses s'ajoute la mission de maîtriser les transformations : le changement des UER en UFR, le changement de l'IURS en Centre Universitaire de Recherches Scientifiques (CURS) puis la suppression de ce dernier pour laisser place à un service de recherche rattaché à la Présidence de l'université et à des commissions recherches par UFR, etc.



L'université de Pau n'a donc pas connu beaucoup de répit. Elle est une constellation sans centre de gravité, car ce dernier est toujours remis en question soit par le ministère, soit par la Région, soit en interne... Aujourd'hui, le retour au modèle de fonctionnement par collège est le résultat d'une longue route chaotique. C'est donc dans cette conjoncture, faite de courtes périodes de stabilité et de petits ou grands remaniements, que se sont développées des initiatives pour mener des recherches pluridisciplinaires non sans quelques péripéties. Les politiques fluctuantes du Ministère, la structure éclatée de l'Université et l'idéologie normative toujours présente ont peu à peu rigidifié l'ensemble des rapports hiérarchiques et des choix de recherche. Elles ont favorisé en interne des querelles disciplinaires entre sciences dites dures et les autres à propos de la valeur des recherches. Elles ont exacerbé des ambitions disciplinaires et créé l'opportunité de mettre en place une structure plus importante labellisée par le CNRS : un institut pour la géographie.

136

Ainsi, la période allant de 1981 à 1986 fut celle de la reproduction d'une structure de recherche hiérarchisée et disciplinaire. La restructuration de l'organigramme et des tâches s'est faite par « dégraissage ». En effet, les enseignants-chercheurs non intéressés par les nouveaux programmes de recherches ont quitté l'équipe, les ingénieurs jugés caractériels, invisibles ou jargonneurs ont été remis à disposition de l'Université.

UNE VISION ET DES COURANTS DE LA RECHERCHE EN SHS

Les assistants, maîtres-assistants, chercheurs « hors-statuts », chargés de cours et de recherche ont développé des visions et des pratiques de la recherche en décalage par rapport à celles des enseignants-chercheurs issus pour la plupart de l'Université de Bordeaux. Leur vision s'oppose aux courants normatifs de la recherche en science humaine. Ils se situent dans « des courants idéologiques divers préexistants à mai 68 qui produisent divers phénomènes de politisation et d'interrogation de la vision macrosociale et microsociale, des sciences de l'homme » (Lourau, 1997).





De manière consciente ou inconsciente, à Pau comme dans d'autres universités, certains pratiquaient l'analyse institutionnelle comme méthode de travail scientifique « mettant l'accent sur la description des conditions de recherche, sur l'implication permanente et non plus ponctuelle, dans le lien entre implication et institutionnalisation » (Lourau, *op. cit.*). Le terrain de recherche était régional mais la finalité de la recherche était d'apporter des réponses aux questions de société. À Pau, les chercheurs « hors-statut » ont produit des méthodes et des résultats de recherche qui ont intéressé la communauté scientifique au travers de séminaires et de colloques nationaux ou internationaux. Cette reconnaissance a permis l'obtention d'appels d'offres nationaux auprès du Ministère et du CNRS. L'émancipation de ces chercheurs et ingénieurs reposait donc sur une liberté intellectuelle et sur une autonomie d'action ; conditions nécessaires pour mettre en place un dispositif de recherche où les idées sont mises à l'épreuve.

Cette émancipation, produite en son temps par les fractures opérées par mai 68, a été confortée par la crise économique des années 1970. Elle s'est donc installée dans les interstices d'un contexte flou et mouvementé où la conversion de chercheur « hors-statut » en ingénieur type CNRS, puis Ingénieur d'études au ministère des Universités, a permis de doter l'université d'un personnel nouveau (reconnu en 1985) dont elle avait besoin pour répondre à la demande de recherche ministérielle. Cela a surtout permis aux SHS de se structurer en laboratoires ou centres avec du personnel à temps plein recherche.

Ainsi l'émancipation de la recherche et la dispersion des ex-« hors-statuts » dans des centres de recherche différents – à savoir le Centre de Recherche en Économie et Environnement (CREEN), le Centre de Biologie des Écosystèmes d'Altitude (CBEA) ou le Centre de Recherches Sociologiques (CRS) – ont offert la possibilité de mener des recherches pluridisciplinaires entre ces trois centres de recherche et de développer des collaborations au sein de l'université et à l'international. En 2002, trois ingénieurs intègrent le centre de recherche d'histoire, déjà pluridisciplinaire, appelé Identités



Territoires Expressions Mobilités (ITEM). Les collaborations mises en place ont abouti à une recherche et une formation dans le cadre d'une Action de Coopération Internationale (ACI) avec l'Université d'Athènes en Géorgie (États-Unis).

CONCLUSION

L'histoire récente de ces quarante dernières années apporte des éléments qui permettent d'établir une chronologie de la mise en place de l'Université de Pau et des Pays de l'Adour et de sa lente déconstruction. La mise en cohérence des divers éléments et niveaux de transformation opérés par les acteurs nationaux et locaux permet de cibler, à travers un mouvement pendulaire, les temps propices à l'émancipation et au retour de la normalisation de la recherche en SHS dans l'histoire de l'université de Pau. Les périodes d'arrêt de l'émancipation de la recherche en SHS correspondent aux périodes où le pilotage de la recherche se fait par le haut, c'est-à-dire par contraintes de fusion après avoir demandé la pluridisciplinarité. Cela a pour conséquences la stérilisation de la créativité et la perte des données, des protocoles de recherche, de la documentation et des archives qui constituent la base indispensable pour une recherche sérieuse. La recherche en SHS ne peut se développer tant que l'humain et les phénomènes sociaux en tant qu'objets de recherche seront soumis aux mêmes conditions de résultat que les sciences dites exactes. En effet, les projets ont besoin de s'installer dans un temps relativement long. Les données collectées et les résultats obtenus constituent une matière à réutiliser et à réactualiser au cours du temps. Ainsi un centre de recherche ou un laboratoire en SHS ne peut être soumis à des changements thématiques tous les ans puisque c'est dans la durée que les résultats sont pertinents pour la demande sociale.



BIBLIOGRAPHIE

Bibliographie générale :

Arné Serge, « L'université de Pau et des Pays de l'Adour », *Pays*, n° 14, octobre 1978.

Loureau René, *La clé des champs, une introduction à l'analyse institutionnelle*, Paris, Anthropos, 1997.

Sources documentaires :

Archives personnelles de Mme Monique Barrau, 1971-1979.

Cahiers des comptes rendus du conseil du DER, 40 p.

Rapport d'activité du DER, 25 p.

Rapport d'activité du LRIU, 1973-1974, 6 p.







PARTIE II

MÉDIAS ET COURANTS MINORITAIRES







LES MÉDIAS LOCAUX EN LANGUE BASQUE, HIER ET AUJOURD'HUI

Eneko Bidegain
Chercheur et enseignant
Mondragon Unibertsitatea

L'objectif de cette communication est de faire le tour des médias locaux publiés en langue basque à travers tout le Pays Basque, pour voir leurs particularités en tant que médias participatifs et leur contribution à la revitalisation et la diffusion de la langue basque. Quand on parle de médias locaux, à l'échelle du Pays Basque, on évoque des médias communaux ou intercommunaux. Au total, nous avons recensé 92 médias (Bidegain, Zuberogoitia, et Egaña 2014), en Pays Basque. Il s'agit, essentiellement, d'hebdomadaires, de mensuels, mais il y a aussi quelques quotidiens ou trimestriels, ainsi que des radios locales, des chaînes de télévision ou des sites Internet. Concernant les sites web, il faut préciser que nous évoquons uniquement les médias consacrés entièrement au net. La plupart des publications papier ou des radios ont leur propre site Internet.

LES PREMIERS PAS, EN PAYS BASQUE NORD

Depuis quand avons-nous des médias locaux en basque ? Il faut remonter à 1887, l'année de création de l'hebdomadaire *Eskualduna* (Hiriart-Urruty 2004). C'était un hebdomadaire dont la rédaction se trouvait à Bayonne, mais qui donnait des informations des villages du Pays Basque nord, grâce à un important réseau de correspondants.



Avec plus de 7 000 exemplaires vendus, ce journal était le journal le plus lu du Pays Basque nord et était quasiment hégémonique en Pays Basque intérieur. Journal catholique et ouvertement de droite, il avait été interdit en 1944.

Dans les mois suivants, l'aile progressiste de la rédaction d'*Eskualduna* avait pris le relais de ce journal en créant *Herria*, hebdomadaire qui continue à être publié, à ce jour.

Il faut attendre les années 1980 pour avoir des radios en langue basque. Sur ce domaine aussi, les pionniers se trouvaient en Pays Basque nord, avec la création de Gure Irratia au Labourd en 1981, d'Irulegiko Irratia en Basse Navarre et Xiberoko Botza en Soule en 1982. Ces radios offrent l'information et la programmation générales ; cependant, la programmation locale est très importante : les nouvelles des villages, la proximité avec les auditeurs, la possibilité de réaliser des émissions ou d'y participer, les annonces des fêtes de villages ou des animations locales, les petites annonces, etc.

L'IMPULSION DES ASSOCIATIONS LOCALES EN FAVEUR DE LA LANGUE BASQUE

Dans les années 1990, en Pays Basque sud et notamment en Biscaye et Guipuscoa, sous l'impulsion des associations locales en faveur de la langue basque, plusieurs mensuels ont vu le jour (Arantzabal Arrieta 2008). Il s'agissait, en général, de mensuels communaux (mais pas municipaux, sinon associatifs). Ces publications offraient des nouvelles extrêmement locales, contrairement au journal *Herria* et les radios Gure Irratia, Irulegiko Irratia et Xiberoko Botza (précédemment citées) qui ne réservent pas leurs pages ou leur programmation exclusivement à l'information locale et où une information locale peut être lue ou écoutée dans l'ensemble du territoire de diffusion (le Pays Basque nord dans son ensemble ou une province, selon les cas). Si les informations locales sont publiées ou diffusées dans les médias du Pays Basque nord, chaque commune n'a droit qu'à quelques minutes ou à une demi-colonne. Par contre, les hebdomadaires ou mensuels locaux créés dans les années 1990 en



Pays Basque sud permettent à chaque commune pourvue de journal local de voir les informations la concernant amplement développées. En effet, quand les journaux ont été créés uniquement pour un village ou une région, les habitants de ces villages ou régions se sont retrouvés avec une quantité d'information inédite.

Les précurseurs de ces médias se trouvent à Arrasate (Guipuscoa). Ils avaient créé le journal *Arrasate Press* au début des années 1990. C'était les premiers à utiliser les nouvelles technologies de P. A. O. (Publication Assistée par Ordinateur) ; mais ils étaient également les précurseurs de l'information de proximité en langue basque, avec une quantité considérable de nouvelles. C'était un pas très important. Après Arrasate (Arana et Zuberogoitia 2012), d'autres villages ou intercommunalités ont pris le relais et ont créé leurs propres journaux locaux. En l'espace de quelques années à peine, tous les villages ou cantons de la zone bascophone (presque toute la Biscaye, tout le Guipuscoa et le nord de la Navarre) du Pays Basque Sud se sont trouvés avec un journal local en langue basque. Même les habitants du Pays Basque nord et de la province de l'Alava ont des médias d'information locale en langue basque, bien que ces médias soient d'échelle provinciale.

PARTICIPATION CITOYENNE

Il y a donc une grande quantité de publications qui fait la richesse de la presse en langue basque. Cette proximité permet aussi la participation de la population dans la production d'articles ou d'émissions. Les journaux réservent des colonnes à quiconque veut écrire sur un sujet qui lui tient à cœur ou donner une information spécifique. Évidemment, ces médias ont un groupe de salariés (qui peut aller de deux salariés à une soixantaine d'employés, selon l'importance des médias), mais leur particularité est que des dizaines voire des centaines de citoyens saisissent l'opportunité de publier leurs contenus, que ce soit des articles, des photos ou des vidéos. Cette participation est facilitée, de nos jours, par l'accès à l'Internet, le web 2.0 et les (déjà pas si) nouveaux outils de communication.





Chacun peut créer un compte dans le site web du journal de son village ou de son canton. Une fois ce compte créé, chacun peut publier du contenu dans le site web du journal (rubrique spécifique dédiée aux collaborateurs citoyens) : cela peut être le compte rendu d'un concert ou d'un match de football, l'annonce d'une manifestation culturelle, des photos ou vidéos d'un événement...

Ces informations publiées par les citoyens peuvent arriver à être affichées dans la page principale du site web, c'est-à-dire parmi les articles rédigés par les rédacteurs professionnels du journal. Bien sûr, le journal a des éditeurs qui lisent tous les contenus fournis par les bénévoles et qui décident, s'ils l'estiment opportun et après vérification de l'information, de rediriger un ou plusieurs articles vers la page principale. Un article d'un bénévole peut même devenir, en théorie, le sujet de Une.

Cette proximité et cette participation citoyenne font que ces médias locaux arrivent à de très grands taux de pénétration dans l'audimat local. D'après des calculs et des sondages réalisés en 2013 (Bidegain, Zuberogoitia et Egaña, 2014), nous avons constaté que ces publications en langue basque ont près de 400 000 profils lecteurs cumulés, dans l'ensemble du Pays basque.

FRAGILITÉ DU PAYSAGE MÉDIATIQUE BASQUE

Néanmoins, il faut relativiser ce succès. En général, ce ne sont pas des médias quotidiens. Donc ce n'est pas suffisant pour concurrencer les quotidiens en français ou en espagnol qui offrent aussi les informations locales.

Il y a donc une force, mais aussi une fragilité. Cette fragilité n'est pas due uniquement à la faible fréquence de publication, mais aussi à la fragmentation. Le secteur des médias en langue basque est un secteur très localisé, mais très divisé. Effectivement, il existe bien plus d'une centaine d'entreprises qui travaillent dans le domaine des médias basques, mais il s'agit souvent de très petites entreprises ou d'associations, par conséquent ce sont des médias faibles, qui ont du



mal à arriver à la fin du mois, à trouver des financements, où le peu de salariés doit se charger de toutes les tâches...

Il est vrai que cette fragmentation s'est atténuée ces dernières années, dans certaines vallées ou bassins de vie du Pays Basque. C'est le cas de la région d'Arrasate (région Debagoiena). Chaque ville et village (Bergara, Oñati, Eskoriatza, Aretxabaleta, Arrasate, etc.) avaient son propre journal, souvent un mensuel. Au début des années 2000, sous l'impulsion de certains membres du milieu associatif et de ces journaux, ces médias communaux s'étaient regroupés en un seul hebdomadaire dénommé *Goiena*. Ce regroupement ne s'était pas effectué sans inquiétudes de la part des petits journaux locaux, mais finalement, le bilan a été très positif car *Goiena* est de loin le journal ayant le plus grand nombre de lecteurs dans la vallée. *Goiena* publie deux numéros par semaine, dont un est distribué gratuitement à tous les habitants ayant donné leur accord, et l'autre par abonnement. Au-delà du produit papier, *Goiena* a aussi une chaîne de télévision ainsi qu'un site Internet très développé, 48 salariés, des centaines de participants, une hausse de la publicité et des subventions... L'opération de regroupement a été un succès pour la langue basque dans la vallée de Debagoiena.

Ces dernières années, d'autres régions se sont inspirées de l'expérience de *Goiena*, comme les régions de Tolosa, du grand Bilbao ou de Sakana. Mais d'autres tentatives de regroupement ont échoué dans plusieurs autres régions.

CONCLUSION : NÉCESSITÉ D'UNE COMPLÉMENTARITÉ

Les médias locaux, regroupés ou non, offrent une information essentielle pour les citoyens. Les gens ont besoin de connaître les nouvelles de proximité : les événements locaux, les faits divers, mais surtout, les services. Cependant, ces médias centrés uniquement sur l'information locale ne nourrissent pas tous les besoins informatifs de leur public. En clair, le public doit concourir à d'autres titres ou médias pour avoir accès aux informations générales (nationales, politiques, économiques, culturelles, internationales...).





D'une part, les médias locaux en langue basque se limitent à l'information de proximité, et, d'autre part, les médias en langue basque d'information générale ne couvrent pas l'information locale. En conséquence, il n'existe pas, en langue basque, de média proposant, en même temps, les informations locales et générales. Donc, la presse en langue basque est fragilisée parce qu'il y a des médias beaucoup plus puissants en français et en espagnol, financièrement, en termes de nombre de salariés, de pluralité de sujets traités, etc.

Pourtant, l'ensemble du milieu médiatique en langue basque a un fort potentiel (« Euskal hedabideen sektorearen datuak » 2016) : des centaines de salariés, de lecteurs, des centaines de journalistes free-lance, des milliers de bénévoles, un savoir-faire, une qualité de traitement d'information, une proximité avec les acteurs locaux, la participation citoyenne, etc. L'enjeu du secteur des médias en langue basque serait de trouver une stratégie pour que ce secteur se renforce en couvrant les besoins de tous les lecteurs.

BIBLIOGRAPHIE

Arana Goio et Zuberogoitia Aitor, « Goiena Komunikazio Taldea : Tokiko Talde Multimedia Baten Kasu-Azterketa », *Uztaro*, n° 83, 2012, p. 71-90.

Arantzabal Arrieta Iban, « Tokiko Hedabideek Etorkizun Handia Dute », *Bat : Soziolinguistika Aldizkaria*, n° 68, 2008, p. 103-114.

Bidegain Eneko, Zuberogoitia Aitor et Egaña Txema, « Euskarazko Tokiko Hedabideen Erradiografia », *Komunikazio Eremuak - Espacios de Comunicación*, Bilbo : AE-IC, 2014, p. 452-465.

« Euskal hedabideen sektorearen datuak », dans *Zuzeu* (blog). URL : <https://zuzeu.eus/euskal-herria/euskal-hedabideen-sektorearen-datuak/> (consulté le 17/10/2016).

Hiriart-Urruty Jean, *Ni Kazeta-Egilea Naiz. Artikulu, Berri, Istorio*, édition de Xabier Alzibar, Bilbao : Labayru ikastegia. Bilbao Bizkaia Kutxa Fundazioa, 2004.



EHUZU : UN MÉDIA COMMUNAUTAIRE D'ÉTAT ?
PRESSE OFFICIELLE, JOURNALISTES-GRIOTS
ET LE RENOUVEAU DÉMOCRATIQUE AU BÉNIN¹

Tobias Étienne-Greenwood
Docteur en Sociologie, UMR PASSAGES
Université de Pau et des Pays de l'Adour

Le jour de mon arrivée, je déjeune dans la buvette Marie-Madeleine, à deux pas de l'Office de presse. Je ne sais pas encore qu'il s'agit du repère des journalistes de *Ehuzu* et de *La Nation* depuis des temps immémoriaux. Quelques personnes sont déjà attablées, se rafraîchissant avec quelques rasades de Béninoise². Maurille Gnassounou, le secrétaire de rédaction, aussi mon contact initial au journal, arrive accompagné d'un photoreporter. Alors que Marie-Madeleine leur dépose, avec la nonchalance qui sied aux commerçantes, les précieux breuvages, un homme accoudé au comptoir interpelle les deux journalistes. Il s'emporte en raison d'un article qui cite des propos tenus par Rosine Soglo, ancienne première dame, qui appelle à « ne pas voter pour celui qu'on ne connaît pas », sous-entendant par-là, le *yovo*³, Lionel Zinsou. Les deux compères restent stoïques tandis que

1 - Cette communication présente une partie des recherches effectuée pour l'obtention de notre master en Sciences Politiques – Études africaines en 2016. Tobias Étienne-Greenwood, « *Ehuzu* et *La Nation*, organes du Renouveau Démocratique. Enquête sur un espace public scripturaire en transition », mémoire de master, Université Paris-1 Panthéon-Sorbone, 2016.

2 - La bière nationale.

3 - Le « blanc » en fon, la langue vernaculaire du sud du Bénin. Ici, le terme est



le sang monte à la tête du badaud qui leur rappelle qu'ils ont une ligne éditoriale à respecter. *La Nation* est un « journal de séminaires », affirme-t-il ; pas de commentaires, « ce que vous faites là, ça va pas », ajoute-t-il. Après ces quelques éclats de voix, la tension redescend, l'homme avale son ultime gorgée, allonge un billet de 1 000 FCFA, récupère sa monnaie et quitte les lieux sans rien ajouter.

UN QUART DE SIÈCLE APRÈS *EHUZU*, *LA NATION* OU LA FORMATION D'UN MÉDIA COMMUNAUTAIRE

À la fin des années 1980, le régime militaro-marxiste de Mathieu Kérékou au Bénin est balayé sous le poids conjugué du Plan d'Ajustement Structurel du Fond Monétaire International, des contestations populaires et d'un centralisme démocratique lézardé par les dissensions. Au début de l'année 1990 se tient la Conférence Nationale des Forces Vives de la Nation afin de sortir de la crise. Quels rôles pour la presse dans cette transition ? La presse privée africaine de ces années a joui d'une attention particulière et sa responsabilité dans l'ébranlement de nombreux régimes n'est pas à remettre en doute⁴. La presse officielle a, quant à elle, longtemps été dénigrée en raison de sa compromission avec les régimes autocratiques africains, dépeinte sous les traits du griot qui chante les louanges du pouvoir⁵. Ce portrait est bien trop manichéen. Force est de constater, du moins dans le cas de *Ehuzu*⁶, que cette affirmation ne rend pas justice aux engagements et aux sacrifices consentis par les plumitifs de la presse officielle béninoise puisqu'un quart de siècle après, les Béninois lisent le journal gouvernemental. Plus intéressant encore, ils en connaissent la teneur sur le bout des doigts, plus que les journalistes eux-mêmes

150

même synonyme d'étranger.

4 - Pour notre cas béninois (et nigérien) : Marie-Soleil Frère, *Presse et démocratie en Afrique francophone. Les mots et les maux de la transition au Bénin et au Niger*, Collection « Hommes et sociétés », Paris, Karthala, 2000.

5 - Francis B. Nyamnjoh, *Africa's Media, Democracy, and the Politics of Belonging*, London / New York, Zed Books, 2005.

6 - « *Ehuzu* » signifie en fon « changement », un équivalent de « Révolution ».





apparemment. Le journal séduit au point de susciter l'opinion outrée du lecteur. D'où provient cet intérêt pour la feuille gouvernementale ? Se peut-il que ce journal d'État ait participé à l'œuvre de critique et d'émancipation de la transition ? Et alors, peut-on parler, à propos de *Ehuzu* et de *La Nation*, de « média communautaire » au sens où l'entend l'Unesco⁷ ?

La définition du média communautaire par l'Unesco me semble caricaturale. D'une part, elle restreint drastiquement le champ de ce qui peut être considéré comme un média communautaire, à savoir les radios locales ou l'Internet qui sont, en fait, les médias disposant de l'audience potentielle la plus large et, éventuellement, la moins « communautaire ». D'autre part, la définition pose ces médias comme une troisième voie, entre les médias publics et les médias commerciaux, voire les réseaux sociaux. Or, la réalité est bien plus fluide et les organismes de presse demeurent des entreprises soumises à une double dépendance politique et économique⁸. Une autre pierre de touche est la notion de « responsabilité », finalement très diffuse. La question consiste donc à déterminer ce que l'on peut considérer comme un média communautaire et comment ceux-ci peuvent participer à l'œuvre quotidienne de la critique et de l'émancipation ; et surtout critique et émancipation à l'égard de quoi et de qui ? Le média communautaire n'est-il pas plutôt celui qui fait appel à des formes de communication propre à chaque contexte d'énonciation ?

7 - Les médias communautaires sont des médiums « radiodiffusés ou en ligne, [qui] sont essentiels pour assurer le pluralisme des médias et la liberté d'expression, et constituent un indicateur d'une société démocratique en bonne santé. En tant qu'alternative aux médias publics et commerciaux, sans oublier les réseaux sociaux, ils se caractérisent par la participation des communautés qu'ils servent, ainsi que leur responsabilité vis-à-vis de celles-ci. Ils sont davantage axés sur les questions d'intérêt local et facilitent la création de plateformes de débat et de discussion. Unesco, « Viabilité des médias communautaires », Unesco, 14 octobre 2016. URL : <http://fr.unesco.org/themes/viabilite-medias-communautaires> (consulté le 21 février 2017).

8 - Patrick Champagne, « La double dépendance. Quelques remarques sur les rapports entre les champs politique, économique et journalistique », *Hermès, La Revue*, n° 1718 (1995) : p. 215-229.





Sans aller aussi loin dans l'Histoire et dans la diversité des formes de communication, je propose d'analyser un média étatique béninois⁹ comme un média communautaire, vecteur de critique, d'émancipation, mais aussi de débats, qui négocie de façon permanente avec un pouvoir déliquescant. *Ehuzu* puis *La Nation* puisent dans un double contexte d'énonciation. D'abord, par une logique de l'extraversion via l'importation que constitue la technologie de la presse dans l'Afrique coloniale puis post-coloniale, et les pratiques professionnelles afférentes. Ensuite, par logique d'introversion, puisque dans les pages du journal jaillissent des logiques culturelles et politiques proprement béninoises, par l'usage de langues locales ou simplement parce que la production journalistique compose avec une propagande et une censure ambivalente d'un État révolutionnaire qui vit ses dernières heures. Communautaire, le journal l'est également par le fait qu'il est le seul distribué sur toute l'étendue du territoire béninois grâce à des abonnements imposés (et souvent impayés) aux institutions et aux entreprises parastatales. En outre, à l'inverse de ses concurrents privés qui commencent à apparaître à la fin des années 1980, il respecte une périodicité quotidienne. En cela, il participe de la production d'une « communauté », d'abord « révolutionnaire » puis « démocratique ».

152

L'ÉCONOMIE SCRIPTURAIRE AU QUOTIDIEN

Dans les thématiques que les journalistes développent, ces derniers doivent constamment jouer avec la *stratégie* propagandiste et la censure du pouvoir en développant des *tactiques* d'escapisme¹⁰. Cette

9 - Comme dans de nombreux autres États africains, le pouvoir béninois s'est très vite doté d'une agence de presse, d'une station radio et d'une feuille pour communiquer, informer, conscientiser et, selon les régimes au pouvoir, faire office d'organe de propagande.

10 - Michel de Certeau, *L'invention du quotidien. 1. Arts de faire*, Nouvelle éd., Folio essais (Paris, Gallimard, 2010). La stratégie est alors « le calcul (ou la manipulation) des rapports de force qui devient possible à partir du moment où un sujet de vouloir et de pouvoir (une entreprise, une armée, une cité, une institution scientifique) est isolable. Elle postule un lieu susceptible d'être circonscrit comme un propre et d'être la base d'où gérer les relations avec une extériorité de cibles ou de menaces »





stratégie et ces tactiques s'éprouvent aussi bien dans la matérialité du journal, dans la production journalistique que dans le « militantisme professionnel » des rédacteurs du journal.

*L'ambivalence de la stratégie propagandiste :
entre coercition et ajustements*

Ehuzu est l'« organe du militantisme révolutionnaire », par conséquent, sa principale raison d'existence est d'organiser la propagande du régime et de diffuser la doxa révolutionnaire, non pas par conviction mais par vocation.

Cette vocation résulte autant de la structure du champ médiatique que d'un devoir d'information. Historiquement, *Ehuzu* se situe à la croisée d'un double héritage : d'une part, des feuilles qui l'ont précédé comme organes du pouvoir depuis l'indépendance : l'hebdomadaire *Daho-Express*, et le quotidien *Aube Nouvelle* ; d'autre part, de *Handoria*, le défunt journal du Parti de la Révolution Populaire du Bénin (PRPB). C'est donc en partie par défaut que *Ehuzu* a été investi de cette optique propagandiste. Dans un pays où le Parti se confond avec l'État, il est naturel que la majorité de l'information couvre ses activités. Ce positionnement éditorial ne se réduit pas à une adhésion à l'idéologie révolutionnaire mais résulte aussi des contraintes matérielles qui pèsent sur la production journalistique béninoise. Le manque de moyen pour les déplacements contraint la rédaction de *Ehuzu* à se restreindre aux événements de proximité, situés à Cotonou (la capitale économique), Porto-Novo (la capitale politique) ou Ouidah (une autre ville importante de la côte), souvent avec la bonne grâce des dirigeants qui acceptent de les y emmener. Si propagande il y a, elle doit se trouver dans le fond

(p. 59). La tactique, quant à elle, « n'a pour lieu que celui de l'autre. [...] Elle est mouvement [...] elle n'a donc pas la possibilité de se donner un projet global ni de totaliser l'adversaire dans un espace distinct, visible et objectivable. Elle fait du coup par coup. Elle profite des occasions et en dépend, sans base où stocker des bénéfices, augmenter un propre et prévoir des sorties. [...] Il lui faut utiliser, vigilante, les failles que les conjonctures particulières ouvrent dans la surveillance du pouvoir propriétaire » (p. 60-61).



des articles et non dans la forme du journal. Or, une bonne partie des articles propagandistes publiés par le journal n'est pas une production de ses rédacteurs mais celle de la Direction de l'Information et de la Propagande (DIP). Ainsi, les « Commentaires » sont des tribunes qui rappellent la ligne du Parti et exhortent à un raffermissement de l'idéal révolutionnaire. Ils accompagnent tous les grands événements de la vie nationale. Mais, la transition avançant, leur fréquence diminue graduellement jusqu'à disparaître complètement.

La propagande est saillante quand elle touche aux activités des caciques du régime à tel point que « l'espace public moderne semble alors être redevenu « l'espace public de représentation » de l'époque médiévale, époque durant laquelle les élites se donnaient en spectacle aux masses, tout en utilisant les lieux publics pour communiquer entre elles » (Peter Dahlgren *et al.*, 2013, p. 251). Deux rubriques sont consacrées au Président Kérékou : les « Messages au/du chef de l'État » et les « Audiences du chef de l'État ». Dans un cas comme dans l'autre, il s'agit de montrer l'étendue des relations du pouvoir, de démontrer la centralité du personnage de Kérékou tant au niveau national qu'international. Les messages sont lapidaires et les descriptions des audiences demeurent factuelles. Ce sont les individus qui comptent. Pour les secondes, les journalistes relatent les déclarations de l'invité qui se confond toujours en louanges et en remerciements pour le « grand camarade de lutte ». L'article est souvent illustré par une photo qui respecte des codes iconographiques très stricts : costume occidental ou chemise Mao de rigueur, poignée de main et, surtout, légère inclinaison du visiteur devant le Caméléon¹¹.

Une autre tendance de la propagande consiste à ne pas couper la parole du pouvoir. Les discours dans les assemblées ou dans les meetings sont retranscrits *in extenso* dans le journal. Ces discours écrits, diffusés plusieurs fois par jour sur la radio nationale par ailleurs, confèrent au Verbe une vertu performative et agissent comme un témoin des volontés du pouvoir. La mise en scène de la parole et de l'action du gouvernement est aussi l'occasion d'évoquer, sur un mode euphémisé,

11 - Surnom de Kérékou.



les divisions scissipares qui traversent le pouvoir. Régulièrement, les comptes rendus des organisations du Parti dénoncent des cas de détournements de fonds impliquant sanction financière, destitution et arrestation, parfois même avant que l'enquête ne soit engagée et la culpabilité prouvée. De cette façon, les membres du PRPB se parent des habits de l'administrateur zélé, dévoué à la tâche, œuvrant constamment pour le développement et l'émancipation de son pays.

La censure permissive

Habituellement, la censure est perçue comme une odieuse atteinte à la liberté d'expression ou comme une agression contre la liberté de penser. Pourtant, il serait naïf de la caricaturer ainsi. Elle s'exerce avec une intensité différente d'un champ de production à l'autre et d'un individu à l'autre. Néanmoins, l'exercice de la censure est un bon indicateur de la mainmise de l'État sur la production culturelle. Que la censure se relâche et certains observateurs pourraient y voir une marque de faiblesse ou, au contraire, d'ouverture du régime. Que la censure frappe aveuglément et cela peut être le signe d'une radicalisation du régime ou bien d'une fuite en avant du pouvoir.

Tous les journalistes n'ont pas fait la même expérience de la censure. La génération la plus ancienne, la « cohorte révolutionnaire », qui a fait ses armes dans les années 1970 se rappelle d'une chape de plomb qui pèse sur leur plume. Dans les périodes radicales de la Révolution, les responsables de publication sont contraints de fournir une épreuve de l'édition du jour à la DIP et, en retour, celle-ci les invite à effectuer des corrections. À l'occasion, les censeurs peuvent se rendre directement à la rédaction, mais au final la responsabilité de la correction repose toujours sur la décision du directeur de publication. Certaines publications sont parfois interdites, mais la porosité des frontières avec le Togo et le Nigeria permet d'outrepasser facilement ces interdictions et de réaliser des copies des feuilles incriminées conférant ainsi à la rumeur des preuves tangibles de ce qu'elle avance. Dans les dernières années du régime toutefois, les journalistes s'accordent pour parler d'une *soft-censure* et d'un



désintérêt de l'État pour cette activité chronophage comme s'en souvient Jérôme Bibilary :

« [...] c'était pas très très fort au regard de [ce] pays qui n'était pas révolutionnaire qui était à côté de nous : leTogo. Nous, révolutionnaires, on trouvait qu'au Togo ils étaient trop contrôlés. [...] Or c'était pas révolutionnaire. C'était la démocratie à l'occidentale. Eux c'était la France. Mais nous on était beaucoup plus libre qu'eux. Au Togo, c'était vraiment l'éloge, l'éloge bête de Gnassingbé Eyadéma. Bête. »¹²

D'autres techniques consistent à maintenir une pression constante sur la rédaction depuis l'interdiction de la signature de certains articles (*cf. infra*) à la hiérarchisation de l'information en passant par l'imposition d'un langage. Plus étrangement, avec la libéralisation médiatique, Kérékou instaure des conférences de presse régulières durant lesquelles il lance des polémiques. Ainsi, des scandales financiers fuient régulièrement dans des journaux privés tel *Tam-Tam Express* dont le local a été saccagé après la publication d'un article sur des détournements dans une entreprise semi-publique. En retour, le pouvoir accorde à Denis Hodonou, le propriétaire de la feuille, port d'arme et gardes du corps. Quelques mois plus tard, au cours d'une conférence de presse, le même Denis Hodonou est vertement réprimandé par Kérékou qui lui demande au nom de quoi il se présente comme journaliste, puisqu'il y a quelques années encore il était actif dans le trafic de drogue en Côte-d'Ivoire, devant un parterre de journalistes sidérés¹³. Ces conférences de presse se convertissent en séances de remontrances, où le pouvoir parle mais ne répond pas, où il humilie plus qu'il ne rend des comptes.

Matérialité et espace public scripturaire

Les études sur la propagande et la censure se résument trop souvent aux activités cardinales de la création, tout en oubliant ou en occultant la griffe du « personnel de renfort » (Becker 2010).

12 - Entretien avec Jérôme Bibilary, Cotonou, 24/03/2016.

13 - Entretien avec Maurice Chabi, Kpota, 31/03/2016.



Pourtant, leur contribution est étroitement surveillée. À cet égard, Soumaïla Mama se remémore une anecdote :

« Il y avait le président mozambicain Samora Machel, qui était en visite d'État au Bénin. En ce moment-là, on travaillait sur plomb dans les rédactions [...], l'article il y avait pas de problème, mais la légende sous Samora Machel il y a des lettres qui ont sauté¹⁴. Donc on a dit « Sa mor a Machel » [Sa mort à Machel]. C'est comme ça que le Comité Central a dit : « Comment ? ! On a dit d'un homme de cette trempe-là, "sa mort à Machel" [...] ». Techniquement, il a fallu que des techniciens et autres là aillent là-bas avec des plombs et montrent qu'au fond il y avait rien d'intentionnel que c'est technique avant qu'on ait la paix [rire] »¹⁵.

En ce temps-là, l'Office National d'Édition, de Presse et d'Imprimerie (ONEPI) fonctionne encore avec des vieilles machines typographiques qui impriment à partir de plombs fondus et refondus. L'état de délabrement financier de la maison est à l'origine de nombreux aspects mal soignés du journal comme des jeux de matrice insuffisante¹⁶, des erreurs de crantage lors de l'insertion des lignes-blocs¹⁷ et autres coquilles. Toujours est-il que, si ces erreurs peuvent paraître négligeables et excusables, certaines peuvent avoir des conséquences plus sérieuses. Une autre fois, c'est l'insertion d'une photographie de

14 - Des plombs qui « sautent » sont des caractères qui n'ont pas été imprimés correctement. Ici, il semble que des espaces se soient insérés dans la légende conférant un aspect cocasse à la situation.

15 - Entretien avec Soumaïla Mama, Cotonou, 16/03/2016.

16 - Les matrices sont des pièces métalliques sur lesquelles est inscrit le caractère typographique. Quand l'opérateur tape une touche sur son clavier, une matrice descend dans un composteur, suivie des autres pour former une ligne-bloc. Celles-ci sont ensuite emmenées dans une autre partie de la machine qui injecte du plomb sur ces matrices.

17 - Lors de la phase d'impression, les plombs fondus à partir des monotypes ou des linotypes sont ensuite disposés sur la page à imprimer. Il faut les disposer à l'envers, comme si on les voyait face à un miroir afin, qu'une fois l'impression réalisée, ils soient à l'endroit. Pour faciliter la tâche de l'imprimeur, une entaille est réalisée à la base des plombs, le « cran », qui indique le sens d'impression.



Kérékou en Une du journal qui coûte sa place au Directeur adjoint de l'Office, Hospice Noudéhou. Certains parlent d'un cadrage peu flatteur du Général-Président, d'autres d'une affaire de chaussettes dépareillées ou mal portées, et l'intéressé s'estime victime d'une cabale de jaloux. Toujours est-il que dès le lendemain, il est démis de ses fonctions et muté au Ministère.

LES TACTIQUES DE L'ESCAPISME

La « conjuration » Houdou-Chabi

La critique à l'égard du pouvoir a certainement toujours existé dans le journal sous des formes plus moins euphémisées, mais la « conjuration » d'un ancien Ministre de l'Information et de la Propagande, Ali Houdou, et du rédacteur en chef Maurice Chabi est sans doute la tentative la mieux structurée pour tenter de lézarder la discipline panoptique du pouvoir. Pourtant, l'alliance peut paraître contre-nature. Le premier est un idéologue du régime, biberonné aux écrits de Marx, Lénine et Mao, alors que le second a effectué une bonne partie de sa carrière en Belgique et en France.

La première tentative de subversion est celle qui consiste à instiller des débats de société dans les pages du journal. Chabi met en place plusieurs rubriques à cet égard : « Point de Mire », « Point de vue », « Tribune Libre », « Opinion », etc. À propos de la première, Chabi précise : « chaque jour j'essayais de grignoter un peu d'espace de liberté. Comme le ton n'était pas tout à fait celui auquel les gens étaient habitués, quand ça arrivait à la rédaction, certains venaient me voir et me disaient : « bon, écoute, ce que tu viens d'écrire là, si ça paraît demain on aura des problèmes » »¹⁸. Très vite, il se heurte à une presse timorée et craintive, puis des éléments du gouvernement qui lui font miroiter des menaces implicites (mutation, placardisation, perte d'emploi, sanctions légales, etc.), à tel point qu'il abandonne un temps la publication de cette rubrique. Les autres rubriques, quant à elles, invitaient les lecteurs à envoyer leurs papiers en les incitant au franc-

18 - Entretien avec Maurice Chabi, Kpota, 31/03/2016.



parler. L'autocensure est demeurée forte jusqu'aux derniers moments du régime marxiste mais quelques lecteurs, essentiellement des intellectuels, se lancent dans des pamphlets contre les Agents Permanents de l'État (les fonctionnaires) corrompus. D'autres encore se permettent même de décortiquer la chute des démocraties populaires d'Europe de l'Est¹⁹. La critique reste feutrée, incertaine et dangereuse, et c'est pourquoi le Ministre décide d'entrer dans la danse.

Il prend la plume, sous le pseudonyme d'Ali Koumaté, et publie trois papiers intitulés « Réflexions » en mars 1989 dans lesquels, en sa qualité d'idéologue, il s'attaque durement au pouvoir²⁰. Dans les deux premiers, la critique est violente. Selon lui, on ne peut pas parler d'échec du marxisme-léninisme au Bénin, puisque celui-ci n'a pas été implémenté. Autrement dit, cela fait deux décennies qu'une caste agite l'étendard du marxisme-léninisme pour accaparer le pouvoir. Le style d'Ali Koumaté est volontairement alambiqué, obscur et tortueux de sorte qu'un quidam pourrait passer à côté de la critique du « Singe féodal »²¹. Les « Réflexions » d'Ali Koumaté sont en fait une exhortation à lancer enfin la vraie Révolution, celle qui s'imprimera dans les corps et les esprits. Cette aventure fait long feu, et les deux conjurés se retrouvent devant une commission disciplinaire, étape qui cimente leur complicité. En effet, « Réflexions » devient la rubrique dans laquelle est consignée la plupart des opinions des journalistes pendant la transition. Une manière de dire que ce sont bien les « Réflexions » d'Ali Houdou qui ont libéré la parole dans la rédaction.

19 - Boniface Agueh, « Opinion. Qu'est-ce qui fait trembler les pays de démocraties populaires ? », *Ehuzu* n° 3485, 28 juin 1989, p. 5 et 12. Boniface Agueh est un universitaire et ancien directeur de l'Agence Bénin Presse (ABP).

20 - Les trois articles en question sont : Ali Koumaté, « Réflexions. Plus rien ne sera comme avant », *Ehuzu* n° 3411, 15 mars 1989, p. 3 ; Ali Koumaté, « Réflexions. La mort du « singe féodal » », *Ehuzu* n° 3412, 16 mars 1989, p. 3 ; et Ali Koumaté, « Réflexions. Peut-on dire que le marxisme a échoué au Bénin ? », *Ehuzu* n° 3414, 20 mars 1989, p. 1.

21 - Le « singe féodal » est l'avatar de « celui-là qui s'est donné pour philosophie de ne rien voir, rien entendre et rien dire » comme il l'explique dans Ali Koumaté, « Réflexions. La mort du « singe féodal » », *Ehuzu* n° 3412, 16 mars 1989, p. 3.





Malgré toutes ces tentatives pour faire vaciller le régime et l'état de décrépitude dans lequel il se trouve alors, Houdou et Chabi sont conscients que des lignes demeurent infranchissables, au point que le journaliste se souvient avoir donné pour consigne de ne jamais attaquer directement le Caméléon²².

Le choix d'écrire

Le reste de la rédaction n'est pas resté inactif malgré les réticences initiales. Ils ont alors développé tout un arsenal de tactiques pour éviter la compromission avec le régime.

La première consiste en des retranchements apolitiques et à refuser de mettre sa plume au service de la propagande. Comme le rappelle D. Marchetti, « moins la rubrique est jugée stratégique sous le rapport de la hiérarchie interne, plus elle est autonome par rapport à la rédaction en chef dans ses choix de sujets, ses hiérarchies, ses « angles », voir ses modes d'écritures » (Marchetti, 2002, p. 33). Nombreux sont les journalistes qui choisissent d'écrire pour la page « Sports » ou la page « Arts et Culture » pour préserver leur style ou leur intégrité. Philippe Hado se rappelle : « ceux qui animaient la page sportive qui étaient libres, très libres, qui animaient la page culture qui étaient libres. Moi c'est un peu d'ailleurs pour le retranchement que j'ai choisi cette ligne-là, la page culturelle. Parce que, bon, là je suis pas tenu de parler de Révolution, de camarade, etc. »²³ Loin d'être un crime de lèse-majesté, cette attitude résulte autant d'une résistance que de la confirmation d'un *modus vivendi*, pour éviter de mettre en danger les collègues²⁴.

La seconde a trait à l'enjeu de la signature des articles. Les journalistes s'évertuent à ne signer que les articles de ces rubriques apolitiques. Premièrement, pour ne pas associer son nom à la propagande du régime. Deuxièmement, ils ne signent que les articles qui ont de

22 - Entretien avec Maurice Chabi, Kpota, 31/03/2016.

23 - Entretien avec Philippe Hado, Cotonou, 09/03/2016.

24 - Entretien avec Hospice Noudéhou, Cotonou, 19/03/2016.





la valeur à leurs yeux, à savoir les enquêtes plutôt que les comptes rendus des réunions des organes du pouvoir. Toutefois, cette attitude découle également du fait que les articles politiques appartiennent à la Révolution et que nul n'a la propriété de l'idéologie de l'État²⁵. Mais l'enjeu de la signature prend une tout autre dimension avec les billets « Coup d'Œil ». Cet ovni journalistique a pour but « d'apporter une petite contribution aux efforts du Parti et de l'État en aidant à corriger certaines tares de notre société, [...] corriger les insuffisances de notre société » en contraignant l'action des dirigeants²⁶. Ce billet, mis en place dès les débuts du journal en 1975, était autrefois animé par des journalistes identifiables à leurs pseudonymes. Avec l'arrivée de Maurice Chabi, ils sont tous signés par « Enagnon » qui signifie en fon « ça va aller », un optimisme mâtiné de résignation. *Enagnon* est le porte-parole du peuple, celui qui vocifère ses colères et ses espérances en quelques lignes, glissées dans un encart, avec une place de choix : à la Une. *Enagnon*, c'est aussi les journalistes tous ensemble, capables de faire usage de leur sens critique, qui leur permet de maintenir la tête hors de l'eau ; façon de dire « et pourtant nous sommes là. On n'a pas tout oublié. Nous avons encore quelques sens de critique »²⁷.

Le dernier ressort de cet escapisme du choix est l'évasion manuscrite ou physique dans la presse privée. Cette fuite a bien entendu été favorisée par la libéralisation du champ médiatique mais, bien avant, certains journalistes écrivaient pour d'autres feuilles à l'étranger, ou les rares canards jugés inoffensifs pour l'État au Bénin, en faisant usage de pseudonymes²⁸. En fonction du journal, de la rubrique, ou de l'affaire qu'ils traitaient, l'alias n'était pas nécessairement le même. L'un des journalistes les plus adulés du Renouveau Démocratique, celui qui était à l'origine des scandales financiers et défrayait la chronique, Messan Agblafan, n'était que le nom de plume d'Innocent Lawson, le cruciverbiste du journal officiel... Les journa-

25 - Entretien avec Hubert Akponikpe, Cotonou, 21/03/2016.

26 - Archives de l'ONIP, vers 1987, p. 12.

27 - Entretien avec Hubert Akponikpe, Cotonou, 21/03/2016.

28 - Sur l'usage des pseudonymes, voir Stephanie Newell (2013).



listes évoquent cette expérience comme une catharsis, comme un soulagement intellectuel, financier et même psychologique. Certains ont même essayé de confirmer ces premières armes dans le privé en lançant leurs propres feuilles avec plus (Romain Toï avec *Bénin-Info*) ou moins de succès (Hubert Akponikpe avec *Carrefour*).

Pour résumer, la critique émancipatrice s'accommode de la propagande et se joue de la censure et, en retour, ces dernières se servent de la première pour arbitrer les divisions scissipares d'un pouvoir en déliquescence. Dès lors, censure et propagande doivent être saisies comme des procédures dont les usages et les intensités sont variés et dont les frontières sont mouvantes et indécises.

VERS UN RENOUVEAU DU CHAMP MÉDIATIQUE

Ce qui s'amorce dans ce journalisme ambivalent, c'est une refondation du champ médiatique béninois. En effet, après deux décennies d'autoritarisme militaro-marxiste, la Révolution devient enfin *La Nation*. Autrement dit, les journalistes de l'ONEPI participent à la refondation d'une nouvelle communauté civique ; non plus celle des camarades révolutionnaires mais celle des citoyens béninois avides de construire un nouveau monde commun. Les travailleurs de l'ONEPI sont les porte-parole de cette nouvelle aspiration. En étant à cheval sur la stratégie et les tactiques, ils sont autant agents du maintien de la première que les auteurs de sa déchéance. Dès les derniers jours d'*Ehuzu*, puis avec l'avènement de *La Nation* en mai 1990, les journalistes s'engagent ardemment pour le Renouveau Démocratique. Ils mènent des interviews auprès des frondeurs, couvrent la Conférence Nationale de février 1990 malgré le non-versement de leur salaire, et entament une entreprise de restructuration éthique et déontologique du champ médiatique par des injonctions continues à leurs homologues de la presse privée et à l'État à respecter ce qui fait l'intégrité du métier : l'opinion libérée et sans concession²⁹.

29 - Il est vrai que cette utopie journalistique s'est vite effondrée avec la pénétration du champ par les logiques de la manducation du politique, l'usage des *per diem*, le



BIBLIOGRAPHIE

Becker Howard S., *Les mondes de l'art*, traduit par Jeanne Bouniort, Paris, Flammarion, 2010.

Certeau Michel (de), *L'invention du quotidien. I. Arts de faire*, Paris, Gallimard, 2010.

Champagne Patrick, « La double dépendance. Quelques remarques sur les rapports entre les champs politique, économique et journalistique », *Hermès La Revue*, n° 1718, 1995, p. 215-229.

Dahlgren, Peter, Abèlès Marc, Dayan Daniel et Maigret Éric, « L'Espace public et les médias », *Hermès La Revue*, n° 1314, 2013, p. 243-262.

Étienne-Greenwood Tobias, *Ehuzu et La Nation, organes du Renouveau Démocratique. Enquête sur un espace public scripturaire en transition*, mémoire de master sous la direction de Florence Brisset-Foucault, Université Paris-1 Panthéon-Sorbone, 2016.

Frère Marie-Soleil, « Pluralisme médiatique au Bénin : l'heure des désillusions ? », *Politique africaine*, n° 57, 1995, p. 142-149.

Frère Marie-Soleil, *Presse et démocratie en Afrique francophone. Les mots et les maux de la transition au Bénin et au Niger*, Paris, Karthala, 2000.

Marchetti Dominique, « Les "sous-champs" spécialisés du journalisme », *Réseaux*, n° 111, 2002, p. 22-55.

Newell Stephanie, *The Power to Name : A History of Anonymity in Colonial West Africa*, Athens, Ohio Press University, 2013.

Nyamnjoh Francis B., *Africa's Media, Democracy, and the Politics of Belonging*, London ; New York, Zed Books, 2005.

Unesco, « Viabilité des médias communautaires ». URL : <http://fr.unesco.org/themes/viabilite-medias-communautaires> (consulté le 14 octobre 2016).

journalisme du « gombo », etc. Voir Marie-Soleil Frère, 1995, p. 142-149.





ANTHROPOLOGIE DU PHÉNOMÈNE DE TRANSSUBSTANTIATION
MÉDIATIQUE DES NOUVELLES MINORITÉS ACTIVES.
LE CAS DES « CRÉATEURS DE CULTURE » :
ENTRE CONSOMMATION SPIRITUELLE ET « LIFESTYLE BASHING »

Fanny Parise
Anthropologue
Chercheur associé à l'Institut Lémanique de Théologie Pratique
Université de Lausanne, Suisse



Et s'il y avait de la spiritualité dans les médias ? Que se passerait-il si nous appréhendions les médias de masse (*mass-media*), c'est-à-dire les moyens de distribution, de diffusion ou de communication, d'œuvres, de documents ou de messages écrits, visuels, sonores ou audiovisuels comme un système de valeurs ou un « esprit » collectif, suivant le principe anthropologique de mana ? Le principe de mana est l'émanation de la puissance spirituelle d'un groupe, contribuant à le rassembler et, selon M. Mauss, à créer du lien social (Bonte et Izard, 1992). Suivant cette logique, cet « esprit collectif » participerait au brouillage des frontières entre les trois piliers de l'imaginaire (le rève, le mythe et la fiction)¹ et rendrait compte de l'impact de l'Entertainment² dans nos vies quotidiennes à travers l'artialisation du monde (Lipovetsky et Serroy, 2013).

165



1 - Source : <https://www.monde-diplomatique.fr/1997/06/TERRAY/4774>

2 - Le terme *entertainment* peut se traduire par le terme de divertissement (Le Blanc, 2001).





Cette dimension esthétique-émotionnelle représentative du « capitalisme artiste » (*ibid.*) illustre les tensions grandissantes entre deux cultures : l'une *mainstream*³ et l'autre qui se défend d'appartenir à la première. Cette seconde culture se fait l'étendard des valeurs contre-culturelles, malgré leur démocratisation au sein de la culture populaire. Cet « esprit » de contestation matérialise l'essence du journalisme, ce fameux quatrième pouvoir (Neveu, 2009). Un bon exemple est celui de « l'esprit Canal », comme le rappelle M. Dagnaud à ce sujet : « *en 1984, Canal+ a voulu bousculer l'establishment télévisuel, être transgressif par rapport à la télévision publique. C'était le début des années 1980, il y avait un esprit libertaire. Et à l'abri du crypté, on pouvait faire plus de choses* »⁴. La démocratisation d'Internet et l'apparition d'un nouveau genre journalistique, celui de la « contribution », ont conduit à l'émergence d'une nouvelle catégorie de médias en ligne, héritière d'une culture journalistique de la contestation, portée par une typologie d'individus spécifiques, les « créateurs de culture »⁵. Ces individus, sans conscience de classe, participent souvent malgré eux, à diffuser auprès d'un public large, le mythe du capitalisme vert (Blorville, 2017). Ces médias, perçus comme de niche au début des années 2010, influencent en 2020 les stratégies de communication des médias plus traditionnels, et même des multinationales⁶. Les médias de niche sont plébiscités à la fois par les marques comme par les internautes. Apparus sur Internet, ils sont « *portés par des individus qui proposent une vision du monde qui est celle de leur quotidien. Ils s'adressent aux 18-35 ans et renouvellent le rapport à l'information : communautés en ligne, tribunes d'experts, nouvelles tendances, etc. Ces nouveaux médias, comme Konbini, Brain Magazine, My little Paris et consorts, exploitent à fond leur audience pour aider les marques à mieux s'adresser à leurs consommateurs et notamment aux jeunes* »⁷. Parmi les

3 - C'est-à-dire qui plaît au plus grand nombre.

4 - Source : https://lexpansion.lexpress.fr/actualites/1/actualite-economique/30-ans-apres-a-l-heure-du-net-l-esprit-canal-est-il-toujours-vivant_1617594.html

5 - Ray Paul H. et Anderson Sherry Ruth, *The cultural creatives : How 50 million people are changing the world*, Broadway Books, 2001.

6 - Source : <https://www.journaldunet.com/ebusiness/marques-sites/1000218-konbini-un-portail-de-contenus-parraines-par-les-marques/>

7 - Source : <https://www.strategies.fr/actualites/agences/228162W/les-medias->



pionniers, *Slate.fr*, *Konbini*, *WeDemain* et *Antidote Magazine* sont parvenus à s'imposer dans le paysage médiatique français et même influencer le nouvel « esprit canal », à l'image des vidéos « Broute » de B. Usclat, reprenant les formats de vidéos courtes imposées par Konbini et par Brut, un autre média de niche.

Ce nouvel « esprit collectif », à la fois construit mais également popularisé par ces médias, participe à rendre compte d'un phénomène protéiforme, celui de la diffusion de nouvelles normes culturelles. D'un point de vue anthropologique, l'étude à la fois des socio-styles dans lesquels se reconnaissent les « créateurs de culture », tout comme des contenus qu'ils diffusent au sein de ces médias, précipitent la société de consommation dans une nouvelle ère, celle de la quête de sens. Pour mieux comprendre ce phénomène, nous nous intéresserons dans un premier temps aux prémisses sociétales qui ont permis d'offrir une tribune médiatique aux « créateurs de culture », puis nous analyserons l'organisation et les retombées médiatiques de ce groupe social afin de mettre en tension les évolutions sociétales au prisme du « *lifestyle bashing* »⁸ que provoquent ces évolutions de consommation sociétales.

167

JOURNALISTES ET SOCIO-TYPES : TOUS À L'ASSAUT DE LA SOCIÉTÉ DE CONSOMMATION

L'émergence des médias de niche va de pair avec l'essor d'un « journalisme citoyen », l'ouverture de certains médias à des contributeurs non-journalistes, ou encore à la diminution de la distance entre production et observation de phénomènes sociaux. Les journalistes, qui peuvent également être des « contributeurs », semblent entretenir une proximité avec leurs sujets : c'est le cas de J.-L. Cassely. Journaliste chez *Slate.fr* (jusqu'en septembre 2017)⁹, il étudie l'évolution des modes de vie et des styles de vie. Il s'est spécialisé dans l'étude du « bobo », entretenant également une proximité (classe d'âge, niveau

de-niche-nouveaux-chouchous-des-marques.html

8 - Terme pouvant se traduire par « lynchage médiatique ».

9 - Source : <http://www.slate.fr/source/jean-laurent-cassely>





d'études, lieu de vie, socialisation) avec ce socio-type. Il décrypte ce qui l'entoure, et comme le « bobo » c'est toujours l'autre, il propose une approche sensible et détachée des sujets qu'il traite. À travers sa double-posture de journaliste-contributeur, il permet d'objectiver toute la complexité sociale d'un socio-type qui évolue au gré des spécialistes qui s'y intéressent : qu'on le nomme « bobo », « yuccie », « millenials », « hipster » ou encore « boubour », chaque terminologie (souvent un néologisme) qu'on lui prête semble représenter une facette d'un personnage contemporain « aux mille visages » qui cristallise les fantasmes d'une société postmoderne. D'un point de vue plus académique, la sociologue américaine Elizabeth Currid publie en 2017 *The sum of small things* à propos des « créateurs de culture » qu'elle nomme la « classe ambitieuse » (Currid, 2017). D'après elle, ces individus décident, non pas de s'émanciper de la société de consommation, mais de se positionner en transition consumériste, aspirant à changer le monde tout en participant, souvent malgré eux, à une reproduction des distinctions sociales.

168

L'émergence puis la quantification de ce nouveau groupe d'individus remonte aux années 2000 à la suite de l'étude menée par Ray et Anderson (Ray et Anderson, 2000). Ces individus, en apparence hétérogènes, convergent vers des valeurs communes (développement durable, écologie, cause animale, valeurs féministes, psychospiritualité, engagement sociétal) qui impactent leurs pratiques quotidiennes et, *in fine*, leurs modes de consommation. Ainsi, jusqu'au début du XXI^e siècle, posséder des biens issus de la grande distribution était le symbole de la modernité et de la réussite sociale, un luxe qui s'exprimait à travers le niveau d'équipement d'un individu ou d'un foyer. C'est toujours la norme dans les pays émergents, notamment au sein des nouvelles classes moyennes comme l'explique Dominique Desjeux (Desjeux, 2018). Dans les pays occidentalisés, la tendance semble s'inverser, en témoigne l'engouement médiatique pour la « dé-consommation » (Parise, 2018). La quête de sens par la consommation, comme tendance de fond, est rendue visible par les créatifs culturels ou « créateurs de culture » qui en sont également les initiateurs. Elle participe à octroyer un sens nouveau au quotidien



des individus, à travers la réinvention de la société de consommation, et ce, bien au-delà des phénomènes conjoncturels de mode qui permettent d'illustrer des changements de consommation tendant à devenir structurels.

LES « CRÉATEURS DE CULTURE », LES NOUVEAUX FAISEURS DE SENS

Dès lors, comment une minorité d'individus, dont la filiation initiale serait celle des hippies de « mai 68 », est parvenue en un demi-siècle, aidée par les nouvelles technologies (réseaux sociaux) et par l'intermédiaire de médias spécifiques (*Slate.fr*, *Konbini*, *WeDemain* et *Antidote Magazine*), à ériger en normes sociales des valeurs militantes, pourtant encore minoritaires actuellement? La mise en tension et l'analyse comparée de deux corpus journalistiques spécifiques, permettent d'objectiver les mécanismes déployés par ces « créateurs de culture » afin d'asseoir une position dominante en termes de valeurs sociétales et d'avoir un impact auprès de l'ensemble de la population française. L'espace d'expression créé par ces médias de niche représente une hétérologie (Foucault, 1967) où l'émancipation des « créateurs de culture » devient possible : entre engagement personnel et marginalité créatrice (Villaça et Bertin, 2011). Ce positionnement renouvelé de la consommation traduit une quête de sens qui anime les individus en occident et hors occident (Parise, 2017). Ce phénomène est observable au sein de plusieurs marchés : littérature (livre sur le bouddhisme ou le développement personnel), presse magazine (*Psychologies Magazine*, *Happinez*), soins (développement de l'ayurvédisme en France), tourisme (quasi saturation des demandes d'hébergement pour des retraites de quelques jours dans de grands monastères français) ou encore points de vente spécifiques (Rituals, Aveda, Ishana).

Cette spiritualité dans la consommation peut d'ailleurs être définie ainsi : « la spiritualité d'une expérience de consommation est une action de transformation de soi, dans un cadre marchand, motivée par une recherche de sens et de sagesse dans une perspective immanente ou transcendante » (Poulain, Parise et Badot, 2016). Cette



pensée est entrevue comme une situation d'interlocution angoissée avec le monde, ayant, comme B. Malinowski l'explicitait au sujet de son utilisation par le peuple trobriandais, une fonction sociale primordiale de réduction de l'anxiété (Merton, 1997).

UNE RECHERCHE MÉDIATIQUE QUI VISE À OBJECTIVER L'INCIDENCE DES « CRÉATEURS DE CULTURE » DANS LA SOCIÉTÉ POSTMODERNE

Face à la démocratisation d'une consommation plus spirituelle, ces nouveaux médias en ligne sont-ils des producteurs de culture, des relayeurs de culture ou bien diffusent-ils leur propre culture qu'ils souhaitent voir se démocratiser dans la société? Pour répondre à cette interrogation, nous avons mené une analyse comparée de deux corpus journalistiques. La première sert de point de départ à cette recherche. Elle a été réalisée en 2014 et concerne la presse généraliste (Parise, 2015). Cette étude s'intéressait au traitement médiatique des « bobos », des « hipsters » et des « classes moyennes » dans la société de consommation. La seconde, quant à elle, réalisée en 2017, s'intéresse aux médias de niche en ligne. Cette dernière porte également sur le traitement médiatique des « bobos », des « hipsters », mais aussi des « créatifs culturels », comme sur les valeurs qu'ils véhiculent.

L'étude de 2014 comprend 118 références dont 90 articles qui ont été publiés entre le 14 juillet 2007 et le 3 mars 2014 dans 37 supports différents. Sur ces 90 articles du corpus, le journal *Le Monde* en capitalise seize, soit 43 %, le journal *Le Figaro* huit, soit 22 % et les journaux *L'Express* et *Libération* cinq chacun, ce qui représente 14 % chacun. Des thématiques sont récurrentes : impossibilité de s'accorder sur la définition des classes moyennes, émergence d'une nouvelle classe moyenne mondiale qui réorganise les puissances existantes, augmentation des classes moyennes, paupérisation perçue et vécue des classes moyennes, les socio-styles (bobo, hipster) actuels, érigés par les journalistes comme les initiateurs des stratégies de gentrification. La seconde étude objective les visions et réalités des « créatifs culturels » dans leurs propres médias. L'étude comprend plus de 200 références dans quatre supports différents : *Slate.fr*, *Konbini*,



WeDemain et *Antidote Magazine*. Face au foisonnement d'articles, nous avons limité notre corpus aux dix premiers articles de chaque mot-clé recherché dans chaque média.

UN TRAITEMENT MÉDIATIQUE DIFFÉRENCIÉ ENTRE LES QUATRE MÉDIAS DE NICHE

Ces quatre médias couvrent ensemble un spectre d'informations large : consommation, actualité, entreprise et mode. Ici, nous nous focaliserons sur les occurrences les plus récurrentes : « bobo », « hipster », « consommation » et « alimentation ».

Slate.fr : le média qui se veut scientifique

Le média *Slate.fr* s'attelle à expliciter l'émergence de tendances sociétales par l'incidence des « bobos » au quotidien. Ainsi, le mot-clé « bobo » va renvoyer à des réflexions autour des classes sociales, de la gentrification, de la politique, de l'écologie et de l'économie : par exemple, la réinvention ou la réinterprétation de l'agriculture. Les bobos s'analysent dans une perspective tendancielle (à l'échelle macro-sociale). Ils permettent d'expliquer des phénomènes sociaux en France et à l'international, dans la consommation ou dans la politique. Les hipsters, quant à eux, sont présentés comme une tendance de mode (*lifestyle*) qui peut être parfois décrite, mais qui représente les influenceurs de la culture de masse (populaire) de demain. Ils représentent une manière de consommer la société, une manière de comprendre l'évolution des modes de consommation et de la société : dérive populiste, extrême droite, nouvelle manière de consommer. Les « créateurs de culture » ne sont pas cités en tant que tels, mais renvoient vers une dimension politique du culturel. Dans une vision assez élitiste du monde de demain, des thématiques comme le capitalisme artiste, le *branding* commercial, le yoga face à la religion ou encore les politiques musulmanes en France ou la récupération par internet du totémisme amérindien, représentent cette nouvelle consommation décrite par *Slate.fr*. Nous semblons observer



le déploiement d'une culture *mainstream* de la contre-culture même, une dynamique de syncrétisme socio-culturel rendant possible le déploiement d'une consommation plus spirituelle.

À l'inverse, pour *Slate.fr*, la « consommation » renvoie vers des thématiques d'articles beaucoup plus sombres. La consommation semble expliquer les maux de notre société : surconsommation, inégalités, méfaits de la *junk food*, etc., amenant le lectorat vers la cause animale et la consommation de nouveaux modèles alimentaires comme le véganisme ou le végétarisme.

Konbini, les marques et les médias

Nous ne sommes plus dans du macro tendancier de *Slate.fr*, mais bien dans une perspective d'un *branding* ethno-méthodologique. Il n'y a pas de réflexion sur le phénomène « bobo » par exemple, seulement des exemples de lieux, de concepts et de produits bobos. Pour les hipsters, l'accent est davantage mis sur les violences subies par ces individus qui revêtent les traits de ce style de vie. Malgré la stigmatisation de ce groupe social, il semble être présenté comme vecteur d'innovation sociale et territoriale, renvoyant au principe de gentrification traité par *Slate.fr* au sujet des bobos. *Konbini* ne marque pas de réelles différences entre ses thématiques d'articles : bobo, hipster, créatif culturel, spiritualité, consommation, etc. Le média renvoie avant tout à des références de la pop culture : musicien, chanteur, dessinateur, artiste, comédien ou encore cinéaste. Autant d'œuvres que *Konbini* juge représentatives ou archétypales de la nouvelle société de consommation. Concernant la consommation en tant que telle, *Konbini* présente une France qui emprunte (heureusement, d'après lui) le chemin de la déconsommation, s'appuyant sur des initiatives entrepreneuriales, des études et d'autres articles de la presse traditionnelle. Le média s'attache à montrer comment certains défenseurs de la cause animale s'appuient sur la culture populaire pour proposer des campagnes ou des services qui fassent sens pour les individus ciblés. Cependant, à l'inverse de *Slate.fr*, *Konbini* semble beaucoup plus engagé dans l'alimentation en proposant des articles sur des micro-tendances



alimentaires plus représentatives des signaux faibles observables au sein des recherches en sciences sociales dans le domaine de l'alimentation (Paris, 2017, p. 81-106).

WeDemain, plus si niche que cela ?

WeDemain met l'accent sur de nouvelles tendances de consommation : aquaponie, turbine électrique, banque islamiste, réduction de la consommation de viande. Il met également l'accent sur des phénomènes de société en expliquant leur fonctionnement : djihadiste, économie collaborative, créatif culturel. Concernant l'alimentation, l'accent est mis sur les nouvelles tendances de consommation, à l'instar du végétarisme et des substituts de viande (absents de chez *Slate.fr* et *Konbini*). *WeDemain* semble davantage s'adresser à un public de dirigeants ou de tendanceurs. Il semble marquer une distance entre le quotidien et ces phénomènes de société à l'inverse des deux précédents qui présentent comme quotidien cette nouvelle manière de faire société.

Antidote : quand le mainstream reflète la contre-culture !

Antidote Magazine s'inscrit en rupture des trois médias précédents. Beaucoup moins *mainstream* que les trois précédents, ce magazine semble se positionner comme un provocateur d'une nouvelle contre-culture, justement culturelle, devenue beaucoup trop *mainstream* à leurs yeux. Ainsi, *Antidote Magazine* met l'accent sur la récupération de la mode des banlieues par les créateurs de culture et affirme que la contre-culture n'a jamais existé, elle serait même antinomique avec la notion même de mode ! Le magazine s'intéresse aux minorités afin d'explicitier pourquoi certaines sous-cultures urbaines subissent une récupération par la mode. Concernant la consommation, l'accent est mis sur le football, le luxe et les artistes : le quotidien de la culture de masse populaire. La cause animale s'intéresse à ses icônes et dénonce l'homme comme « porc » de l'humanité. Enfin, le féminisme valorise les femmes de la mode qui ont eu une influence sur cette même mode.



ET SI « FAIRE SOCIÉTÉ » ÉTAIT AVANT TOUT UNE HISTOIRE DE COMMUNICATION ?

Les médias traditionnels tendent à produire une information suivant leur compréhension de la société, souvent parcellaire, ne parvenant qu'à capter superficiellement les enjeux des nouvelles figures sociales comme les « bobos », les « hipsters » ou même les « créateurs de culture ». Ils semblent positionner ces renouveaux culturels comme anecdotiques et révélateurs de tensions territoriales et sociales. À l'inverse, malgré le manque de neutralité et de distance des nouveaux médias en ligne (ici de niche), la proximité entre le traitement de l'information, l'informateur et le producteur de contenu semble produire une double vertu : capter une cible spécifique, proposer une information qui corresponde à ses attentes et objectiver la complexité des jeux sociaux qui se jouent actuellement. Les tendances de consommation impulsées par les créateurs de culture, malgré leur faible représentativité quantitative, semblent alors être le cœur d'un épiphénomène dont on ne saisit pas encore la portée, plutôt que de phénomènes de mode localisés dans certains quartiers des grandes villes du monde. Tout se passe comme si les créateurs de culture, à travers leurs médias en ligne, produisaient un phénomène de transsubstantiation médiatique : c'est-à-dire un phénomène social, qui, par la visibilité en ligne des engagements communautaires qu'ils défendent, parvient à ériger en une norme sociétale des usages et des représentations minoritaires. Les créateurs de culture façonnent à leur image la société qui, par effet miroir, adopte les comportements de cette minorité.

174

C'est ici que la technologie, qui, par l'intermédiaire de leur consommation spirituelle, a rendu possible la diffusion de leurs idées, tout en intégrant au quotidien du reste de la population leurs valeurs éthiques et sociétales. Cette dynamique culturelle rappelle le processus non-linéaire en trois étapes de diffusion d'une innovation : l'invention technique, le processus de diffusion (acceptation ou rejet de l'invention) et l'intégration de l'invention dans le social qui la transforme en innovation. Par analogie, le stade de l'invention





représente les valeurs initialement fondées dans les courants hippies à l'origine du mouvement des « créateurs de culture ». Le processus de diffusion de cette invention ne fut possible que grâce à la démocratisation d'une autre invention, celle d'Internet et des réseaux sociaux. Ce long processus s'illustre, par exemple, à travers le traitement médiatique par la presse traditionnelle de ces socio-types où la figure du « bobo » ou du « hipster » est réduite à celle du gentrificateur ; d'une part en l'érigeant en figure de bouc émissaire, et d'autre part, en la mettant à distance de la société et de l'individu lambda.

CONCLUSION

En subissant indirectement, et le plus souvent involontairement, un tel « *lifestyle bashing* », les « créateurs de culture » et les valeurs qu'ils véhiculent, ont bien failli rester au stade de l'invention s'ils n'avaient pas créé leurs propres médias. En définitive, le phénomène de transsubstantiation médiatique, étudié à travers l'impact des créateurs de culture sur la société par l'intermédiaire des médias de niche, permet l'observation, puis l'analyse du système contraint nécessaire à la diffusion d'une innovation. Comme l'explique D. Desjeux (Desjeux, 2014), aussi pertinente que soit une invention technique, il existe dix grandes contraintes matérielles, sociales et symboliques qui organisent la diffusion des innovations (elles expliquent l'écart entre l'intention et la pratique) : quatre contraintes matérielles (temps, espace, budget, système d'objets contraints), trois contraintes sociales et psycho-sociales (charge mentale liée à l'apprentissage, norme de groupe : interdit, prescrit, permis, réseaux sociaux « prénumériques » et numériques qui diffusent la norme), et trois contraintes symboliques (identité personnelle ou professionnelle, légitimité du changement, risques perçus).



ANNEXE 1

	Slate	Konbini	Wedemain	Antidote
Bobo	http://www.slate.fr/story/123215/economiste-bobos	http://www.konbini.com/fr/entertainment-2/seth-gueko-delicatessen-clip-interview/	https://www.wedemain.fr/Boude-par-les-banques-francaises-le-placement-halal-est-il-une-alternative-a-la-finance-traditionnelle_a1803.html	http://magazineantidote.com/musique/juliette-armanet-nouveau-poulain-de-chanson-francaise/
	http://www.slate.fr/story/78698/les-bobos	http://www.konbini.com/fr/tendances-2/brasserie-barbes-gentrification-paris/	https://www.wedemain.fr/VIDEO-A-Bangkok-comment-les-entrepreneurs-sociaux-viennent-en-aide-aux-desherites_a1549.html	http://magazineantidote.com/mode/la-banlieue-est-elle-victime-dappropriation-culturelle/
	http://www.slate.fr/tribune/45747/reve-bobo	http://www.konbini.com/fr/inspiration-2/le-bobo-aime-le-detester/	https://www.wedemain.fr/ly-a-une-bulle-autour-de-l-impression-3D-et-du-mot-lab_a752.html	http://magazineantidote.com/art/l-interview-de-leila-slimani-mon-arme-c-est-la-plume/
	http://www.slate.fr/story/115245/test-quel-bourgeois-bourrinetes-vous	http://www.konbini.com/fr/tendances-2/april-77-noise-le-papier-kraft-bobo-chic/		http://magazineantidote.com/mode/la-contre-culture-nest-pas-morte-elle-n-a-jamais-existe/
	http://www.slate.fr/france/85009/fable-gentrification-bobo-basculer-marseille-gauche	http://www.konbini.com/fr/tendances-2/fini-les-dealers-je-chope-ma-weed-sur-internet/		http://magazineantidote.com/societe/brutalisme-pourquoi-la-mode-est-fascinee-par-les-cities/
	http://www.slate.fr/story/31697/bouchers	http://biinge.konbini.com/series/girlfriends-guide-to-divorce-sex-and-the-city/		http://magazineantidote.com/adresses/poke-bowls-detox-juices-et-baies-dacai-paris-devient-elle-la-californie-de-la-food/
	http://www.slate.fr/story/49509/bobo-amap-potager-sociologie	http://biinge.konbini.com/series/on-ta-vu-chris-pratt-newport-beach/		http://magazineantidote.com/non-classe/la-femme-van-cleef-arpels/
	http://www.slate.fr/story/10429/premier-bobo-de-la-rentree	http://www.konbini.com/fr/entertainment-2/trailer-malaise-jour-comedie-roms-christian-clavier/		
	http://www.slate.fr/france/54069/presidentielle-sarkozy-boulevard-saint-germain-paris	http://www.konbini.com/fr/tendances-2/bienvenue-au-spirit-weaver-gathering-le-festival-de-femmes-ou-lon-parle-spiritualite-artisanat-et-maternite/		
	http://www.slate.fr/story/114583/villes-medievales-permaculture	http://biinge.konbini.com/series/no-tomorrow-critique-cw/		
Hipster	http://www.slate.fr/story/78642/je-suis-un-hipster-fier	http://www.konbini.com/fr/tendances-2/australie-les-attaques-anti-hipsters-sont-un-reel-probleme/		http://magazineantidote.com/mode/comment-la-delinquance-est-elle-devenue-tendance/
	http://www.slate.fr/story/94279/pourquoi-hipsters-se-ressemblent-maths	http://www.konbini.com/fr/inspiration-2/le-fleuriste-qui-donne-des-allures-de-hipster-aux-statuets-de-bruxelles/		http://magazineantidote.com/mode/pourquoi-la-mode-est-fascinee-par-les-lesbiennes/
	http://www.slate.fr/lien/52197/hipsters-berlin	http://www.konbini.com/fr/entertainment-2/hipster-animals-le-guide-urbain-qui-caricature-tout-les-styles-de-hipster/		http://magazineantidote.com/mode/pourquoi-les-marques-de-rappeurs-francais-exploset-elles/





	http://www.slate.fr/story/102785/hipster-mort-yuccie	http://www.konbini.com/fr/inspiration-2/creche-noel-hipster-revisitee/		http://magazineantidote.com/musique/le-rock-est-il-fini/
	http://www.slate.fr/lien/66783/guide-hipster-nourriture	http://cheese.konbini.com/orange/barbes-truc/		http://magazineantidote.com/mode/alice-pfeiffer/
	http://www.slate.fr/story/111889/scandale-chocolat-hipsters-mast-brothers	http://www.konbini.com/fr/tendances-2/amis-hipsters-ce-skate-recycle-fait-pour-vous/		http://magazineantidote.com/mode/a-la-recherche-de-la-nouvelle-ines/
	http://www.slate.fr/story/133457/allemande-ligne-train-alternative	http://biinge.konbini.com/series/video-filles-daujourd'hui-sen-prend-aux-hipsters-avec-humour/		http://magazineantidote.com/?s=hipster
	http://www.slate.fr/story/123093/journaliste-vice-hipster-devient-troll-extreme-droite	http://www.konbini.com/fr/tendances-2/detroit-recrute-hipsters-economie/		
	http://www.slate.fr/story/84161/normcore	http://www.konbini.com/fr/tendances-2/hipster-mort-place-au-yuccie/		
	http://www.slate.fr/story/122799/baie-de-goji-kale-graines-de-chia-nourriture-hipster	http://biinge.konbini.com/series/the-wire/video-une-parodie-subtile-de-the-wire-version-hipster/		
Créatif culturel	http://www.slate.fr/story/46649/jeunesse-indignes-creatifs-justiciers-populisme-culturel	http://www.konbini.com/fr/tendances-2/londres-vie-artistique-ateliers-logements-bas-prix/	https://www.wedemain.fr/Partage-creativite-empathie-17-des-Francais-sont-des-creatifs-culturels-et-vous_a1849.html	http://magazineantidote.com/mode/appropriation-culturelle-ou-appreciation-de-la-culture-ou-se-situe-la-limite/
	http://www.slate.fr/story/104143/innovation-ville-implantez-cafes	http://www.konbini.com/fr/tendances-2/les-meilleures-adresses-de-bordeaux-par-ses-insiders/		
	http://www.slate.fr/story/121213/capitalisme-artiste-relire	http://www.konbini.com/fr/inspiration-2/nsfw-rencontre-avec-lartiste-oleg-gulik-inventeur-de-la-zoophrenia/		
	http://www.slate.fr/story/73475/anne-hidalgo-paris-soft-socialiste	http://www.konbini.com/fr/entertainment-2/beats-de-lexil-vol-3-samer-saem-eldahrmaitre-de-lelectro-tarab-venu-dalep/		
	http://www.slate.fr/france/85009/fable-gentrification-bobo-basculer-marseille-gauche	http://cheese.konbini.com/orange/selfie-expression-artistique/		
	http://www.slate.fr/story/92343/jeux-video-histoire	http://www.konbini.com/fr/tendances-2/pour-un-nouveau-discours-amoureux/		
	http://www.slate.fr/story/76960/branding-territorial-lyonnantes	http://www.konbini.com/fr/tendances-2/pour-un-nouveau-discours-amoureux/		
	http://www.slate.fr/story/27193/murakami-versailles-metissage-culturel	http://www.konbini.com/fr/inspiration-2/bebes-tatoues-ados-tortures-artiste-the-kid-sublime-angoisses-jeunesse/		
	http://blog.slate.fr/projection-publique/2009/10/10/festival-de-pusan/	http://biinge.konbini.com/series/female-gaze-contre-pouvoir-revolutionnaire-necessaire/		





	http://www.slate.fr/monde/80497/perce-hipster-moderne-merc-hyper-contente	http://www.konbini.com/fr/tendances-2/kawaii-ou-hood-le-double-standard-des-femmes-noires-aux-cheveux-multicolores/		
Spiritualité	http://www.slate.fr/story/115935/cours-yoga-parents-eleves-chretiens	http://www.konbini.com/fr/tendances-2/bienvenue-au-spirit-weaver-gathering-le-festival-de-femmes-ou-lon-parle-spiritualite-artisanat-et-maternite/	https://www.wedemain.fr/Terrorisme-Donner-la-mort-parce-qu-on-n-aime-pas-la-vie_a2057.html	http://magazineantidote.com/mode/zoocide-et-si-le-vrai-porc-c-etait-l-etre-humain-matthieu-ricard/
	http://www.slate.fr/story/114533/femmes-clitoris-orgasme-meditation	http://www.konbini.com/fr/entertainment-2/bachar-mar-khalife-interview/	https://www.wedemain.fr/Par-tage-creativite-empathie-17-des-Francais-sont-des-creatifs-culturels--et-vous_a1849.html	
	http://www.slate.fr/story/107855/compromis-musulmans-france-manent	http://cheese.konbini.com/photos/gao-bo-restrospective-mep/	https://www.wedemain.fr/Pour-sortir-d-un-monde-moribond-pratiquons-la-bienveillance-la-joie-et-l-ecosophie_a1664.html	
	http://www.slate.fr/story/94393/internet-animal-totem	http://www.konbini.com/fr/entertainment-2/silence-scorsesse-rodrigo-prieto/	https://www.wedemain.fr/Sept-mois-dix-megapoles-a-la-rencontre-des-citoyens-qui-changent-leur-ville_a1397.html	
	http://www.slate.fr/story/94229/attali-rencontre-ecologie-spiritualite	http://cheese.konbini.com/photos/amos-chapple-defend-monastere-menace-de-destruction-a-travers-projet-photo/	https://www.wedemain.fr/Diversite-religieuse-et-education-le-pari-gagnant-du-village-senegalais-d-Enampore_a1299.html	
	http://www.slate.fr/story/86225/bill-viola-poemes-visuels	http://www.konbini.com/fr/entertainment-2/the-weeknd-clip-party-monster/	https://www.wedemain.fr/Philippe-Starck-Demain-on-n-aura-plus-besoin-de-fabriquer-des-objets_a425.html	
	http://www.slate.fr/life/76218/musique-reflete-croyances-religieuses-societe	http://www.konbini.com/fr/tendances-2/voyage-le-new-york-times-devoile-son-palmares-des-50-destinations-phares-de-2017/	https://www.wedemain.fr/Et-vous-de-quelle-tribu-etes-vous_a348.html	
		http://www.konbini.com/fr/entertainment-2/docu-train-surfers-mumbai/		
		http://footballstories.konbini.com/entertainment/marque-americaine-maillots-promouvoir-culture-haitienne/		
		http://www.konbini.com/fr/entertainment-2/fast-curious-john-legend/		
Consommation	https://www.slate.fr/story/137069/societe-consommation-est-morte-vive-societe-consommation	http://www.konbini.com/fr/tendances-2/pourquoi-2017-doit-etre-lannee-qui-sonne-le-glas-de-la-deconsommation/	https://www.wedemain.fr/Presidentielle-2017-quelle-place-pour-l-agriculture-bio-dans-les-projets-des-candidats_a2516.html	http://magazineantidote.com/musique/quel-avenir-pour-lindustrie-musicale/
	http://www.slate.fr/monde/86975/carte-pays-alcool-monde	http://www.konbini.com/fr/tendances-2/alleluia-les-francais-seraient-enfin-entres-dans-lerede-la-deconsommation/	https://www.wedemain.fr/Ultra-compacte-cette-turbine-peut-alimenter-une-petite-ville_a2451.html	





	http://www.slate.fr/story/68953/investissement-emploi-consommation-spirale-infernale	http://clubsandwich.konbini.com/news/des-chercheurs-proposent-de-reduire-notre-consommation-de-sel-pour-sauver-des-vies/	https://www.wedemain.fr/En-plus-de-produire-de-l-electricite-ces-vitres-chauffent-et-rafraichissent-les-batiments_a2450.html	
	http://www.slate.fr/story/13385/consommation-infos-angleterre-1655	http://www.konbini.com/fr/tendances-2/entre-surconsommation-pollution-soldes-desastre-planete/	https://www.wedemain.fr/La-consommation-collaborative-un-complement-de-revenu-de-495-euros-par-an-et-par-Francais_a2417.html	
	http://www.slate.fr/story/117867/etats-unis-inegalite-consommation	http://www.konbini.com/fr/tendances-2/carte-comment-notre-consommation-de-produits-exportes-affecte-la-biodiversite-mondiale/	https://www.wedemain.fr/Greenpeace-voile-l-empreinte-energetique-des-geants-d-Internet_a2413.html	
	http://www.slate.fr/story/136136/etats-unis-consommation-boissons-sucrees	http://www.konbini.com/fr/tendances-2/consommation-electrique-europeenne-cartographie-temps-reel/	https://www.wedemain.fr/La-Chine-ambitionne-un-plan-mondial-de-50%2%A0000-milliards-de-dollars-pour-les-energies-renouvelables_a2354.html	
	http://blog.slate.fr/tendances-environnement/2012/01/13/buzz-de-la-consommation-cooperative-du-social-washing/	http://clubsandwich.konbini.com/news/video-youtubeur-explique-avec-brio-comment-il-a-diminue-consommation-de-viande/	https://www.wedemain.fr/Aquaponie_a2361.html	
	http://www.slate.fr/lien/65387/cout-energetique-internet-centrales-nucleaires	http://cheese.konbini.com/photos/aesthetics/plongee-dans-les-temples-de-la-consommation-en-chine/	https://www.wedemain.fr/120-fois-plus-efficiente-qu-un-potager-cette-ferme-urbaine-tient-dans-un-container_a2351.html	
	http://www.slate.fr/story/111905/boom-sodas-inde	http://www.konbini.com/fr/tendances-2/chine-reduire-consommation-viande/	https://www.wedemain.fr/Danemark-100-de-la-consommation-d-electricite-assuree-grace-a-l-eolien-dans-la-nuit-du-23-au-24-decembre_a2366.html	
	http://www.slate.fr/story/27397/jean-luc-delarue-cocaine	http://www.konbini.com/fr/tendances-2/avocats-la-secheresse-la-surconsommation-entrainent-vague-de-pillages-de-recoltes/	https://www.wedemain.fr/J-ai-aimé-ma-doll-Reportage-au-Japon-pays-du-sexe-sans-l-humain_a2342.html	
Cause animale	http://www.slate.fr/story/98317/defense-animaux	http://www.konbini.com/fr/entertainment-2/mickey-3d-revient-avec-clip-engage-pour-la-cause-animale/	https://www.wedemain.fr/Souffrance-animale-quand-la-realite-virtuelle-accroit-notre-empathie-pour-une-vache-conduite-a-l-abattoir_a2195.html	http://magazineantidote.com/mode/la-mode-a-t-elle-vraiment-le-coeur-sur-la-main/
	http://www.slate.fr/story/79973/vegan-vegetarien-cause-animale	http://www.konbini.com/fr/tendances-2/le-wwf-sinspire-de-pokemon-go-pour-sensibiliser-la-cause-animale/	https://www.wedemain.fr/Haro-sur-la-viande-le-CO2-et-Trump-L-offensive-musicale-de-Moby_a2176.html	http://magazineantidote.com/mode/zoocide-et-si-le-vrai-porc-c-etait-l-etre-humain-matthieu-ricard/
	http://www.slate.fr/story/130304/vegans-animalistes-combat	http://www.konbini.com/fr/tendances-2/logos-marques-detournees/	https://www.wedemain.fr/Quel-avenir-pour-l-homme-ce-mutant-surdoue%E2%80%899-Entretien-croise-Hubert-Reeves-Jean-Louis-Etienne_a385.html	http://magazineantidote.com/mode/antidote-rencontre-amelie-pichard-2/





	http://www.slate.fr/story/132380/egalite-homme-animaux-antispecisme-debat-public-arguments	http://www.konbini.com/fr/entertainment-2/remi-gaillard-enferme-cage-spa-cause-animale/	https://www.wedemain.fr/Le-boucher-vegetarien-fait-grogner-les-producteurs-de-viande_a312.html	http://magazineantidote.com/mode/animal-humanite-et-animalite-le-paradoxe-incarne/
	http://www.slate.fr/story/61967/homme-animaux-defense-droits	http://www.konbini.com/fr/tendances-2/climat-iles-salomon-ocean-rechauffement/		
	http://www.slate.fr/story/105215/comment-devient-vegetarien	http://www.konbini.com/fr/tendances-2/chine-video-dun-tigre-attache-prendre-photos-scandale/		
	http://www.slate.fr/story/107573/sfar-chat-rabbin	http://clubsandwich.konbini.com/news/limiter-souffrance-homards-suisse-envisage-de-legiferer-cuisson/		
	http://www.slate.fr/lien/40815/depute-poisson-rouge	http://www.konbini.com/fr/tendances-2/lancement-parti-animaliste-france/		
	http://www.slate.fr/story/117507/mesures-protection-animale	http://www.konbini.com/fr/tendances-2/remi-gaillard-sort-de-sa-cage-avec-200-000-euros-en-poche-pour-la-spa/		
	http://www.slateafricque.com/679973/namibie-ne-pas-photographier-rhinos	http://www.konbini.com/fr/entertainment-2/video-film-danimation-sensibilise-cruaute-humaine-envers-animaux/		
	http://www.slate.fr/lien/36913/chine-animaux-porte-clefs	http://www.konbini.com/fr/tendances-2/trip-advisor-arrete-billets-attraction-animaux/		
Alimentation	http://www.slate.fr/life/85019/bebe-controle-alimentation-dme	http://clubsandwich.konbini.com/trends/les-algues-pourraient-bien-etre-la-cle-dune-alimentation-sur-mars/	https://www.wedemain.fr/En-Allemagne-la-politique-anti-viande-de-la-ministre-de-l-Environnement-divise_a2548.html	http://magazineantidote.com/defiles/pourquoi-les-footballers-nont-ils-rien-compris-a-la-mode/
	http://www.slate.fr/story/72403/alimentation-insectes-2050	http://clubsandwich.konbini.com/trends/en-limonade-ou-en-bagel-preparez-vous-a-accueillir-le-charbon-dans-votre-alimentation/	https://www.wedemain.fr/En-traide-entre-voisins-Mon-P-ti-Voisinage-devient-Smiile-et-part-conquerir-l-Europe_a2520.html	http://magazineantidote.com/mode/zoocide-et-si-le-vrai-porc-c-etait-l-etre-humain-matthieu-ricard/
	http://www.slate.fr/dossiers/120265/bon-appetit-le-lien-entre-sante-et-alimentation-en-France	http://clubsandwich.konbini.com/news/la-cite-des-sciences-se-penche-sur-lalimentation-du-futur-pendant-un-week-end/	https://www.wedemain.fr/Comment-faire-pour-que-notre-espece-n-ait-pas-disparu-de-la-planete-d-ici-100-ans_a2514.html	
	http://www.slate.fr/story/128552/trump-lobbyiste-soda	http://cheese.konbini.com/photos/daily-bread-le-projet-qui-veut-changer-lalimentation-des-enfants/	https://www.wedemain.fr/Ag-riculture-urbaine_a2458.html	
	http://www.slate.fr/story/135875/video-vers-alimentation-de-demain	http://clubsandwich.konbini.com/news/chefs-alertent-sur-dangers-de-la-fusion-monsanto-bayer-pour-alimentation/	https://www.wedemain.fr/En-core-au-berceau-deja-ecolo-L-essor-des-creches-respectueuses-de-la-nature_a2492.html	





	http://www.slateafrique.com/684533/les-insectes-sont-le-futur-de-l'alimentation-humaine	http://clubsandwich.konbini.com/news/l'alimentation-de-votre-arriere-grand-mere-pourrait-avoir-des-effets-sur-votre-sante/	https://www.wedemain.fr/Moins-de-viande-de-sucre-Les-nouvelles-recommandations-de-l'agence-sanitaire_a2443.html	
	http://blog.slate.fr/bien-manger/2012/09/30/regles-bon-sens-michael-pollan/	http://www.konbini.com/fr/inspiration-2/troubles-alimentaires-livre-recettes-britannique/	https://www.wedemain.fr/Le-changement-climatique-menace-la-securite-alimentaire-des-pays-pauvres_a2440.html	
	http://www.slate.fr/story/100317/centenaire-alimentation-zones-bleues	http://clubsandwich.konbini.com/news/la-seconde-guerre-mondiale-a-donne-a-la-carotte-sa-plus-celebre-vertu/	https://www.wedemain.fr/Alimentation-solaire-un-comite-strategique-pour-developper-la-bioeconomie_a2429.html	
	http://www.slate.fr/story/115329/alimentation-quotidienne-ultra-transformee-americains	http://clubsandwich.konbini.com/news/sante-mangez-plutot-10-fruits-legumes-jour/	https://www.wedemain.fr/80-000-personnes-au-Stade-de-France-pour-une-agera-du-XXIe-siecle-le-pari-fou-d-une-association_a2427.html	
	http://www.slate.fr/dossier/55356/alimentation-industrielle	http://clubsandwich.konbini.com/news/vegans-bio-crudivores-ces-sites-de-rencontre-pronent-lamour-selon-un-regime-ethique/	https://www.wedemain.fr/Isabelle-Grillaud-responsable-R-D-Innovation-chez-Construction-privee-nous-presente-le-concept-d-alimentation-et-de_a2364.html	
Ecologie	http://www.slate.fr/story/116652/nouveaux-ecolos-politique-sourire	http://clubsandwich.konbini.com/news/video-fausse-pub-pepsi-pour-denoncer-lhuile-de-palme/	https://www.wedemain.fr/En-Allemagne-la-politique-anti-viande-de-la-ministre-de-l-Environnement-divise_a2548.html	http://magazineantidote.com/mode/amanda-lear-fascinante/
	http://www.slate.fr/story/115715/ecologie-politique-avenir-gauche		https://www.wedemain.fr/Pre-sidentielle-14-propositions-de-la-Fabrique-Ecologique-pour-peser-sur-le-debat_a2535.html	
	http://www.slate.fr/story/111439/COP-21-conversion-ecologie		https://www.wedemain.fr/Pre-sidentielle-2017-quelle-place-pour-l-agriculture-bio-dans-les-projets-des-candidats_a2516.html	
	http://www.slate.fr/story/58265/ecologie-echec		https://www.wedemain.fr/Pre-sidentielle-2017-La-declaration-d-amour-de-Nicolas-Hulot-a-Benoit-Hamon_a2490.html	
	http://www.slate.fr/story/117397/ecologie-politique-morte		https://www.wedemain.fr/Revenu-universel-Que-pensent-les-Francais-du-debat-qui-enflamme-la-gauche_a2468.html	
	http://www.slate.fr/story/94229/attali-rencontre-ecologie-spiritualite		https://www.wedemain.fr/Dans-la-derniere-mer-de-l-Ocean-Arctique-un-refuge-pour-les-morses_a2467.html	
	http://www.slate.fr/story/106577/limite-nouvelle-revue-jeunes-conservateurs		https://www.wedemain.fr/Ces-bonnes-nouvelles-de-2016-susceptibles-de-redonner-espoir-dans-le-genre-humain_a2418.html	





	http://www.slateafrique.com/96449/briser-la-spirale-de-l-inconscience-senegal		https://www.wedemain.fr/Pre-sidentielle-2017-Nicolas-Hulot-ne-soutiendra-personne-et-pourrait-passer-a-l-action-en-mars_a2412.html	
	http://www.slate.fr/story/94107/ecologie-politique-champ-bataille		https://www.wedemain.fr/Eric-Piolle-A-Grenoble-nous-gardons-le-cap-de-la-transformation-sociale-et-ecologique_a2411.html	
	http://www.slate.fr/story/99915/ecologie-gauche		https://www.wedemain.fr/Bientot-a-Paris-et-a-Nantes-des-toilettes-seches-publiques-qui-produiront-de-l-engrais_a2370.html	
	http://www.slate.fr/story/110611/quatre-pays-plus-ecolos-monde		https://www.wedemain.fr/Il-y-a-de-l-espoir-Dix-bonnes-nouvelles-de-l-annee-2016-par-We-Demain_a2350.html	
Développement personnel	http://www.slate.fr/story/112779/rationalite-appliquee-developpement-personnel		https://www.wedemain.fr/avec-ma-femme-et-mes-enfants-nous-avons-quitte-nos-vies-urbaines-pour-partir-en-roulotte_a2421.html	http://magazineantidote.com/beaute/qui-se-cache-derriere-les-premiers-parfums-louis-vuitton/
	http://www.slate.fr/story/127580/cran-vraiment-cle-du-succes		https://www.wedemain.fr/Pri-maire-de-la-droite-et-du-centre-les-programmes-aubanc-d-essai-de-l-avenir_a2279.html	http://magazineantidote.com/mode/qui-est-vejas-19-ans-et-prodiges-autodidacte-de-la-mode/
	http://www.slate.fr/story/117337/comment-heureux-conseils		https://www.wedemain.fr/L-ecolonnie-ou-la-troisieme-voie_a2219.html	http://magazineantidote.com/mode/contributors/
	http://www.slate.fr/story/112779/rationalite-appliquee-developpement-personnel		https://www.wedemain.fr/Tony-Estanguet-On-peut-proposer-des-Jeux-Olympiques-propres-et-responsables_a2065.html	
	http://www.slate.fr/story/91211/serie-developpement-personnel-personnages		https://www.wedemain.fr/Le-chomage-une-opportunit-Des-reseaux-de-demandeurs-d-emploi-y-travaillent_a2029.html	
	http://www.slate.fr/life/83027/vie-riche-sens-pauvres		https://www.wedemain.fr/Joie-et-Souffrance-les-deux-moteurs-de-l-aventure-humaine_a2019.html	
	http://www.slate.fr/monde/75726/charles-manson-adepte-de-la-methode-carnegie		https://www.wedemain.fr/Partage-creativite-empathie-17-des-Francais-sont-des-creatifs-culturels-et-vous_a1849.html	
	http://www.slate.fr/story/59965/pourquoi-brule-marcher-sur-feu-braises		https://www.wedemain.fr/Robotisation-et-numerisation-vont-detruire-de-nombreux-emplois-il-faut-s-y-preparer-alerte-le-depute-Pascal-Terrasse_a1800.html	





	http://www.slate.fr/culture/57395/jane-austen-conservateurs-developpement-personnel		https://www.wedemain.fr/Vegetalisation-des-villes-les-Francais-en-redemandent-la-secu-aurait-34-milliards-a-y-gagner_a1739.html	
			https://www.wedemain.fr/En-Inde-on-a-visite-l-universite-qui-forme-les-va-nu-pieds-aux-metiers-de-demain_a1505.html	
			https://www.wedemain.fr/COP21-Bill-Gates-et-des-geants-du-Net-investissent-massivement-en-faveur-des-energies-propres_a1483.html	
Féminisme	http://www.slate.fr/story/120465/feminisme-misandrie		https://www.wedemain.fr/Contre-le-populisme--les-plats-de-cc-restaurant-sont-cuisines-par-des-femmes-refugiees_a2157.html	http://magazineantidote.com/mode/comment-le-feminisme-est-il-devenu-un-argument-marketing/
	http://www.slate.fr/story/127889/feminisme-mignon		https://www.wedemain.fr/Et-vous-de-quelle-tribu-etes-vous_a348.html	http://magazineantidote.com/mode/adidas-eqt-celebre-le-berlin-des-annees-90/
	http://www.slate.fr/story/116539/feministe-un-mot-inutile			http://magazineantidote.com/mode/comment-les-stars-de-disney-sont-devenues-les-egeries-du-luxe/
	http://www.slate.fr/story/122573/alliance-feminisme-capitalisme			http://magazineantidote.com/musique/5-artistes-anglaises-a-suivre-en-2017/
	http://www.slate.fr/story/109575/daria-feminisme-intersectionnel			http://magazineantidote.com/musique/shay-la-nouvelle-reine-du-rap-francais/
	http://www.slate.fr/story/123341/feminisme-djihadiste			http://magazineantidote.com/mode/la-fesse-egalitaire/
	http://www.slate.fr/story/67987/beyonce-feminisme-ironique-tournee-mrs-carter-jayz			http://magazineantidote.com/mode/le-costume-du-pouvoir-en-2016/
	http://www.slate.fr/story/92431/emma-watson-feminisme			http://magazineantidote.com/musique/mykki-blanco-hip-hop-version-queer/
	http://www.slate.fr/story/104625/feminisme-raciste			http://magazineantidote.com/mode/au-revoir-sonia-rykiel/
	http://www.slate.fr/tribune/60175/abolition-prostitution-feminisme			http://magazineantidote.com/mode/alice-pfeiffer/
http://www.slate.fr/story/107273/feminazi-feministes-nazies				



BIBLIOGRAPHIE

Bonte Pierre et Izard Michel, *Dictionnaire de l'ethnologie et de l'anthropologie*, Paris, Presses Universitaires de France, 1992.

Blorville Gwenhaël, *Les formes d'adhésion au discours sur les créatifs culturels : approche sociologique de la diffusion d'une croyance dans le capitalisme vert*, thèse de doctorat en sociologie, Université de Tours, 2017.

Cassely Jean-Laurent, *La révolte des premiers de la classe*, Paris, Éditions Broché, 2017.

Currid Elizabeth, *The sum of small things*, New-York, Princeton University press, 2017.

Desjeux Dominique, *L'empreinte anthropologique*, Paris, Éditions Peter Lang, 2018.

—, « La communication dans le champ de la consommation », *Le xx^e siècle saisi par la communication*, revue Hermès, n° 70, 2014, p. 115-119.

Foucault Michel, « Des espaces autres » (conférence au Cercle d'études architecturales, 14 mars 1967), *Architecture, Mouvement, Continuité*, n° 5, octobre 1984, p. 46-49.

Le Blanc, Guillaume, « Existe-t-il une culture du divertissement ? », *Cités*, n° 3, 2001, p. 21-34.

Lipovetsky Gilles et Serroy Jean, *L'esthétisation du monde. Vivre à l'âge du capitalisme artiste*, Paris, Gallimard, 2013.

Merton K. Robert, *Éléments de théorie et de méthode sociologique*, Paris, Armand Colin, 1997.

Neveu Érik, « Les "pouvoirs" du journalisme », *Sociologie du journalisme, Repères*, 2009, vol. 3, p. 80-92.

Parise Fanny, « La "dé-consommation", nouvelle forme de distinctions sociale ? », *TheConversation.fr*, 2018.

—, « "En-quête" de spiritualité : Herbalife et Moulinex face au marché du "mieux-être" », dans Jean-Yves Duyck, Gaëlle Moal-Ulvoas et Catherine Voynet-Fourboul, *Management et spiritualité*, Brest, Éditions EMS, 2017.

—, *Habiter et consommer le logement social. Une approche stratégique de l'habiter des classes populaires et moyennes sous contraintes de pouvoir d'achat*, thèse de



doctorat en sociologie sous la direction de Dominique Desjeux, Université Sorbonne Paris-cité, 2015.

—, « Le sens du quotidien en Occident. Du “dernier repas” omnivore aux “premiers repas” végétaux : anthropologie d’une spiritualité alimentaire face aux syncrétismes socio-culturels contemporains », *Théologiques*, vol. 23, n° 1, 2015, p. 81-106.

Poulain Max, Badot Olivier et Parise Fanny, *Voyage au pays du pressoir mystique : une approche transdisciplinaire de l’expérience consommateur et de sa quête de sens dans la consommation quotidienne*, 15^{es} journées normandes de recherche sur la consommation, 2016.

Ray H. Paul et Anderson Sherry Ruth, *L’émergence des créatifs culturels, Enquête sur les acteurs d’un changement de société*, Paris, Édition Yves Michel, 2000.

Villaça Nizia et Bertin Georges, « Imaginaires et utopies, entre marges et marchés », *Esprit critique. Revue internationale de sociologies et de sciences sociales*, 2011.







QUELLE MÉDIATISATION
POUR LES MOUVEMENTS CITOYENS ÉCOLOGISTES
EN DÉFENSE DE LA MER ?

Milo Villain
Post-doctorant en sociologie
Université de Pau et des Pays de l'Adour

INTRODUCTION

Les médias, érigés au rang de 4^e pouvoir, sont considérés par différents acteurs comme de véritables outils de propagande politique et commerciale (Cardon et Granjon, 2003). Selon Pierre Bourdieu, il est nécessaire de porter un regard scientifique décentré et critique sur le contenu des publications d'actualité. Pour ce dernier, des luttes symboliques sont à entrevoir derrière les formes de discours. Il attire justement l'attention sur le besoin d'une analyse contextuelle des faits au regard des valeurs qui les animent (Bourdieu, 1986 : 2-3).

À l'ère des sociétés de l'image et des réalités augmentées naît l'Homo connecticus (Medici, 2015), conditionné à muter en hyperconsommateur (Aubert, 2005), et « invité » à marcher dans des sentiers tout tracés par des systèmes économique-politiques monopolisant la scène médiatique. La quête de sens paraît bien plus complexe aujourd'hui qu'avant la démocratisation d'Internet. Une question essentielle apparaît, celle de la liberté de l'individu contemporain. Qu'en est-il à l'heure de la désaffection de l'engagement politique, où la société semble s'être fragmentée en autant de particules que



d'individus ? Quelles opportunités de participation et d'émancipation s'offrent encore au cybercitoyen ?

Contre des messages invitant à différentes formes d'uniformisation en vue d'une société de masse connectée et de consommation globalisante, des contestations surgissent dans plusieurs secteurs, en s'articulant autour de réseaux d'actions physiques et virtuels divers. L'une de ces formes qui retient tout notre intérêt s'incarne dans les mouvements écologistes citoyens.

L'écologie citoyenne, comme l'écrivait déjà Claude-Marie Vadrot en 1978, incarne depuis ses débuts l'histoire d'une subversion, celle qui s'appuie sur des utopies se situant au-delà des conséquences délétères avérées du modernisme sur l'environnement naturel et social. En analysant le répertoire médiatique de quatre groupes écologistes internationaux citoyens¹, nous souhaitons montrer en quoi ils sont porteurs de nouvelles voix, proposant des alternatives face au monopole politico-médiatique dominant (Cardon et Granjon, 2003 : 68-69). Le répertoire médiatique sera entendu comme « le répertoire composé des formes d'action destinées à attirer les médias ou celles visant à construire ses propres moyens de communication. Les deux registres se complètent [...] » (Ollitrault, 1999 : 159).

La méthode de collecte de données se sustente de recherches bibliographiques, d'analyses de la presse locale², d'une phase d'observation participante³ augmentée de deux entretiens, ainsi que de recherches aux archives intercommunales de Pau.

1 - Voir la figure 1 pour la présentation détaillée des émanations françaises des groupes internationaux étudiés : Surfrider Foundation Europe (SFE), Greenpeace et Sea Shepherd.

2 - *Sud Ouest* a été retenu en vue d'une analyse discursive critique de ses contenus pour grand public, ainsi que pour sa qualité de deuxième journal quotidien régional avec actuellement près de 300 000 tirages par jour.

3 - Participation à l'assemblée générale du mouvement *Bizi !* (Bayonne, 18/01/2017) et à la réunion mensuelle du groupe local Greenpeace (Bordeaux, 01/03/2017).



L'ÉVOLUTION DES RÉPERTOIRES MÉDIATIQUES DES GROUPES ÉCOLOGISTES

Afin de comprendre les transformations réelles des mouvements écologistes étudiés, la notion de « répertoire d'action » soutenue par Charles Tilly en 1986 est essentielle. Selon Sylvie Ollitrault (1999), « ce sont les moyens par lesquels les individus agissent ensemble dans la poursuite d'intérêts communs ». Il est évident que les mouvements sociaux ont besoin d'être reconnus comme tels et si possible par un large public. En cela, Érik Neveu montre comment les médias dépassent leur simple fonction de support à l'action, en contribuant pleinement à l'interaction du mouvement social (Neveu, 2015 : 108). À l'instar de la notion de répertoire d'action, l'idée de répertoire médiatique serait donc l'ensemble des moyens par lesquels les membres d'organisations communiquent, non pas qu'en interne, mais aussi vers l'extérieur.

Historiquement, les premiers mouvements écologistes anglo-saxons ont très vite utilisé un répertoire médiatique transnational avec l'idée d'une « société civile » concernée par l'espace international, à l'instar de la diplomatie et de l'économie. Les cadres d'expression d'intérêts, en l'occurrence les espaces de revendication des luttes écologistes se sont complexifiés et sont désormais relayés par des réseaux de communication supranationaux (Ollitrault, *op. cit.*). À l'analyse de type sectorielle des mobilisations écologistes, Sylvie Ollitrault rajoute que les trois niveaux d'actions, à savoir le local, le national et l'international s'interpénètrent. En ce qui concerne la médiatisation des groupes écologistes étudiés, l'imbrication de ces différentes échelles territoriales apparaît très clairement à travers la multiplicité des canaux médiatiques qu'ils utilisent, ou desquels ils sont l'objet. La distinction entre l'automédiatisation des groupes et la médiatisation externe (« couverture ») est cependant nécessaire.

L'évolution du répertoire médiatique des organisations écologistes, à l'instar d'autres organisations, a entre-temps connu un formidable levier incarné par l'avènement d'Internet. Selon Serge Proulx, avec Internet « les rôles traditionnellement assignés aux concepteurs, producteurs et récepteurs sont redessinés : de petits



acteurs sociaux anonymes sont investis d'un pouvoir de diffusion de leurs idées à une échelle globale » (Jauréguiberry et Proulx, 2003 : 9). Avec l'outil Internet, les voix portent plus loin, mais c'est également l'ensemble des avancées des technologies de l'information et de la communication (TIC) qui révolutionne les supports communicationnels dont disposent les écologistes.

Pour comprendre l'exposition et l'accessibilité informationnelle des individus, il est essentiel de se pencher sur les chiffres présents renvoyant à la connexion Internet globale. Fin 2016, il y avait 3,77 milliards d'internautes (soit la moitié de la population mondiale), avec un taux de pénétration d'Internet de 88 % en Amérique du Nord, 84 % en Europe de l'Ouest (85 % pour la France), et seulement de 33 % en Asie et 29 % en Afrique⁴. Ces chiffres montrent clairement la fracture numérique existante, à savoir les inégalités entre les principales zones connectées et celles qui le sont moins. Concernant l'utilisation d'Internet en France, un internaute passe en moyenne 18 heures sur la toile par semaine et 56 % des internautes sont inscrits à au moins un réseau social. Les trois sites les plus utilisés au quotidien en France sont Google (avec 16 millions de visiteurs uniques/jour [M/j]), Facebook (8M/j) et YouTube (4M/j). En vingt ans, Internet s'est instauré comme l'outil indispensable de communication entre les individus.

Le tableau ci-contre présente les quatre émanations françaises des groupes écologistes étudiés. Bien que certains groupes se distinguent par des techniques de médiatisation propres, le répertoire médiatique des mouvements écologistes tend à s'homogénéiser. Notons en ce sens les efforts de démarcation de Sea Shepherd qui produit des DVD et a recours au sponsoring d'événements artistiques. Les boutiques en ligne de Surfrider et de Sea Shepherd contribuent également à l'élargissement de leurs répertoires. Néanmoins, les mouvements étudiés se fondent sans exception dans un nouveau paysage médiatique dominé par Internet, avec l'obligation d'avoir un site propre et d'être présent

4 - Données disponibles sur *Le Blog des Modérateurs* élaboré et actualisé par des professionnels français des médias, qui est accessible au lien suivant : <http://www.blogmoderateur.com/a-propos/> (consulté le 22/02/2017).



AH BÉ TÈ ! LES ANTHRO-PAU-LOGIQUES N° 3

Organisation	Surfrider Foundation (Europe) (SFE)	Greenpeace (France)	Sea Shepherd (France)
Logo-slogan	« Long Live CleanWater » 	« Déterminés pour la planète » 	 « Defend-serve-protect »
Mission(s)	- « Protéger l'océan et ses usagers » - « chargée de la protection et de la mise en valeur des lacs, des rivières, de l'océan, des vagues et du littoral. » - Éducation citoyenne	« Dénoncer les atteintes à l'environnement et apporter des solutions qui contribuent à la protection de l'environnement et à la promotion de la paix »	- « Naviguer en eaux troubles pour défendre ceux qui sont sans défense contre ceux qui sont sans scrupules. - Pallier l'absence d'une police en haute mer pour faire respecter les lois de protection des océans et de la vie marine »
Date et lieu de création	- 1984 : Surfrider (Malibu, CA, USA) - 1990 : SFE Biarritz (Fr.)	- 1971 : Vancouver - 1977-87 : 1er bureau français - 1989 : Réouverture (Fr.)	- 1977 : Vancouver, S.S. Conservation Society - 2006 : France
Présence physique	14 pays 20 antennes en France	55 pays Greenpeace France : 26 antennes	17 pays 14 groupes locaux en France
Nombre d'adhérents/ Saliariés	250 000 (global) 9 000 d'adhérents 40 salariés en France	3 millions adhérents (global) 36 000 bénévoles 2 500 salariés, dont 150 en France	100 000 adhérents 180 membres en mer Pas de salariés déclarés en France
Actions militantes	- Nettoyage de plage - Veille contre les pollutions - Dénonciations	- Actions directes et non violentes – formation - Dénonciations	- Actions directes innovantes - Recherche et développement - Sensibilisation environnementale
Modes de financement/ Budget	- Dons - Vente de produits : http://shop.surfrider.org	- Dons - Budget : 346 millions EUR	- Dons - Boutique en ligne : http://seashepherd-shop.com/fr/ Budget : 20 millions USD
Diffusions médiatiques/auto médiatisation	- Site web : http://www.surfrider.eu/ - Newsletter et - Facebook global : 287 942 « j'aime » SFE : 71 267 « j'aime » (+ 0,1 % semaine 8, 2017) - Articles en ligne et relais d'autres publications - YouTube : 1 880 résultats Twitter/Instagram/google+	- Site web : https://www.greenpeace.fr/ - Newsletter - Facebook France : 425 247 « j'aime » (+1 % semaine 8, 2017) 17 vidéos - YouTube : 499 000 résultats Twitter/Instagram	- Site web : http://www.seashepherd.fr/ - Newsletter - Facebook: 397 241 « j'aime » (25/02/2017) - YouTube : 483 000 résultats - Twitter/Instagram/linkedin/google+ - Sponsoring : concerts - Production et réalisation cinématographiques propres (DVD)

Figure 1 : Données concernant les principales organisations écologistes en défense des océans et d'origine internationale étudiées en France* (février 2017).

*Les données ont été recueillies sur les sites/pages/blogs Internet internationaux et français de chaque organisation étudiée, respectivement pour les versions françaises (suivies depuis septembre 2016) : <http://www.surfrider.eu/>, <https://www.greenpeace.fr/>, <http://www.seashepherd.fr/> (consultés de septembre 2016 à février 2017).



sur les principaux réseaux sociaux virtuels nord-américains comme Google (Google+), Facebook, YouTube (appartenant à Google), Instagram (appartenant désormais à Facebook) et Twitter.

L'e-réputation des groupes semble désormais se forger dans le nombre de résultats de recherches sur les différents réseaux sociaux en ligne. Ces derniers leur permettent en retour une visibilité sans précédent, tout en leur servant à la fois de tribune et de scène médiatique. Notons que le nombre de « j'aime » sur les pages Facebook des organisations, ou encore le nombre de résultats pour les vidéos publiées sur YouTube sont très fluctuants et ne nous montrent qu'une partie de la complexité des interactions sur ces interfaces. Mais que nous apprennent vraiment ces « cyber-liens » sur les motivations des internautes ? Quelles sont les raisons individuelles de « liker⁵ » une page sur Facebook par exemple et que veut réellement dire « suivre » ces groupes ?

LA COUVERTURE MÉDIATIQUE RÉGIONALE D'UNE LUTTE COMMUNE GLOBALE

Le cas du sommet du pétrole offshore MCEDD

En avril 2016, dans un contexte post-COP 21, alors que des engagements forts de lutte contre le changement climatique viennent d'être pris⁶, Total organise à Pau le sommet du pétrole offshore, de son vrai nom le MCEDD (*Marine, Construction and Engineering Deepwater Development*). Les publications numériques du groupe écologiste ANV-COP21⁷ ci-après montrent l'appel et la mise en place d'une véritable coalition citoyenne contre le sommet :

5 - Jargon démocratisé des utilisateurs du réseau social Facebook : expression anglicisée alternative à l'expression française de l'option « j'aime », inscriptible d'un simple clic sur une publication d'un membre du réseau.

6 - Pour un suivi du discours officiel autour de la COP 21, voir la page suivante du site de l'UNFCCC (*United Nations Framework Convention on Climate Change*) : <http://newsroom.unfccc.int/paris-agreement/> (consulté le 27/02/2017).

7 - Action Non-Violente COP21 est un mouvement citoyen non violent défendant la justice climatique. Il a surtout été très actif en amont et pendant la COP21 de Paris 2015, mais aussi *a posteriori* comme dans le cadre du blocage du MCEDD.



Figure 2 : Bandeau Facebook d'appel à manifestation du mouvement ANV-COP21

Source : <http://anv-cop21.org/1282-2/bdofacebook1/#main>
Date de consultation : 04/03/2017

L'automédiatisation du mouvement écologiste passe ici par les réseaux sociaux sur Internet. Il est à noter que son répertoire se complexifie, avec notamment la publication d'un appel vidéo sur YouTube, ainsi qu'un espace interactif de participation en ligne⁸.

L'illustration suivante est un extrait du livret de bienvenue au Camp Sirène, l'espace d'accueil des militants sur le site d'Emmaüs Pau-Lescar téléchargeable gratuitement au format PDF et signé par les différents groupes investis dans cette action commune :



Figure 3 : Signatures du livret de bienvenue au Camp Sirène, accessible depuis le site d'ANV-COP21

Source (consultée le 04/03/2017) : <http://anv-cop21.org/wp-content/uploads/2016/03/Livret-bienvenue-camp-sirene-10-low.pdf>

L'alliance entre les groupes militants apparaît très clairement dans cette diffusion communicationnelle collective. À continuation,

Plus d'information sur : <http://anv-cop21.org/qui-sommes-nous/> (consulté le 03/03/2017).

8 - Deux sites Internet incontournables ont également été consultés pour obtenir des données supplémentaires : <http://anv-cop21.org/1282-2/> et <https://bizimugi.eu/> (consultés le 27/02/2017).





nous allons voir de quelle manière l'action a été couverte par la presse locale. La recherche dans les archives du journal *Sud Ouest* a révélé dix résultats de publications autour de la tentative de blocage du sommet MCEED entre les mois de février et avril 2016. Nous verrons comment ce relais médiatique régional a couvert les faits et dans quelles mesures les revendications militantes ont été mises en lien avec les intérêts économiques et politiques existants.



Figure 4 (à gauche) : Extrait du journal *Sud Ouest* du 15 mars 2016, p. 10.

Figure 5 (à droite) : Extrait du journal *Sud Ouest* du 6 avril 2016, p. 14.

Sources : archives communautaires de la Communauté d'agglomération Pau-Béarn-Pyrénées



Bien que l'annonce de l'action militante ait été diffusée en amont du sommet par le quotidien étudié (**fig. 4**), il y est seulement mis en avant l'action de fausse marée noire, sans renvoyer aux catastrophes de la marée noire de l'Erika ou du Prestige par exemple, très emblématiques des actions citoyennes dans les territoires littoraux atlantiques (Itçaina et Weisbein, 2011). La dizaine d'articles épluchés n'en fait pas davantage l'écho. Cela renvoie au constat d'Érik Neveu de l'existence d'une tendance opérée par la presse à la dissociation des événements, qui isole les situations sans dresser fidèlement le contexte de l'ensemble des enjeux socio-politico-historique des conflits.





L'article du journal *Sud Ouest* du mercredi 6 avril 2016 (**fig. 5**) rapporte les témoignages *in situ* de cinq militants, dont quatre représentants d'organisations que nous souhaitons exposer ci-après :

- Caroline Antoni (Sea Shepherd) évoque le danger des forages en eaux profondes : « [...] quatre mois après la COP21, réfléchir ou tester des forages à plus de 6 000 mètres de profondeur comme le fait Total, c'est dangereux ».
- Alain Dumont (Les Amis de la Terre) : « Une partie de la société civile se battra pacifiquement contre les coups en douce, pour éveiller les consciences ».
- Barthélémy Camedescasse, membre de Bizi ! : « Notre but était de bloquer le sommet et de les déranger le plus possible. C'est réussi. [...] Pour nous, ce sommet est un mauvais symbole. Nous voulions lui donner une mauvaise image. C'est fait ».
- Arnaud Essertel, membre d'Attac et de Greenpeace : « Si le gouvernement les laisse faire, la société civile se battra pacifiquement. La non-violence est très importante pour notre image et notre crédibilité ».

Pour les militants, les dangers sociaux et environnementaux associés aux activités des industriels pétroliers ont une ampleur globale. Pour eux, la lutte citoyenne non violente serait donc une nécessité face à la non-intervention étatique. Les militants initialement intéressés par le blocage du sommet MCEDD semblent déjà satisfaits de le perturber. Ces derniers évoquent la question d'image à plusieurs reprises, autant pour celle du sommet que pour la leur qui se doit d'être non-violente afin d'assurer leur légitimité. Cependant, dans le relais de cette lutte par la presse locale, la question des débats publics ou d'un dialogue entre pétroliers et écologistes n'apparaît pas.

La publication des actions militantes non violentes dans la presse à grand tirage confère certes une reconnaissance et une crédibilité indéniable aux associations. Cependant, on peut s'interroger sur la neutralité narrative exercée par la presse. La vision marchande vitale à l'entreprise médiatique est en effet à garder présente à



l'esprit. Malgré une soi-disant recherche d'objectivité de l'information, l'orientation politique des médias représente également un biais central. La presse écrite apparaît dès lors aussi bien comme un canal préétabli et géré, avec ses écluses qui permettent un contrôle minutieux du flux d'informations.

LES OUTILS INTERACTIFS POUR LA CONSTRUCTION D'UN CYBERMILITANT

C'est au sein des sociétés occidentales, berceau historique de l'industrie et des technologies actuelles, qu'émergent par réflexivité les principales critiques des conséquences socio-environnementales de la modernité⁹. Bien que les premières remises en question émanent déjà aux XVIII^e et XIX^e siècles par des romantiques et des naturalistes issus de milieux aisés, les mobilisations écologistes actuelles s'appuient surtout sur les « nouvelles classes moyennes » comme le décrivaient Cotgrove et Duff en 1980 (Ollitrault, 1999 : 92-111). En d'autres termes, nous assistons aujourd'hui à une véritable démocratisation de l'écologie citoyenne. Au-delà de la difficulté à définir et caractériser ces classes moyennes porteuses des revendications environnementales de la fin du siècle dernier, l'intérêt sera porté au nouveau paysage citoyen actuel, dessiné par les nouvelles relations télécommunicationnelles établies entre individus au sein d'une société connectée mondiale.

De fait, dans nos sociétés contemporaines le partage d'idées invitant au débat, à la réflexion, mais aussi à la construction de la citoyenneté, initialement dépendant d'espaces et de supports physiques, se dématérialise sous l'avènement des TIC. Ces dernières permettent dorénavant l'expression de voix appelant aux alternatives systémiques ainsi qu'à l'interaction instantanée entre les utilisateurs du monde entier. De plus, l'outil Internet via les réseaux sociaux internationaux permet d'aller au-delà d'une pure fonction de mise

9 - À ce sujet, les ouvrages suivants sont des incontournables : BECK Ulrich, *La société du risque. Sur la voie d'une autre modernité*, Paris, Aubier, 2001, 521 p. ; BONNEUIL Christophe et FRESSOZ Jean-Baptiste, *L'événement anthropocène. La Terre, l'histoire et nous*, Paris, Seuil, coll. « Anthropocène », 2013, 307 p.



en scène politique, en élargissant l'espace et en donnant la parole à de nouveaux acteurs (Jauréguiberry et Proulx, 2003).

Cependant, comment les internautes, et dans notre cas les membres d'associations écologistes, se positionnent-ils face à cet outil à la fois communicationnel et médiatique ? Comment l'utilisent-ils ? Ne s'en trouvent-ils pas eux-mêmes instrumentalisés ? Ci-après, nous souhaitons nous arrêter sur quelques plateformes interactives en ligne développées par les groupes écologistes étudiés, leur permettant directement d'« agir » et de militer à distance.

*Uramap*¹⁰

Ura (« eau » en basque) et *map* (« carte » en anglais), soit littéralement « carte de l'eau », est une plateforme virtuelle de cartographie participative interactive développée par la Surfrider Foundation Europe (SFE) et Bizi ! Elle bénéficie du soutien d'autres acteurs des Pyrénées-Atlantiques et des Landes¹¹ qui visent à mener un contrôle citoyen de la qualité de l'eau sur les bassins versants de la Nive, de l'Adour et de leurs affluents.

Depuis Uramap, les internautes peuvent dénoncer librement des pollutions avérées ou des activités présentant des risques environnementaux pour l'équilibre des écosystèmes fluviaux et donc indirectement aussi marins. Les informations transmises peuvent ensuite être géolocalisées, illustrées par des photos et augmentées de commentaires. Trois types de pollution sont proposés selon le gradient d'intensité de la pollution (« ponctuelle et localisée », « conséquente observée une fois » ou « pollution importante et permanente »), où apparaissent les pollutions en cours de modération, ainsi que celles résolues. Parallèlement, la nature de la pollution peut également être

10 - Accessible sur : <http://uramap.net/> (consulté le 01/02/2017). L'auteur a participé le 26/01/2017 à une réunion mensuelle qui s'est tenue dans les locaux de la SFE à Biarritz, assurée par quatre bénévoles d'associations écologistes et sportives des Pyrénées-Atlantiques qui gèrent Uramap.

11 - Entre autres, citons les associations « Pose ta graine », « Itsas Arima » (« l'âme de la mer »), mais aussi la DDTM, l'ONEMA, certains syndicats mixtes ou le club de kayak d'Ixassou.



précisée (« déchets », « pollution chimique ou bactériologique », « pollutions multiples »).

Le groupe de travail Uramap agit aussi directement en établissant des constats sur place, en procédant à la recherche des personnes concernées, passant par le mailing et effectue des prélèvements (tests chimiques, polluants). Au niveau de la communication, les responsables d'Uramap effectuent des communiqués de presse, parfois à la manière d'« opération coup de poing », c'est-à-dire à travers des vidéos qui montrent la pollution et des montages photo. Ils invitent également des journalistes, quand ce n'est pas directement la presse locale qui se déplace, notamment *France Bleu*, *France 3* ou *Sud Ouest*¹².

Gardiens de la côte

Gardiens de la côte est un programme qui trouve ses racines en 1990 lors de la descente du fleuve de l'Adour par 300 passionnés de l'environnement qui constatent l'ampleur de sa pollution. Face à cela, la SFE a mis en place un réseau de surveillance du littoral dès 1992 afin de « sensibiliser le citoyen et lui permettre d'agir¹³ ». Le site affiche l'ensemble des combats depuis 2008 et leurs statuts (« 59 gagnés, 25 en cours, 13 perdus et 12 classés »), ainsi que les thématiques des combats (« artificialisation du littoral, déchets aquatiques, patrimoine et vagues, qualité eau et santé, transport et infrastructures maritimes »). À cela, Cendrine Templier (co-directrice SFE) ajoute que les gardiens de la côte sont « des personnes qui vont s'investir localement pour défendre un bout de littoral qui va être menacé par un projet de digue, un projet de parking, un dragage, une décharge sauvage, ça peut aussi être un problème avec la qualité de l'eau localement. [...] à partir du moment où on s'est mis d'accord sur l'angle qu'on va prendre pour défendre le problème [...], on l'autorise à ce moment-là à utiliser le nom de l'association pour mobiliser des gens autour de son projet [...]». Nous

12 - Propos recueillis lors de la participation à la réunion mentionnée ci-avant.

13 - La présentation s'appuie sur celle du programme consultable depuis la page internet de la SFE : <http://www.gardiensdelacote.com/>, et la page <http://www.gardiensdelacote.com/le-programme/>.



on a des personnes ici qui sont compétentes sur les aspects juridiques ou techniques »¹⁴. Les propos recueillis renvoient à la procédure que nous avons observée avec Uramap en donnant la possibilité à toute personne physique de dénoncer un problème. Sauf qu'ici, il ne s'agit plus uniquement d'une pollution locale d'eau douce, sinon d'une large gamme de dénonciations possibles, touchant aussi bien aux projets d'aménagement qu'à l'urbanisation, ainsi qu'à la thématique du transport (4^e secteur responsable des gaz à effet de serre selon une étude du GIEC de 2007¹⁵). Notons aussi que les Gardiens de la côte répertorient un ensemble d'actions menées dans huit pays différents et deux territoires d'outre-mer (Mayotte et La Réunion).

Ces outils représentent donc de véritables leviers d'actions concrètes, pouvant transformer l'internaute en citoyen actif réel. Leur utilisation est toutefois soumise au contrôle et à l'accord des organisations. Ce contrôle se doit en grande partie aux enjeux politiques associés. Derrière ces outils représentant des espaces virtuels et sectorisés participatifs pour des habitants, militants et usagers locaux, nous pouvons nous demander quelle est leur véritable capacité à transformer l'ensemble de la sphère politico-sociale.

199

CONCLUSION : LES ENJEUX DE L'ÉVOLUTION DU RÉPERTOIRE MÉDIATIQUE

Les TIC permettent l'interaction ainsi que la participation immédiate et sans frontière entre les citoyens connectés. Les grands groupes militants internationaux semblent d'ailleurs ne plus pouvoir s'en passer. Elles leur permettent désormais de toucher un nombre potentiel très large d'individus, mais surtout un ensemble très hétéroclite d'acteurs cosmopolites¹⁶ partageant a priori les mêmes valeurs.

14 - Propos issus de l'entretien du 08/12/2016 à Biarritz avec Mme Cendrine Templier, co-directrice de SFE.

15 - Document téléchargeable librement sur le lien suivant : http://www.statistiques.developpement-durable.gouv.fr/fileadmin/documents/Produits_editoriaux/Publications/Reperes/2012/Climat-ed_2013/reperes-fr-ed2013.pdf (consulté le 15/01/2017).

16 - Nous entendons l'acteur cosmopolite comme un individu ayant conscience





Internet représente une extension de l'espace public national et international démocratique, et se doit de respecter les libertés d'expression et de communication des citoyens connectés. Les groupes militants l'investissent pour diffuser de manière autonome leurs propres messages et pour relayer leurs actions, mais aussi afin d'élargir les échanges entre leurs membres et les internautes intéressés. Le développement d'outils interactifs met en lien des problématiques locales entre différents pays, et invite les membres d'horizons divers à se rencontrer et à partager des informations sous forme d'un débat réticulaire sans frontière. Ces nouvelles plateformes de discussion se rapprochent de l'idéal de l'espace Habermassien, que Jürgen Habermas entend comme la « situation idéale de parole » (Beck, 2006 : 121), où chacun peut faire valoir ses idées. La question du maintien des libertés individuelles y apparaît cependant indispensable.

Parallèlement, l'élargissement du répertoire médiatique se paye au prix d'une standardisation des modes de communication, où chacun semble devenir dépendant du nouveau sentier médiatique en ligne incarné aujourd'hui par Google, Facebook, YouTube, etc. Ce monopole médiatique des géants nord-américains du Net questionne l'indépendance communicationnelle réelle des groupes militants. Malgré le recours massif de la part des groupes écologistes et altermondialistes à l'outil Internet (Cardon et Granjon, 2003), on peut se demander pourquoi les plateformes alternatives ne percent pas davantage dans l'estime des masses. L'originalité des manifestations militantes, qui passent désormais de plus en plus par la mise en scène alternative et spectaculaire d'actions non violente, retient à son tour l'attention nouvelle des grands médias plus classiques. Apparaît alors le risque de déformation des messages des militants opéré par le discours journalistique et les canaux de diffusions externes.

Au-delà des contraintes que les différents moyens de médiation posent à l'émancipation du cybermilitant écologiste, sa

d'appartenir à une communauté humaine planétaire sans frontière. Pour lui, son sentiment d'appartenance embrasse la terre entière et son identité plurielle est avant tout mondiale. Il se considère citoyen du monde et se sent responsable de ce dernier.



plus grande liberté non censurée résiderait peut-être dans l'agir. D'ailleurs, le passage à l'acte qui est fondamental à tout mouvement social permet d'asseoir les engagements virtuels, en allant au-delà des signatures de pétitions par exemple. C'est d'ailleurs ce que ne manque pas de rappeler Sea Shepherd France sur sa page Facebook, citant Victor Hugo dans *Les Misérables* : « Il vient une heure où protester ne suffit plus : après la philosophie, il faut l'action »¹⁷.

Enfin, l'autoproduction médiatique des groupes écologistes interroge plus largement les stratégies de communication sous-jacentes, ainsi que celle des fins visées, tout comme les liens réels qui s'établissent entre les acteurs de ces groupes. Quelles sont les véritables expériences individuelles vécues derrière ces masques collectifs publics ? En quoi se rejoignent-elles ? Quelles sont les libertés réelles des individus engagés au sein de ces groupes ? Et finalement, dans quelle mesure ces actions collectives médiatisées dépassent-elles la sphère des formes idéalisées ? Ces questions restent ouvertes.

BIBLIOGRAPHIE

Aubert Nicole *et al.*, *L'individu hypermoderne*, Toulouse, Érès, 2005.

Beck Ulrich, *La société du risque. Sur la voie d'une autre modernité*, Paris, Aubier, 2001.

—, *Qu'est-ce que le cosmopolitisme ?*, Paris, Flammarion, 2006, 378 p.

Bourdieu Pierre, « La science et l'actualité », *Actes de la recherche en sciences sociales*, vol. 61, mars 1986, p. 2-3.

Cardon Dominique et Granjon Fabien, « Peut-on se libérer des formats médiatiques ? Le mouvement alter-mondialisation et l'Internet », *Mouvements*, n° 25, 2003, p. 67-73.

Itçaina Xavier et Weisbein Julien (dir.), *Marées noires et politique. Gestion et contestations de la pollution du Prestige en France et en Espagne*, Paris, L'Harmattan, 2011.

17 - Consultation de la page Facebook Sea Shepherd France, onglet « à propos » (consultée le 25/02/2017).



Jauréguiberry Francis et Proulx Serge, *Internet, nouvel espace citoyen?*, Paris, L'Harmattan, 2003.

Medici Christophe, *Homo connecticus*, Escalquens, Dangles, 2015.

Neveu Érik, *Sociologie des mouvements sociaux*, Paris, La Découverte, 2015.

—, « Médias, mouvements sociaux et espaces publics », *Réseaux*, vol. 17, n° 98, Paris, 1999, p. 17-85.

Ollitrault Sylvie, « De la caméra à la pétition-web : le répertoire médiatique des écologistes », *Réseaux*, vol. 17, n° 98, 1999, p. 153-185.

Templier Cendrine, *Comment garder le sens de l'action bénévole face à la professionnalisation des ONG. Étude de cas Sufrider Foundation Europe*, thèse de doctorat, Université de Pau et des Pays de l'Adour, 2016.

Vadrot Claude-Marie, *L'écologie, histoire d'une subversion*, Paris, Syros, 1978.

Weisbein Julien, « Défendre le littoral en croisant les expertises. Le cas des Gardiens de la côte », *NOROIS* [en ligne], n° 238-239, 2016, p. 97-108.
URL : <http://journals.openedition.org/norois/5892>





L'ESPACE DE COMMUNICATION COMME DIMENSION DE L'« HABITER » DE L'HABITAT MOBILE ET LÉGER

Anaïs Angéras
Chercheure-Doctorante en Anthropologie
Université catholique de Louvain (Belgique)
Laboratoire d'Anthropologie Prospective (LAAP)
Groupe de recherche « Uses & Spaces » (LOCI)

Le plus souvent élaboré dans un principe d'autoproduction (de la première mise en œuvre aux finitions), l'habitat dénommé « léger » désigne des installations ou des constructions qui ne comportent ni fondations, ni étages, ni impétrants, et se démarquent d'autant plus des architectures conventionnelles par leur volume et leur superficie réduits afin de favoriser une empreinte au sol limitée. Les exemples les plus communs sont les yourtes et les roulottes (en tant qu'habitats meubles, c'est-à-dire déplaçables ou démontables), les cabanes et les maisons réalisées en terre-paille (en tant que constructions immeubles). Selon cette définition, il peut concerner aussi les camions aménagés¹. Malgré la non-reconnaissance et le flou juridique conséquent, qui ont entouré jusqu'à présent l'habitat mobile et léger en France et en Belgique, un certain développement de ces alternatives au logement s'opère depuis une quinzaine d'années dans ces deux pays. En appelant au changement des manières d'habiter conventionnelles (Réseau Brabançon pour le Droit au Logement, 2016), ce modèle d'habitat

203

1 - Bien que la catégorisation d'habitat mobile recouvre encore d'autres réalités, qu'il ne partage pas entièrement avec l'habitat léger.



renouvelé vient se confronter aux visions et discours dominants concernant, d'une part, les politiques d'aménagement du territoire et, d'autre part, les normes de logement visant à garantir une forme de décence pour l'habitant·e. Relayé par des médias de large diffusion (presse, émissions télévisées et radiophoniques, forums et sites web), un débat public a émergé quant à son manque de légitimité en tant que résidence principale et son inscription dans les paysages ruraux.

En faisant coïncider les représentations, pratiques et usages des multiples dimensions d'*espace* que concernent les pratiques d'*habiter*, l'intérêt d'une lecture anthropologique de ce phénomène sociétal se situe dans la compréhension de la dynamique qui mène ces habitant·e·s d'un initial motif d'alternative au logement au déploiement de la notion d'*habiter*. L'axe ici proposé à l'étude² concerne l'investissement par ces habitant·e·s, revendiquant une autre manière d'habiter, non pas seulement de l'espace physique de leurs habitats, jugés « hors-normes », mais aussi d'espaces de communication, par lesquels ils·elles visent la reconnaissance sociale de leur démarche et témoignent de leurs efforts de défense juridique.

204

UNE POPULATION DIVERSIFIÉE ET AUX ASPIRATIONS COMMUNES

La population usagère de l'habitat léger et mobile connaît une diversité grandissante. Tandis qu'une population au « capital culturel » et « économique » mieux dotée recourt ponctuellement à l'habitat léger à des fins de loisirs – trouvant là de quoi développer ou cultiver un attrait pour un certain exotisme ou un « ailleurs » épanouissant –, un usage au moins temporaire, s'il ne peut être définitif, est défendu par une population aux revenus plus modestes pour laquelle l'accès au foncier d'une propriété classique est peu possible. Chez cette dernière, les âges s'échelonnent de 0 à 75 ans, et la tranche d'âge la plus demandeuse est celle des 20-35 ans.

2 - Ce présent axe fait l'objet d'une part de ma recherche doctorale intitulée : « D'alternatives au logement à un "habiter" alternatif : parcours, pratiques et représentations de l'habitat léger en Europe occidentale (Belgique, France) ».





Qu'est-ce qui mène les habitant·e·s en mobile et en léger à opter pour ce modèle d'habitat alternatif aux normes d'habiter conventionnelles? L'analyse des récits de vie révèle des éléments déclencheurs qui ont pu affecter leurs situations socio-économiques et influencer leurs parcours résidentiels. Mais, au-delà de la nécessité seule de se loger, une certaine affirmation d'une volonté de continuer à vivre en mobile ou en léger, même lorsque se dessinerait la possibilité de résider dans un logement plus « moderne » ou plus « traditionnel », est prégnante. Leur réflexion est inscrite dans le contexte de sociétés capitalistes avancées (Frediani, 2008), à travers des remises en cause ou de reconsidérations du système économique, et à partir d'une conscience écologique de plus en plus approfondie et étendue venant répondre à un souci de préservation environnementale.

Parmi la multiplicité des terrains de recherche que ce sujet recouvre, se rapportant à une large enquête menée de 2007 à 2019, les données réunies dans ce chapitre concernent les habitant·e·s en camion aménagé (France), ceux·celles du quartier de la Baraque (Belgique) et celles d'un site de « ker terres³ » (France). Le caractère relativement éphémère de ces essais d'habiter autrement, en raison des conditions aléatoires pour parvenir à s'établir, puis de maintenir les lieux investis en fonction de son milieu, de son environnement, et des relatives tolérances des municipalités, procure à chaque lieu où se développe de l'habitat mobile et/ou léger des spécificités propres (et tendent, de prime abord, à ce que nous les appréhendions comme uniques). Néanmoins, les réactions et représentations qu'ils suscitent auprès des membres de l'Administration et des collectivités locales, alors actrices de ce processus face à des situations de vie qu'elles jugent problématiques au regard de leurs compétences⁴, se trouvent

3 - Une « ker terre » (néologisme élaboré à partir de « ker », qui signifie « chez » en breton, et « terre ») est une habitation demi-sphérique, réalisée à partir de fibres de chanvre trempées dans un béton de chaux, ensuite recouvert de couche(s) d'enduit(s).

4 - Le droit à la domiciliation est l'un des principaux problèmes que rencontrent les habitant·e·s en « mobile » et « léger » : ceux·celles-ci sont susceptibles d'être évincé·e·s du circuit administratif ou de l'action sociale puisqu'ils·elles ne relèvent



bien souvent similaires : cette recherche s'efforce d'en tenir compte. Impliqué dans cette interaction, parmi d'autres associations de droit au logement⁵ qui tentent de relayer les demandes d'affranchissement juridique des aspirant·e·s et habitant·e·s en habitat léger, le collectif HaLé! (Belgique) propose un fonds de documentation via leur site web destiné à procurer aux habitant·e·s et porteur·se·s de projet d'un habitat léger les moyens de défendre leur position. Cette dynamique d'éléments imbriqués nous mènera à interroger l'espace de communication comme une des dimensions investies et (ré)appropriées *dans, par* et *à travers* l'habitat léger, parmi les autres dimensions d'espace qui composent l'habitat léger (**fig. 1**) : territoire, savoir-faire, temps...

(Ré-) appropriations de...

- **l'espace de l'habitat ?**
- **« vivre ensemble » ?**
- **« savoir-faire » ?**
- **« territoire » ?**
- **« temps » ?**
- ... **d'un « habiter » ?**

=> + de l'espace de communication ?

© Anaïs Angéras

**DIVERS ESPACES DE COMMUNICATION SELON DIVERSES SITUATIONS
D'HABITAT ET LEUR NÉGOCIATION DANS LE PAYSAGE**

Habiter en camion : entre visibilité et invisibilité

L'expérimentation d'une autre manière d'habiter au moyen d'un véhicule utilitaire transformé en habitat mobile mène une population, d'origine urbaine ou suburbaine, à envisager autrement son rapport

pas d'une inscription à un domicile légal.

5 - Le Réseau Brabançon pour le Droit au Logement inclut également sous l'appellation d'« habitat léger » les habitant·e·s en zones de loisirs (caravanes, chalets, *mobile homes*), leur reconnaissant les mêmes caractéristiques.





au territoire⁶. Le « hors-frontières » qu'elle revendique par son nomadisme, cherchant à vivre « partout chez soi », s'accommode mal des barrières municipales placées au-devant de zones classées « naturelles » ou préservées, pourtant seuls lieux non urbanisés et libres d'accès sur un territoire français morcelé en une multiplicité de propriétés privées.

Avec pour objectif primordial une possibilité constante de déplacements, basée sur un principe d'autonomie individuelle, une certaine logique sociale est défendue pour qui souhaite en établir un mode de vie à part entière. Afin de se préserver des dénonciations, toujours possibles, des riverain·e·s alentour, ces « habitant·e·s en camion » en viennent à assurer un fameux équilibre entre la visibilité de leur habitation mobile (s'agissant de véhicules parfois imposants) et l'invisibilité (par une certaine discrétion) de ses habitant·e·s (**fig. 2**).

Quelques autres principes visant à préserver leur autonomie de déplacement sont formulés par les tenants les plus expérimentés de ce mode de vie : il s'agit d'éviter toute sur-représentation (par exemple, des comportements ostentatoires, provocants ou carnavalesques) afin de s'assurer la jouissance d'un lieu plusieurs jours durant en prenant garde de laisser les emplacements propres et ordonnés, ou en évitant les regroupements en grand nombre et bruyants. D'une sur-visibilité

de leur expression culturelle, ils·elles savent également se rendre moins visibles lorsque la situation le nécessite : une forme de négociation tacite avec le voisinage dans une perspective d'une éventuelle réinstallation ultérieure (l'incitant à engager sa confiance en lui démontrant déjà les termes d'une sorte de contrat).



© Anaïs Angéras

⁶ - La compilation des données concernant précisément ce sujet a fait l'objet d'un mémoire de recherche (Angéras, 2011).



***Le quartier de la Baraque :
de stigmates de marginalité à une reconnaissance sociale***

De forts préjugés de marginalité ont affublé le quartier de la Baraque (Belgique) à ses débuts⁷. Cette distance avec le voisinage, renforcée par les représentations que se faisaient les riverain·e·s ressentant une forme d'insécurité sur un territoire qu'ils n'osaient pas arpenter, s'avérait plutôt arrangeante pour les habitant·e·s de ce quartier alternatif, ainsi isolé·e·s de la vie urbaine et moins dérangé·e·s dans leur quotidien. Cependant, parce que soupçonné d'être le lieu abritant autant de vices que de postures anticonformistes, ce quartier alternatif a vécu à plusieurs reprises des perquisitions brutales des forces de l'ordre, qui se sont ensuite espacées jusqu'à cesser, à mesure que le quartier s'est développé et s'est embelli (**fig. 3**).



© Anaïs Angéras

En 2010, les retombées médiatiques d'un funeste accident qui advint dans un squat situé à 300 mètres du quartier ont à nouveau atteint la tranquillité de la « Baraque alternative ». Afin de limiter l'effet de reportages et d'autres curieux·ses qui associaient d'emblée

7 - Quartier alternatif autogéré installé depuis 1975. L'article « Des normes d'habiter questionnées : le quartier de la Baraque » (Angéras, 2015) propose sa description ethnographique.





des préjugés de salubrité et des motifs de précarité, les habitant·e·s ont développé une autre stratégie de communication : l'organisation de visites guidées de leur quartier afin de pouvoir répondre par eux-mêmes aux questions des visiteur·se·s. Dans la même idée, ils ont amoindri la distance avec les quartiers environnants au cours des années en ouvrant quelques espaces de leur quartier : épicerie bio, régie de quartier, repas hebdomadaires, concerts, fête annuelle, etc.

Les projets de documentaires ou de reportages sur leur lieu de vie, émanant de journalistes, de photographes ou d'étudiant·e·s en cinéma ne sont pas empêchés, mais les habitant·e·s s'arrogent le droit, via une procédure de présentation, de refuser collectivement ceux dont le fond ou la forme ne correspondent pas à la représentation d'un quartier tranquilisé et bien-fondé qu'ils défendent. Aujourd'hui, une bonne trentaine de films, d'expositions photographiques ou d'écrits divers (travaux de fin d'études, mémoires...), dont une part a été produite par les habitant·e·s eux·elles-mêmes, exposent les réalités et les raisons de leur engagement, et traduisent l'apport bénéfique de ce mode de vie dans leur existence.

Aujourd'hui, l'attrait grandissant pour la question de l'habitat léger motive les demandes de visites d'une population de plus en plus élargie, cette fois touchée par un cadre de vie collectiviste et les possibilités architecturales centrées sur le développement de la personne. Certain·e·s viennent se renseigner sur les possibilités d'habitations tout aussi peu onéreuses que de faible empreinte écologique, et d'autres, déjà engagé·e·s dans un projet d'éco-lieu, cherchent là des réponses quant à leurs propres problématiques d'installation en interrogeant l'expérience des habitant·e·s de la Baraque.

*Les « ker terre » : une esthétisation
et une médiation par le « faire »*

Les habitantes de Beuzec⁸, où a été élaborée la technique de construction « ker terre » ont, elles aussi, élaboré des choix

8 - Propriété privée située dans un hameau, en Finistère-Sud.





de communication, aux caractéristiques tant pragmatiques que symboliques, pour assurer la pérennité de ce site (fig. 4).



© Anaïs Angéras

Par un mouvement récent d'ouverture vers l'extérieur, ces habitantes ménagent un accueil quasi-quotidien aux visiteur·se·s venant découvrir ce type d'habitation, par une offre de location ou de prêt d'une ker-terre. Visant à faire valoir le bien-fondé de leur démarche, elles présentent ce lieu de vie comme non seulement légitime, mais nécessaire, en tant qu'exemple de solution écologique face à la situation environnementale actuelle. Le soin apporté à la qualité esthétique du lieu de vie, notamment par des décorations (végétales principalement), finit d'attirer ceux·celles qui chercheraient encore à être convaincu·e·s, et tend à rassurer les habitant·e·s voisin·e·s qui ne partagent pas les mêmes préoccupations ambiantales.

Parallèlement, en observant la même alliance du geste technique et de l'esthétique, elles s'emploient à la médiation et à la promotion de cette manière d'habiter « à impact bonifiant » (tel qu'elles l'affirment) par le « faire » : au moyen d'une offre de formations de création de ker terre, formulée en chantiers-écoles. Aujourd'hui spécialisées sur ce type de construction⁹, elles en ont fait leur profession (animation de stages, construction pour des particuliers·ères et recherche en ce domaine).

9 - Différentes formules de formation sont présentées sur leur site internet.





Sollicitées pour participer à des émissions télévisées ou à des reportages, elles choisissent avec soin auxquelles participer, jusqu'à promouvoir un projet de film au moyen d'une campagne de crowdfunding : contribuer à un « effet de mode » envers les habitats écologiques et atypiques leur importe moins que de transmettre le message selon lequel « l'état actuel de la planète et le peu de possibilités d'accès au foncier d'une génération sans terres¹⁰ » appelle à ce type d'habiter.

Une nécessaire appropriation des savoirs juridiques

En Belgique, l'habitat léger connaît depuis ces dernières années un récent développement. L'instauration de groupes de travail en vue de l'élaboration du *Mémoire de l'Habitat Léger* a été un premier moteur dans le rassemblement d'habitant·e·s en léger qu'a initié le Réseau Brabançon du Droit au Logement¹¹. Le collectif HaLé!, regroupement en région wallonne d'habitant·e·s en « léger », est né à la suite de cette collaboration, puis d'une rencontre avec l'association française Halem¹². Les membres à l'origine de ce collectif se constituent alors en un groupe informel, autonome de tout autre organisme ou institution, souhaitant rompre avec la difficulté de se défendre de manière isolée.

Une première version de leur site internet figurait un appel aux « Rencontres de l'habiter léger »¹³ (**fig. 5**). Mais, pour pouvoir se dénommer, il fallut se définir : un exercice difficile puisqu'il se conjugue à celui d'établir une définition qui risquerait plus d'exclure que d'inclure. La seconde version de son site internet est ensuite axée sur la diffusion d'informations nécessaires aux projets d'installation d'habitat léger et à leur maintien (réglementations, « BA-ba », témoignages, et tous autres savoirs et réflexions par lesquels d'autres

10 - Adèle, interview tirée du film « KerTerre », 2019.

11 - Réseau d'associations d'éducation permanente.

12 - HAbitants en Logements Éphémères et Mobiles.

13 - Présentées le 27 août 2016, plus de 200 personnes se sont présentées à cet événement.



porteurs de projet ont pu approcher la question ou se forger une défense juridique), qu'ils appellent à partager et à rendre communes. Le collectif HaLé! invite aujourd'hui les aspirant·e·s et futur·e·s habitant·e·s à tenir compte de ces préconisations juridiques proposées avant de s'engager dans tout projet d'installation.



© Collectif HaLé!

Hormis les nombreuses actualisations du site internet, les autres actions de ses membres bénévoles portent sur les réponses régulières aux nombreuses demandes d'aide d'habitant·e·s sous le coup de procédures d'expulsion, ainsi que fournir des renseignements plus généraux aux personnes intéressées par une installation¹⁴. Il s'agit également de répondre aux invitations d'autres associations ou groupements intéressés par cette thématique qui souhaitent organiser des séances d'informations et autres discussions publiques quant aux avantages et désagréments d'un quotidien en habitat léger. Des tentatives de lancement de groupes locaux, de discussion ou d'action, prennent, par ailleurs, le temps et l'énergie d'une part des membres du collectif, tout comme la participation à l'étude juridique « L'Habitat léger en Région wallonne », à laquelle le collectif HaLé! a été intégré comme partenaire.

14 - Entre une et cinq demandes contacts par mail par semaine.



L'APPROPRIATION DE L'ESPACE DE COMMUNICATION : UN ENJEU DE RÉ-APPROPRIATION POLITIQUE DE L'ESPACE ?

Même si une relative tolérance, de la part des municipalités dans ces quinze dernières années, a pu permettre, peu ou prou, à des premières initiatives d'habitats mobile et léger de prendre forme, le cheval de bataille actuel en Belgique et en France concerne leur reconnaissance juridique. N'étant pas considérés comme des logements, l'impossibilité de s'y domicilier empêche ses habitant·e·s d'accéder aux droits sociaux communs que garantit l'État, et vient freiner ou contraindre leur processus d'épanouissement.

Puisqu'il ne suffit plus à présent de « vivre caché » pour « vivre heureux » ou, du moins, pour continuer à s'assurer une possibilité d'habiter, les habitant·e·s en « hors-normes » ont peu à peu développé une somme de stratégies locales à réticulaires autour, d'une part, de la construction quotidienne d'une image positive de leur manière d'habiter et, d'autre part, en s'efforçant ponctuellement à des communications publiques lors de tables-rondes, d'ateliers ou de reportages. L'ouverture de l'espace de leur habitat et l'exposé récurrent de leurs motivations et de leurs choix de vie, jusque-là restés dans l'espace du privé et de l'intime, apparaissent comme un renversement des pratiques habitantes conventionnelles : ils figurent dans notre analyse comme trait majeur des transformations sociales dont témoigne l'habitat léger dans nos sociétés contemporaines.

La population en habitat léger, qu'elle accuse ou déplore un vide juridique, ne se situe plus seulement usagère d'une habitation personnelle, mais plutôt actrice du changement social qu'elle appelle. *Par*, et à *travers*, l'enjeu de la reconnaissance de leur modèle d'habitation, leurs interactions avec la sphère publique pour témoigner de leur manière d'habiter léger semblent devenues l'un des prolongements de leur espace d'habiter. Ainsi, l'enjeu de réappropriation de l'espace développé dans l'habitat léger ne se cantonne pas seulement à l'espace physique, géographique ou matériel de l'habitation, mais concerne également une ré-appropriation de l'espace de communication.



BIBLIOGRAPHIE

Angeras Anaïs, *Du nomadisme contemporain, Avec les saisonniers agricoles en camion*, rapport de recherche pour l'obtention du titre de Master, sous la direction de Martin Soares, 2011, 117 p.

—, « Des normes d'habiter questionnées : le quartier de la Baraque », *Socio-Anthropologie*, n° 32, 2015, p. 41-54.

Frediani Marcelo, *Sur les routes. Le phénomène des New Travellers*, Paris, Imago, 2009.

Réseau Brabançon pour le Droit au Logement (RBDL), « Memorandum de l'habitat léger », 2016. URL (consulté le 31-01-2018) : http://www.habiterleger.be/wp-content/uploads/2017/03/RBDL_memorandum.pdf





DISCUSSION AUTOUR DU TERME *MUDAR*
LES TERMES *MUDAR* ET *DESMENATJAR* SONT-ILS INTERCHANGEABLES ?

Françoise Saliou
Docteure en anthropologie
Université de Pau et des Pays de l'Adour

Mondher Kilani écrit dans son ouvrage *Pour un universalisme critique : essai d'anthropologie du contemporain* au sujet de la trace que :

« [La trace], le document ne sont pas là pour aider à reconstituer le passé, mais pour exprimer le passé dans le présent, d'où les stratégies de l'oubli développées pour affirmer une mémoire au présent » (Kilani, 2014 : 87).

Ce travail considère également le mot comme une trace qui interroge la compréhension du passé et l'intégration au présent. Je me suis intéressée à l'usage de deux verbes, *mudar* et *desmenatjar*, qui tous deux signifient « déménager ». Sont-ils simplement synonymiques ? L'analyse que je mènerai permettra de définir une partition des usages lexicaux et des usages particuliers de la langue. Pour cela, et pour comprendre les enjeux d'utilisation des verbes *mudar* et *desmenatjar* sur lesquels porte l'étude, il faudra appréhender le signifié et le signifiant de chacun d'entre eux. Le travail se présente en quatre points, auquel une étude de cas est adjointe. Il prend appui sur un collectage effectué auprès de l'abbé Moulia en Vallée d'Aspe entre les années 2010 et 2015, et qui a fait l'objet de mes travaux de thèse.



LE CHAMP SÉMANTIQUE DES TERMES *MUDAR* ET *DESMENATJAR*

Pour étudier le champ sémantique de ces deux verbes, j'ai porté mon choix sur le *Dictionnaire du Béarnais et du Gascon modernes* de Simin Palay, édité aux Éditions du CNRS en 1961, car il semble pouvoir faire consensus auprès des locuteurs de langue gasconne. Pour ce qui est du champ sémantique de *mudar*, le dictionnaire mentionne ceci : « *que s'em mudats*¹, nous avons changé de domicile, de maître [...]. *Lo qui està plâ nou's mude*, celui qui est en bonne situation, bien placé, ne change pas » (Palay, 1980 : 683). La définition du terme associe un mouvement dans l'espace à des considérations sociales.

L'abbé Moulia, lors d'une rencontre de travail effectuée au presbytère Saint-Norbert d'Accous le 11 décembre 2010, livre l'expression *har Marteror* qui signifie également « déménager »².

« [...] aví dit “har Marteror”? [...] Taus bordèrs, los bordèrs que son euh gerats, ils sont régis per ua lei qui avè trobat mes euh un véritable coutumier ancestral trobat per un hrair men on avè vist : “Lo bordèr que troberà l'ostau vueit e la bòrda plea” [...]. Soi segur de l'aver dit. Mes çò qui n'aví pas dit, que aqueths bordèrs n'éran pas protejats per ua lei e qu'èra pro que lo mèste d'equeth ben qu'avosse un gojat capdèth qui's maridava dab ua capdèta e que'us dava en dòt aqueth ben e que calè que lo bordèr que se n'anèsse.

Que calè que lo bordèr ac sabosse pro lèu tà poder estar en nhaute ben per Marteror. Perqué? Per'mor Marteror qu'èra lo moment de har hroment e que calè estar sus plaça tà poder har hroment, tà aver lo pas de casa. Qu'ei hèra beròi com lei tanben. E alavetz que partivan tà Marteror tà un ben navèth. E l'expression “har Marteror” qu'èra vienguta a estar “déménager”. Déménager. E jo qu'èi entenut en estant mainatge quant de còps : “Ah, an hèit Marteror a vòste?”, quan avèn bastit ua maison. Meilèu que de díser : “An desmenatjat?”, “An hèit Marteror?”, l'expression deus bordèrs »³.

1 - Pour chacune des citations du dictionnaire, j'ai conservé la graphie de l'ouvrage.

2 - La transcription originale comprend des répétitions et des hésitations mais elles n'apparaissent pas ici pour la fluidité de la lecture.

3 - Entretien du 11 décembre 2010 avec l'abbé Moulia (traduction) :



Cette coutume de gestion des biens en fermage propre aux communautés rurales depuis le Moyen-Âge existait également au Pays Basque. L'équivalent de *har Marteror* en euskara est *Martine egin*, littéralement « faire la Saint Martin », fête qui se célèbre actuellement le 11 novembre.

Qu'en est-il du verbe *desmenatjar* ? Il indexe les synonymes *mudar*, *defouralhà* – quitter un lieu – avec le radical « *fora* » – en dehors – (*hòra* en gascon), *deslouricà* – déloger – avec le radical *lòc* – lieu – ainsi que le gallicisme « *boutjà* » et signifie effectivement « déménager » (Palay, 1980 : 338). Dans l'hypothèse d'un gallicisme, j'ai vérifié sa sémantique en langue française. Le sens commun aux trois verbes et expression *mudar*, *har Marteror*, *desmenatjar* est celui du déplacement, rappelé par le dictionnaire électronique CRISCO⁴. Le faisceau sémantique s'établit ainsi : le signifié commun est le déplacement ; cependant, *mudar* exprime aussi le changement de métayers à Toussaint tandis que *desmenatjar* indique le changement de lieu.

Hors du champ diglossique, je me suis interrogée sur les appréciations qui pouvaient être portées sur l'usage des deux mots.

217

« Est-ce que je t'avais dit "*har Marteror*" [faire la Toussaint] ? [...] Pour les fermiers, les fermiers sont euh gérés, ils sont régis par une loi que [mon frère] avait trouvée mais euh un véritable coutumier ancestral trouvé par un de mes frères où il avait vu : "Le fermier trouvera la maison vide et le bâtiment agricole rempli" [...]. Je suis sûr de l'avoir dit. Mais ce que je n'avais pas dit, ces fermiers n'étaient pas protégés par une loi et il suffisait que le maître de ce bien ait un fils cadet qui se marie avec une cadette et il leur donnait ce bien en dot et il fallait que le fermier s'en aille. Il fallait que le fermier le sache assez tôt pour pouvoir être dans un autre bien pour la Toussaint. Pourquoi ? Parce que la Toussaint, c'était le moment de semer le blé et il fallait être sur place pour pouvoir semer le blé, pour avoir le pas de maison. C'était très joli comme loi aussi. Et alors, ils partaient au moment de la Toussaint pour un nouveau bien. Et l'expression "*har Marteror*", elle est devenue "déménager". Déménager. Et moi, j'ai entendu, étant enfant, de multiples fois : "*Ah, an hèit Marteror a vòste?*" [Est-ce qu'ils ont fait la Toussaint, chez vous ?], quand ils avaient bâti une maison. Plutôt que de dire : "*An desmenatjat?*" [Ont-ils déménagé ?], "*An hèit Marteror?*", l'expression des fermiers ».

4 - Centre de Recherche Inter-langues sur la Signification en Contexte produit par l'EA 4255 de l'Université de Caen-Normandie.





MUDAR ET DESMENATJAR SONT-ILS DES TERMES INTERCHANGEABLES ?

Dans l'affirmative, pourquoi existe-t-il deux façons de nommer le déplacement ? Pourquoi la langue gasconne dispose-t-elle de deux signifiants différents pour un même signifié ? Afin de répondre à cette interrogation, nous allons consacrer un premier temps à l'approche historique des deux termes ; le second temps portera sur des considérations synchroniques.

L'approche historique des deux termes

Le métayage est une pratique de cadets de famille ou de colons qui concourt à l'équilibre de la communauté rurale. Cette coutume se définit, de même que le *capcazal*⁵, entité landaise, comme « une exploitation agricole formée d'une maison, de ses terres labourées appropriées, et des pacages possédés en commun avec les autres maisons » (Zink, 1993 : 451). De même, il importe de rappeler que la maison va se révéler dans la deuxième partie du XIII^e siècle, faisant naître, au pied des Pyrénées, une aire de droit familial de primogéniture dans laquelle le principe de parenté est subordonné au principe de résidence.

La localisation du métayage à venir l'emporte sur le déplacement lui-même. Il est alors logique que les termes synonymiques⁶ de *desmenatjar* portent tous deux un radical sensiblement différent, désignant le lieu, *fora* pour *desforalhar* et *lòc* pour *desloricar*⁷. Les termes renseignent sur la prévalence du changement de lieu sur le déplacement. Le paragraphe suivant propose, en se laissant guider par une approche synchronique des termes *mudar* et *desmenatjar*, d'aborder la logique sémantique de la coutume de « *har Marteror* ».

5 - Le *capcazal* se définit comme une entité comprenant un enclos de douze à quinze ares dans lequel est bâtie la maison paysanne. C'est l'élément constitutif de la communauté, qui contribue à sa régulation.

6 - *Desmenatjar* peine à s'auto-définir et le lexicographe use de plusieurs synonymes pour en cerner le sens.

7 - « *Fòra* » représente l'extérieur, le lointain, l'exclu (Lévy, 1991 : 193), hors du lieu occupé au présent, vers un ailleurs indéterminé. « *Lòc* », lieu, place, maison, terrain, passage (Lévy, 1991 : 228) désigne un lieu tangible.



L'approche synchronique

Le contenu des signifiés s'établit sur des temporalités différentes, puisque *mudar* et *har Marteror* sont les désignations d'une pratique coutumière du XIII^e siècle, tandis que le terme *desmenatjar* semble de facture plus récente. En effet, il n'est pas mentionné par le *Dictionnaire Béarnais ancien et moderne* de Vastin Lespy et de Paul Raymond (1887), ouvrage conçu dans une démarche d'archiviste sur lequel j'ai également appuyé ma recherche.

Mudar, dont le signifiant est stabilisé, traverse huit siècles de notre histoire. Attaché à la pratique coutumière des métayers, il est affecté d'une perte partielle de son signifié, la pratique coutumière ayant disparu. Cependant, le terme perdure. Les recherches lexicographiques permettent de noter un continuum historique pour ce terme transparent, compréhensible dans de multiples territoires de langue romane, en espagnol, catalan et portugais. *Mudar* renseigne donc à la fois sur l'histoire coutumière et communautaire d'un territoire, ainsi que sur la manière dont l'usage du territoire est pensé.

Cette remarque vaut d'ailleurs également pour *desmenatjar*, gallicisme adopté par le gascon et dont le sens est évident dans l'espace francophone. La présence de ce terme juxtaposé à *mudar* peut s'attribuer au processus diglossique. En effet, on observe une rupture avec l'histoire coutumière du territoire dans lequel il s'emploie. En revanche, comme dans un processus de compensation issu de cette rupture d'avec l'histoire, on remarque un isomorphisme du référent et du signe, une adéquation du mot et des choses, en faisant s'ajuster autant que faire se peut l'« ici » et le « maintenant ».

Deux stratégies donc, deux formes de pensée conscientes ou inconscientes se modélisent. L'une associe un continuum historique à des espaces de réalisation de la langue, l'autre développe une stratégie contrastée et particulière dont la préoccupation essentielle est la compréhension immédiate des locuteurs d'une langue minorisée en danger. Cette remarque appelle la poursuite de l'analyse.



LES PRINCIPES DE LÉGITIMATION

Considérons en premier les espaces et les temporalités. Dans un deuxième paragraphe, j'examinerai ensuite des considérations en référence au rapport à l'Autre.

Les espaces et les temporalités

Mudar et *desmenatjar* donnent à observer un déploiement de stratégies différentes concernant l'appréciation des espaces et des temporalités. Le terme *mudar* déroule son signifiant et son signifié depuis des temps lointains et sur des espaces linguistiques et de droit coutumier dont le point commun est l'usage coutumier du métayage dans les sociétés rurales héritées du Moyen-Âge. Adjoignons à ce qui a été développé précédemment la projection d'un « autrefois » identifiable d'un point de vue historique à un « ici » territorialisé en de multiples endroits.

Il faut admettre que *desmenatjar* emprunte une logique distincte. Gallicisme portant la marque du processus diglossique, le signifiant l'identifie au passé proche où la langue française est devenue la langue de communication électorale entre les locuteurs. Le sens chronologique est de mon point de vue inversé, non pas d'un passé proche vers le présent, sinon dans un mouvement d'identification du présent vers un passé identifiable par la mémoire humaine sur trois à quatre générations. Le passé historique et lointain, pourtant constitutif du lexique des langues vivantes, est effacé, confiné dans un « ailleurs » territorialisé hors de l'espace connu et familier. On remarque alors que l'« ici » et le « maintenant » fusionnent dans une chimie sécurisante, celle de l'illusion ontologique, produisant alors du « même » et de l'« autre ».

L'étude va maintenant porter sur l'examen du rapport à l'Autre qui est contenu dans les deux termes de notre étude.

Le rapport à l'Autre

Les deux termes illustrent le conflit permanent au sujet de la définition de l'identité des locuteurs de langue gasconne. C'est la



temporalité historique dans laquelle les verbes *mudar* et *desmenatjar* s'inscrivent qui génèrent antagonismes et querelles. La réflexion sur l'étude d'un terme s'appuie sur le travail des lexicographes et des philologues. Ainsi, les lexicographes s'appuient sur des documents d'archives, réactualisant à la mémoire des termes tirés des écrits de nature historique tandis que les philologues fondent l'étude de la langue sur l'analyse critique des textes littéraires. Leur travail conjoint caractérise les espaces présentant des caractéristiques historiques, économiques, sociales et linguistiques communes, déterminant alors des territoires tout en traçant leurs contours. Par conséquent, cette démarche lexicographique produit paradoxalement soit une réappropriation du terme par des locuteurs qui ne disposaient plus de l'usage de ce terme, soit l'abandon ou la réfutation d'un terme considéré comme exogène, alors qu'il a souvent été utilisé par le passé. Les lexicographes défendant l'usage de *desmenatjar* appuient leur argumentaire sur une identification affective palpable, construite autour de la mémoire des hommes et sur un espace co-construit à l'intérieur d'une nation, la France. Ils réfutent une histoire trop éloignée de la mémoire humaine, réhabilitée par des scientifiques exogènes au territoire intime béarnais. Dans un contexte de rareté de locuteurs, ils optent pour l'usage d'un lexique plus facilement assimilable et compréhensible, dont la genèse se réfère à la langue et à l'histoire de France.

Et pourtant, *mudar* est indexé dans le *Dictionnaire du Béarnais et du Gascon modernes* de Simin Palay. En intégrant les deux verbes, l'ouvrage couvre une période très large de l'histoire du lexique de la langue gasconne. C'est pourquoi, rassemblant pareillement deux termes renfermant un signifié commun, le dictionnaire admet une certaine plasticité de la langue, convenant alors de formations historiques diverses.

Si les deux termes ont connu une genèse et une évolution dissemblables, l'équivalence des deux mots fait doute. Ils ne sont alors pas interchangeables. Cependant, les mots ont-ils une histoire ?



UNE LANGUE HORS-SOL ?

Les mots sont-ils seulement les véhicules utilitaires de la communication comme le préconisait au début du siècle dernier Jakobson⁸ ? Nous serions alors dans une conception instrumentale du langage « pour laquelle le langage, second par rapport au réel, est un simple support servant de véhicule au transport de la pensée et à la communication des informations » (Laplantine, 1999 : 97). La représentation de la langue en tant qu'instrument, étudiée sous le paradigme de la synchronicité, montre bien, pour le verbe *desmenatjar*, une rupture temporelle avec l'histoire, cette temporalité se confondant avec un « ailleurs » indifférencié. Alain Rey, à propos de la méthodologie utilisée pour expliquer l'objet du *Dictionnaire historique de la langue française*, expose ceci : « L'ancien français est en partie pour nous une langue étrangère : on l'évoque ici en tant que passage obligé vers notre usage d'aujourd'hui, en tant que garant de continuité, en tant que médiateur » (Rey, 1994 : VII).

222

Si les deux termes sont en conflit d'usage, c'est parce qu'il y a désaccord sur les principes de légitimation, soit en regard de leur historicité, soit par la référence à une mémoire immédiate, saisissable, qui lui confère toute sa véracité et par là même sa légitimité. Si une langue porte à elle seule une image singulière du monde, le référentiel historique interdépendant d'un territoire donné heurte les conceptions d'une langue construite d'affects. Le deuxième point de clivage relevé tient d'une classification ayant pour paradigme l'« ici » et le « maintenant ». Conséquemment, la conceptualisation de la représentation se donne « tout entière pour représentation de ce qui est présent, refuse l'écart entre le signifiant et le signifié, entre les mots et les choses [...] » (Laplantine, 1999 : 99).

Au sein de ces considérations classificatoires spatio-temporelles, la question de l'origine s'invite dans le débat mais, plus que la question de l'origine, c'est l'interrogation de sa conceptualisation qui importe. En effet, chacun peut reconnaître et revendiquer sa langue comme

8 - Roman Jakobson est un linguiste du début du xx^e siècle qui posa les bases du développement de l'analyse structurale du langage.





issue des origines, sans toutefois la définir vraiment, si ce n'est comme une Arcadie. Les uns argumenteront celle-ci au nom de l'étymologie, les autres revendiqueront à la fois une adéquation au temps présent, lui adjoignant un lieu identifiable par une communauté humaine (parce qu'elle y vit) et une temporalité non définie, remontant au champ des possibles des temps immémoriaux, une sorte de traçabilité de la mémoire humaine, actant alors l'authenticité et la légitimité.

Dans la pensée de l'Être, l'identification de chacun se définit de part ce cadre spatio-temporel dans lequel la personne se meut, entretenant un rapport intime et particulier au monde. Une projection dans un passé qui n'emprunte pas les chemins de la mémoire humaine n'est alors pas concevable ; non reconnue, elle est réfutée. Pour emprunter la terminologie de Paul Ricœur, « le primat est donné au même par rapport à soi » (Ricœur, 1990 : 45-46).

Si une partie du champ sémantique – le sens du déplacement d'un point à un autre – est commune aux deux verbes, leur genèse historique se définit sur des historicités particulières. L'alignement de chacun de leur signifié avec leur signifiant illustre une période historique de ce territoire. Cependant, si les deux termes accusent une rupture sur l'axe diachronique, le terme *desmenatjar* intègre l'expression d'un changement de paradigme historique. *Mudar* est, pour certains locuteurs, le produit d'une réappropriation volontaire de la langue. La rupture sur l'axe diachronique reste partielle car le verbe, moins usité par la concurrence de *desmenatjar*, est indexé dans le *Dictionnaire du Béarnais et du Gascon modernes* (Palay). *Desmenatjar* s'est construit sur des temporalités à l'échelle de la mémoire humaine et sur des espaces proches affectivement assimilables. Dans ces conditions, le signifiant et le signifié trouvent une cohérence, que l'on observe dans le rapprochement entre un concept (le déplacement l'emportant sur le lieu du futur aménagement) et le langage, par un terme d'importation de la langue française.

En conclusion, peut-on dire après cette brève étude que *mudar* et *desmenatjar* sont des termes interchangeables ? Il semblerait que



non, tant les différences sont observables, que ce soit dans l'étude des champs sémantique, historique, diachronique ou synchronique. Le champ sémantique du verbe *desmenatjar* intègre deux synonymes qui intègrent le changement de lieu dans leur radical. Il est à ce propos remarquable que le terme soit explicité dans le *Dictionnaire du Béarnais et du Gascon modernes* avec forces synonymes qui renvoient effectivement à privilégier à la question du déplacement la question du lieu. En ce sens, il se rapprocherait de l'expression *Har Marteror*, même si le signifiant, le signe, qui lui est attribué en fait d'abord un terme importé de la langue française. Bien sûr, la présence du terme relève du processus diglossique, avec une présence dans l'usage linguistique depuis la Première guerre mondiale. Nous observons alors un exercice de chacun des verbes sur des temporalités différentes, l'usage du terme *mudar* s'étendant sur environ huit siècles.

L'étude porte à s'interroger sur le conflit d'usage qui lie les deux mots choisis pour illustrer l'étude, en rappelant que nous pourrions en citer d'autres tels *brembar* et *rappelar*⁹. Pour expliciter ce conflit, il nous faut considérer le territoire « héberge » le terme. L'usage de *mudar* est présent dans des aires de part et d'autres des Pyrénées, en castillan, en catalan, en gascon, aires linguistiques bien sûr, mais aussi culturelles car la coutume des métayers existait aussi au Pays Basque.

Sur la question de la légitimation de l'usage d'un terme en particulier, il faut rappeler que le principe de légitimation diffère selon les groupes de locuteurs et est assujetti au principe d'identité. Les tenants de l'usage de termes tels que *desmenatjar* argumentent sur la nécessité d'une langue facilement assimilable, compréhensible au premier abord. On prête alors au terme un usage immémorial, pour avoir été entendu dans la bouche d'un aïeul. *Mudar*, en partie réintégré au corpus de lexique, usité depuis des siècles sur un espace historique, coutumier et linguistique, dont le signifié porte le concept propre à la coutume des métayers, dépasse le cadre d'un territoire immédiatement palpable. Le dernier critère rattaché au conflit d'usage est

9 - *Brembar* et *rappelar* sont aujourd'hui employés de manière indifférenciée pour signifier se rappeler, se souvenir.



le rapport à l'autre, parfois fermé par souci de préservation et de reproduction d'une posture identitaire figée sur l'espace restreint qu'elle entend protéger.

La conscience de ce qui constitue une langue dépasse pourtant les affects. En effet, une langue se charge des époques qu'elle traverse, des locuteurs qui la parlent, portant à elle seule une pensée singulière au monde qu'elle offre et confronte.

BIBLIOGRAPHIE

Kilani Mondher, *Pour un universalisme critique: essai d'anthropologie du contemporain*, Paris, La Découverte, 2014.

Laplantine François, *Je, nous et les autres*, Paris, Éditions Le Pommier, 1999.

Lespy Vastin et Raymond Paul, *Dictionnaire du Béarnais Ancien et Moderne*, Belin-Beliet, Princi Negre Editors, 1998.

Palay Simin, *Dictionnaire du Béarnais et du Gascon modernes*, Paris, Éditions du CNRS, 1974.

Rey Alain, *Le Robert, Dictionnaire historique de la langue française*, tome I, Paris, Le Robert, 1994.

Riccœur Paul, *Soi-même comme un autre*, Paris, Éditions du Seuil, 1990.

—, *La mémoire, l'histoire et l'oubli*, Paris, Éditions du Seuil, 2000.

Zink Anne, *L'héritier de la maison. Géographie coutumière du Sud-Ouest de la France sous l'Ancien Régime*, Paris, Éditions de l'E.H.E.S.S., 1993.



Achévé d'imprimer sur les presses d'Ipadour
85 Cami Salié – 64000 Pau
pour le compte des PUPPA
janvier 2022

